



**United Nations Office for the  
Coordination of Humanitarian  
Affairs**



**United Nations Fund for  
Population**



## **CONDITIONS DE VIE ET DE RETOUR DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

### **RAPPORT D'ETUDE**

*Avril 2008*

**Etude commanditée par OCHA et réalisée en collaboration avec  
l'UNICEF, l'UNHCR, le PNUD, l'OMS, NRC/IDMC et l'ENSEA**



## **REDACTEURS ET CONTRIBUTEURS**

Léon Konandé MUDUBU

Glebelho Lazare SIKA

Antoine Nsungu BANZA

Jean Faustin PIAMALE

Basile O. TAMBASHE (UNFPA)

Raymond GOULA (UNFPA)

Anne DAVIES

Mirkka HENTTONEN

## **Citation recommandée**

*Enquête PDIS-RCA 2007 ‘ Conditions de vie et de retour des personnes déplacées internes (PDI) et des familles d’accueil en République Centrafricaine ’ : résultats de l’enquête UNFPA/RCA.*

## **AVANT – PROPOS**

*Le coup de force du 25 octobre 2002 a déclenché des conflits armés qui ont affecté l'ensemble du territoire centrafricain, et plus sévèrement les préfectures au nord du pays. L'extension des conflits à cette « zone rouge » a rendu inaccessibles les infrastructures sociales de base (formations sanitaires, établissements scolaires) qui sont restés fermés suite au pillage et le manque de personnel. Cette situation a rendu impossible les ravitaillements des pharmacies et des hôpitaux en médicaments essentiels, ainsi que l'organisation des enseignements dans les établissements scolaires..*

*Ces conflits ont surtout provoqué des déplacements de populations à l'intérieur du pays. Ces mouvements massifs de femmes et d'hommes fuyant leurs villages constituent sans aucun doute l'un des problèmes humanitaires majeurs auxquels le Gouvernement centrafricain continue de faire face.*

*Plusieurs missions d'évaluation rapides ont été effectuées par les agences des Nations Unies et les ONG humanitaires pour avoir une idée précise sur l'ampleur du phénomène. Les conditions de vie des populations affectées, y compris celles des populations hôtes, n'ont fait l'objet, jusqu'ici, que d'explorations rapides. Des études plus approfondies, adaptées au contexte de déplacements diffus de la population dans les familles d'accueil ou en brousse sont nécessaires non seulement parce qu'elles permettent de mieux cibler les actions urgentes, mais aussi parce qu'elles contribuent à définir des politiques destinées à mettre en place des stratégies durables susceptibles d'apporter des réponses appropriées et adaptées à la situation.*

*Le présent rapport de l'enquête sur « Les conditions de vie et de retour des personnes déplacées internes (PDI) et des familles d'accueil » vient opportunément combler ce vide. Bien qu'elle ne soit pas une opération exhaustive, cette enquête nous livre des indications fortes intéressantes et des pistes de solutions capables de répondre à la situation. Pour la première fois en Centrafrique, la problématique des personnes déplacées internes est mieux appréhendée de manière plus approfondie en termes de protection et d'intervention.*

*Le profil sociodémographique des personnes déplacées internes est assurément l'un des résultats les plus attendus de cette enquête. L'étude révèle qu'au moment de l'opération, le nombre des PDI s'élevait à 124.535, contre 888.235 personnes de retour et que le groupe d'âge 15-39 est marqué par un important déficit d'hommes dû probablement à leur enrôlement dans les mouvements/bandes armées, ou aux tueries sélectives lors des attaques des villages, ou encore à l'émigration vers le Tchad et le Cameroun. En tout état de cause, seule la sociologie des conflits peut nous livrer le secret de ces mouvements complexes.*

*Les résultats de l'enquête mettent aussi le lecteur devant des faits ahurissants, dépeignant la vulnérabilité, la fragilité et les conditions de vie inhumaines des PDI, souvent exacerbées par la violence extrême qu'elles subissent, les vols et pillages, la destruction de leurs maisons, la difficulté de leur réinsertion dans la communauté. C'est pourquoi le rapport recommande avec justesse qu'en termes d'assistance aux PDI, un accent particulier soit mis sur les personnes déplacées revenues et les personnes déplacées réinstallées. Cette assistance comprendrait l'aide d'urgence et post-urgence avec un accent particulier sur les produits alimentaires et non alimentaires, l'eau potable, l'assainissement, l'accès aux soins de santé de base, y compris les services de lutte contre le VIH/SIDA, les IST et la tuberculose, l'aide psychosociale aux victimes de violence basée sur le genre, et les activités facilitant la reconstruction du cadre de vie.*

*Je rend hommage à John Holmes pour le travail remarquable qui a permis de disposer des ressources CERF nécessaires (\$195,000) pour la réalisation de cette étude combien importante, mais que d'aucuns se demandent sur la pertinence au moment où il est plus qu'urgent de fournir aux populations en détresse de la nourriture, des médicaments, etc.*

*Ce travail n'aurait été possible sans les efforts conjugués des agences du SNU (PNUD, UNICEF, UNHCR, OMS, UNFPA, FAO) et OCHA dont les différentes contributions ont permis d'améliorer le matériel de collecte (questionnaires et équipements) et l'analyse des résultats. Qu'elles trouvent ici, à travers ces quelques mots, l'expression de notre profonde gratitude pour cet exemple éloquent de solidarité inter agences.*

*Je tiens particulièrement à exprimer ma reconnaissance à M. Toby LANZER, Coordonnateur Humanitaire et Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement en République Centrafricaine qui non seulement a mis à notre disposition \$71,221 des fonds ERF pour boucler le gap du financement mais aussi a prodigué des conseils nombreux et précieux pour la réalisation de l'enquête.*

*J'adresse également mes vifs remerciements à l'Ecole Nationale de la Statistique et d'Economie Appliquée d'Abidjan (ENSEA) et l>IDMC pour leur précieux appui technique à travers Mme Anne Davies et Monsieur Lazare Sika qui nous ont aidé dans la réalisation de cette étude combien complexe.*

*Nous exprimons en outre notre reconnaissance à tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à la réussite de cette enquête dont les résultats sont particulièrement expressifs et éloquents : Préfets, Sous-préfets, autorités municipales, chefs des différentes communautés, Consultants, enquêteurs, chefs d'équipe et superviseurs. Et comment oublier les populations déplacées internes elles-mêmes qui ont courageusement participé à cette recherche ? Espérons que ce travail fera mieux connaître tous les drames qu'elles ont vécus, et que leur calvaire ne sera qu'un vague souvenir du passé !*

*Basile O. Tambashe, PhD  
Représentant de l'UNFPA*

## TABLES DES MATIERES

	PAGE
AVANT-PROPOS	iii
LISTE DES ABREVIATIONS	viii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES	xii
RESUME EXECUTIF	xiv
INTRODUCTION	1
1. Contexte et justification	1
2. Liens avec l'UNDAF et le programme pays 2007-2011	2
3. Objectifs	2
II. METHOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE DE L'ENQUETE	3
2.1 Zone d'enquête	3
2.2 Echantillonnage	4
2.2.1 Type d'enquête	4
2.2.2 Plan de sondage	4
2.2.3 Stratification et domaine d'étude	4
2.2.4 Mode de tirage de l'échantillon	4
2.2.5 Base de sondage des unités primaires et secondaires	4
2.2.6 Détermination de l'échantillon des ménages et des AD à couvrir	5
2.3 Supports de collecte	6
2.3.1 Fiche de dénombrement	6
2.3.2 Questionnaire ménage	6
2.3.3 Questionnaire individuel des PDI de 12 ans ou plus	6
2.4 Recrutement et formation du personnel	6
2.4.1 Recrutement et formation du personnel	6
2.4.2 Composition des équipes	7
2.5 Déroulement de la collecte	7
2.5.1 Déploiement des équipes sur le terrain	7
2.5.2 Dénombrement des ménages	7
2.5.3 Sélection des ménages	8
2.6 Traitement des données	8
2.6.1 Dépouillement manuel et codification	8
2.6.2 Saisie des données	8
2.7 Détermination des facteurs de pondération	9
2.7.1 Calcul du facteur d'extrapolation pour estimer le volume global des PDI	9
2.7.2 Calcul des coefficients de pondération des fichiers « ménage », « individu » et « déplacé »	10
2.8 Difficultés rencontrées et solutions envisagées	10
2.8.1 Logistique	10
2.8.2 Insécurité et impraticabilité des routes	11
2.8.3 Leçons apprises	11
Vue d'ensemble	12
III. PROFIL DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION ENQUETEE	13
3.1 Ménage et population dénombrée dans l'ensemble des AD	14
3.1.1 Volume des ménages dénombrés	14
3.1.2 Estimation de l'effectif de la population estimée à partir des ménages dénombrés	14

3.1.3 Estimation de l'effectif des personnes déplacées internes (PDI) au moment de l'enquête	15
3.1.4 Estimation de l'effectif des personnes déplacées internes (PDI) retournées estimées	17
3.2 Structure par âge et par sexe de la population enquêtée dans les ménages-échantillon	17
3.2.1 Structure de la population enquêtée par sexe	18
3.2.2 Structure de la population enquêtée par grands groupes d'âge	18
3.2.3 Structure par âge et par sexe de la population enquêtée	20
3.2.4 Analyse de la pyramide des âges et de la courbe des rapports de masculinité de la population enquêtée	21
3.3 Caractéristiques culturelles et socio-économiques de la population enquêtée	22
3.3.1 Structure de la population enquêtée selon la religion	22
3.3.2 Structure de la population enquêtée selon l'état matrimonial	23
3.3.3 Structure de la population enquêtée selon l'analphabétisme	24
3.3.4 Structure de la population enquêtée selon le niveau d'instruction	25
3.3.5 Structure de la population enquêtée selon la fréquentation scolaire	26
3.3.6 Structure de la population enquêtée selon la situation d'activité : avant et après les événements	27
3.3.7 Structure de la population enquêtée selon le statut dans la profession : avant et après les événements	28
3.4 Caractéristiques contextuelles et individuelles des personnes déplacées âgées de 12 ans et plus enquêtées	29
3.4.1 Structure des PDI par préfecture et par milieu de résidence	29
3.4.2 Structure des PDI par âge et par sexe	29
3.4.3 Structure des PDI par catégorie	31
Vue d'ensemble	34
IV. CARACTERISTIQUES DES MENAGES ET DES LOGEMENTS ET DEGRE D'EQUIPEMENT EN BIENS	36
4.1 Taille des ménages	36
4.2 Typologie des ménages	37
4.3 Caractéristiques et commodités des logements des ménages	40
4.3.1 Statut d'occupation	41
4.3.2 Coût mensuel de location du logement	41
4.3.3 Nombre de pièces occupées par le ménage : indice de promiscuité	42
4.3.4 Type de construction	43
4.3.5 Principal lieu d'aisance	44
4.3.6 Principale source d'approvisionnement en eau de boisson	46
4.3.7 Mode d'éclairage	47
4.4 Degré d'équipement des ménages	48
Vue d'ensemble	50
V. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES AVEC PDI	51
5.1 Situation sanitaire et d'éducation des ménages	51
5.1.1 Situation sanitaire des ménages	51
5.1.2 Fréquentation scolaire des enfants des ménages des PDI	53
5.2 Conditions d'accueil des PDI	56
5.2.1 Conditions d'hébergement des personnes déplacées	56
5.2.2 Nombre moyen et médian des personnes reçues depuis 2006 dans les ménages	57
5.2.3 Organisation de l'accueil et perceptions relatives à l'accueil des PDI	57
5.2.4 Dépenses effectuées en faveur des PDI	59
5.3 Variations des habitudes alimentaires	60
Vue d'ensemble	60

VI. ITINERAIRE MIGRATOIRE, CONDITIONS D'ACCUEIL ET INSERTION SOCIALE DES PDI	62
6.1 Lieu de résidence avant la crise et motifs de départ de la localité d'origine	62
6.1.1 Lieu de résidence avant la crise	62
6.1.2 Motifs de départ de la localité d'origine	62
6.1.3 Présence d'au moins un autre déplacé dans le ménage	65
6.2 Cas des PDI retournées	66
6.2.1 Période de retour des PDI dans la localité d'origine	66
6.2.2 Principales raisons de retour des PDI dans la localité d'origine	68
6.2.3 Conditions d'accueil des PDI dans la localité d'origine	70
6.2.4 Evolution des conditions de vie des PDI depuis le début de la crise	72
6.3 Cas des PDI réinstallées	74
6.3.1 Période de fondation du ménage par les PDI dans la localité d'origine	74
6.3.2 Principales raisons de fondation du ménage par les PDI dans la localité actuelle	76
6.3.3 Conditions d'accueil des PDI dans la localité de réinstallation	78
6.3.4 Conditions de vie des PDI dans la localité de réinstallation	80
6.3.5 Intentions et motifs de retour des PDI réinstallées dans leur milieu d'origine	82
6.4 Cas des PDI accueillies	84
6.4.1 Période d'accueil des PDI dans le ménage	84
6.4.2 Principales raisons par les PDI du choix d'un ménage d'accueil	85
6.4.3 Conditions d'accueil des PDI dans le ménage	86
6.4.4 Conditions de vie des PDI dans le ménage d'accueil	86
Vue d'ensemble	87
VII. COHESION SOCIALE ET MECANISME D'ENTRAIDE DES MENAGES ET DES PDI	89
7.1 Aide et assistance au niveau des ménages	89
7.1.1 Aide/Assistance reçue par les ménages	89
7.1.2 Aide/Assistance apportée à d'autres ménages avec personnes déplacées	90
7.2 Participation des PDI à la vie communautaire / associative	90
7.2.1 Vie communautaire ou associative	90
7.2.2 Type de communautés ou d'associations	91
7.3 Aide extérieure et des proches aux PDI	92
7.3.1 Aides extérieures	92
7.3.2 Réception de l'aide des proches	96
Vue d'ensemble	97
VIII. PROTECTION DES PDI, CONDITIONS SECURITAIRES	99
8.1 Situation sécuritaire perçue par les PDI	99
8.1.1 Importance des PDI en situation de sécurité perçue	99
8.1.2 Raisons de l'insécurité perçue	100
8.2 Violences subies par les membres des PDI enquêtées	100
8.2.1 Connaissance des violences subies par un membre de famille des PDI	100
8.2.2 Lieu des violences subies	101
8.3 Nature des violences subies	101
8.4 Pertes matérielles ou en vie humaine subies par les PDI	103
8.4.1 Importance des PDI ayant subi des pertes	103
8.4.2 Nature des pertes subies	104
8.5 Propositions / préoccupations des PDI en matière de protection	106
Vue d'ensemble	110
CONCLUSION GENERALE	112
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	117
ANNEXES : OUTILS DE COLLECTE	118
ANNEXES : METHODOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE	132

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

AD : Aire de Dénombrement

CERF : Central Emergency Response Fund

CSPRO : Census and Survey Processing system (Logiciel de saisie des données)

DGS : Direction Générale de la Statistique de l'université de Lomé

ENSEA : Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée

ERF : Emergency Response Fund

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

IDMC : Internal Displaced Monitoring Council

INS : Institut National de la statistique

OCHA : Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires

OIM : Organisation Internationale pour la Migration

ONG : Organisation Non Gouvernementale

NRC : Norwegian Refugee Council

PDI : Personnes Déplacées Internes

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

RGPH03 : Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat de la RCA

SNU : Système des Nations Unies

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés



UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

URD : Unité de Recherche Démographique de Lomé

## LISTE DES TABLEAUX

		<b>PAGES</b>
Tableau 2.1	Répartition de l'échantillon des AD et des ménages par préfecture et milieu de résidence	5
Tableau 3.1	Répartition du nombre des ménages dénombrés dans les grappes tirées par préfecture selon le milieu de résidence	14
Tableau 3.2	Répartition de la population totale dénombrée par préfecture selon le milieu de résidence	15
Tableau 3.3	Répartition des PDI au moment de l'enquête par préfecture selon le milieu de résidence	16
Tableau 3.4	Répartition des PDI au moment de l'enquête par âge et par sexe	17
Tableau 3.5	Répartition des PDI retournées par préfecture selon le milieu de résidence	17
Tableau 3.6	Répartition (en %) de la population par sexe	18
Tableau 3.7	Répartition (en %) de la population enquêtée par préfecture selon le sexe	19
Tableau 3.8	Répartition (en %) de la population enquêtée par milieu de résidence selon l'âge	19
Tableau 3.9	Répartition (en %) de la population enquêtée par grands groupes d'âge et par sexe	20
Tableau 3.10	Répartition (en %) de la population enquêtée par religion selon le sexe	22
Tableau 3.11	Répartition (en %) de la population enquêtée par religion selon le milieu de résidence	23
Tableau 3.12	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 12 ans et plus par état matrimonial selon le sexe	23
Tableau 3.13	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 12 ans et plus par état matrimonial selon le type de ménages	24
Tableau 3.14	Taux (en %) d'analphabétisme chez les personnes âgées de 15 ans par préfecture selon le sexe	25
Tableau 3.15	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par niveau d'instruction selon le sexe	25
Tableau 3.16	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par niveau d'instruction selon la préfecture	26
Tableau 3.17	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6-24 ans et plus par fréquentation scolaire selon le sexe	27
Tableau 3.18	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6-24 ans selon les raisons de la non fréquentation au cours de l'année 2006-2007	27
Tableau 3.19	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par situation d'activité avant et après la crise selon le sexe	28
Tableau 3.20	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par statut dans la profession avant et après la crise selon le sexe	29
Tableau 3.21	Répartition (en %) des PDI de 12 ans et plus enquêtées par milieu de résidence selon la préfecture	29
Tableau 3.22	Répartition (en %) des PDI par sexe selon la préfecture	30
Tableau 3.23	Répartition (en %) des PDI par sexe selon l'âge à l'enquête	30
Tableau 3.24	Répartition (en %) des déplacés enquêtés par préfecture selon la catégorie d'appartenance	32
Tableau 4.1	Répartition (en %) des ménages par taille selon le sexe du chef de ménage	36
Tableau 4.2	Répartition (en %) des ménages par taille selon le type de ménages	36

Tableau 4.3	Répartition de la taille moyenne et médiane des ménages par préfecture selon le sexe du chef de ménage	37
Tableau 4.4	Répartition de la taille moyenne et médiane des ménages par type de ménage selon le sexe du chef de ménage	37
Tableau 4.5	Répartition (en %) des ménages par sexe du chef de ménages selon la typologie	38
Tableau 4.6	Répartition (en %) des ménages par type de ménage selon la typologie	39
Tableau 4.7	Répartition (en %) des ménages par préfecture selon la typologie	40
Tableau 4.8	Répartition (en %) des ménages par sexe du chef de ménage selon le statut d'occupation du logement	41
Tableau 4.9	Coût moyen et médian (en FCFA) de location mensuel du logement selon le sexe du chef de ménage	42
Tableau 4.10	Répartition (en %) des ménages par le nombre de personnes par pièce de logement selon le sexe du chef de ménage	42
Tableau 4.11	Répartition (en %) des ménages par nombre de personnes par pièce de logement selon le type de ménages	43
Tableau 4.12	Répartition (en %) des ménages par type de logement selon le sexe du chef de ménages	43
Tableau 4.13	Répartition (en %) des ménages par type de logement selon le type de ménages	44
Tableau 4.14	Répartition (en %) des ménages par principal lieu d'aisance selon le sexe du chef de ménage	45
Tableau 4.15	Répartition (en %) des ménages par principal lieu d'aisance selon le type de ménage	45
Tableau 4.16	Répartition (en %) des ménages par principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le sexe du chef de ménage	46
Tableau 4.17	Répartition (en %) des ménages par principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le type de ménage	47
Tableau 4.18	Répartition (en %) des ménages par degré de possession des biens d'équipement dans les ménages	49
Tableau 4.19	Répartition (en %) des ménages par degré d'équipement des biens dans les ménages selon le sexe du chef de ménage	49
Tableau 5.1	Fréquence de morbidité chez les personnes dénombrées dans les ménages échantillon selon le type de ménage	52
Tableau 5.2	Prévalence de maladies dont souffrent souvent ou quelque fois les personnes selon le type de ménage	52
Tableau 5.3	Prise en charge des frais de santé selon le type de ménage	53
Tableau 5.4	Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6-24 ans et plus par fréquentation scolaire selon le type de ménage et le sexe de l'enfant	54
Tableau 5.5	Prise en charge des frais de scolarité des enfants de 6-24 ans selon le type de ménage	55
Tableau 5.6	Raisons de non fréquentation des enfants de 6-24 ans au cours de l'année 2006-2007	56
Tableau 5.7	Nombre moyen et médian des personnes déplacées accueillies depuis 2006 dans les ménages selon le type de ménage et le sexe du chef de ménage	57
Tableau 5.8	Nombre moyen et médian des personnes déplacées accueillies depuis 2006 dans les ménages selon le type de ménage et la préfecture	57
Tableau 5.9	Mode d'organisation de l'accueil des personnes déplacées dans les ménages selon le type d'organisation	58
Tableau 5.10	Perceptions des chefs de ménage sur l'accueil des personnes déplacées dans les ménages selon le type de ménage	58

Tableau 5.11	Répartition (en %) des chefs de ménage selon leurs opinions sur le changement des habitudes de consommation depuis la crise sur certains postes de dépenses	60
Tableau 6.1	Répartition (en %) des déplacés par préfecture selon la catégorie d'appartenance	63
Tableau 6.2	Répartition (en %) des PDI par préfecture selon les principaux motifs de départ de la localité d'origine	64
Tableau 6.3	Répartition (en %) des PDI retournées par milieu de résidence et par sexe selon le degré d'acceptabilité dans la localité d'origine	71
Tableau 6.4	Répartition (en %) des PDI retournées par milieu de résidence et par sexe selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine	74
Tableau 6.5	Répartition (en %) des PDI réinstallées par milieu de résidence et par sexe selon le degré d'acceptabilité dans la localité d'origine	80
Tableau 6.6	Répartition (en %) des PDI réinstallées par milieu de résidence et par sexe selon leurs opinions sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine	82
Tableau 7.1	Répartition (en %) des PDI participant ou non à une vie communautaire /associative selon les caractéristiques socio-démographiques	91
Tableau 7.2	Répartition (en %) des PDI par préfecture selon le type de communauté / association	92
Tableau 7.3	Répartition (en %) des PDI ayant reçu ou non une aide extérieure selon les caractéristiques socio-démographiques	94
Tableau 7.4	Répartition (en %) des PDI ayant reçu de l'aide extérieure par préfecture selon la provenance de l'aide	95
Tableau 7.5	Répartition (en %) des PDI selon la nature de l'aide extérieure reçue	96
Tableau 7.6	Répartition (en %) des PDI selon la provenance de l'aide extérieure reçue les proches	97
Tableau 8.1	Répartition (en %) des PDI dont un membre de famille a subi de violences selon la catégorie des PDI et le sexe	100
Tableau 8.2	Répartition (en %) des PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences suivant le lieu de la violence selon le type de PDI	101
Tableau 8.3	Répartition (en %) des PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences suivant la nature de la violence subie selon le type de PDI	102
Tableau 8.4	Répartition (en %) des PDI ayant subi une quelconque perte (matérielle ou en vie humaine) au cours de la crise selon la catégorie des PDI et le sexe	104
Tableau 8.5	Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 1 <sup>ère</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	105
Tableau 8.6	Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 2 <sup>ème</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	106
Tableau 8.7	Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 3 <sup>ème</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	106
Tableau 8.8	Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 1 <sup>ère</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	108
Tableau 8.9	Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 2 <sup>ème</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	109
Tableau 8.10	Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 3 <sup>ème</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe	110

## LISTE DES GRAPHIQUES ET FIGURES

		<b>PAGES</b>
Figure 2.1	Zone d'enquête	3
Graphique 3.1	Pourcentage de la population enquêtée par grands groupes d'âge	19
Graphique 3.2	Pourcentage de la population enquêtée par grands groupes d'âge selon le milieu de résidence	20
Graphique 3.3	Pyramide des âges de la population enquêtée	21
Graphique 3.4	Courbe des rapports de masculinité par âge de la population enquêtée	22
Graphique 3.5	Courbe des rapports de masculinité des PDI	31
Graphique 3.6	Proportion des PDI par catégorie d'appartenance	32
Graphique 3.7	Pourcentage des PDI par milieu de résidence selon la catégorie d'appartenance	33
Graphique 3.8	Pourcentage des PDI par sexe selon la catégorie d'appartenance	34
Graphique 4.1	Typologie des ménages selon le type de ménages	39
Graphique 4.2	Pourcentage des ménages selon le statut d'occupation du logement	41
Graphique 4.3	Type de logement des ménages de la zone selon le type de ménage	44
Graphique 4.4	Principal lieu d'aisance selon le type de ménage	45
Graphique 4.5	Principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le type de ménage	47
Graphique 4.6	Modes d'éclairage utilisés par les ménages de la zone d'étude	48
Graphique 4.7	Degré d'équipement des biens dans les ménages selon le sexe du chef de ménage	50
Graphique 5.1	Pourcentage des ménages par type selon la prise en charge des frais de soins de santé	53
Graphique 5.2	Pourcentage des ménages par type selon la prise en charge des frais scolaires des enfants de 6-24 ans	55
Graphique 5.3	Pourcentage des ménages par type selon les opinions des chefs de ménage sur l'arrivée des PDI	59
Graphique 5.4	Proportion des chefs de ménage avec PDI selon leurs opinions sur le surplus de dépenses effectuées par rapport aux dépenses habituelles	59
Graphique 6.1	Proportion des déplacés selon le lieu de résidence avant la crise	62
Graphique 6.2	Pourcentage des PDI par catégorie d'appartenance selon le motif de départ du lieu de résidence d'origine	64
Graphique 6.3	Pourcentage des PDI vivant avec au moins un déplacé par préfecture	65
Graphique 6.4	Pourcentage des PDI vivant avec au moins un déplacé par sexe selon la catégorie d'appartenance	66
Graphique 6.5	Pourcentage des PDI retournées par préfecture selon la période de retour dans la localité d'origine	67
Graphique 6.6	Pourcentage des PDI retournées par milieu de résidence selon la période de retour dans la localité d'origine	68
Graphique 6.7	Proportion des PDI retournées selon les raisons de retour dans la localité d'origine	68
Graphique 6.8	Pourcentage des PDI retournées par préfecture selon les raisons de retour dans la localité d'origine	69
Graphique 6.9	Pourcentage des PDI retournées par milieu de résidence selon les raisons de retour dans la localité d'origine	69
Graphique 6.10	Pourcentage des PDI retournées par sexe selon les raisons de retour	70

Graphique 6.11	dans la localité d'origine Proportion des PDI retournées selon le degré d'acceptabilité au retour dans la localité d'origine	70
Graphique 6.12	Pourcentage des PDI retournées par préfecture selon le degré d'acceptabilité au retour dans la localité d'origine	71
Graphique 6.13	Pourcentage des PDI retournées par sexe selon le degré d'acceptabilité au retour dans la localité	72
Graphique 6.14	Proportion des PDI retournées selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine depuis le début de la crise	73
Graphique 6.15	Pourcentage des PDI retournées par préfecture selon leurs opinions sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine	73
Graphique 6.16	Pourcentage des PDI réinstallées par préfecture selon la période de fondation du ménage dans la localité actuelle	75
Graphique 6.17	Pourcentage des PDI réinstallées par milieu de résidence selon la période de fondation du ménage dans la localité actuelle	75
Graphique 6.18	Proportion des PDI réinstallées selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle	76
Graphique 6.19	Pourcentage des PDI réinstallées par préfecture selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle	77
Graphique 6.20	Pourcentage des PDI réinstallées par milieu de résidence selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle	77
Graphique 6.21	Pourcentage des PDI réinstallées par sexe selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle	78
Graphique 6.22	Proportion des PDI réinstallées selon le degré d'acceptabilité dans la localité actuelle	79
Graphique 6.23	Pourcentage des PDI réinstallées selon le degré d'acceptabilité dans la localité actuelle	79
Graphique 6.24	Proportion des PDI réinstallées selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie depuis le début de la crise	81
Graphique 6.25	Pourcentage des PDI réinstallées par préfecture selon leurs opinions sur l'évolution des conditions de vie depuis le début de la crise	81
Graphique 6.26	Proportion des PDI réinstallées selon l'accès à la résidence d'origine	83
Graphique 6.27	Pourcentage des PDI accueillies par milieu de résidence selon la période d'intégration dans le ménage d'accueil	85
Graphique 6.28	Proportion des PDI accueillies selon les raisons du choix du ménage d'accueil	86
Graphique 6.29	Proportion des PDI accueillies selon leurs opinions sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'accueil	87
Graphique 7.1	Pourcentage des PDI ayant reçu une aide extérieure par préfecture	93
Graphique 7.2	Pourcentage des PDI ayant bénéficié de l'aide d'un proche par préfecture	96
Graphique 8.1	Pourcentage des PDI par catégorie selon la nature des violences subies	102
Graphique 8.2	Pourcentage des PDI par catégorie selon les pertes subies citées au premier rang	105
Graphique 8.3	Pourcentage des PDI par catégorie selon les principales préoccupations exprimées au premier rang	108

## RESUME EXECUTIF

L'enquête sur les conditions de vie des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des familles d'accueil en République Centrafricaine a été conçue et mise en œuvre dans le but de fournir au Gouvernement et aux agences humanitaires des informations sur le volume et la répartition des PDI ainsi que leurs conditions de vie pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur.

Cette étude poursuit les objectifs spécifiques ci-après :

1. Estimer l'effectif des personnes déplacées internes, notamment les femmes en âge de procréer, les enfants de moins de 5 ans, les enfants scolarisables, les personnes du 3<sup>ème</sup> âge et les handicapés physiques);
2. Déterminer les caractéristiques sociodémographiques (structure par âge et sexe, niveau d'instruction, occupation, etc.) des personnes déplacées internes;
3. Evaluer leurs conditions de vie ainsi que celles des familles d'accueil
4. Identifier leurs besoins spécifiques en termes d'alimentation, de santé, de scolarisation des enfants ;
5. Identifier les perceptions des PDI par rapport aux perspectives de leur retour ;
6. Identifier les actions à entreprendre pour la prise en charge effective des PDI.

A long terme, les résultats de cette étude serviront d'outil pour la planification des activités en faveur des PDI, notamment pour leur protection et leur assistance. Ils pourront permettre de mieux ajuster l'aide humanitaire à cette population, c'est-à-dire mettre en œuvre une « stratégie compréhensive » de protection des populations victimes de la crise. Les acteurs humanitaires qui interviennent dans les préfectures concernées par cette étude disposent ainsi à partir de cette étude des données quantitatives et qualitatives sur les PDI pour agir de manière efficace sur le terrain.

Pour atteindre les objectifs assignés à cette étude, trois outils de collecte des informations ont été élaborés, à savoir la fiche de dénombrement, le questionnaire ménage et le questionnaire individuel personne déplacée. L'approche méthodologique adoptée a été d'organiser une enquête par sondage à deux degrés de tirage couvrant sept préfectures du pays les plus concernées par les problèmes des PDI à savoir Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Grébizi, Bamingui-Bangora, Haute-Kotto et enfin Vakaga.

Sur un échantillon de 208 Aires de Dénombrement (AD) tirées au premier degré, 198 ont été effectivement couvertes sur le terrain par les enquêteurs (soit un taux de couverture de 95 %) compte tenu du contexte d'extrême insécurité ayant prévalu au moment de la collecte. En ce qui concerne les ménages, un dénombrement systématique de tous les ménages des 198 AD a été effectué sur la base de la fiche de dénombrement élaborée à cet effet. En revanche, l'enquête s'est déroulée uniquement dans les ménages-échantillon tirés au second degré à partir de deux listes constituées après le dénombrement exhaustif dans chacune des 198 AD : la liste des ménages n'ayant pas des personnes déplacées internes comme membres et la liste des ménages ayant au moins une personne déplacée interne comme membre. Un échantillon de 40 ménages (20 dans chacune des listes ainsi constituées) était donc tiré de manière systématique dans chaque AD. L'enquête a été réalisée en définitive dans 5.328 ménages dans lesquels on a administré un questionnaire ménage et des questionnaires individuels personne déplacée à chaque personne déplacée âgée d'au moins 12 ans identifiée dans ces ménages. Le choix de 12 ans et plus se justifie par la nécessité d'avoir des individus capables de répondre clairement aux questions

Un effectif de **124.535** personnes déplacées internes au moment de l'enquête a été estimé et **888.235** personnes déplacées internes de retour depuis 2002 (dont 400.989 PDI de retour récent entre 2006 et 2007) . Les personnes déplacées internes sont prédominantes dans les préfectures de

Ouham-Pendé, Ouham et Haute-Kotto. Ce sont les préfectures où persistent encore des foyers de tension. La préfecture de Bamingui-Bangoran est la moins touchée. Le phénomène de déplacement interne des populations reste en général rural du fait des activités agro-pastorales qui caractérisent ces populations ; sauf la préfecture de Nana-Grébizi où le phénomène est plus urbain du fait de la proximité de la ville vers où les populations retrouvent refuge. La présence des agences humanitaires dans la ville constitue un « pull factor » pour les PDI.

Cette population est constituée majoritairement de femmes (51 %) et d'enfants de moins de 15 ans (50 %). On observe un déficit d'hommes dans le groupe 15-39 ans qui peut s'expliquer en partie par l'enrôlement de ces personnes dans les mouvements ou bandes armées mais aussi par les tueries sélectives lors des attaques des villages ou l'émigration vers les Tchad ou le Cameroun. S'agissant de la population dénombrée dans les ménages, elle est majoritairement analphabète surtout chez les femmes et en milieu rural. Elle est chrétienne d'obédience protestante en grande partie. Les personnes de plus de 6 ans sont essentiellement des actifs occupés, des élèves/étudiants ou des inactifs. Leur principal statut dans la profession est « indépendant ». Leur situation économique après la crise révèle que nombreux ont perdu leur capacité de travailler comme des indépendants et se retrouvent plus comme des aides-familiaux. Un effectif de 8.499 personnes déplacées âgées de 12 ans ou plus avaient été interviewées dans la zone. Ces personnes peuvent être classées en trois catégories : les déplacés retournés (95 %) plus représentés, les déplacés réinstallés (2 %) et les personnes déplacées accueillies dans les ménages (3 %).

Les ménages de la zone enquêtée ont une taille moyenne de 6 personnes avec une différence nette en faveur des ménages dirigés par les hommes. La typologie des ménages fait état de la prédominance des ménages du type nucléaire (élargi ou non aux collatéraux). Les ménages monoparentaux, les ménages isolés et les ménages composés des couples vivant seuls sans enfants sont moins représentés. Néanmoins, cette structure présente des variations selon le sexe du chef de ménage (les ménages dirigés par les femmes étant plus du type isolé (femme vivant seule) et monoparental et ceux dirigés par les hommes en revanche sont dans une très large majorité du type nucléaire).

La majorité des ménages habitent leur propre logement, le type de maison dominant étant le logement traditionnel simple ou amélioré. Les ménages consomment en général l'eau de puit à pompe, de forage et des sources/puits non aménagées. Les latrines non améliorées et la nature ou la brousse sont les deux principaux types d'aisance des ménages, avec des différences significatives entre le milieu de résidence (les toilettes avec chasse d'eau et latrines améliorées sont plus observées dans les centres urbains). Les ménages s'éclairent principalement avec la lampe à pétrole ou le bois de chauffe. Ils ont un faible degré de possession des biens d'équipement. Près de la moitié d'entre eux n'ont aucun bien. Les biens les plus rencontrés dans les ménages sont la radio, le vélo ou la bicyclette, le fer à repasser et la pirogue.

Plus de neuf ménages sur dix n'ont reçu aucune personne déplacée. Les ménages dirigés par les femmes sont plus nombreux dans cette catégorie de ménages ainsi que ceux du milieu rural. Le nombre médian des personnes accueillies dans les ménages est de 4 personnes, quel que soit le sexe du chef de ménage. Dans plus de trois cas sur cinq, les chefs de ménages avec PDI estiment que les dépenses supplémentaires effectuées du fait de la présence des personnes déplacées dans le ménage sont importantes.

L'examen des intentions et motifs de retour des PDI réinstallées indique que nombreuses parmi elles ne font pas de visites du fait de l'insécurité et du manque d'habitation (car brûlé pendant la crise). Les intentions des personnes déplacées réinstallées de retourner un jour dans leur village d'origine sont conditionnées essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire et le rétablissement de la paix dans ces zones.



Les habitudes de consommation des ménages en période de crise ont été modifiées dans le domaine de déplacement ou du transport, d'alimentation, d'habillement, d'énergie ou d'électricité, de santé et dans une moindre mesure dans le domaine d'éducation/scolarisation. A l'opposé, ces habitudes ne semblent pas avoir changé dans le domaine de la consommation d'eau, dans le logement et dans celui de l'hygiène dans un degré moindre.

La grande majorité des ménages vivant avec des PDI n'ont reçue aucune aide ou assistance d'une personne extérieure ou d'une communauté pour subvenir au surcroît de charge. Les quelques uns qui en ont bénéficié de la part principalement des organismes humanitaires internationaux et dans une moindre mesure des parents, communauté religieuse ou d'une ONG ont été assistés dans le domaine de la santé et de l'alimentation. A l'opposé, seulement un peu plus d'un cinquième (22 %) des ménages n'ayant pas de personnes déplacées et un tiers (33 %) des ménages ayant des PDI ont apporté une assistance aux familles en difficulté pendant la crise. Leur assistance a été essentiellement alimentaire et dans quelques rares cas, sur la santé, l'habillement des personnes déplacées ou un apport financier. Leur aide ou assistance a été accordée, dans la majorité de cas, directement aux ménages et/ou aux personnes déplacées concernées ou par le biais des communautés religieuses.

La première vague de retour des PDI dans leur localité d'origine a commencé à être enregistrée en 2002. Ces retours ont effectivement pris de l'ampleur en 2003 avec le retour de la moitié des PDI dans leur village ou quartier d'origine. La dernière vague de retour est observée en 2007. La principale raison du retour est le rétablissement de la sécurité. Cette raison est valable pour les ménages retournés et ceux qui se sont réinstallés dans un autre village ou quartier. En dépit de la précarité des conditions de vie, la majorité des ménages se sont bien intégrés dans la localité de retour ou de réinstallation. Les personnes déplacées retournées ont été, dans leur grande majorité, favorablement acceptées dans leur zone à leur retour. L'intégration des personnes déplacées réinstallées et accueillies dans leur nouvel environnement est fortement exprimée davantage chez les femmes que chez les hommes.

L'insécurité dans les zones de résidence est la principale raison du départ de la localité d'origine évoquée par les personnes interrogées. A cette cause principale du départ s'ajoutent d'autres facteurs corollaires au premier comme le pillage ou la destruction de l'habitation ou le risque d'enrôlement forcé. Le départ de la localité d'origine s'organise souvent avec un membre du ménage (parent et enfant) ; ce qui constitue un fardeau indéniable pour les ménages d'accueil.

Dans leur déplacement forcé, les individus ne restent pas les bras croisés, instinct de survie oblige, ou ne sont pas souvent abandonnés à leur triste sort. En effet, les résultats de l'étude révèlent que pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts et trouver des solutions à leurs problèmes communs, les PDI se sont organisées en participant aux associations ou communautés. Les principales formes d'associations vers lesquelles les PDI s'orientent sont des associations religieuses, et dans une moindre mesure, les groupements agropastoraux, les clubs sportifs, les associations de quartier et de jeunes.

Par ailleurs, dépouillées de toutes leurs ressources, les PDI ont bénéficié de nombreux concours principalement de la communauté internationale, des communautés religieuses, des ONG nationales (courroie de transmission de l'aide internationale) et des proches parents. L'aide du gouvernement dont l'obligation est de protéger les citoyens en détresse est très timide. Les aides en faveur des PDI sont destinées généralement pour assurer la sécurité alimentaire, administrer des soins suite aux blessures ou d'autres maux, assurer un minimum de scolarisation aux enfants en situation difficile et fournir des vêtements.

Plus de la moitié des chefs de ménage retournés se sentent en sécurité. Les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à exprimer cette opinion et les citadins plus que les villageois. La préfecture de Ouham étant celle où ce sentiment est le moins partagé.

Globalement, deux personnes déplacées interviewées sur cinq ont déclaré que quelqu'un de leur famille a été victime d'une violence lors de la crise. En général, les violences subies par les membres de famille des PDI interviewées ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement, et dans une moindre mesure lors de la détention ou dans la rue. Il s'agit principalement des violences physiques, des vols ou pillages des biens, des menaces verbales et enfin des cas de viols des jeunes filles et femmes. S'agissant de pertes subies par les personnes déplacées lors de la crise, quel que soit le type des PDI considéré, sept personnes enquêtées sur dix disent avoir subi une quelconque perte, matérielle ou en vie humaine, directement ou indirectement au cours de la crise.

Même si ces pertes sont très variées, la destruction du logement et du cadre de vie, la perte du bétail, le décès ou l'assassinat d'un membre de famille (conjoint, enfant ou autre membre), la perte des effets divers et la perte de la récolte sont les principales. Ces exactions subies par les personnes déplacées semblent générales dans les préfectures avec quelques particularités ci et là.

S'agissant des préoccupations exprimées par les PDI, l'analyse a révélé qu'elles sont de quatre ordres à savoir :

- économique d'abord (trouver du travail, cultiver le champ, s'octroyer un crédit pour relancer l'activité économique) ;
- social (reconstruire le logement et le cadre de vie, avoir accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable) ;
- culturel (regagner le village d'origine pour les PDI réinstallées et les PDI accueillies, regrouper la famille, reconstruire le village) ;
- sécuritaire et protection (retour de la paix, bénéficier de l'assistance des organismes humanitaires).

Compte tenu de ces résultats, il est important de mettre en œuvre des programmes visant la protection des populations déplacées et l'amélioration de leurs conditions de vie.

# INTRODUCTION

## 1. Contexte et justification

Couvrant une superficie de 623.000 Km<sup>2</sup>, la RCA avoisine la République Démocratique du Congo (RDC), la République du Congo, le Cameroun, le Tchad et le Soudan. Selon les projections du RGPH 2003, elle compte en 2007 4.216.664 habitants, dont plus de 60 % vivent en milieu rural. L'économie repose essentiellement sur les activités agricoles, forestières et minières. Cependant, la pauvreté est généralisée avec plus de 67 % de la population qui vivent en dessous du seuil de pauvreté nationale.

Depuis 1996, le pays est confrontée à une série de crises militaro-politiques presque ininterrompue, qui a entraîné d'énormes pertes en vie humaines, affaibli le système de production des ménages et provoqué leur dislocation. Malgré la mise en place d'un régime démocratique suite aux élections multipartites libres en 2004 et 2005 devant favoriser la réconciliation et l'unité nationales, la situation sociopolitique continue de se dégrader avec l'émergence des groupes rebelles dans le Nord du pays qui affrontent régulièrement les forces armées nationales. Cette partie qui comprend les préfectures de l'Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi, Bamingui-Bangoran et Vakaga fait frontière avec le Tchad et le Soudan (principalement le Darfour) et concentre, à elle seule, plus de 26 % de la population centrafricaine.

L'impact direct de cette crise politique que traverse le pays est la « prise en otage » de la population civile. Celle-ci est prise entre les feux croisés des différentes parties en conflit : les différents mouvements rebelles (APRD, UFDR, FDRC) qui affrontent les forces armées centrafricaines. Ainsi, en tentant de prendre ou de garder le contrôle des zones pour plusieurs motifs (position de force lors des négociations, contrôle des productions illicites, contrôle des zones ou couloirs géostratégiques, etc.), les parties en conflit cherchent à contrôler de façons différentes les populations des zones concernées. Les enjeux du conflit se sont traduits malheureusement par une série d'impacts directs sur les populations, particulièrement celles les plus vulnérables que sont les personnes âgées, les femmes et les enfants.

D'une part, ces conflits ont eu pour conséquences les intimidations, les menaces ou même les séquestrations, les homicides, les massacres, les déplacements massifs et forcés des personnes (femmes et filles enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de cinq ans, des enfants en âges scolarisables, des personnes âgées, des handicapés physiques etc.)<sup>1</sup>. D'autre part, ils ont précarisé les conditions de vie des populations civiles en fuite par la destruction des logements, le vol du bétail et d'autres biens de première nécessité.

Contrairement à d'autres pays où les PDI sont organisées dans des camps où vivent dans des familles d'accueil, en République Centrafricaine, la situation se présente autrement. Dans la plupart des cas observés, les individus sont dispersés dans les campements de culture sans un minimum de protection et quelques uns vivent dans des familles d'accueil. Les rapports de mission des ONG locales ou internationales (COOPI, IRC) et des agences du SNU (UNICEF, PAM, OCHA et HCR) dans ces zones de conflits montrent que les déplacés internes vivent dans un dénuement extrême au point que leur survie même est menacée. Elles sont privées d'eau potable, d'alimentation saine, de logement décent, de vêtements, de services de santé de qualité (elles se soignent le plus souvent avec des feuilles, des racines et d'écorces). Du fait de la pression résultant du regroupement

---

<sup>1</sup> Ces déplacements sont estimés par OCHA à plus de 230.000 personnes en 2007

anarchique, les PDI sont exposées aux maladies contagieuses, aux viols et grossesses non désirées et précoces (chez les femmes et les jeunes filles) les exposant ainsi aux risques d'infection aux IST, y compris le VIH/SIDA. Par ailleurs, les enfants en fuite ont soit arrêté de fréquenter l'école suite au manque d'enseignants et aux pillages ou destructions des documents et matériels didactiques, soit fréquentent des établissements de fortune créés pour la circonstance par les agences ou ONG humanitaires.

Les données disponibles à l'heure actuelle, même si elles donnent quelques informations sur les besoins globaux des PDI en terme de santé, d'éducation, d'alimentation et de protection ; sont non seulement limitées à quelques sous-préfectures (Paoua, Markounda, Kaga-Bandoro et Birao) mais fournissent peu d'informations détaillées sur l'effectif des personnes déplacées internes, leurs profils sociodémographiques, leurs conditions de vie, indispensables à la mise œuvre des programmes spécifiques pour venir en aide aux populations en détresse, etc.

## **2. Liens avec l'UNDAF et le Programme Pays 2007-2011**

Le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement (UNDAF) 2007-2011 prévoit dans le cadre du renforcement de la gouvernance démocratique et du respect des droits humains, une réponse collective du SNU dont l'objectif est d'instaurer un environnement de paix, de sécurité et de prospérité économique. Cette réponse suppose la disponibilité des données sociodémographiques désagrégées selon le genre, les groupes sociaux et les régions.

A cet effet, la réalisation de la présente étude est une contribution à la capacité de réponse des agences du SNU dans le cadre du volet humanitaire. Elle participe également à la réalisation du produit 2 de la composante P&D du CPAP 2007-2011, particulièrement la « Disponibilité et l'utilisation de la base des données multisectorielles pour le suivi et l'évaluation du DSRP et des OMD, ainsi que des politiques, plans et programmes sectoriels de développement ».

## **3. Objectifs**

### **3.1. Objectif principal**

L'étude vise à mettre à la disposition du Gouvernement centrafricain et des agences internationales une base de données fiable sur les personnes déplacées internes pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur.

### **3.2. Objectifs spécifiques**

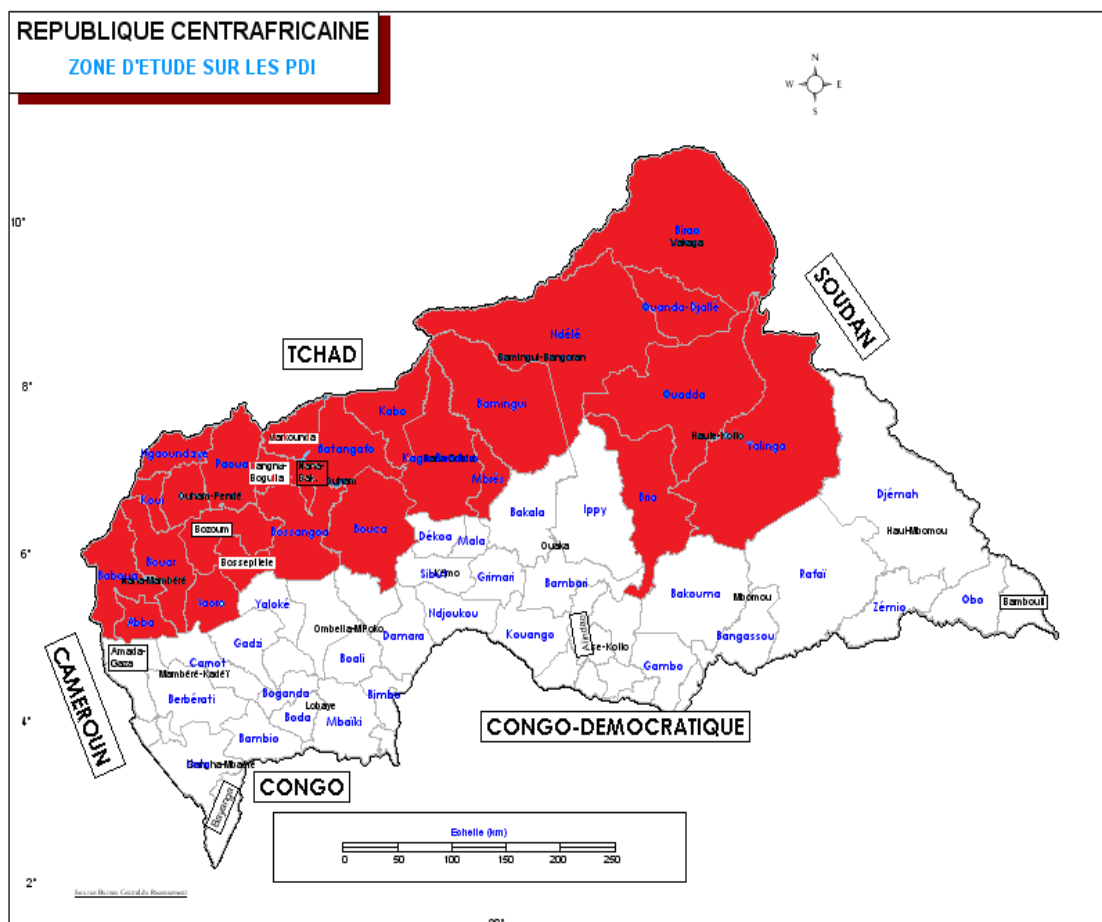
- Estimer l'effectif des personnes déplacées internes, notamment les femmes en âge de procréer, les enfants de moins de 5 ans, les enfants scolarisables, les personnes du 3<sup>ème</sup> âge et les handicapés physiques);
- Déterminer les caractéristiques sociodémographiques (structure par âge et sexe, niveau d'instruction, occupation, etc.) des personnes déplacées internes;
- Evaluer leurs conditions de vie ainsi que celles des familles d'accueil ;
- Identifier leurs besoins spécifiques en termes d'alimentation, de santé, de scolarisation des enfants ;
- Identifier les perceptions des PDI par rapport aux perspectives de leur retour ;
- Identifier les actions à entreprendre pour la prise en charge effective des PDI.

## II. METHODOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE DE L'ENQUETE

Cette partie présente la méthodologie utilisée dans le cadre de l'enquête sur les conditions de vie des PDI de juillet-septembre 2007 en République Centrafricaine. Elle comporte huit sections. La première s'intéresse à la description de la zone couverte par l'enquête. La deuxième section décrit l'échantillonnage de l'enquête notamment le processus de sélection des unités primaires et secondaires. Les outils de collecte font l'objet de la troisième partie. Dans la quatrième et cinquième section, on décrit l'organisation de l'enquête et les conditions de déroulement des opérations sur le terrain. Les sixième et septième sections concernent l'étape de traitement des données et le calcul des coefficients de pondération. Dans la dernière section sont présentées les principales difficultés de terrain.

### 2.1 Zone d'enquête

La zone d'étude sur les personnes déplacées internes et les familles d'accueil s'est limitée à la partie Nord-Est de la RCA notamment les sept (7) préfectures affectées par les récents conflits militaires politiques (cf. carte ci-dessous). Il est à noter que les foyers de vives tensions sont particulièrement localisés dans les sous-préfectures de Paoua (Ouham-Pendé), Markounda, Batangafo, Kabo (Ouham), Ndélé (Bamingui-Bangoran), Ouadda, Sam-Ouandja (Haute-Kotto), Birao (Vakaga) et la Commune de Ouandago (Nana-Grébizi).



## ***2.2 Echantillonnage : un sondage à deux degrés***

### ***2.2.1 Type d'enquête***

Il s'agit d'une enquête par sondage s'inspirant largement de la méthodologie des enquêtes utilisant les techniques d'estimation probabiliste de sorte que chaque unité primaire et secondaire ait à l'avance une probabilité connue de faire partie de l'échantillon. Les résultats obtenus auprès de l'échantillon enquêté sont valablement extrapolés à l'ensemble de la population de la zone d'étude.

### ***2.2.2 Plan de sondage***

Le plan de sondage est celui d'une enquête par sondage stratifié avec deux degrés de tirage. Au premier degré sont sélectionnées les unités primaires de sondage (Aires de Dénombrement -AD) proportionnellement à leur taille. Au deuxième degré, on a sélectionné les unités secondaires que sont les ménages en recourant à un tirage systématique simple.

### ***2.2.3 Stratification et domaine d'étude : préfecture et milieu, des strates homogènes***

Par domaine d'étude, on entend le niveau géographique retenu pour la présentation des indicateurs. Le niveau ou domaine d'étude de l'enquête PDI est la préfecture désagrégée par milieu de résidence (urbain/rural). Chaque milieu de résidence (urbain ou rural) d'une préfecture donnée constitue de ce fait une strate. La stratification permet d'améliorer la précision des indicateurs dans la mesure où, du point de vue des variables auxquelles on s'intéresse, les strates constituées sont presque homogènes. Il convient donc de préciser qu'en raison de ces contraintes méthodologiques, les résultats de l'enquête ne devront en aucun cas, être désagregés au niveau des sous-préfectures, communes, etc. En d'autres termes, les résultats ne sont valides que par préfecture et pour chaque milieu de résidence considéré.

### ***2.2.4 Mode de tirage de l'échantillon : AD et ménages sélectionnés***

Les unités primaires de sondage ont été tirées au premier degré, à l'intérieur de chaque strate avec une probabilité proportionnelle à la taille de la grappe afin d'augmenter la chance d'identifier les PDI. Au deuxième degré, et ce, à l'intérieur de chaque grappe (AD), les ménages ont été sélectionnés de manière aléatoire par un tirage systématique à probabilité égale après avoir dénombré tous les ménages de la grappe. Cette méthode de sélection des unités primaires et secondaires a l'avantage de déterminer facilement la probabilité d'inclusion dans l'échantillon. La collecte des données s'est faite par interview directe auprès des chefs de ménage ou leurs représentants et toutes les personnes déplacées du ménage âgées de 12 ans ou plus.

### ***2.2.5 Base de sondage des unités primaires et secondaires***

#### ***2.2.5.1 La base de sondage des Aires de Dénombrement (AD)***

Le Bureau Central du Recensement (BCR) dispose d'une base de sondage constituée de la liste exhaustive des 3.428 Aires de Dénombrement utilisées dans le cadre du Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH03). Les AD résultent du morcellement de l'ensemble du territoire national à partir des travaux de la cartographie censitaire réalisés en 2000. Cette base de sondage a été mise à jour en 2003 (RGPH03). C'est donc l'unique base de sondage de référence pour les opérations de collecte de grande envergure. La taille moyenne d'une AD est respectivement de l'ordre de 1000 et 800 habitants (environ 200 ménages) dans les zones urbaines et rurales.

### 2.2.5.2 La base de sondage des unités secondaires (les ménages)

Contrairement aux unités primaires, la base de sondage pour la sélection des ménages échantillon nécessite une mise à jour complète de chaque AD tirée au 1<sup>er</sup> degré par les enquêteurs sur le terrain. Le dénombrement exhaustif des AD échantillon a permis de disposer des informations mises à jour sur le nombre de ménages et l'effectif de la population des zones échantillonnées.

### 2.2.6 Détermination de l'échantillons des ménages et des AD à couvrir

La question fondamentale de l'échantillonnage est d'identifier le nombre minimal de ménages et de la population à enquêter auprès desquels les résultats seront extrapolés à l'ensemble de la zone d'étude. Faute de données de base les résultats de l'enquête réalisés par OCHA en mars 2007, qui donne un chiffre estimatif de 220.000 PDIs dans les sept préfectures concernées par l'étude ont été utilisés pour déterminer la taille de l'échantillon. Partant de cette base, il a été retenu d'enquêter environ 10 % de l'échantillon soit environ 21.000 PDI.

La mise en œuvre de l'échantillonnage nécessite de déterminer d'abord la taille de l'échantillon des ménages avant celle des Aires de Dénombrement. La formule ci-dessous permet de déterminer la taille minimale de l'échantillon des ménages à enquêter.

$$m = \frac{n}{MOYPDI * \xi}$$

m : nombre de ménage à enquêter

n : nombre de PDI échantillon

MOYPDI : Nombre moyen de PDI par ménage

$\xi$  : Taux de réponse

L'application de la formule ci-dessus avec n=220 000, MOYPDI=3 et  $\xi$ =90 % donne 8 148 ménages à enquêter dans l'ensemble de la zone d'étude. Ce nombre de ménages-échantillon a été ajusté ensuite à 8 320 afin d'obtenir 40 ménages par AD (20 ménages avec PDI et 20 ménages sans PDI). Afin d'assurer la représentativité de l'échantillon dans les deux milieux urbain et rural, on a sur-échantillonné légèrement le milieu urbain. Le tableau ci-dessous donne la répartition finale de l'échantillon des ménages et des AD par préfecture et milieu de résidence.

**Tableau 2.1** : Répartition de l'échantillon des AD et des ménages par préfecture et milieu de résidence

Préfectures	Aires de Dénombrement (AD)			Ménage		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nana-Mambéré	8	27	35	320	1080	1400
Ouham-Pendé	8	27	35	320	1080	1400
Ouham	12	23	35	480	920	1400
Nana-Grebizi	8	25	33	320	1000	1320
Bamingui-Bangoran	3	22	25	120	880	1000
Vakaga	4	16	20	160	640	800
Haute-Kotto	8	17	25	320	680	1000
<b>Ensemble</b>	<b>51</b>	<b>157</b>	<b>208</b>	<b>2040</b>	<b>6280</b>	<b>8320</b>

Source : RGPH2003

C'est dans les 208 AD, soit 8 320 ménages que l'enquête devait se dérouler.



## **2.3 Supports de collecte : trois types de questionnaires**

Les principaux supports de collecte de l'enquête PDI sont la fiche de dénombrement des ménages, le questionnaire ménage et le questionnaire individuel des personnes déplacées de 12 ans ou plus.

### **2.3.1 Fiche de dénombrement : différenciation et sélection des ménages**

La fiche de dénombrement est le premier support de collecte utilisé sur le terrain notamment pendant la phase de dénombrement des ménages. Elle s'adressait à tous les ménages d'une AD. Elle permet d'identifier les ménages contenant des personnes déplacées et d'avoir l'effectif des PDI dans les AD sélectionnés. Elle comporte les éléments suivants : numéro du ménage, le nom et le sexe du chef de ménage, le nombre de personnes résidant dans le ménage (la taille du ménage), le nombre de déplacés retournés, le nombre de déplacés accueillis depuis le début de la crise et le nombre de déplacés présents au moment de l'enquête puis une indication sur les ménages sélectionnés pour les questionnaires ménage et individuel.

### **2.3.2 Questionnaire ménage**

Le questionnaire ménage permet de collecter des informations sur tous les ménages sélectionnés et les personnes qui y résident. Il est adressé aux chefs de ménage ou leurs répondants et permet de mesurer le poids des PDI sur les familles d'accueil en termes d'augmentation des dépenses du ménage, de scolarisation, et aussi de faire ressortir l'impact de la crise sur les conditions de vie du ménage. Un volet du questionnaire ménage permet de recueillir des informations sur les conditions de vie. Il s'articule autour des thèmes suivants : i) Personnes déplacées du ménage ; ii) dépenses du ménage ; iii) habitudes de consommation ; iv) transferts du ménage ; v) activités sociales et sécurité

### **2.3.3 Questionnaire individuel des PDI de 12 ans ou plus**

Le questionnaire individuel des déplacés s'adressait uniquement aux personnes de 12 ans ou plus et visait à retracer l'itinéraire migratoire et l'insertion sociale, à cerner les aspects de la protection (violences subies, pertes enregistrées suite à la crise et les opinions sur la vie associative et la cohésion sociale).

## **2.4 Recrutement et formation du personnel**

### **2.4.1 Recrutement et formation du personnel : les agents locaux privilégiés**

La formation du personnel de terrain a été réalisée en deux étapes. Les Superviseurs et Chefs d'équipe étaient d'abord formés par l'équipe de coordination de l'étude (coordonnateur de l'étude et deux consultants internationaux). Ensuite, les enquêteurs recrutés localement ont été formés, à leur tour, par les superviseurs et les chefs d'équipes. La stratégie de recruter et former localement se



justifiait par la nécessité d'avoir des agents qui maîtrisent les zones d'enquête, le lieu de retranchement des PDI et la langue locale pour faciliter la communication avec les enquêtés.



Au total, 29 participants ont pris part à la formation des superviseurs et chefs d'équipe qui a eu lieu du 13 au 15 juin 2007 au Rock Club. A l'issue de la formation un test a été organisé et a permis de sélectionner 14 meilleurs agents dont 7 superviseurs et 7 chefs d'équipe. Ces derniers ont été retenus pour participer à l'enquête pilote qui a eu lieu du 16 au 19 juin à Kaga-Bandoro (Nana-Grébizi). Cette localité a été choisie par rapport à la présence des PDI pour s'assurer de l'efficacité de la démarche en testant tous les outils de collecte. Une seule AD a été identifiée et subdivisée en quatre (4) parties placées chacune sous la responsabilité d'un chef d'équipe. L'équipe de coordination assurait le rôle de supervision.

Les leçons tirées de l'exploitation des informations de l'enquête pilote ont permis de reformuler certaines questions dont la compréhension posait problème.

#### **2.4.2 Composition des équipes : *une équipe de 6 personnes par préfecture***

Au total 44 agents ont participé à la réalisation des travaux de terrain. Chaque équipe était composée de 7 personnes dont un superviseur, un chef d'équipe, 3 enquêteurs et un chauffeur. L'équipe déployée dans la Vakaga n'ayant pas de véhicule était composée, quant à elle, de 6 personnes. En effet, compte tenu des contraintes géographiques (inondations, absence de réseau routier, etc) le superviseur et le chef d'équipe ont emprunté un des vols UNHAS pour rejoindre Birao. Une fois arrivée, ils ont loué un véhicule sur place pour réaliser l'enquête.

Les superviseurs avaient pour tâches de :

- prendre contact avec les autorités politiques et administratives
- recruter et former les agents enquêteurs,
- organiser la collecte sur le terrain.

Les chefs d'équipe avaient pour tâches principales de:

- localiser et délimiter l'AD ;
- suivre quelques entretiens sur le terrain ;
- veiller à la qualité des entretiens, au bon remplissage des questionnaires;
- codifier ou reporter toutes les questions dans les cases réservées à cet effet ;

Les enquêteurs avaient pour principales tâches :

- de procéder en compagnie de toute l'équipe, à la reconnaissance de la zone de travail ;
- d'administrer les questionnaires aux chefs de ménage et aux personnes déplacées éligibles.

### **2.5 Déroulement de la collecte**

#### **2.5.1 Déploiement des équipes sur le terrain : *par vagues successives***

Les équipes sont déployées par vague : les premières équipes sont parties sur le terrain le 4 juillet, la deuxième, deux jours plus tard et la dernière équipe de Vakaga le 15 juillet. Ce déploiement en cascade est lié aux difficultés de mobilisation des véhicules 4x4 et de réservation de places aux agents de la Vakaga sur le vol UN HAS qui dessert hebdomadairement Birao.

#### **2.5.2 Dénombrement des ménages : *appui apprécié des guides***

Avant le dénombrement proprement dit, les enquêteurs ont procédé à la reconnaissance des limites physiques des AD à partir d'une carte (échelle 1/200.000) mises à leur disposition par le BCR. Toutes les localités et les sites habités (hameaux, campements, etc.) d'une AD sélectionnée ont été systématiquement visités par les enquêteurs avec l'appui des guides recrutés dans les villages

noyaux. Au total 36 156 ménages ont été dénombrés par les enquêteurs sur le terrain (8 957 en milieu urbain et 27 199 en milieu rural).

### 2.5.3 Sélection des ménages

A l'issue des travaux de dénombrement deux listes étaient constituées : l'une contenant les ménages avec PDI et l'autre par les ménages sans PDI pour servir de base de sondage pour le tirage des ménages. Cette différenciation devait permettre de comparer les conditions de vie des deux types de ménage. Les ménages-échantillon (40 par grappe dont 20 sur chacune de listes constituée) ont été sélectionnés en procédant à tirage systématique simple ou le pas de sondage  $K$  est donné par la formule :

$$K = \frac{M}{n}$$

$M$  : désigne le nombre de ménages dénombrés dans la grappe (ou AD).

$n$  : est le nombre de ménages échantillon à tirer sur chaque liste (fixé à 20).

Cependant sur le terrain on s'est confronté à des situations réelles où le nombre de ménages ayant des déplacés était inférieur à 20. Dans un tel cas de figure des consignes ont été données pour que tous les ménages déplacés soient enquêtés. Pour combler le déficit de ménage constaté dans ladite AD, des ménages supplémentaires étaient tirés pour compenser les AD qui en possèdent davantage.

## 2.6 Traitement des données

Le traitement des données a été réalisé en deux phases : une phase de codification manuelle et une phase de saisie informatique.

### 2.6.1 Dépouillement manuel et codification

La codification a porté sur les questions ouvertes. Pour faciliter le travail des agents de codification, un manuel élaboré à cet effet a été mis à leur disposition. Ce manuel a été complété par la nomenclature des questions résultant du dépouillement manuel lors de l'atelier de formation des enquêteurs. Le manuel de codification spécifie la méthodologie de travail à savoir le dépouillement des questions ouvertes, le contrôle de cohérence (logique entre les réponses) et la nomenclature des localités (sous-préfecture, commune, village/quartier), des professions, des ethnies/nationalité.

### 2.6.2 Saisie des données

La saisie proprement dite a été faite avec le logiciel CSPro (*Census and Survey Processing System*). Deux masques de saisie ont été élaborés : le premier pour la fiche de dénombrement, et le second pour les deux autres questionnaires (Ménage et Personne Déplacée) afin de mieux contrôler les identifiants géographiques.

A l'issue des travaux de saisie et d'apurement des fichiers, les données ont été exportées sous le logiciel SPSS (*Statistics Package for Social Science*) pour la tabulation. Les données de l'enquête sont contenues dans quatre fichiers:

- Le fichier dénombrement contient les informations sur l'ensemble des ménages dénombrés par AD à savoir le nombre total des membres du ménage, le sexe du chef de ménage, le nombre de déplacés retournés et le nombre de déplacés accueillis depuis la crise de 2002 à ce jour, le nombre de déplacés actuellement dans le ménage, ainsi que des informations sur l'éligibilité du ménage etc. C'est ce fichier dénombrement qui sera utilisé pour l'estimation du volume des PDI dans la zone d'étude.

- Les fichiers ménage et individu découlent des informations contenues dans le questionnaire ménage. Pour des raisons de commodité d'analyse, les informations de type communautaire ou collectif sont concentrés dans le fichier ménage. C'est le cas des informations relatives aux conditions de vie des ménages, les possessions du ménage, etc. Par contre, les informations individuelles comme l'âge, le sexe, les aspects relatifs à la santé des membres du ménage ou la scolarisation sont situées dans le fichier individu.
- Le quatrième fichier de données est celui issu du questionnaire individuel déplacé de 12 ans ou plus.

## 2.7 Détermination des facteurs de pondération

Le mérite des enquêtes par sondage réside dans la possibilité d'extrapoler les résultats obtenus auprès d'un échantillon à l'ensemble de la population de la zone couverte par l'étude. Connaissant les résultats obtenus à partir de l'échantillon, pour étendre les résultats de l'enquête à l'ensemble de la population il faut disposer des facteurs d'extrapolation et des coefficients de pondération. Le facteur d'extrapolation concerne exclusivement les données de dénombrement (fichier dénombrement) en vue d'estimer le volume des PDI (actuels et les retournés) et les coefficients de pondération s'intéressent aux trois autres fichiers de données dans l'optique de corriger les structures inhérente à l'échantillonnage de façon à ce que les résultats reflètent la réalité sur le terrain.

### 2.7.1 Calcul du facteur d'extrapolation pour estimer le volume global des PDI

Pendant la phase préparatoire de l'enquête, et sur la base du nombre de ménages attendus, il a été calculé pour chaque préfecture et milieu de résidence, la chance pour un ménage d'une grappe donnée de faire partie de l'échantillon. Cet exercice a conduit à la détermination des coefficients d'extrapolation des ménages. L'application de ces coefficients exige des mesures correctives tenant compte du fait que certaines AD (au total 10 sur 208), pour des raisons d'insécurité et d'impraticabilité de la route, n'ont pas été visitées par les enquêteurs sur le terrain. De même, on a noté que la taille de certaines AD a augmenté ou diminué de sorte que l'effectif des ménages ou de la population n'est pas resté le même au moment du passage des enquêteurs. Les facteurs d'extrapolation doivent tenir compte de ces réalités de terrain. Les facteurs d'extrapolation corrigés sont le produit des coefficients d'extrapolation initialement calculés par l'inverse du produit des taux de couverture des AD et des ménages. Le facteur d'extrapolation varie de 0,880 à 49,789. En d'autres termes tous les ménages, population ou PDI d'une AD échantillon est multiplié par le facteur d'extrapolation (cf. en annexe).

Pour l'estimation des ménages :

$$MENest_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * MENDEN_{hi}$$

Pour l'estimation de la population :

$$POPeSt_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * POPDEN_{hi}$$

Pour l'estimation des PDI :

$$PDIest_h = \sum_i WEXTRA_{hi} * PDIDEN_{hi}$$

$WEXTRA_{hi}$  représente le coefficient d'extrapolation des ménages pour la strate h et la grappe i.

$MENDEN_{hi}$  est le nombre de ménages nouvellement dénombrés dans la grappe ou AD.

$POPDEN_{hi}$  est l'effectif total des membres des ménages dénombrés dans la grappe.

$PDIDEN_{hi}$  est l'effectif total des PDI dénombrées dans la grappe.

### 2.7.2 Calcul des coefficients de pondération des fichiers « ménage », « individu » et « déplacé »

La méthode de calcul des coefficients de pondération des trois fichiers cités ci-dessus est presque identique à l'approche classique des enquêtes par sondage. Le calcul des coefficients de pondération tient compte des probabilités d'inclusion des unités primaires (en réalité les coefficients de pondération sont l'inverse des probabilités d'inclusion des unités primaires et secondaires). La différence en ce qui concerne l'enquête PDI est la nécessité de faire la distinction entre les ménages contenant au moins une personne déplacée ou non. La raison en est que dans une AD les ménages n'ont pas les mêmes probabilités d'appartenir à l'échantillon.

A partir des données issues de la fiche de dénombrement on connaît ces deux types de ménage. Sur cette base, le calcul des coefficients de pondération est effectué en distinguant les « ménages avec personne déplacée » et les « ménages sans personne déplacée ». Une fois les coefficients de pondération calculés, ils sont fusionnés au fichier de données qui sont par ailleurs scindé en deux sous fichiers « déplacé » et « non déplacé ». Au total deux types de coefficient de pondération sont calculés : le premier coefficient se rapporte aux fichier ménage et individu, et le deuxième uniquement au fichier déplacé.

## 2.8 Difficultés rencontrées et solutions envisagées

La collecte des données qui s'était déroulée du 04 juillet au 05 septembre 2007 a souffert de quelques difficultés d'ordre logistique, sécuritaire et du fait de l'impraticabilité des routes.

### 2.8.1 Logistique : des véhicules Galloper

Sur le plan logistique la difficulté principale est celle de la mobilisation des véhicules adaptés aux conditions de terrain. En effet, à défaut des 4x4 marque *Hilux*, six véhicules *Galloper* ont été utilisés. Ces véhicules sont inadaptés surtout pour les préfectures de la Bamingui-Bangoran et de la Haute-Kotto pendant la saison des pluies.



Dans la Haute-Kotto particulièrement, le véhicule est tombé en panne dès que l'équipe a voulu se rendre à Sam-Ouandja pour travailler et y ressortir avant que la période des grandes pluies ne s'installe dans la zone. Bien que privés de cet outil de travail, les enquêteurs ont néanmoins atteint la localité de Sam-Ouandja et y ont travaillé grâce à l'appui des équipes du Programme Alimentaire Mondiale (PAM) qui

ravitailaient les réfugiés soudanais et les PDI installés dans la dite localité. Il est à signaler que le déplacement des enquêteurs entre les AD était très pénible car très souvent ils étaient obligés de parcourir de longues distances à motos, bicyclettes ou à pieds pour collecter les informations. Par ailleurs, une fois la collecte terminée, le retour sur Ouadda (où il y avait 2 AD à couvrir) était impossible du fait que tous les véhicules qui étaient dans la ville avaient quitté pour éviter d'être bloqués par les inondations. Le bureau de l'UNFPA était obligé de les faire revenir directement à Bria par voie aérienne (Vol UN HAS) après plusieurs tentatives de réservations. Pour rattraper le retard causé par l'impraticabilité de la route, une équipe de renfort composée de trois personnes a été envoyée sur le terrain.

En ce qui concerne l'équipe affectée dans la Bamingui-Bangoran, la panne du véhicule causée par l'embourbement, a contraint les enquêteurs à l'arrêt du travail pendant une dizaine de jours. C'est suite à la deuxième mission de supervision que le véhicule a été réparé et permis de ce fait aux enquêteurs de poursuivre la collecte des données.

### **2.8.2 Insécurité et impraticabilité des routes : saison de pluie et menace des « Zaraguina »**

L'insécurité persistante dans la zone est entretenue d'une part, par les groupes rebelles et d'autre part, par les « coupeurs de route » appelés également « Zaraguina ». Toutefois, l'insécurité la plus redoutable est celle causée par « les coupeurs de route » qui s'attaquent systématiquement aux véhicules pour dépouiller les occupants de leur argent ou de tout autre objet de valeur en leur possession. Quant aux rebelles, ils s'attaquent rarement aux véhicules lorsque ceux-ci sont équipés de fanions UN ou d'une ONG humanitaire.

La présence des coupeurs de route a constitué un handicap majeur pour la collecte des données sur le terrain. En effet, sur 10 AD non couvertes, 8 étaient dues à la présence des coupeurs qui assiégeaient ou brûlaient les villages faisant fuir les habitants dans la brousse ou dans les villages voisins. Ces AD se situaient dans les communes de Niem-Yelewa (1) et Herman-Brousse (1) dans la préfecture de Nana-Mambéré; de Maïkaga-Ouadda (2) dans la préfecture de la Haute-Kotto, de Ouandja (3) dans la Vakaga et de Nanga-Boguila (1) dans l'Ouham.

La saison des pluies avec pour corollaire les inondations et l'absence de ponts sur certains axes ainsi que l'état des véhicules inadaptés ont contraint les équipes de la Bamingui-Bangoran et de la Haute Kotto à abandonner chacune une AD.

### **2.8.3 Leçons apprises**

- ◆ La collecte des données sur les PDI est un exercice nécessaire pour la gestion de programme de population en situation de crise. Toutefois, c'est une opération délicate qui exige une bonne préparation et des stratégies de collecte tenant compte des réalités du terrain.
- ◆ Le recrutement et la formation des agents sur le site même de l'enquête semblent être une pratique à encourager du fait que cela permet d'avoir des agents qui maîtrisent les langues locales et les lieux de retranchement des PDI, et sont capables d'identifier les vraies PDI.
- ◆ Compte tenu de la dégradation de la plupart du réseau routier, la collecte des données doit être programmée entre les mois de décembre et mars, période propice à la circulation des véhicules
- ◆ L'implication des autorités locales et religieuses est un atout pour une meilleure mobilisation des populations.
- ◆ Le partenariat inter-agences doit être renforcé pour une meilleure mobilisation des ressources tant financières, matérielles qu'humaines.



### **Vue d'ensemble**

La méthodologie de l'enquête PDI est celle d'une enquête par sondage à deux degrés. Sur un échantillon de 208 AD prévues, 198 AD ont été effectivement visitées par les enquêteurs sur le terrain. Vu le contexte d'insécurité ayant prévalu au moment du déroulement de la collecte, le taux de couverture des AD de plus 95 % est globalement satisfaisant. En ce qui concerne les ménages, les résultats de l'enquête indiquent que sur un effectif de 8 320 ménages attendus, 5 328 ménages sont effectivement enquêtés ; ce qui donne un taux de couverture des ménages de l'ordre de 64 % (70 % en milieu urbain et 62 % en milieu rural). Le faible taux de couverture des ménages sélectionnés pour les entretiens s'explique par le fait que dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, l'Ouham, la Nana-Grébizi et la Vakaga la majorité des ménages contient au moins une personne déplacée.



### **III. PROFIL DEMOGRAPHIQUE ET SOCIO-ECONOMIQUE DE LA POPULATION ENQUETEE**

Ce chapitre décrit les différentes populations enquêtées dans les ménages en dégagant leur profil démographique et socioéconomique. Elle présente d'abord l'univers d'observation (les ménages) avant de décrire les individus.

Il est subdivisé en quatre sections. La première traite les ménages dénombrés dans l'ensemble des AD tirées au premier degré et la population dénombrée, ventilés selon la préfecture ainsi que le milieu de résidence. C'est ici que sont présentés l'effectif total des PDI estimés au moment de l'enquête et sa répartition par âge et par sexe ainsi que l'effectif des PDI retournées dans leur zone d'origine. La deuxième section analyse la structure par âge et par sexe de la population dénombrée dans les ménages-échantillon. Les caractéristiques culturelles et socio-économiques de la population enquêtée dans ces ménages font l'objet de la troisième section. La dernière section décrit le profil démographique des personnes déplacées âgées de 12 ans ou plus interviewées lors de l'enquête individuelle.

Rappelons ici que l'enquête sur les conditions de vie des PDI était par sondage stratifié avec deux degrés de tirage. Les sept préfectures retenues pour l'enquête ont été subdivisées, chacune, en deux strates (une strate urbaine et une strate rurale), soit 14 au total. Un échantillon représentatif de 208 Aires de Dénombrement (AD) avait été tiré dans l'ensemble des strates.

L'approche méthodologique prévoyait les opérations suivantes :

1. Procéder à un dénombrement exhaustif de tous les ménages des strates tirées au premier tirage ;
2. Constituer deux listes des ménages ainsi dénombrés dans chaque strate : les ménages dans lesquels il n'y avait aucune personne déplacée interne (cf. définition au chapitre 2) et les ménages dans lesquels il y avait au moins une personne déplacée interne ;
3. Procéder à un tirage systématique de 20 ménages dans la première liste et 20 ménages dans la deuxième liste, soit un échantillon de 40 ménages dans chaque grappe. Cependant deux cas ont été distingués : i) lorsque l'AD contient moins de 20 ménages sans PDI, le superviseur les sélectionne tous ; ii) si au contraire, l'AD contient moins de 20 ménages avec PDI, le superviseur doit les sélectionner tous et compléter l'effectif dans la prochaine AD ayant plus de 20 ménages avec PDI.
4. Administrer dans tous les ménages-échantillon le questionnaire Ménage pour avoir la composition des membres du ménage (PDI ou Non-PDI), les caractéristiques de logement et les conditions de vie du ménage ;
5. Administrer le questionnaire Individuel Personnes Déplacées uniquement dans les ménages avec une PDI et ce, auprès de tous les PDI âgées de 12 ans et plus.

C'est donc l'ensemble de ces différentes unités statistiques que nous examinons dans la section qui suit. L'application de cette méthodologie sur le terrain a été confrontée à deux difficultés majeures : (i) la non-couverture de l'ensemble des AD tirée ; (ii) l'impossibilité de trouver dans certaines AD, le nombre des ménages (avec ou sans PDI) nécessaire pour le tirage de l'échantillon. Cette réalité de terrain a conduit à couvrir 95 % des AD (au lieu de 208), à réaliser l'enquête proprement dite dans 5338 ménages (moins que 8.320) et à observer un déséquilibre important entre le nombre des ménages-échantillon avec PDI et ceux sans PDI (contrairement à la parité prévue par la méthode).

### 3.1. Ménages et population dénombrée dans l'ensemble des AD

#### 3.1.1. Volume des ménages dénombrés : *prépondérance des ménages ruraux*

Dans les AD effectivement couvertes lors de la collecte des données (198 sur 208 prévues initialement, soit un taux de couverture de 95 %), on a dénombré 36.156 ménages. La répartition de ces ménages par préfecture (tableau 3.1) montre que les préfectures de Ouham et de Ouham-Pendé viennent en tête avec respectivement 29 % et 28 %. Un ménage sur cinq (20 %) a été dénombré dans la préfecture de Nana-Mambéré. Toutes ces trois préfectures représentent presque quatre ménages sur cinq (78 %) de l'ensemble de la zone d'étude. A l'opposé, les préfectures de Bamingui-Bangoran (4 %) et de Vakaga (3 %) sont faiblement denses.

**Tableau 3.1 :** Répartition du nombre des ménages dénombrés dans les grappes tirées par préfecture selon le milieu de résidence

Préfectures	Urbain	Rural	Ensemble
Nana-Mambéré	1.658	5.608	7.266
Ouham-Pendé	2.397	7.856	10.253
Ouham	1.364	9.267	10.631
Nana-Grébizi	550	2.644	3.194
Bamingui-Bangoran	358	900	1.258
Haute-Kotto	942	1602	2.544
Vakaga	110	899	1.009
Ensemble	7.380	28.776	36.156

S'agissant du milieu de résidence, un ménage sur cinq (20 %) a été dénombré en milieu urbain contre quatre ménages sur cinq (80 %) en milieu rural. Ce ratio respecte plus ou moins le taux d'urbanisation au niveau national.

Quelle que soit la préfecture considérée, on observe un poids relatif très élevé des ménages ruraux. Relevons cependant que dans la préfecture de l'Ouham et de la Vakaga, les proportions des ménages urbains sont faibles (autour de 10 %) alors que dans la Haute-Kotto et la Bamingui-Bangoran, les ménages urbains représentent 37 % et 29 %.

Comme attendu, la proportion des ménages dénombrés dirigés par les femmes est faible (21 %). Cette proportion est dans le même ordre de grandeur que celle observée lors du RGPH03.

#### 3.1.2. Estimation de la Population à partir des ménages dénombrés

On a dénombré un effectif de 1.341.493 personnes dans l'ensemble de la zone. La répartition de cette population par préfecture suit presque la tendance dégagée au niveau des ménages. En effet, les préfectures de l'Ouham-Pendé vient en tête car une personne dénombrée sur trois (33 %) vit dans cette préfecture.

Elle est suivie par la préfecture de l'Ouham (28 %) et loin derrière par celle de la Nana-Mambéré (18 %). Comme pour les ménages, les trois préfectures totalisent près de 78 % de la population dénombrée dans la zone. La Vakaga et la Bamingui-Bangoran sont les préfectures les moins denses (Tableau 3.2).



**Tableau 3.2 : Répartition de la population totale dénombrée par préfecture selon le milieu de résidence**

Préfectures	Urbain	Rural	Ensemble
Nana-Mambéré	60.750	173.601	234.351
Ouham-Pendé	116.831	327.237	444.068
Ouham	52.738	316.328	369.067
Nana-Grébizi	23.635	95.476	119.110
Bamingui-Bangoran	12.368	30.911	43.279
Haute-Kotto	36.585	42.745	79.330
Vakaga	5.647	46.640	52.287
Ensemble	308.554	1.032.939	1.341.493

La répartition de la population selon le milieu de résidence suit aussi la même tendance que pour les ménages. La population urbaine dénombrée représente 23 %. La majorité de la population dénombrée est rurale (un peu plus de trois personnes sur quatre, 78 %). Même si dans toutes les préfectures, on observe un faible poids démographique de la population urbaine, on peut cependant relever que dans les préfectures de Ouham et de Vakaga, ce poids est loin en dessous du niveau de l'ensemble des 7 préfectures (entre 11 % et 14 %).

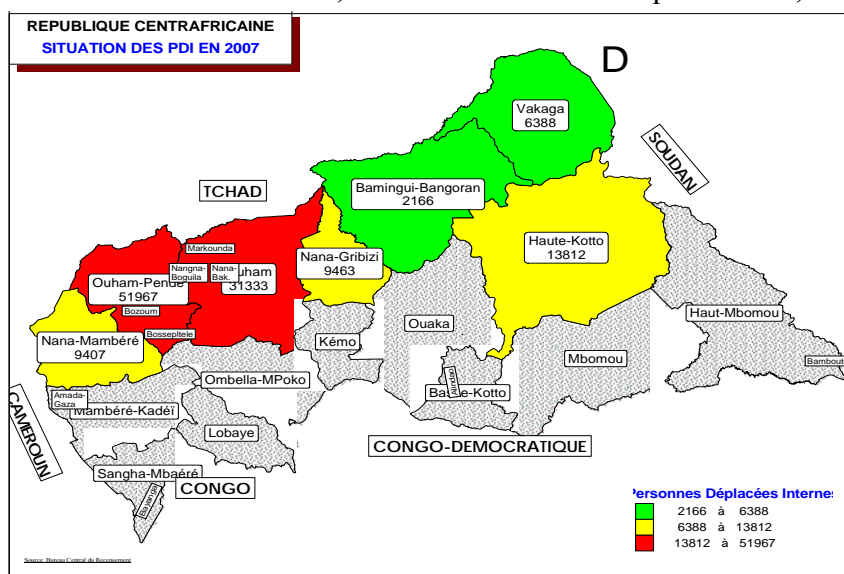
### **3.1.3. Estimation de l'effectif des personnes déplacées internes (PDI) au moment de l'enquête**

L'un des objectifs de l'enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes était d'estimer l'effectif total des PDI au moment de l'enquête dans les préfectures concernées par l'étude. Cette estimation est obtenue à partir des informations sur l'effectif des PDI dénombrés dans l'ensemble des ménages dénombrés. Un coefficient de pondération de la grappe à appliquer sur le nombre des PDI dénombrés effectivement dans ladite grappe a été calculé sur la base de quatre éléments (cf. méthodologie) :

- Probabilité de chaque unité statistique (AD et ménage) d'être tirée ;
- Taux de couverture des AD tirées (95 % car seules 198 AD ont été effectivement dénombrées) ;
- Taux de couverture des ménages de chaque grappe ;
- Taille moyenne des ménages dans la strate.

### 3.1.3.1 Structure spatiale des PDI : Ouham Pendé et Ouham, des zones de tension

L'extrapolation des données recueillies sur l'échantillon donne, dans l'ensemble des 7 préfectures, un total de 124.535 personnes déplacées internes au moment de l'enquête (Tableau 3.3). La répartition des PDI par préfecture indique que les PDI sont prédominantes dans trois préfectures à savoir l'Ouham-Pendé, l'Ouham et dans une moindre mesure la Haute-Kotto. Les deux premières préfectures représentent, à elles seules, les deux tiers des PDI (67 %). Ce sont les préfectures où persistent encore des foyers de tension. La préfecture de la Bamingui-Bangoran est la moins touchée.



En ce qui concerne la variation selon le milieu de résidence, on constate que le phénomène de déplacement interne des populations reste en général circonscrit en milieu rural (sept personnes déplacées internes sur dix : 70 %). Cette structure s'explique en grande partie par le fait que la population centrafricaine est en majorité rurale et même si la population fuit les foyers de tension, elle s'abrite et ou se retranche majoritairement dans les zones rurales, proches de leurs activités agro-pastorales.

**Tableau 3.3 :** Répartition (en %) des PDI au moment de l'enquête par préfecture selon le milieu de résidence

Préfectures	Urbain	Rural	Ensemble
Nana-Mambéré	4 416	4 990	9 407
Ouham-Pendé	19 314	32 653	51 967
Ouham	43	31 290	31 333
Nana-Grébizi	6 434	3 029	9 463
Bamingui-Bangoran	341	1 824	2 166
Haute-Kotto	5 736	8 076	13 812
Vakaga	1 036	5 352	6 388
Ensemble	37 320	87 215	124 535

Néanmoins, la situation de la préfecture de Nana-Grébizi est exceptionnelle car les PDI urbains sont majoritaires. Cela est dû très certainement à la proximité de la ville à la frontière de la préfecture où les populations viennent trouver refuge. La présence des agences humanitaires et ONG dans la ville constitue un « pull factor » pour les PDI.

### 3.1.3.2 Structure par âge et par sexe : une majorité de femmes et d'enfants déplacés

Les données de la fiche de dénombrement à partir desquelles on vient d'estimer l'effectif des PDI au moment de l'enquête n'étaient pas désagrégées par âge et par sexe. Il n'était pas possible à partir de ces données uniquement de disposer d'une répartition de l'effectif des PDI par âge et par sexe. Toutefois, à partir des données sur la composition de la population effectivement enquêtées dans les ménages-échantillon, on dispose d'une structure par âge et par sexe de l'ensemble de la zone d'étude. En appliquant l'effectif estimé des PDI à la structure de la population par âge et par sexe, on obtient une répartition par âge et par sexe des PDI estimées (Tableau 3.4).



L'examen de cette répartition indique que les PDI sont en majorité constituées par des femmes (51 %) et des enfants de moins de 15 ans (50 %). Il apparaît incontestablement un déficit d'hommes dans le groupe d'âge 15-39 ans qui peut s'expliquer en partie par l'enrôlement de ces personnes dans les mouvements ou bandes armés, mais aussi par les tueries sélectives lors des attaques des villages, ou l'émigration vers le Tchad et le Cameroun.

Nous précisons ici que l'effectif des PDI obtenu ci-dessus ainsi que la répartition par âge et par sexe du tableau 4 sont des informations du moment (juillet-août 2007), susceptible donc de changer à tout moment. Si les conditions sécuritaires ne s'améliorent pas, on peut observer un accroissement de cet effectif.

**Tableau 3.4 : Répartition des PDI au moment de l'enquête par âge et par sexe**

Groupes d'âges	Masculin	Féminin	Ensemble
0	2 436	2 172	4 608
1 – 4	9 987	9 316	19 303
5 – 9	11 571	11 220	22 790
10-14	7 917	7 277	15 193
15-19	4 689	6 021	10 710
20-24	3 958	5 008	8 966
25-29	4 141	5 822	9 963
30-34	3 410	3 938	7 348
35-39	3 106	3 868	6 973
40-44	2 801	2 554	5 355
45-49	2 314	2 293	4 608
50-54	1 462	1 278	2 740
55-59	1 157	836	1 993
60 &+	1 949	2 036	3 985
Total	60 898	63 637	124 535

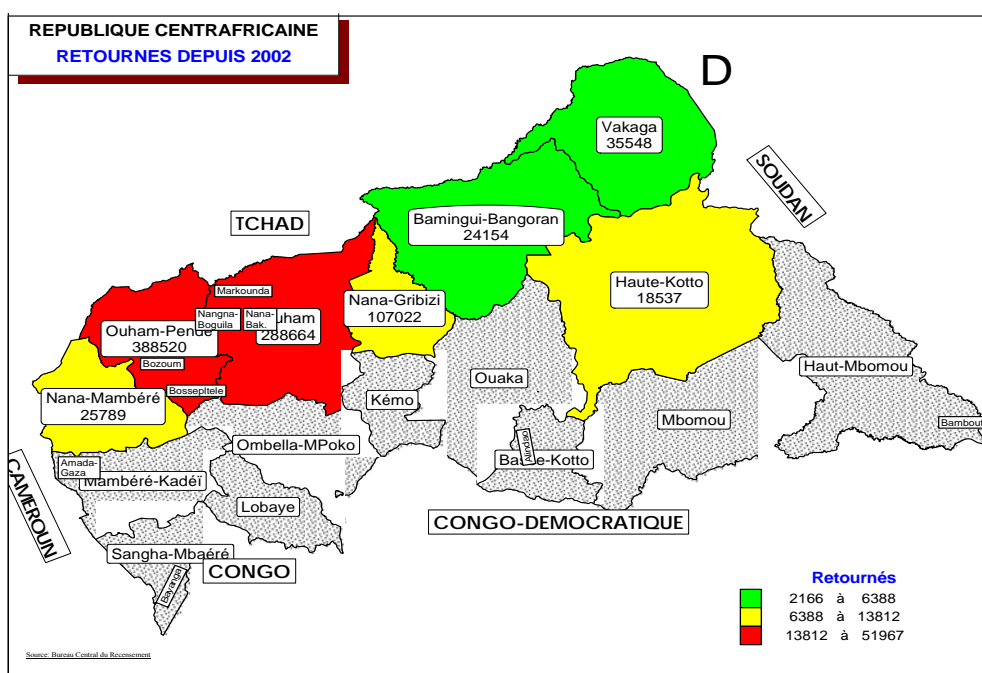
### 3.1.4. Estimation de l'effectif des personnes déplacées retournées :

En utilisant la même méthode d'estimation que pour les PDI actuels à partir des données de dénombrement, on obtient un effectif estimé de 888.235 personnes déplacées retournées dont la majorité en milieu rural (694.063, soit 78 % : tableau 3.5).

**Tableau 3.5 :** Répartition des PDI retournés par préfecture selon le milieu de résidence

Préfectures	Urbain	Rural	Ensemble
Nana-Mambéré	6 697	19 092	25 789
Ouham-Pendé	104 791	283 730	388 520
Ouham	42 872	245 792	288 664
Nana-Grébizi	17 843	89 180	107 022
Bamingui-Bangoran	11 083	13 071	24 154
Haute-Kotto	5 528	13 010	18 537
Vakaga	5 359	30 189	35 548
Ensemble	194 172	694 063	888 235

Les préfectures de Ouham-Pendé et de Ouham présentent des effectifs les plus importants (677.184 personnes, soit 77 % de l'effectif total). La préfecture de Nana-Grébizi vient en troisième position avec 107.022 personnes déplacées retournées.



### 3.2. Structure par âge et par sexe de la population enquêtée dans les ménages-échantillon

Tous les membres des ménages avec PDI étaient comptabilisés lors de l'enquête. Mais dans les ménages sans PDI, on distinguait les résidents (présents ou absents) des visiteurs. Dans la suite de cette section, seule la population de droit<sup>2</sup> est prise en compte. Au total, 26.434 personnes ont été dénombrées dans les 5.328 ménages tirés auprès desquels on a pu réaliser des interviews auprès des chefs de ménages et auprès des PDI âgés de 12 ans et plus identifiés.

<sup>2</sup> Il s'agit de la population constituée des Résidents Présents et Résidents Absents, les visiteurs sont exclus.

### 3.2.1. Structure de la population enquêtée par sexe : une majorité de femmes

La structure par sexe de l'ensemble des personnes dénombrée dans les ménages-échantillon indique que la population féminine est majoritaire (51 %), soit un rapport de masculinité de 95,7. Il y a donc environ 96 hommes pour 100 femmes dans la zone d'étude. Ce poids démographique des femmes s'explique en grande partie par la prédominance des ménages avec PDI dans l'échantillon où les femmes sont plus nombreuses que les hommes (cf. section 3.1). Dans la préfecture de la Haute-Kotto (48 %), on a enregistré une proportion de femmes en dessous de 50 %. Cette préfecture se caractérise par une faible densité des PDI.

**Tableau 3.6 :** Répartition (en %) de la population enquêtée par préfecture selon le sexe

Préfectures	Masculin	Féminin	Total
Nana-Mambéré	48,1	51,9	100,0
Ouham-Pendé	49,1	50,9	100,0
Ouham	47,7	52,3	100,0
Nana-Grébizi	49,9	50,1	100,0
Bamingui-Bangoran	48,0	52,0	100,0
Haute-Kotto	52,2	47,8	100,0
Vakaga	50,4	49,6	100,0
Ensemble	48,9	51,1	100,0

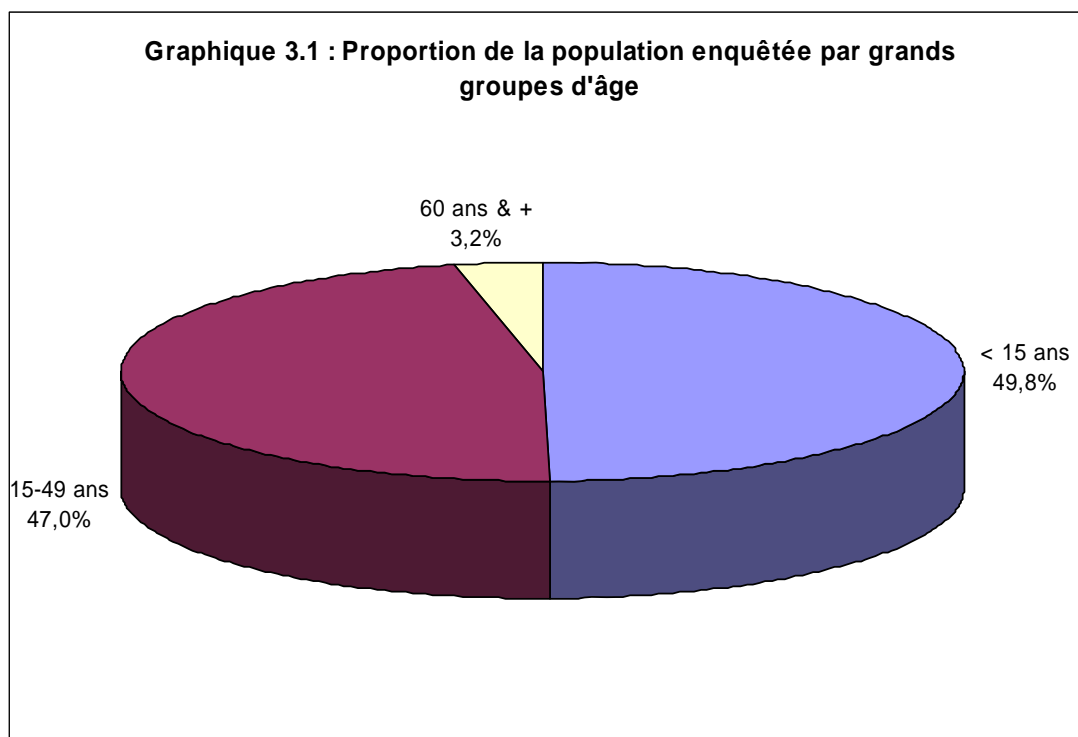
Quel que soit le milieu de résidence, le poids démographique des femmes enquêtées est de l'ordre de 51 %. En distinguant les individus selon qu'ils appartiennent à des ménages avec PDI ou sans PDI, on constate un avantage numérique dans les deux catégories de population, mais il est très prononcé chez les personnes déplacées (52 % contre 50 % dans la catégorie des ménages sans PDI).

### 3.2.2. Structure de la population enquêtée par grand groupe d'âge : extrême jeunesse

La structure par âge fait état de la jeunesse de la population. En effet, une personne enquêtée sur deux (50 %) est un enfant de moins de 15 ans. Cette proportion est relativement plus élevée que la moyenne nationale obtenue au RGPH03 où cette proportion était de 43 %. Par contre, la proportion des personnes âgées est inférieure à celle obtenue au RGPH03 au niveau national (3 % contre 4,3 %). Ces proportions traduisent en réalité un déficit réel de la population en âge d'activité (15-59 ans). Comme on le verra plus bas lors de l'analyse de la pyramide des âges, ce déficit est plus prononcé chez les hommes que chez les femmes. L'hypothèse de l'enrôlement de la population adulte dans les mouvements et/ou bandes armées, d'une part, la mortalité sélective des adultes en situation de tensions et l'émigration d'autre part, sont des pistes d'explication de la structure par âge observée.

**Tableau 3.7 :** Répartition (en %) de la population enquêtée par préfecture selon l'âge

Préfecture	< 15 ans	15-59 ans	60 ans &+	Total
Nana-Mambéré	44,6	52,2	3,3	100,0
Ouham-Pendé	53,0	43,7	3,3	100,0
Ouham	51,2	45,6	3,2	100,0
Nana-Grébizi	47,8	49,1	3,1	100,0
Bamingui-Bangoran	51,3	46,1	2,6	100,0
Haute-Kotto	42,1	53,9	4,0	100,0
Vakaga	58,7	39,6	1,7	100,0
Ensemble	49,8	47,0	3,2	100,0



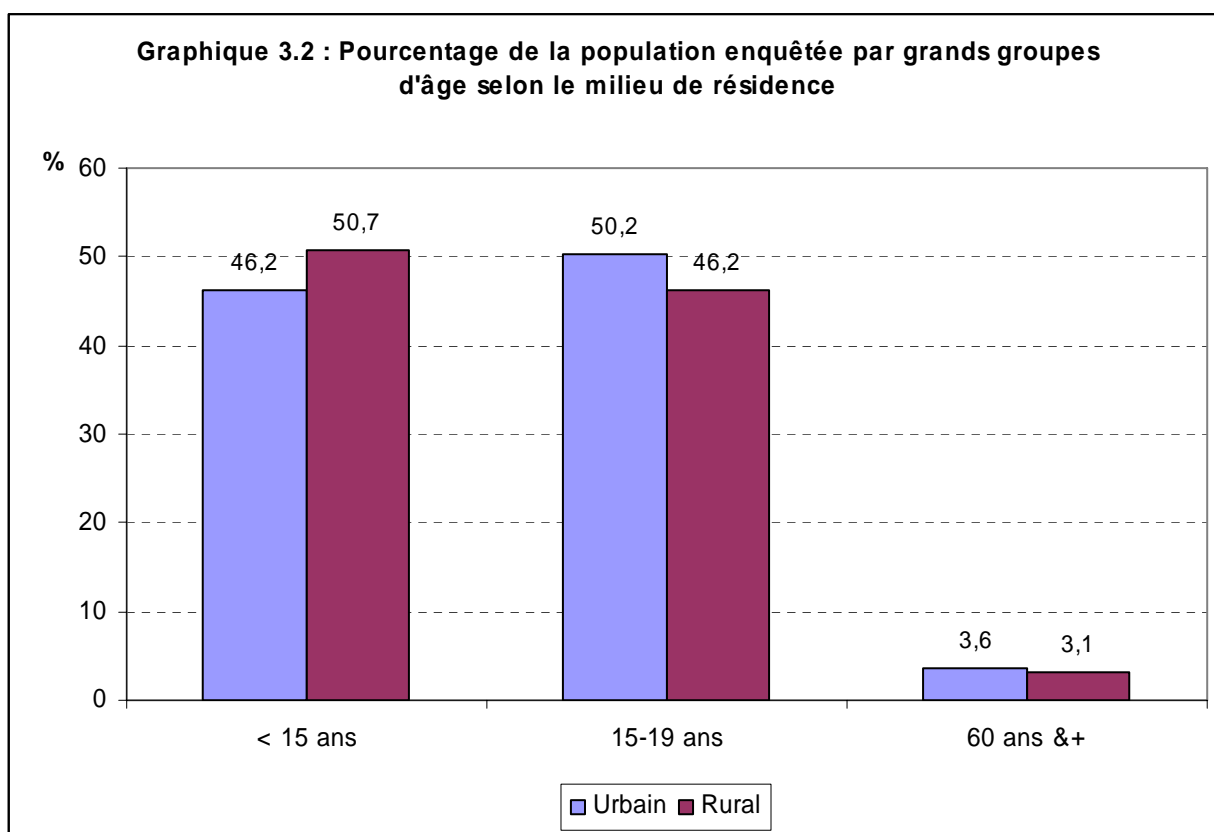
La structure de la population enquêtée par grand groupe d'âge présente des spécificités régionales. En effet, la préfecture de la Vakaga se distingue par sa forte proportion des enfants (59 %, environ trois personnes sur cinq) et sa faible proportion des personnes âgées (2 %). La structure par âge de Ouham-Pendé peut se classer dans cette catégorie avec 53 % d'enfants de moins de 15 ans. A l'opposé, on retrouve les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Haute-Kotto qui ont une proportion des enfants de moins de 15 ans proche du niveau observé au RGPH03 et une proportion des adultes relativement élevée (3 % et 4 % respectivement, tableau 3.6). Les structures par âge de l'Ouham et de la Bamingui-Bangoran sont relativement proches : 51 % des enfants. La structure par âge dans la préfecture de Nana-Grébizi est proche de celle de l'ensemble de 7 préfectures.

**Tableau 3.8 : Répartition (en %) de la population enquêtée par milieu de résidence selon l'âge**

Milieu de résidence	< 15 ans	15-59 ans	60 ans & +	Total
Urbain	46,2	50,2	3,6	100,0
Rural	50,7	46,2	3,1	100,0
Ensemble	49,8	47,0	3,2	100,0

Cette structure par grand groupe d'âge varie également selon le milieu de résidence (tableau 3.8 et graphique 3.2). Si la différence n'est pas très significative au niveau du poids des personnes du troisième âge (60 ans et plus), il n'en est pas le cas pour les enfants de moins de 15 ans qui sont plus nombreux en milieu rural qu'en milieu urbain (51 % contre 46 %). Le déficit des enfants en milieu urbain se compense chez les adultes en âge d'activité car ils sont relativement plus nombreux dans les centres urbains qu'en campagne (50 % contre 46 % en milieu rural). L'exode rural des personnes en âge de travailler à la recherche d'un emploi salarié serait la principale explication de cet écart.





### 3.2.3. Structure par âge et par sexe de la population enquêtée : *déficit d'hommes actifs*

La structure de la population enquêtée par grands groupes d'âges et par sexe (tableau 3.8) fait état d'absence de différence significative chez les personnes âgées. En revanche, aux jeunes âges et aux âges d'activité, on observe des écarts significatifs. Les hommes sont relativement plus nombreux que les femmes chez les personnes de moins de 15 ans (52 % contre 48 %).

**Tableau 3.9 :** Répartition (en %) de la population enquêtée par grands groupes d'âge selon le sexe

Sexe	< 15 ans	15-59 ans	60 ans &+	Total
Masculin	52,3	44,5	3,2	100,0
Féminin	47,5	49,4	3,2	100,0
Ensemble	49,8	47,0	3,2	100,0

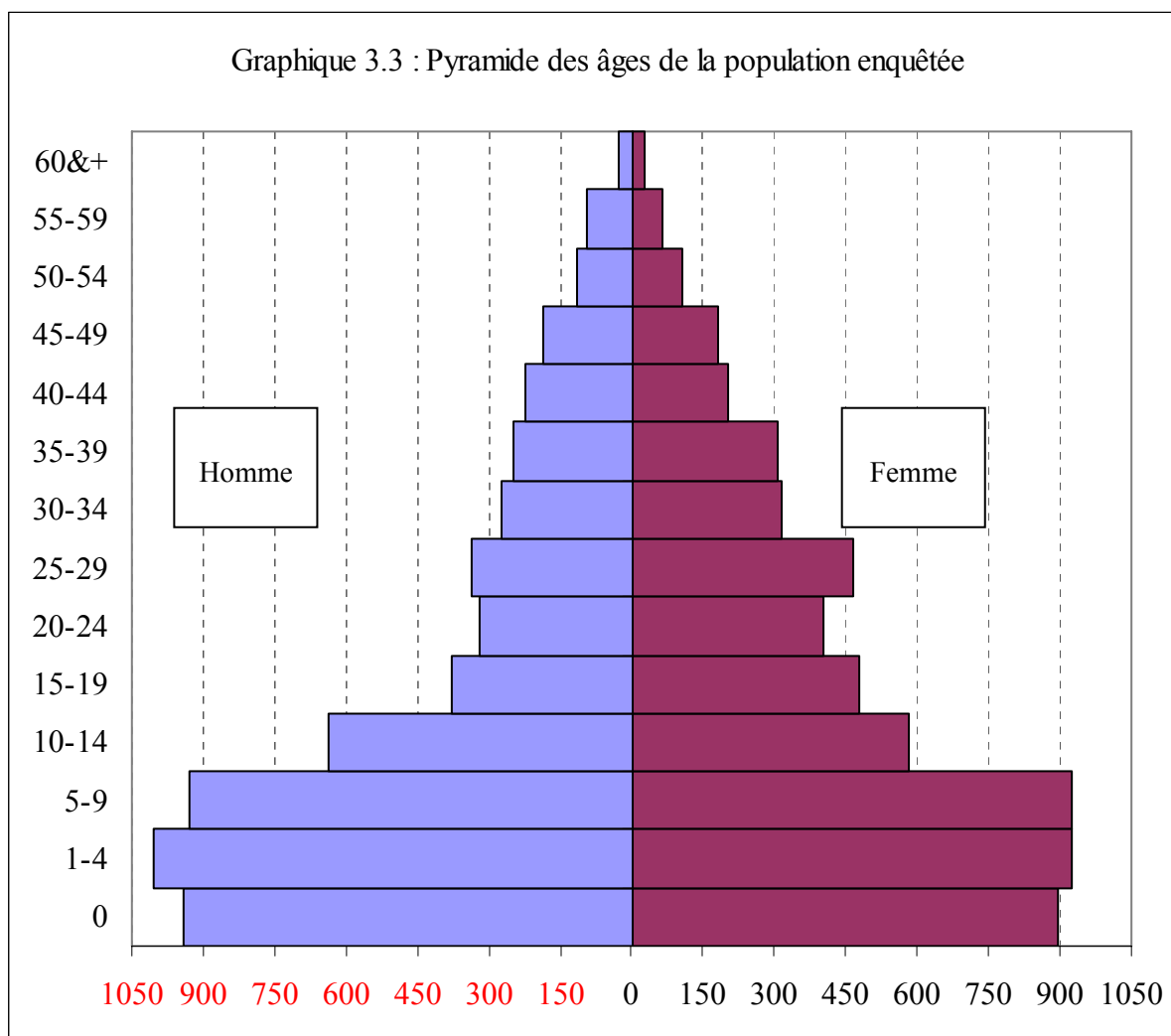
A l'inverse, le déficit des jeunes filles se compense par une proportion relativement élevée au groupe d'âge 15-59 ans (49 % contre 45 % chez les garçons). Ce résultat confirme ce que nous évoquions précédemment que la zone d'étude aurait perdu un nombre non négligeable d'hommes actifs.

### 3.2.4. Analyse de la pyramide des âges et de la courbe des rapports de masculinité de la population enquêtée : *d'importantes irrégularités*

L'examen de la pyramide des âges de la population enquêtée (Graphique 3.3) fait état d'importantes irrégularités malgré le fait qu'elle traduit bien l'effet d'une population jeune (base de la pyramide très grande) et d'une population soumise à une forte mortalité (rétrécissement progressif de la pyramide des âges à partir de 5 ans sous l'effet de la mortalité).

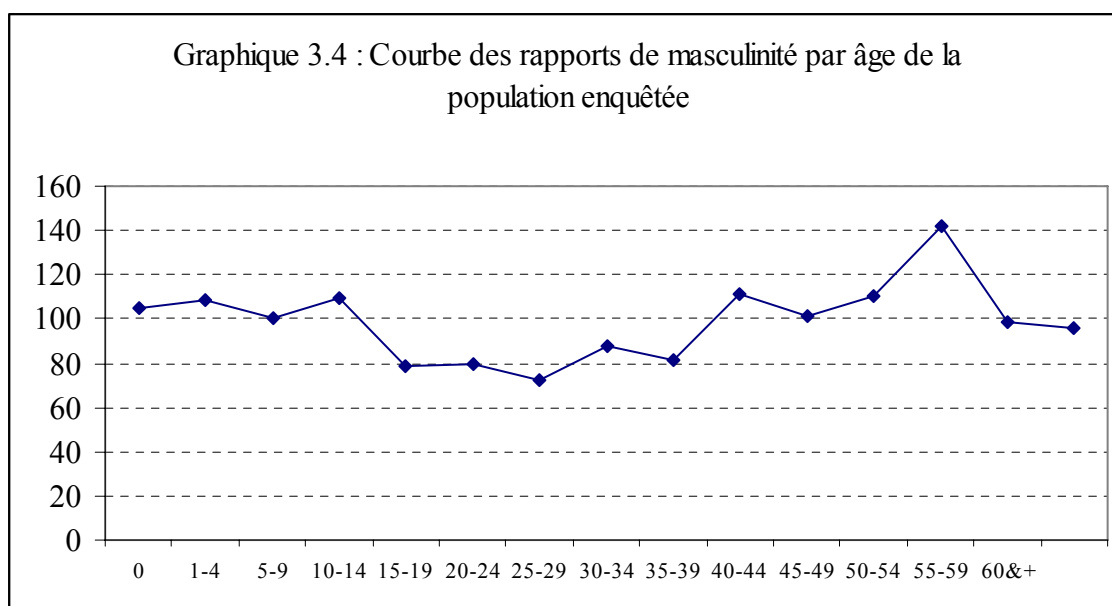
L'effectif des nourrissons (moins d'un an) a été sous-estimé lors de l'enquête car la bande de ce groupe d'âge est petite par rapport à celle du groupe d'âge 1- 4 ans qui semble avoir été surestimé. Cette sous-estimation a été plus prononcée chez les filles que chez les garçons. On observe le même phénomène au groupe d'âge 1-4 ans. Cette situation est probablement due à la mauvaise déclaration de l'âge (effet d'attraction des âges ronds). Cela a pour effet le report des effectifs d'un groupe d'âge donné aux groupes d'âge adjacents. Ce phénomène semble avoir été important entre le groupe 5-9 ans et 10-14 ans si l'on s'en tient à l'écart qui ne peut pas se justifier par un phénomène social sur le terrain.

Entre 15 et 44 ans, on observe un déficit notoire des hommes pour des raisons déjà évoquées. La pyramide est régulière entre 45 et 54 ans. Après, on est exposé aux effets de petit nombre avec un déficit des femmes qui ne peut pas s'expliquer.



La courbe des rapports de masculinité ressort exactement le même constat que la pyramide des âges.





### 3.3. Caractéristiques culturelles et socio-économiques de la population enquêtée

Les caractéristiques retenues dans cette section selon la religion, l'état matrimonial, l'analphabétisme/le niveau d'instruction/la fréquentation scolaire, la situation d'activité et le statut dans l'emploi.

#### 3.3.1. Structure de la population enquêtée selon la religion : *majorité de chrétiens d'obédience protestante*

La population enquêtée est composée essentiellement des chrétiens protestants (56 %) suivi des chrétiens catholiques (26 %). En d'autres termes, plus de huit (8) personnes enquêtées sur dix sont chrétiens. Les musulmans représentent 16 %, près d'une personne enquêtée sur six.

**Tableau 3.10 :** Répartition (en %) de la population enquêtée par religion selon le sexe

Religion	Masculin	Féminin	Ensemble
Catholique	26,0	26,8	26,4
Protestant	55,8	55,7	55,7
Islam	16,1	15,8	15,9
Animiste	0,1	0,1	0,1
Sans religion	1,5	1,2	1,4
Autre	0,5	0,5	0,5
Total	100,0	100,0	100,0

Quelle que soit la religion déclarée, la composition de la population ne varie pas selon le sexe comme le montre le tableau 3.10.

Lorsqu'on considère la structure de la population par religion selon la préfecture, on peut dégager trois groupes. Le premier groupe est constitué des préfectures à prédominance chrétienne, surtout des protestants (Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham) ; les préfectures à prédominance islamique (Vakaga et Bamingui-Bangoran). Entre ces deux extrêmes, on peut situer la préfecture de la Nana-Grébizi qui a la particularité d'être certes à prédominance chrétienne mais catholiques et protestantes sont dans des proportions semblables. La Haute-Kotto se singularise aussi des autres

préfectures par le fait que le poids des musulmans est presque identique à celui des catholiques ; les protestants étant toujours le groupe majoritaire.

**Tableau 3.11** : Répartition (en %) de la population enquêtée par religion selon le milieu de résidence

Religion	Urbain	Rural	Ensemble
Catholique	25,0	26,8	26,4
Protestant	52,3	56,6	55,7
Islam	20,2	14,9	15,9
Animiste	0,1	0,1	0,1
Sans religion	2,2	1,2	1,4
Autre	0,2	0,5	0,5
Total	100,0	100,0	100,0

Le tableau 3.11 indique qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux milieux de résidence, sauf chez les musulmans qui sont relativement plus nombreux dans les centres urbains qu'en campagne (20 % contre 15 %) et dans une moindre mesure chez les protestants, bien que majoritaires qui sont relativement un peu moins en milieu urbain (52 % contre 57 %).

### 3.3.2. Structure de la population enquêtée selon l'état matrimonial : *une majorité de PDI en union*

Cette question concernait uniquement les personnes âgées d'au moins 12 ans. Elle vise à connaître la structure de la population par rapport au mariage au moment de l'enquête.

Près de deux personnes enquêtées âgées de 12 ans et plus sur trois (66 %) étaient mariées au moment de l'enquête. Les célibataires représentent 24 %, un peu moins d'une personne sur quatre. Les veufs et les divorcés/séparés représentent chacun 6 %.

**Tableau 3.12** : Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 12 ans et plus par état matrimonial selon le sexe

Etat matrimonial	Masculin	Féminin	Ensemble
Célibataire	30,5	17,5	23,6
Marié(e)	64,1	66,9	65,6
Veuf (ve)	2,2	9,8	6,2
Divorcé(e)/Séparé(e)	3,2	5,8	5,6
Total	100,0	100,0	100,0

Les femmes sont moins nombreuses que les hommes dans la catégorie des célibataires (18 % contre 31 % chez les hommes) dû essentiellement au caractère précoce du mariage des filles en République Centrafrique. L'écart femme/homme au niveau de la catégorie des personnes mariées n'est pas très prononcé : 67 % chez les femmes contre 64 % chez les hommes. Pourtant, il est important au niveau des veufs et des divorcés : il y a 5 fois plus de veuves que de veufs (10 % contre 2 %) et 2 fois plus de femmes divorcées/séparées qu'il y en a des hommes (3 % contre 6 %, tableau 3.12). Ces ratios traduisent le fait que le veuvage et le divorce des hommes se traduisent souvent par des remariages peu de temps après en dépit de leur âge. Leurs homologues femmes n'ont pas la même chance de se remarier du fait de leur âge avancé surtout pour les veuves (ce sont généralement des vieilles femmes) ou du fait des us et coutumes en matière de mariage africain en

général et centrafricain en particulier où c'est l'homme qui va vers une femme, et peut donc facilement rompre avec son statut de veuf ou de divorcé.

Au niveau des préfectures, on peut signaler le faible poids des célibataires (14 %) à Ouham compensé par une forte proportion des personnes mariées (75 %). Dans les autres préfectures, les proportions des quatre catégories de l'état matrimonial restent dans la fourchette des niveaux observés pour l'ensemble de la zone d'étude. Nana-Mambéré se caractérise par une forte proportion de divorcés/séparés (8 %) alors que la préfecture de Nana-Grébizi par la forte proportion des veufs (7 %).

Lorsqu'on considère le milieu de résidence, on constate que les écarts sont très grands au niveau des personnes célibataires et mariées. En effet, comme on pouvait s'y attendre, la proportion des célibataires est relativement plus élevée en milieu urbain qu'en milieu rural (30 % contre 22 %), et inversement, les mariés sont plus nombreux en milieu rural (68 % contre 58 %).

La structure de la population par état matrimonial est variable selon les types de ménages dans lesquels les personnes ont été interrogées. En effet, les personnes vivant dans les ménages de personnes déplacées sont dans une très large majorité mariées (68 %) contre 60 % dans les ménages sans PDI. Le poids des célibataires est relativement faible (22 % contre 28 % pour les ménages sans PDI).

**Tableau 3.13 :** Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 12 ans et plus par état matrimonial selon le type des ménages

Etat matrimonial	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Célibataire	27,7	21,9	23,6
Marié(e)	59,7	68,1	65,6
Veuf(ve)	6,2	6,2	6,2
Divorcé(e)/Séparé(e)	6,4	3,8	5,6
Total	100,0	100,0	100,0

Ce résultat peut traduire la stratégie que les PDI développent pour faire face aux enjeux et critères fixés par les agences humanitaires pour accorder l'aide et l'assistance aux familles où les personnes mariées sont peut-être prioritaires comparés aux célibataires.

### 3.3.3. Structure de la population enquêtée selon l'analphabétisme : *inégalités persistantes entre hommes et femmes*

L'analphabétisme est l'incapacité pour une personne de ne pouvoir lire ou écrire dans aucune langue officielle du pays. Il est calculé à partir de la question sur la capacité à pouvoir lire ou écrire dans une langue quelconque. Ce taux se calcule auprès des personnes âgées d'au moins 15 ans même si la question avait été posée aux personnes de 6 ans ou plus.

Selon le tableau 3.14, un peu moins de deux personnes âgées de 15 ans et plus sur trois dans la zone d'étude (65 %) sont analphabètes. Ce taux est en dessous du niveau de la zone d'étude dans les préfectures de la Haute-Kotto (52 %), la Nana-Grébizi (60 %) et de la Nana-Mambéré (62 %). Il est très élevé en revanche dans la préfecture de l'Ouham (73 %), de Vakaga (68 %) et dans celle de la Bamingui-Bangoran (67 %).

Les inégalités en matière d'analphabétisme sont très importantes entre les hommes et les femmes ainsi que selon le milieu de résidence. Les femmes sont plus défavorisées en matière d'alphabetisation, car quatre femmes sur cinq (81 %) sont analphabètes contre moins d'un homme

sur deux (48 %). En d'autres termes, il y a 169 femmes analphabètes pour 100 hommes dans la zone d'étude. Ce désavantage des femmes est observé dans toutes les préfectures avec des écarts très prononcés (presque du simple au double) à la Nana-Grébizi et la Bamingui-Bangoran. Les pesanteurs socioculturelles en défaveur de la scolarisation des jeunes filles sont à la base des inégalités observées.

**Tableau 3.14 :** Taux (en %) d'analphabétisme chez les personnes âgées de 15 ans par préfecture selon le sexe

Préfecture	Masculin	Féminin	Ensemble
Nana-Mambéré	45,8	77,3	62,3
Ouham-Pendé	47,5	80,8	65,8
Ouham	57,5	86,8	73,4
Nana-Grébizi	40,2	77,7	60,0
Bamingui-Bangoran	45,5	84,4	67,0
Haute-Kotto	37,5	67,5	52,2
Vakaga	44,5	85,5	67,5
Ensemble	47,7	80,6	65,3

Le taux d'analphabétisme est faible en milieu urbain (49 %) qu'en milieu rural (70 %). L'inégale répartition des infrastructures scolaires entre les deux milieux de résidence et celle de l'exposition des populations aux médias sont les principaux facteurs explicatifs de cette différence en défaveur du milieu rural.

Lorsqu'on compare le taux d'analphabétisme chez les personnes qui ne sont pas des déplacées et celui observé chez leurs congénères qui le sont, on trouve un désavantage chez les personnes vivant dans les ménages avec PDI où le taux d'analphabétisme est de 67 % contre 62 %.

### **3.3.4. Structure de la population enquêtée selon le niveau d'instruction : une majorité d'illettrés surtout parmi les femmes**

La question sur le niveau d'instruction posée aux personnes âgées d'au moins 6 ans vise à rendre compte du capital humain de la population. Compte tenu du fort taux d'analphabétisme observé au tableau 3.14, on constate qu'un peu plus de la moitié de la population âgée de 6 ans et plus (51 %) n'a jamais été à l'école. Deux personnes sur cinq (40 %) n'ont atteint que le niveau primaire et un peu moins d'une personne sur dix (9 %) le niveau secondaire ou supérieur (tableau 3.13).

**Tableau 3.15 :** Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par niveau d'instruction selon le sexe

Niveau d'instruction	Masculin	Féminin	Ensemble
Aucun	34,7	65,4	50,7
Primaire	50,7	30,2	40,0
Secondaire et plus	14,6	4,4	9,3
Total	100,0	100,0	100,0

Comme pour le taux d'analphabétisme, la structure de la population par niveau d'instruction présente des différences selon le sexe. Les femmes sont en général moins instruites que les hommes dans la zone d'étude. En effet, seules 35 % d'entre elles sont allées à l'école parmi lesquelles, 4 %

ont pu atteindre le niveau secondaire ou supérieur. Chez les hommes, la situation est différente. Les non instruits ne représentent que 35 %. Un peu plus de la moitié d'entre eux (51 %) a atteint le niveau primaire (contre 30 % chez les femmes) et 15 % le niveau secondaire ou plus, soit 3 fois plus que chez les femmes.

Le tableau 3.16 fait ressortir quelques variations du niveau d'instruction selon la préfecture : deux préfectures enregistrent une proportion très élevée de personnes non instruites (Vakaga et Ouham). A l'opposé, les préfectures de la Haute-Kotto et de la Nana-Grébizi se singularisent par le fait que les proportions des personnes ayant atteint le niveau secondaire ou supérieur sont dans l'ordre de 13 %.

**Tableau 3.16 :** Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par niveau d'instruction selon la préfecture

Niveau d'instruction	Nana-Mambéré	Ouham-Pendé	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	Ens.
Aucun	49,8	50,7	52,4	50,5	47,5	44,6	57,6	50,7
Primaire	40,7	40,6	39,8	36,6	44,8	41,8	36,5	40,0
Second. et +	9,5	8,7	7,8	12,9	7,7	13,6	5,9	9,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

On peut constater que les préfectures où les personnes sont beaucoup moins instruites sont aussi celles où le taux d'analphabétisme est relativement élevé.

La comparaison de la structure entre le milieu urbain et le milieu rural indique qu'il n'y a pas de différence au niveau de la proportion des personnes ayant le niveau primaire (42 % en milieu urbain et 40 % en milieu rural). En revanche, le milieu rural a une proportion des personnes non instruites nettement plus élevée (53 % contre 41 % en milieu urbain). Inversement, il y a 2,3 fois plus de personnes ayant atteint le niveau secondaire ou supérieur en milieu urbain qu'en milieu rural (17 % contre 7 %).

Les écarts sont non significatifs entre le niveau d'instruction de la population déplacée et celui de la population non déplacée : les personnes non instruites sont respectivement 50 % et 51 % dans les deux catégories ; il en est de même pour celles qui ont le niveau primaire (40 % chacune). Cela montre bien que les deux types de personnes vivent les mêmes réalités socioculturelles.

### 3.3.5. Structure de la population enquêtée selon la fréquentation scolaire : des inégalités entre sexe

La fréquentation scolaire est une question qui concernait uniquement les personnes âgées de 6 à 24 ans, tranche d'âge légale pour être scolarisé dans le primaire, secondaire ou supérieur. Cette question permet d'examiner les conséquences du déplacement des populations sur la scolarisation des enfants dans la zone d'accueil.

Deux enfants de 6-24 ans sur cinq (40 %) ont fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007. Cette proportion est faible chez les filles (31 % contre 50 % chez les garçons), en milieu rural (39 % contre 46 % en milieu urbain) et dans les préfectures de Vakaga (28 %). Dans les préfectures de Nana-mambéré, Haute-Kotto et Ouham, la proportion des enfants ayant fréquenté est en dessous du niveau de la zone d'étude. Ces résultats montrent qu'il n'existe aucune incidence apparente du déplacement des familles sur la scolarisation des enfants comparativement aux ménages sans PDI, car 42 % des enfants de ces ménages ont fréquenté contre 36 % pour les ménages avec PDI. Peut-on

penser que ces ménages ont bénéficié de plus d'aide à la scolarisation des enfants que les autres ménages ? La partie V de ce rapport le révélera sans doute.

**Tableau 3.17:** Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6-24 ans et plus par fréquentation scolaire selon le sexe

Fréquentation scolaire	Masculin	Féminin	Ensemble
Oui, cette année	50,2	31,3	40,4
Oui, les années passées	16,9	14,0	15,4
Non	32,9	54,7	44,2
Total	100,0	100,0	100,0

On constate que le poids relatif des enfants n'ayant pas fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007 est très élevé (environ 60 %).

Si on exclut de cette catégorie les enfants qui n'ont jamais été scolarisés dans leur vie (69 %), on peut dégager cinq principales raisons de la non scolarisation. Il s'agit tout d'abord du manque de moyens financiers/matériels évoqué dans 38 % de cas, suivi du manque d'écoles (14 %) et de cas d'insécurité dans la zone (11 %), du fait que l'enfant a été renvoyé de l'établissement (8 %) et enfin de l'état de santé de l'enfant ou de l'abandon de l'école par l'enfant (5 % chacun). La non fréquentation scolaire due par exemple au décès des parents n'est pas évoquée (Tableau 3.18).

**Tableau 3.18 :** Répartition (en %) des enfants de 6-24 ans selon les raisons de non fréquentation au cours de l'année 2006-2007

Raisons évoquées par les parents	Proportion (%)
N'a jamais été scolarisé	69,4
Manque d'écoles	13,9
Manque de moyens financiers	37,6
Enfant renvoyé de l'école	8,1
Enfant malade	4,5
Manque de places à l'école	1,0
Insécurité	10,7
Grossesse	0,9
Abandon	5,3
Décès des parents	0,0
Autre raison	16,9

### 3.3.6. Structure de la population enquêtée selon la situation d'activité (avant et après les événements) : *essentiellement des actifs occupés*

Lorsqu'on analyse la structure de la population de 6 ans et plus par situation d'activité avant et après la crise qui a occasionné le déplacement, on constate d'une manière générale que la population est composée essentiellement des actifs occupés, des élèves/étudiants et des inactifs.

En comparant les deux périodes (avant et après la crise), même si cette structure persiste, on peut dégager quelques changements fondamentaux dans l'organisation de la vie professionnelle des populations. La proportion des chômeurs semble avoir légèrement augmenté ainsi que celle des

actifs occupés, et ce, au détriment des inactifs dont la proportion est passée de 18 % à 12 %. Cela traduit que dans la zone d'accueil, les personnes déplacées sont obligées d'utiliser leur force de travail pour la survie. Ce constat est observé aussi bien chez les hommes que chez les femmes (Tableau 3.19).

**Tableau 3.19 : Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par situation d'activité avant et après la crise selon le sexe**

Situation d'activité	Avant la crise			Après la crise (actuellement)		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Occupé	55,3	56,9	56,1	61,1	61,3	61,2
Chômeur	1,2	0,9	1,0	2,2	1,0	1,5
Elève/Étudiant	26,9	15,7	21,0	26,2	16,2	21,0
Femme au foyer	-	7,6	4,0	-	8,4	4,4
Retraité	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Rentier	0,2	0,1	0,1	0,3	0,2	0,2
Autre inactif	16,4	18,8	17,6	10,2	12,9	11,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les variations selon la préfecture, le milieu de résidence et le type de ménage vont dans les mêmes sens que celles observées au niveau du sexe.

### 3.3.7. Structure de la population enquêtée selon le statut dans la profession (avant et après les événements) : *moins de femmes PDI indépendantes*

Avant comme après la crise, les populations de la zone d'étude travaillaient principalement comme indépendant pour leur propre compte, aussi bien les femmes que les hommes. En fait, ce sont des agriculteurs et éleveurs vivant des activités agropastorales (85 % avant la crise et 84 % après la crise). Ce statut est suivi de loin derrière par le fait d'être un aide-familial (9 % avant la crise contre 12 % après la crise). Le troisième statut dans la profession est constitué des salariés qui ne représentent que 4 % après la crise contre 5 % avant (Tableau 3.20).

En comparant la situation avant et après les événements de crise, l'on peut conclure que les populations déplacées internes ont légèrement perdu leur capacité de travailler comme indépendant par manque de terres cultivables certainement, surtout chez les femmes (59 % contre 86 %). Pour compenser cela, elles sont relativement plus nombreuses à travailler comme des aides familiaux (environ 12 % contre 9 % avant la crise). On peut relever aussi la perte du pouvoir d'employeur surtout par les hommes (8 % après la crise alors qu'ils étaient 9 % avant).

**Tableau 3.20 : Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6 ans et plus par statut dans la profession avant et après la crise selon le sexe**

Statut dans la	Avant la crise	Après la crise (actuellement)
----------------	----------------	-------------------------------



profession	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Salarié	9,4	1,1	5,0	7,6	1,1	4,2
Indépendant	81,2	88,6	85,1	81,2	86,4	83,9
Employeur	0,6	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2
Aide familial	8,6	10,2	9,4	10,7	12,4	11,6
Apprenti	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Autre	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

### 3.4. Caractéristiques contextuelles et individuelles des personnes déplacées âgées de 12 ans ou plus interviewées

#### 3.4.1. Structure par préfecture et milieu de résidence : *inégale répartition des PDI*

Au total, l'enquête a touché 8 499 PDI inégalement réparties dans 7 préfectures (tableau 6.1). La majorité des enquêtés a été rencontrée dans les préfectures de l'Ouham-Pendé (37 %) et l'Ouham (35 %), tandis que les faibles effectifs dans celles de la Nana-Mambéré (3 %), de la Bamingui-Bangoran (2 %) et de la Haute-Kotto (2 %).

La prise en compte du milieu de résidence dans l'analyse des effectifs met également en évidence une répartition spatiale inégale de l'échantillon des PDI interrogées à l'intérieur des préfectures (Tableau 3.21). Il en ressort que l'Ouham-Pendé et, dans une certaine mesure, la Vakaga se distinguent des autres préfectures par la prédominance rurale du nombre de PDI enquêtés. En ce qui concerne les préfectures ayant fourni plus de PDI urbains que de ruraux, l'écart le plus élevé entre les effectifs enquêtés dans les deux milieux de résidence a été enregistré dans la Bamingui-Bangoran et dans la Haute-Kotto où les effectifs urbains valent un peu plus du triple des ruraux.

**Tableau 3.21 : Répartition (%) des PDI de 12 ans et plus enquêtées par milieu de résidence selon la préfecture**

Préfecture	Milieu de résidence		Ensemble	
	Urbain	Rural	Effectifs	%
Nana-Mambéré	4,6	2,3	232	2,7
Ouham-Pendé	20,3	41,2	3 176	37,4
Ouham	39,4	33,8	2 959	34,8
Nana-Grébizi	21,3	14,5	1 337	15,7
Bamingui-Bangoran	5,8	1,7	207	2,4
Haute-Kotto	3,6	1,1	133	1,6
Vakaga	5,0	5,4	454	5,3
Total	100,0	100,0	8 499	100,0

#### 3.4.2. Structure par âge et par sexe

Quelle que soit la préfecture considérée, on relève un faible écart (moins d'un point) entre les effectifs masculins et féminins des PDI (Tableau 3.22). Non seulement Nana-Grébizi se classe parmi les trois préfectures à prédominance numérique des hommes (avec Nana-Mambéré, la Haute-Kotto), mais cette préfecture enregistre également le plus grand écart entre les effectifs relatifs des deux sexes (0,9 point).

**Tableau 3.22 : Répartition (en %) des PDI par la préfecture selon le sexe**



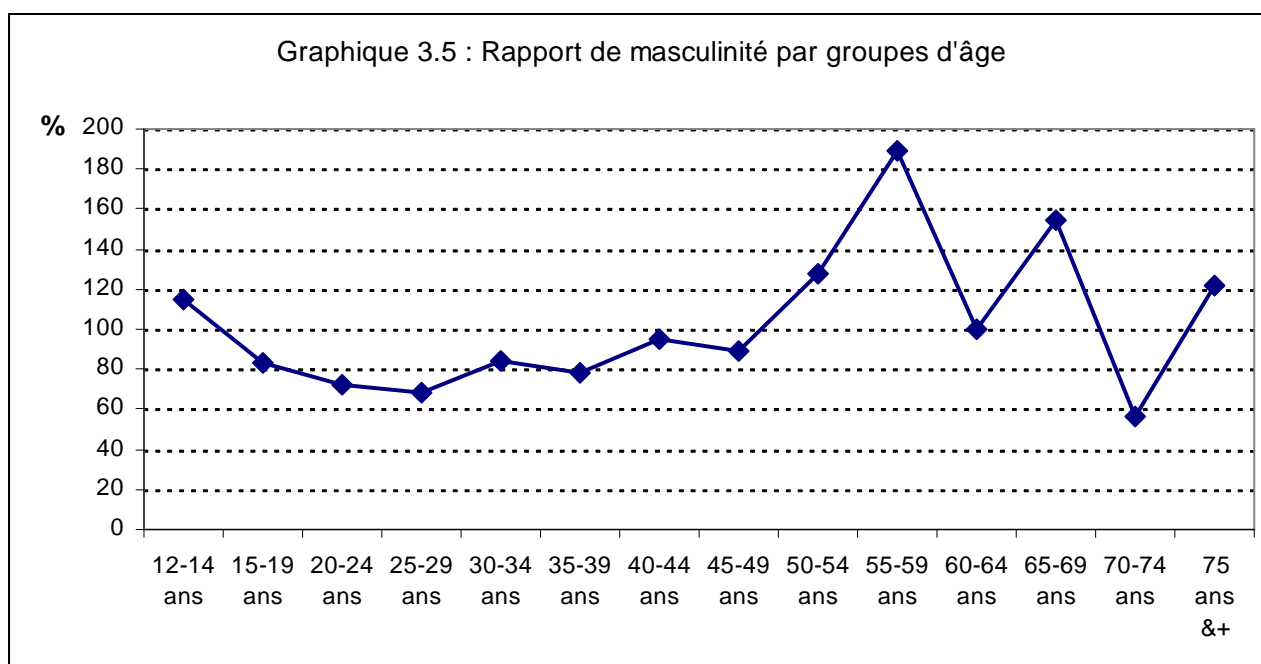
Préfecture	Sexe		Ensemble
	Masculin	Féminin	
Nana-Mambéré	2,9	2,6	2,7
Ouham-Pendé	37,0	37,7	37,4
Ouham	34,8	34,9	34,8
Nana-Grébizi	16,2	15,3	15,7
Bamingui-Bangoran	2,4	2,5	2,4
Haute-Kotto	1,6	1,5	1,6
Vakaga	5,1	5,5	5,3
Total	100,0	100,0	100,0

Dans l'ensemble et quel que soit le sexe considéré, il se dégage une variation en dents de scie des effectifs entre les quatre premiers groupes d'âges des PDI, avec un effectif culminant à 25-29 ans (Tableau 3.23). Cette tendance est suivie par une baisse continue des effectifs à partir de 30 ans.

**Tableau 3.23 : Répartition des PDI par sexe selon l'âge à l'enquête**

Groupes d'âges	Sexe				Ensemble		Rapport de masculinité (%)
	Masculin		Féminin				
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%	
12-14 ans	464	11,7	405	9,0	869	10,2	114,6
15-19 ans	557	14,0	666	14,8	1 223	14,4	83,6
20-24 ans	448	11,3	619	13,7	1 067	12,6	72,4
25-29 ans	470	11,8	690	15,3	1 160	13,7	68,1
30-34 ans	418	10,5	494	11,0	912	10,8	84,6
35-39 ans	379	9,5	483	10,7	862	10,2	78,5
40-44 ans	336	8,5	354	7,9	690	8,1	94,9
45-49 ans	285	7,2	319	7,1	604	7,1	89,3
50-54 ans	189	4,8	148	3,3	337	4,0	127,7
55-59 ans	178	4,5	94	2,1	272	3,2	189,4
60-64 ans	84	2,1	84	1,9	168	2,0	100,0
65-69 ans	91	2,3	59	1,3	150	1,8	154,2
70-74 ans	30	0,8	53	1,2	83	1,0	56,6
75 ans &+	45	1,1	37	0,8	82	1,0	121,6
Total	3 974	100,0	4 505	100,0	8 479	100,0	88,2

L'échantillon des PDI est caractérisé par une surreprésentation des hommes chez la plus jeune génération (12-14 ans), un inversement de la situation entre 15 et 49 ans, la reprise de la situation initiale entre 50 et 59 ans et une variation des effectifs en dents de scie au-delà de cet âge, l'équilibre entre les effectifs des deux sexes étant observé à 60-64 ans (Tableau 3.23 et Graphique 3.5).



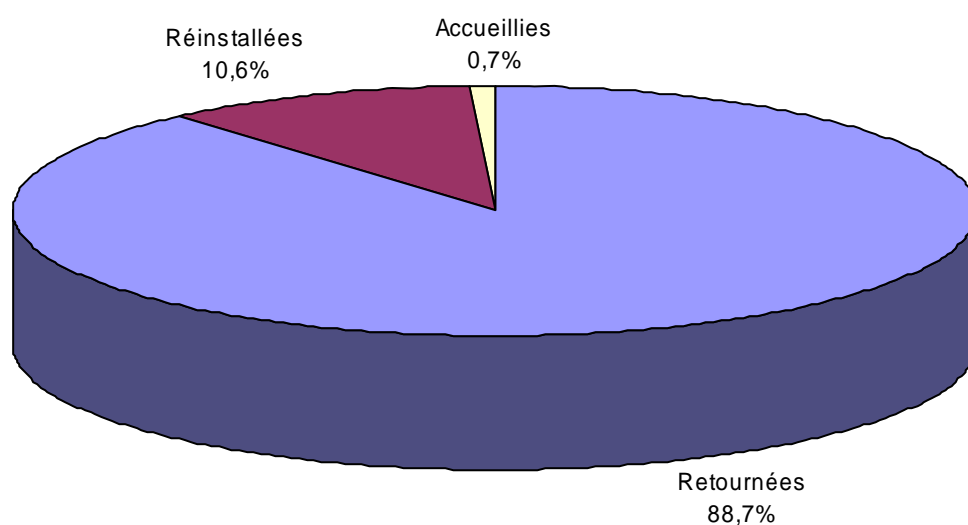
### 3.4.3 Catégorisation des PDI : prédominance des PDI retournées

Hormis la définition adoptée lors du dénombrement pour classer les ménages selon qu'ils comptent au moins un PDI ou non parmi leurs membres (cf. chapitre IV), la combinaison des réponses à quelques questions posées aux PDI pendant l'enquête permet de classer celles-ci en « retournées », « réinstallées » ou « accueillies ».

La catégorie des *retournées* comprend les PDI dont la localité de résidence avant le début de la crise (village/quartier ou commune) correspond à celle de résidence au moment de l'enquête, indépendamment de leur lien de parenté avec les chefs de ménages. La catégorie des *réinstallées* regroupe les personnes qui, avant la crise, résidaient dans une localité différente de celle de résidence à l'enquête, ces personnes étant actuellement chefs de ménages sinon appartenant aux ménages dont les chefs sont identifiés comme PDI. La catégorie des *accueillies* est composée des personnes dont la localité de résidence avant la crise diffère de celle de la résidence à l'enquête, à condition de ne pas être chefs de ménage et d'appartenir plutôt aux ménages dont les chefs n'ont pas le statut de PDI.

Au regard de la catégorisation présentée ci-dessus, on constate qu'environ neuf PDI sur dix (soit 89 %) ont été enquêtées dans leur localité d'origine tandis qu'une infime minorité (moins de 1 %) vit dans un ménage d'accueil, le reste des PDI (soit le dixième) a pu être réinstallé dans une zone non conflictuelle (Graphique 3.6). Ce résultat traduit chez la grande majorité des PDI la volonté de retourner dans sa localité d'origine, en cas de renforcement de la paix et de la sécurité dans les territoires qui ont été ou sont touchés par les conflits armés.

**Graphique 3.6 : Proportion des PDI par catégorie d'appartenance**



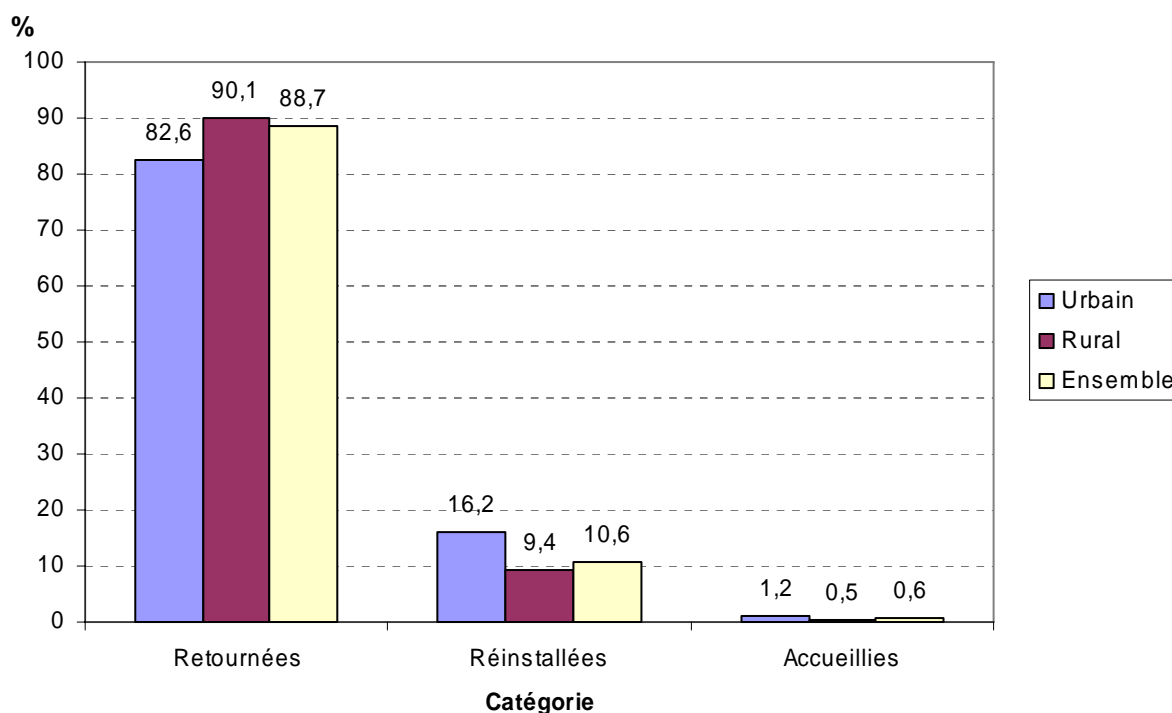
Les PDI vivant dans les ménages d'accueil sont beaucoup plus représentées dans la Nana-Mambéré (12 %) qu'ailleurs (Tableau 3.24). Par contre, aucun membre de cette catégorie n'a été enquêté dans l'Ouham et à Bamingui-Bangoran. Quant aux personnes retournées dans leur localité d'origine, ils sont relativement plus nombreux à Bamingui-Bangoran (95 %), dans l'Ouham-Pendé (93 %) et à Nana-Grébizi (92 %). La proportion la plus faible a été enregistrée dans la Nana-Mambéré (19 %).

**Tableau 3.24 : Répartition (%) des déplacés enquêtés par préfecture selon la catégorie d'appartenance**

Préfecture	Catégorie des déplacés			Total
	Retournés	Réinstallés	Accueillis	
Nana-Mambéré	18,9	69,3	11,8	100
Ouham-Pendé	92,9	6,5	0,6	100
Ouham	89,3	10,7	--	100
Nana-Grébizi	92,2	7,7	0,2	100
Bamingui-Bangoran	94,7	5,3	--	100
Haute-Kotto	67,4	28,0	4,5	100
Vakaga	84,3	15,5	0,2	100
<b>Ensemble</b>	<b>88,7</b>	<b>10,6</b>	<b>0,6</b>	<b>100</b>

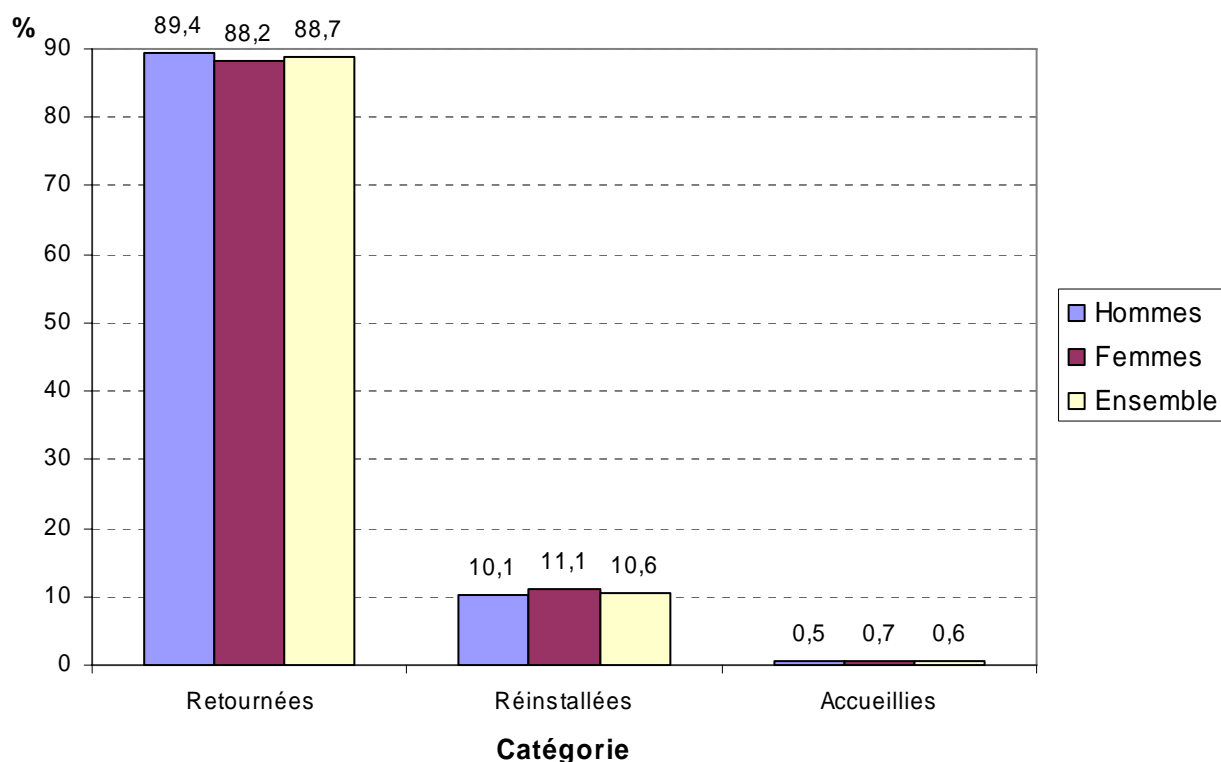
Le graphique 3.7 indique que le retour dans la localité d'origine semble être plus facile en zones rurales (90 %) que dans les centres urbains (83 %), probablement en raison de multiples opportunités que le milieu urbain offre à ses résidents, en termes d'accès à l'emploi, aux soins de santé, à la scolarisation..., qui constituent des facteurs d'intégration sociale, et donc, de rétention des PDI en dehors de leur localité d'origine. Ce fait peut être conforté par le nombre de personnes vivant dans les ménages d'accueil, qui passe du simple au double dans ce milieu lorsqu'on compare sa variation entre le milieu rural (0,5 %) et le milieu urbain (1,2 %).

**Graphique 3.7 : Pourcentage des PDI par milieu de résidence selon la catégorie d'appartenance**



La discrimination des PDI selon le genre n'est pas significative quelle que soit la catégorie d'appartenance considérée. La différence entre les effectifs des enquêtés n'est en effet que de 1 point aussi bien chez les retournés (surreprésentation masculine) que chez les réinstallés (surreprésentation féminine), comme l'illustre le graphique 3.8. Cette situation permet de penser qu'en matière de recherche des solutions aux problèmes spécifiques des PDI, les hommes adoptent le même comportement que les femmes.

**Graphique 3.8 : Pourcentage des PDI par sexe selon la catégorie d'appartenance**



### Vue d'ensemble

Au terme de l'analyse de cette partie qui était consacrée au profil sociodémographique, économique et culturel des personnes enquêtées, on peut retenir les éléments suivants :

- un effectif des PDI au moment de l'enquête d'environ 124.535 personnes a été estimé. Ces personnes sont prédominantes dans trois préfectures à savoir Ouham-Pendé, Ouham et dans une moindre mesure Haute-Kotto. Les deux premières préfectures représentent à elles seules les deux tiers (67 %). Ce sont les préfectures où persistent encore des foyers de tension. La préfecture de Bamingui-Bangoran est la moins touchée. Le phénomène de déplacement interne des populations reste en général rural du fait des activités agro-pastorales qui caractérisent ces populations ; sauf la préfecture de Nana-Grébizi où le phénomène est urbain du fait de la proximité de la ville vers où les populations retrouvent refuge et de la présence de la Force Multilatérale de la CEMAC (FOMUC).
- Les PDI retournées sont estimées à 888.235 personnes (dont 194.172 en milieu urbain, soit 22 %). Ce sont encore les préfectures de Ouham-Pendé et de Ouham qui enregistrent des effectifs les plus élevés. La préfecture de Nana-Grébizi vient en troisième position.
- La population des PDI est en majorité constituée des femmes (51 %) et des enfants de moins de 15 ans (50 %). On observe un déficit d'hommes dans le groupe 15-39 ans qui peut s'expliquer en partie par l'enrôlement de ces personnes dans les mouvements/bandes armés mais aussi par les tueries sélectives lors des attaques des villages et l'émigration vers le Tchad et le Cameroun.
- En ce qui concerne la population dénombrée dans les ménages, elle est essentiellement chrétienne (surtout d'obédience protestante), en grande majorité analphabète (surtout chez les femmes et en milieu rural). Les personnes de 6 ans ou plus sont en grande majorité des

actifs occupés, des élèves/étudiants ou des inactifs, leur principal statut dans la profession est indépendant. La population de 12 ans ou plus est composée plus de mariées que de célibataires surtout chez les femmes. Leur situation économique après crise révèle que nombreux ont perdu leur capacité de travailler comme des indépendants et se retrouvent plus comme aides-familiaux.

- Les interviews des personnes déplacées internes de 12 ans ou plus ont été réalisées avec succès auprès de 8.499 personnes dont plus de 70 % provenaient des préfectures de Ouham-Pendé et de Ouham, composées plus d'hommes que des femmes.
- Les PDI centrafricains peuvent être classés en trois catégories : les déplacés retournés (89 %) plus représentés, les déplacés réinstallés (11 %) et les PDI accueillies (1 %).



## IV. CARACTERISTIQUES DES MENAGES ET DE LOGEMENTS ET DEGRE D'EQUIPEMENT EN BIENS

Cette partie traite les caractéristiques démographiques des ménages-échantillon (taille, typologie), les caractéristiques de logements et enfin le degré d'équipement en bien par les ménages. L'analyse vise à rendre compte s'il existe une certaine précarité des conditions de vie dans les ménages des personnes déplacées en comparaison avec les autres ménages.

### 4.1. Taille des ménages : *une majorité de ménages de grande taille*

Le nombre de personnes vivant dans les ménages variait entre 1 et 30 personnes. Moins d'un ménage sur dix (8 %) est composé d'une seule personne. Ces types de ménages sont 2 fois plus chez ceux dirigés par les femmes que ceux dirigés par les hommes (16 % contre 7 %). Plus de la moitié de ces femmes sont des personnes vulnérables puisqu'elles ont au moins 50 ans.

Selon le tableau 4.1, plus d'un ménage sur trois (35 %) a une taille comprise entre 1 et 3 personnes. Ce type de ménage est dominant parmi ceux que dirigent les femmes (52 % contre 31 % pour ceux dirigés par les hommes). Les ménages de taille comprise entre 4 et 6 personnes est le groupe modal aussi bien chez ceux dirigés par les hommes que ceux dirigés par les femmes (respectivement 38 % et 37 %).

**Tableau 4.1:** Répartition (en %) des ménages par taille selon le sexe du chef de ménage

Taille du ménage	Masculin	Féminin	Ensemble
1-3 personnes	31,2	52,2	35,0
4-6 personnes	38,1	37,1	37,9
7-9 personnes	20,0	8,9	18,0
10 personnes ou plus	10,7	1,8	9,1
Total	100,0	100,0	100,0

Le poids des ménages de grande taille diminue sensiblement mais plus vite chez ceux dirigés par les femmes que ceux de leurs homologues hommes (9 % contre 20 % pour les ménages de 7-9 personnes et 2 % contre 11 % pour les ménages de taille très grande (10 personnes ou plus)).

**Tableau 4.2:** Répartition (en %) des ménages par taille selon le type des ménages

Taille du ménage	Ménage sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
1-3 personnes	47,7	28,7	35,0
4-6 personnes	35,8	38,9	37,9
7-9 personnes	11,4	21,3	18,0
10 personnes ou plus	5,1	11,1	9,1
Total	100,0	100,0	100,0

La composition des ménages avec PDI et ceux sans PDI est totalement différente. D'après le tableau 4.2, il y a deux fois plus de ménages de plus de 6 personnes (taille élevée) du côté des personnes déplacées que du côté des personnes non déplacées (32 % contre 17 %). Ce résultat traduit la nécessité pour les PDI à se constituer en famille dans le milieu d'accueil.



En moyenne, les ménages de la zone d'étude ont une taille de 5,1 personnes. La taille médiane est de 5 personnes par ménage. Ces tailles moyenne et médiane varient selon le sexe du chef de ménage, la préfecture, le milieu de résidence et le type de ménage (Tableau 4.3).

En effet, les ménages dirigés par les hommes ont en moyenne 5,4 personnes contre à 3,7 personnes dans ceux dirigés par les femmes. Les ménages ont une taille très élevée dans les préfectures de l'Ouham-Pendé et de la Vakaga (6,6 personnes) et une taille faible dans les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Haute-Kotto (4,1 personnes en moyenne).

**Tableau 4.3 :** Répartition de la taille moyenne et médiane des ménages par préfecture selon le sexe du chef de ménage

Préfecture	Taille moyenne			Taille médiane		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Nana-Mambéré	4,4	3,2	4,1	4	3	4
Ouham-Pendé	6,9	4,5	6,6	6	4	6
Ouham	4,9	3,9	4,7	5	4	4
Nana-Grébizi	5,0	3,7	4,8	5	3	5
Bamingui-Bangoran	5,3	3,3	4,8	4	3	4
Haute-Kotto	4,2	3,2	4,1	4	3	4
Vakaga	7,0	4,2	6,6	6	4	6
Total	5,4	3,7	5,1	5	3	5

L'écart n'est pas très important entre la taille moyenne des ménages en campagne et celle des ménages en milieu urbain, respectivement 5,2 personnes contre 4,9.

Lorsqu'on considère le type de ménages, on observe que les ménages des personnes déplacées sont en moyenne plus denses que ceux des personnes non déplacées (5,6 personnes contre 4,2). (Tableau 4.4).

**Tableau 4.4 :** Répartition de la taille moyenne et médiane des ménages par type de ménage selon le sexe du chef de ménage

Type des ménages	Taille moyenne			Taille médiane		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Ménages non PDI	4,5	3,2	4,2	4	3	4
Ménages PDI	5,9	4,1	5,6	5	4	5
Total	5,4	3,7	5,1	5	3	5

Contrairement à ce qu'on pouvait s'attendre, les personnes déplacées se sont plus constituées leurs propres ménages plutôt que d'être accueillies dans les ménages existants. Cela s'est vérifié sur le terrain car des trois catégories des PDI enquêtés, les déplacés accueillis sont les moins nombreux (environ une personne déplacée sur dix).

## 4.2. Typologie des ménages : prédominance des ménages nucléaires

A partir de la variable lien de parenté des membres au chef du ménage, on a pu construire une structure familiale à quatre modalités :

- Les ménages d'une seule personne (ou ménage isolé) ;
- Les ménages où le chef sans épouse, sans enfant vit avec des collatéraux ;

- Les ménages monoparentaux (le chef de ménage vivant avec ses enfants sans conjoint et sans collatéraux) ;
- Les ménages monoparentaux élargis aux collatéraux ;
- Les ménages constitués des couples sans enfants, sans collatéraux ;
- Les ménages constitués des couples sans enfants, avec collatéraux ;
- Les ménages constitués des couples avec enfants, sans collatéraux (type nucléaire) ;
- Les ménages du type nucléaire élargi aux collatéraux.

Cette variable vise à rendre compte de l'incidence de la présence des personnes déplacées dans certains ménages et met en évidence les ménages vulnérables au plan social et économique.

**Tableau 4.5 :** Répartition (en %) des ménages par typologie selon le sexe du chef de ménage

Type de ménage	Sexe du Chef de Ménage		Ensemble
	Masculin	Féminin	
CM seul	6,8	15,9	8,4
CM+collatéraux	3,7	16,9	6,0
CM+enfants	2,4	36,2	8,5
CM+enfants+collat.	1,3	27,1	5,9
CM+époux(se)	8,4	0,8	7,2
CM+époux(se)+collat.	4,0	0,7	3,4
CM+epse+enfants	52,9	2,2	43,8
CM+epse+eft+collat.	20,4	0,4	16,8
Total	100,0	100,0	100,0

La typologie des ménages de la zone d'étude révèle que le type de ménage le plus fréquent est le ménage où le chef vit avec son (ses) conjoint(s) et ses enfants (44 %). Ils sont suivis par le même type de ménage élargi aux collatéraux (frère/sœur, père/mère, neveu/nièce, cousins/cousine, etc.) qui représente 17 %, soit un ménage sur six.

Les ménages monoparentaux représentent 9 %. Si on y inclut la présence des collatéraux, ce type passe à 14 %. Les couples vivant sans enfants ne représentent que 7 %. Cette proportion atteint 11 % si on y ajoute les ménages au sein desquels vivent des collatéraux.

Enfin, les ménages isolés (chefs de ménage vivant seul) représentent 8 %. Il y a 6 % de ménages où le chef vit uniquement avec ses collatéraux.

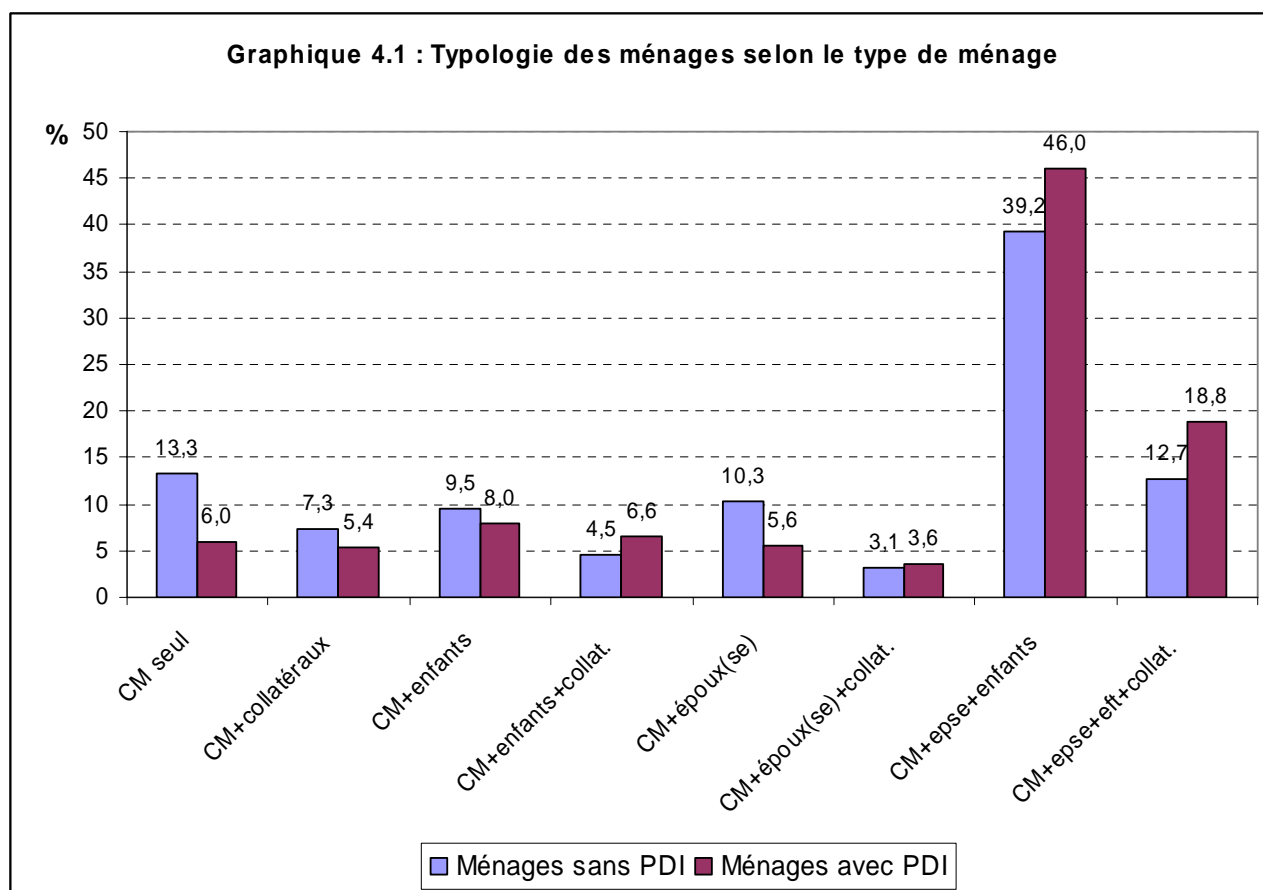
Cette typologie des ménages varie très significativement selon le sexe du chef de ménage. En effet, chez les hommes, les ménages du type nucléaire représentent (61 % contre 3 % chez les femmes). De même, les ménages du type nucléaire élargi aux collatéraux sont plus dirigés par les hommes que les femmes (24 % contre 1 % chez les femmes). En revanche, il y a deux fois plus de ménages isolés (chef de ménage seul) dirigés par les femmes que par les hommes (16 % contre 7 %, tableau 4.5). Ce ratio est encore plus grand (15 fois plus voire 20 fois plus) en faveur des ménages dirigés par les femmes si l'on considère les ménages monoparentaux purs ou ceux élargis aux collatéraux.

La comparaison de la typologie selon que le ménage est avec ou sans PDI (Tableau 4.5) montre des écarts significatifs par endroit. Il y a moins de ménage d'une seule personne chez les PDI, il y a presque autant de ménages monoparentaux (élargi ou pas aux collatéraux). En revanche, les couples sans enfants sont deux fois moins chez les PDI que chez les non PDI (6 % contre 10 %).

**Tableau 4.6 : Répartition (en %) des ménages par typologie des ménages selon le type de ménages**

Type de ménage	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
CM seul	13,3	6,0	8,4
CM+collatéraux	7,3	5,4	6,0
CM+enfants	9,5	8,0	8,5
CM+enfants+collat.	4,5	6,6	5,9
CM+époux(se)	10,3	5,6	7,2
CM+époux(se)+collat.	3,1	3,6	3,4
CM+epse+enfants	39,2	46,0	43,8
CM+epse+eft+collat.	12,7	18,8	16,8
Total	100,0	100,0	100,0

Les ménages nucléaires sont en revanche relativement plus nombreux chez les PDI qu'ailleurs (46 % contre 39 %). Il en est de même de ce même type de ménage élargi aux collatéraux qui présente respectivement 19 % et 13 % chez les PDI et les non PDI. Le graphique 4.1 illustre assez bien ces écarts.



L'examen de la variation de la typologie des ménages selon la préfecture (Tableau 4.7) indique que les ménages isolés sont plus rencontrés dans trois préfectures : Bamingui-Bangoran, Nana-Mambéré et Haute-Kotto. Ces ménages sont rares dans l'Ouham-Pendé.

Les ménages constitués du chef de ménage vivant uniquement avec des collatéraux sont relativement nombreux dans la Haute-Kotto et moins dans l'Ouham-Pendé et la Vakaga.

En ce qui concerne les ménages monoparentaux, les écarts sont moins prononcés même si son poids est un peu en dessous du niveau de la zone d'étude dans les préfectures de Ouham-Pendé et Haute-Kotto.

**Tableau 4.7 : Répartition (en %) des ménages par typologie des ménages selon la préfecture**

Type de ménage	Nana-Mambéré	Ouham-Pendé	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	Ens.
CM seul	13,7	2,9	7,6	8,4	14,8	13,6	3,8	8,4
CM+collat.	6,3	3,6	6,6	7,3	7,7	10,9	3,9	6,0
CM+efts	9,8	6,1	10,6	7,2	10,1	6,8	10,7	8,5
CM+efts+col.	4,4	4,7	9,6	6,2	6,6	5,3	3,3	5,9
CM+epse	10,0	3,7	7,1	7,3	8,1	12,2	3,4	7,2
CM+epse+col	2,6	3,7	3,2	4,0	2,6	5,9	1,6	3,4
CM+epse+efts	41,6	54,2	39,6	39,2	32,6	29,0	59,9	43,8
CM+ep+eft+c.	11,7	21,2	15,7	20,4	17,5	16,2	13,4	16,8
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les ménages constitués des couples sans enfants avec collatéraux sont relativement moins nombreux dans la Nana-Mambéré et la Vakaga, mais sont, en revanche, plus représentés dans la Haute-Kotto.

Deux préfectures présentent des proportions faibles des ménages du type nucléaire : Bamingui-Bangoran et Haute-Kotto alors que trois ménages sur cinq (60 %) dans la préfecture de la Vakaga et 54 % dans l'Ouham-Pendé sont de ce type. Pourtant, les différences au niveau des ménages nucléaires élargis aux collatéraux, sont faibles entre préfecture, excepté le cas de Nana-Mambéré et de Vakaga.

Entre le milieu urbain et le milieu rural, la typologie des ménages présente quelques différences significatives. Il y a deux fois plus de ménages composés du chef et des collatéraux en milieu urbain qu'en milieu rural (10 % contre 5 %). Ce ratio est presque le même entre le milieu urbain et rural au niveau des ménages constitués du chef, ses enfants et des collatéraux.

En revanche, les ménages du type nucléaire pur (chef de ménage avec épouse et enfants) sont nettement plus importants en milieu rural qu'en milieu urbain (47 % contre 32 %). Ce résultat corrobore d'autres résultats de recherche qui démontrent qu'en milieu urbain africain, les ménages sont généralement plus du type élargi, car le phénomène d'accueil des enfants surtout des membres de famille est plus développé. Ces personnes viennent habiter en ville chez des parents pour la scolarisation (disponible et qualité des infrastructures scolaires et des ressources humaines) ou pour la recherche d'un travail (Wakam, Pilon, 1996).

#### 4.3. Caractéristiques et commodités du logement des ménages

L'état et les caractéristiques d'un logement ainsi que ses commodités donnent une première idée des conditions de vie des ménages qui y résident. Des indicateurs ont été utilisés pour apprécier le confort du logement : le statut d'occupation, le coût de location du logement, le nombre de pièces occupées, le type de construction, le lieu d'aisance, les sources d'approvisionnement en eau de boisson, le mode d'éclairage et les équipements dont disposent le ménage.

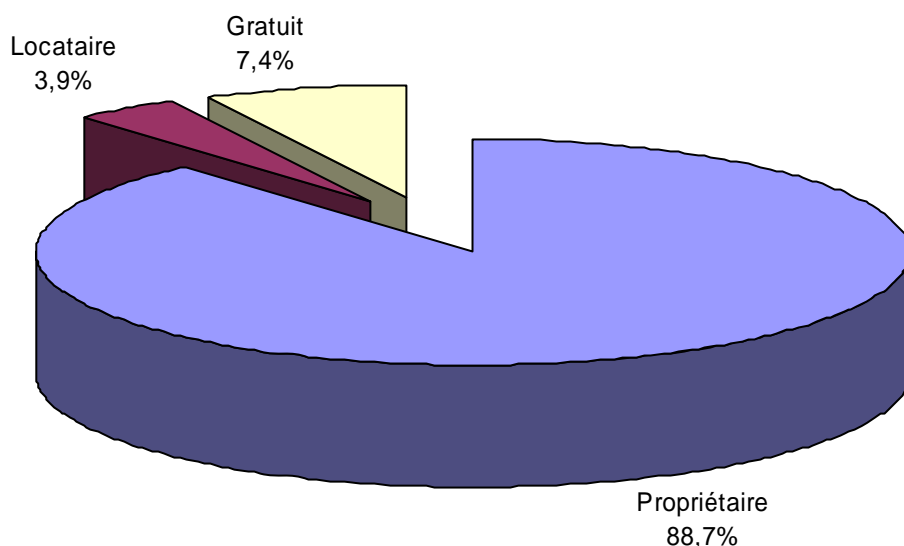
#### 4.3.1. Statut d'occupation : une majorité de propriétaires

Près de neuf chefs de ménage sur dix (89 %) sont propriétaires du logement qui abrite le ménage. Les logements en location ne représentent que 4 %. Moins d'un ménage sur dix (7 %) habite dans un logement sans payer une contrepartie (gratuitement).

**Tableau 4.8:** Répartition (en %) des ménages par statut d'occupation selon le sexe du chef de ménage

Statut d'occupation du ménage	Masculin	Féminin	Ensemble
Propriétaire	90,0	83,1	88,7
Locataire	3,5	5,8	3,9
Gratuit	6,5	11,1	7,4
Total	100,0	100,0	100,0

**Graphique 4.2 : Proportion des ménages selon le statut d'occupation du logement**



Relevons que les hommes chef de ménages propriétaires de leur logement sont relativement plus nombreux que les femmes (90 % contre 83 %). Mais, ce désavantage des femmes se compense par le fait que les logements gratuits abritent le plus les ménages dirigés par les femmes (11 % contre 7 % pour les ménages dirigés par les hommes).

#### 4.3.2. Coût mensuel de location du logement : différenciation entre ménages de PDI et non PDI

L'enquête comporte des informations destinées à l'évaluation du loyer des habitations. Pour cela, il était demandé au chef de ménage, le prix mensuel du loyer dans le cas où il est locataire.

Pour les ménages qui louent le logement, le prix mensuel de location atteint 40.000 F cfa, si l'on exclut un ménage qui a déclaré louer la maison à 120.000 F cfa (cas isolé). En moyenne, cela représente un coût mensuel d'environ 4.500 F cfa (5.180 F cfa pour les ménages dirigés par les

hommes et 2.533 F cfa pour les ménages dirigés par les femmes). Le coût mensuel médian est de 3.000 F cfa (2.000 F cfa spécifiquement pour les ménages dirigés par les femmes).

Pour les ménages de PDI qui louent les logements, le coût mensuel est inférieur à celui que paie les ménages sans PDI (3.330 F cfa contre 5.276 F cfa en moyenne ou 2.000 F cfa contre 3.000 F cfa si l'on considère la médiane).

**Tableau 4.9 :** Coût moyen et médian (en F cfa) de location mensuel du logement par type de ménages selon le sexe du chef de ménage

Type des ménages	Coût moyen par mois			Coût médian par mois		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Ménages non PDI	6.024	2.444	5.277	4.000	2.000	3.000
Ménages PDI	3.698	2.615	3.330	3.000	1.000	2.000
Total	5.180	2.534	4.490	3.000	2.000	3.000

#### 4.3.3. Nombre de pièces occupées par le ménage : indice de promiscuité

L'analyse de la variable nombre de pièces du logement, permet de rendre compte du degré de promiscuité des membres du ménage. C'est pourquoi, il est d'usage de calculer l'indice de promiscuité en rapportant la taille du ménage au nombre de pièces occupées.

Les résultats obtenus montrent que plus de sept ménages sur dix (72 %) présentent un indice de promiscuité inférieur à 2 personnes par pièce. Ce qui est une valeur au-delà de l'acceptation dans un contexte africain. Un ménage sur dix (10 %) a une valeur de l'indice au dessus de 3 personnes par pièce (Tableau 4.10).

**Tableau 4.10:** Répartition (en %) des ménages par nombre de personnes par pièce de logement selon le sexe du chef de ménage

Nombre de personnes par pièce	Masculin	Féminin	Ensemble
Au plus une personne	27,4	39,6	29,6
1 à 2 personnes exactement	42,5	40,7	42,2
2 à 3 personnes exactement	19,2	12,1	17,9
3 à 5 personnes exactement	8,8	5,6	8,2
Plus de 5 personnes	2,1	2,0	2,1
Total	100,0	100,0	100,0

Cette structure est presque identique quel que soit le sexe du chef de ménage.

Comparativement aux ménages des personnes non déplacées, on constate que l'indice de promiscuité des ménages avec PDI est meilleur car 75 % d'entre eux ont un indice inférieur à 2 personnes par pièce contre 65 % dans les ménages sans PDI. Inversement, la valeur de l'indice ne dépasse 3 personnes par pièce que dans 8 % des ménages avec PDI alors que cette proportion atteint presque 15 % dans les ménages sans PDI.

On peut conclure à partir de ces résultats que les conditions de logement des PDI ne sont pas aussi déplorable et dramatiques que l'on pouvait penser, même s'il faut tenir compte au-delà du nombre des pièces, les autres éléments tels que le confort des matériaux de construction (type de logement), les facilités qu'offrent le ménage (type d'aisance et le mode d'approvisionnement en eau) et enfin

les biens d'équipements que possèdent ces ménages. Ces aspects sont développés dans les paragraphes qui suivent.

**Tableau 4.11:** Répartition (en %) des ménages par nombre de personnes par pièce de logement selon le type des ménages

Nombre de personnes par pièce	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Au plus une personne	27,0	30,9	29,6
1 à 2 personnes exactement	38,2	44,2	42,2
2 à 3 personnes exactement	20,1	16,9	17,9
3 à 5 personnes exactement	11,5	6,5	8,2
Plus de 5 personnes	3,3	1,5	2,1
Total	100,0	100,0	100,0

#### 4.3.4. Type de construction : une prédominance de logements traditionnels simples

Compte tenu du contexte géographique où l'enquête a eu lieu (zone essentiellement rurale), on constate que neuf logements sur dix (91 %) sont du type traditionnel (10 % seulement pour le type traditionnel amélioré, (Tableau 4.12). Les ménages occupant des logements en dur ou semi-dur ne représentent que 7%.



**Tableau 4.12:** Répartition (en %) des ménages par type de logement selon le sexe du chef de ménage

Type de logement	Masculin	Féminin	Ensemble
Logement en dur/semi-dur	7, 2	5,5	7,0
Logement traditionnel amélioré	10,5	7,8	10,0
Logement traditionnel simple	79,9	84,6	80,7
Logement en forme d'hutte/autre	2,4	2,1	2,3
Total	100,0	100,0	100,0

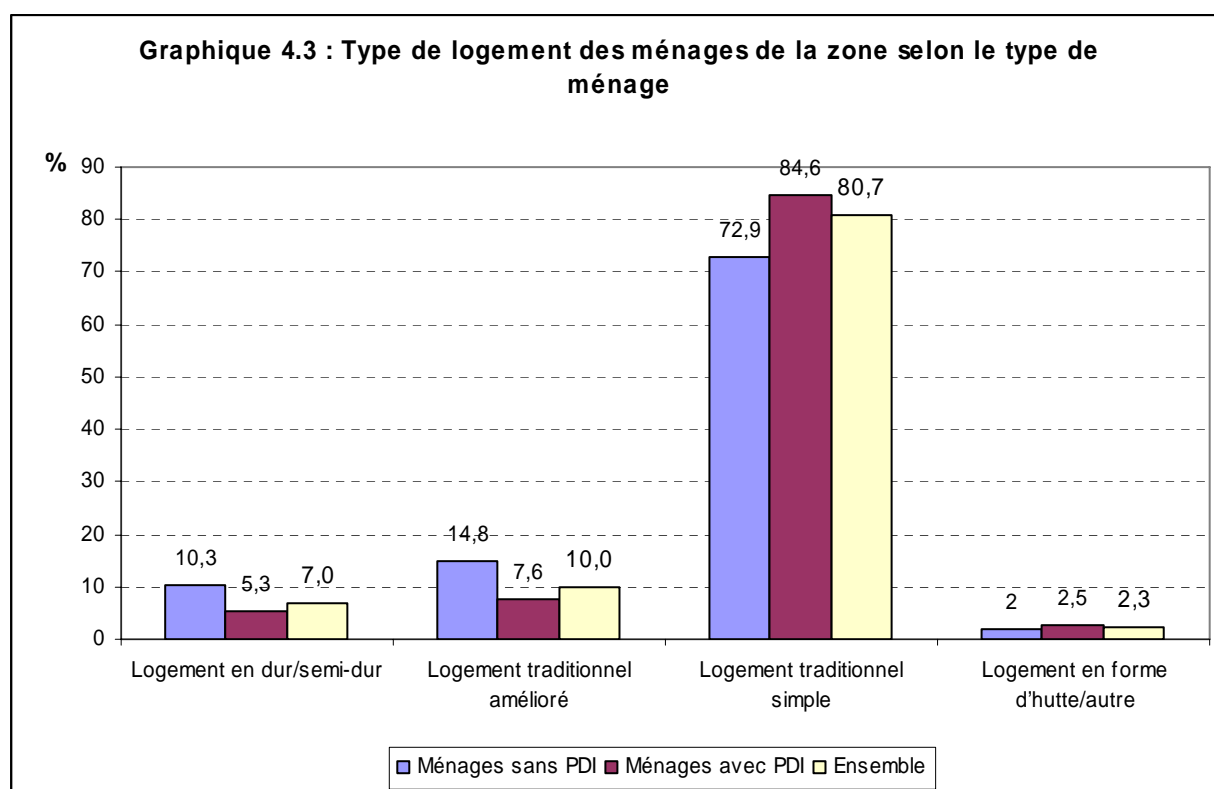
Cette structure de type de logement n'est pas significativement variable selon le sexe du chef de ménage. En revanche, en milieu urbain, on observe une proportion relativement importante des logements en dur ou semi-dur (18 % contre 4 % en milieu rural) et une forte proportion des logements du type traditionnel amélioré (17 % contre 8 % en milieu rural).



**Tableau 4.13:** Répartition (en %) des ménages par type de logement selon le type de ménage

Type de logement	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Logement en dur/semi-dur	10,3	5,3	7,0
Logement traditionnel amélioré	14,8	7,6	10,0
Logement traditionnel simple	72,9	84,6	80,7
Logement en forme d'hutte/autre	2,0	2,5	2,3
Total	100,0	100,0	100,0

Le tableau 4.13 fait état dans un degré moindre de la précarité des logements des ménages avec PDI comparativement aux logements des ménages sans PDI. En effet, les logements considérés comme d'un bon standing (en dur, semi-dur ou traditionnel amélioré) représentent environ 25 % chez les ménages sans PDI alors que cette proportion n'est que de 13 %, soit la moitié chez les ménages des déplacées. Inversement, on observe un poids très important des logements du type traditionnel simple dans cette dernière catégorie des ménages (85 % contre 73 % dans la première catégorie).



#### 4.3.5. Principal lieu d'aisance : fortes disparités en les milieux

L'évacuation correcte des eaux usées et autres déchets issus de l'activité humaine permet d'éviter de nombreux problèmes sanitaires. Il a été demandé aux ménages le lieu d'aisance des individus qui y vivent, afin d'estimer la proportion de ceux qui vivent dans des conditions sanitaires acceptables.

Les ménages de la zone d'étude ont pour principal lieu d'aisance les latrines traditionnelles non améliorées ou la nature (la brousse) comme l'indiquent le tableau 4.14 et le graphique 4.4.

**Tableau 4.14:** Répartition (en %) des ménages par principal lieu d'aisance selon le sexe du chef de ménage

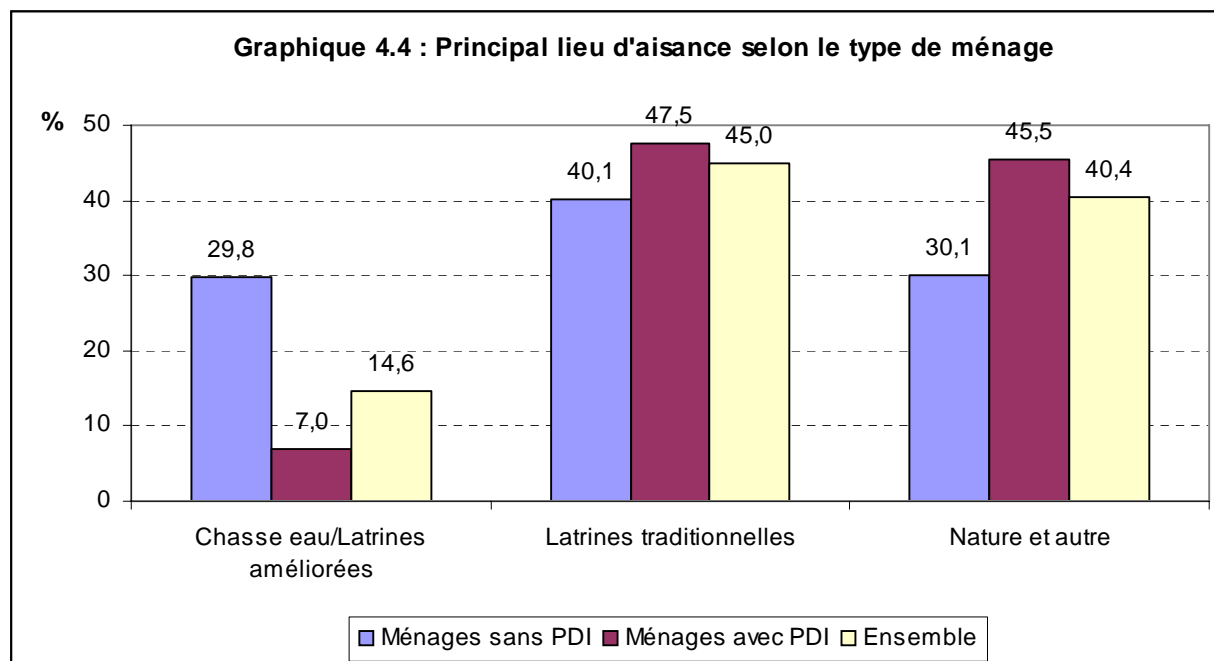
Principal lieu d'aisance	Masculin	Féminin	Ensemble
Chasse eau/Latrines améliorées	14,7	14,0	14,6
Latrines traditionnelles	44,8	46,0	45,0
Nature et autre	40,5	40,0	40,4
Total	100,0	100,0	100,0

Moins d'un ménage sur six (15 %) utilisent les toilettes avec chasse eau ou les latrines à évacuation ou les latrines améliorées avec ventilation, et ce, quel que soit le sexe du chef de ménage.

Les comportements des ménages avec PDI en matière de lieu d'aisance sont quelque peu différents de ceux des ménages sans PDI. Compte tenu de la précarité de leur logement, les ménages avec PDI sont 4 fois moins nombreux à utiliser les latrines améliorées comme lieu d'aisance (7 % contre 30 % dans les ménages sans PDI). Ces ménages utilisent principalement les latrines traditionnelles non améliorées ou la nature dans les proportions presque identiques (48 % et 46 % respectivement).

**Tableau 4.15:** Répartition (en %) des ménages par principal lieu d'aisance selon le type des ménages

Principal lieu d'aisance	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Chasse eau/Latrines améliorées	29,8	7,0	14,6
Latrines traditionnelles	40,1	47,5	45,0
Nature et autre	30,1	45,5	40,4
Total	100,0	100,0	100,0



Lorsqu'on contrôle ces résultats par le milieu de résidence, on constate que les ménages urbains sont conscients des conditions d'hygiène du lieu d'aisance, car il y a un ménage sur trois (33 %) dans ce milieu qui utilise les toilettes avec chasse d'eau ou des latrines améliorées (avec évacuation ou avec ventilation) ; ce ratio est d'un ménage sur dix (10 %) en milieu rural. A l'inverse, la

proportion des ménages urbains qui recourent à la nature comme principal lieu d'aisance est faible (10 % contre 48 % en milieu rural).

#### 4.3.6. Principale source d'approvisionnement en eau de boisson : *disparités prononcées entre ménages avec PDI et ménages sans PDI*

La principale source d'approvisionnement en eau de boisson dans la zone d'étude est le puit avec pompe/forage car la moitié des ménages (50 %) consomment cette eau. Elle est suivie par l'eau provenant des sources non protégées et/ou l'eau de surface, de pluie (35 %). Les ménages qui consomment l'eau vérifiant les conditions de potabilité sont négligeables (moins de 4 %).

**Tableau 4.16:** Répartition (en %) des ménages par principale source d'approvisionnement en eau de boisson selon le sexe du chef de ménage

Principal mode d'approvisionnement en eau de boisson	Masculin	Féminin	Ensemble
Robinet/Borne fontaine	2,8	3,8	3,0
Puit avec pompe/Forage	50,4	48,2	50,0
Puit/Source amélioré	11,0	14,7	11,7
Puit/source non amélioré, eau de surface, autre	35,8	33,3	35,3
Total	100,0	100,0	100,0

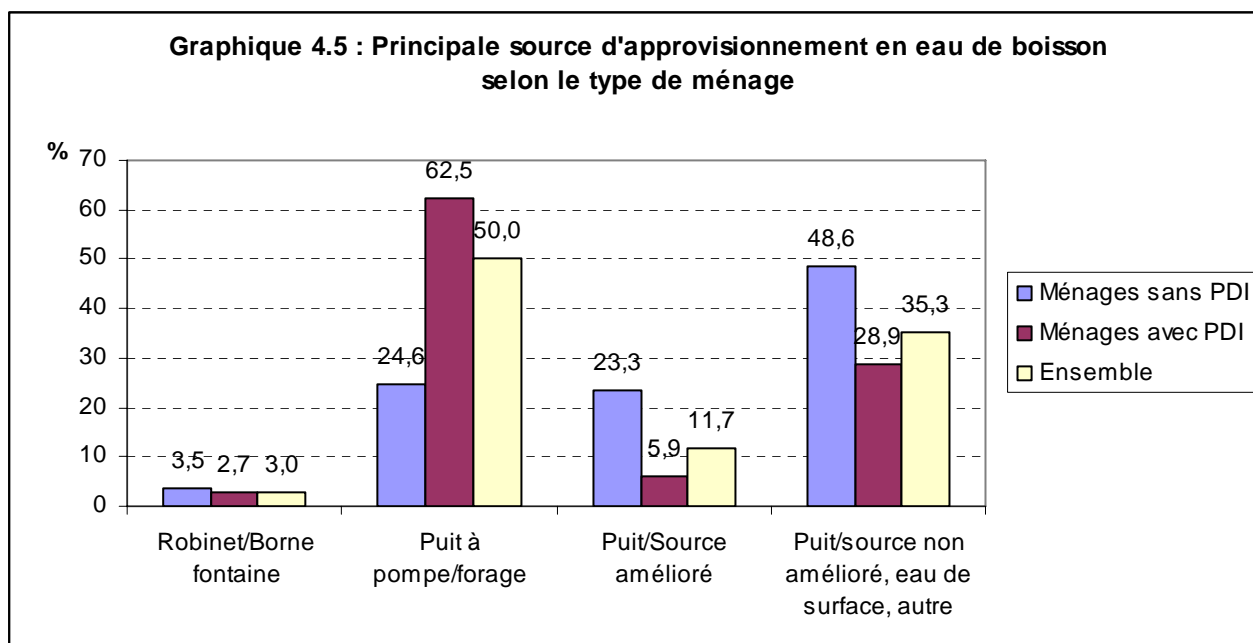
La principale différence qu'on observe entre les sources d'approvisionnement en eau de boisson utilisée en milieu urbain et en milieu rural est que les sources d'approvisionnement en eau potable représentent 8 % en milieu urbain contre 2 % en milieu rural. Le puit avec pompe ou forage étant dans les deux milieux la principale source d'eau. Signalons aussi que les villageois sont relativement plus nombreux à consommer l'eau des sources ou puits non aménagés que les citadins (38 % contre 25 % en milieu urbain).



Les résultats du tableau 4.17 sont surprenants dans la mesure où la différence est importante entre la proportion des ménages avec PDI qui consomme l'eau de pompe/forage qui est de 63 % contre 25 % pour les ménages sans PDI. Inversement, les ménages des personnes déplacées vivant dans le même environnement géographique que les ménages sans PDI, il est curieux de constater que les premiers sont 29 % à consommer l'eau des puits ou sources non aménagés ou l'eau de surface alors que les seconds sont 49 %. Ce résultat mérite d'autres explications. Il semble que les PDI se déplacent vers les forages pour aller puiser de l'eau, avec tous les risques que cela représente (distance, exposition aux violences et agressions).

**Tableau 4.17:** Répartition (en %) des ménages par principale source d’approvisionnement en eau de boisson selon le type de ménage

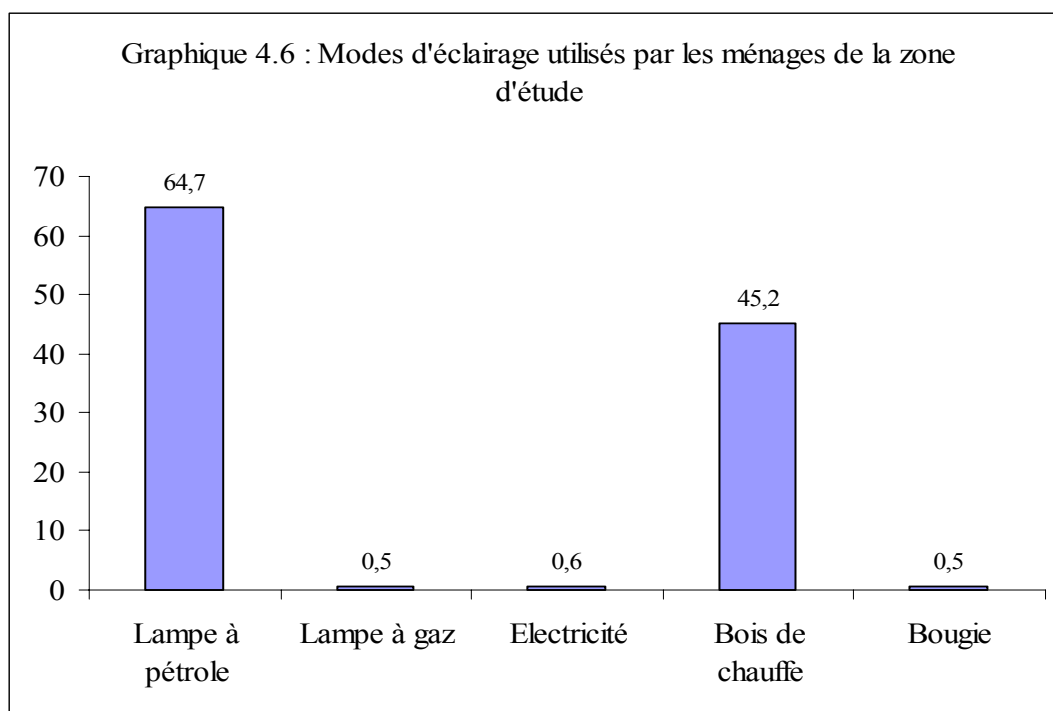
Principal mode d’approvisionnement en eau de boisson	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Robinet/Borne fontaine	3,5	2,7	3,0
Puit à pompe/forage	24,6	62,5	50,0
Puit/Source amélioré	23,3	5,9	11,7
Puit/source non amélioré, eau de surface, autre	48,6	28,9	35,3
Total	100,0	100,0	100,0



#### 4.3.7. Mode d’éclairage : prédominance de lampe à pétrole et bois de chauffe

La disponibilité d’un mode d’éclairage satisfaisant fait partie des besoins essentiels d’un ménage. Son existence conditionne la réalisation d’autres besoins entre autres, la disponibilité d’équipement électro-ménagers.

Les deux principaux modes d’éclairage dans la zone d’étude sont la lampe à pétrole évoquée par 65 % des ménages, suivi de l’usage du bois de chauffe (45 %). Moins de 1% des ménages citent les autres modes d’éclairage. Cette tendance varie peu selon le sexe du chef de ménage, le type de ménage (avec ou sans PDI), la préfecture et le milieu de résidence.



#### 4.4. Degré d'équipement des ménages : la vulgarisation de la radio

Dans l'analyse des conditions de vie des ménages, les biens durables occupent une place prépondérante car ils renseignent sur le niveau de vie du ménage et sont aussi considérés comme une forme d'épargne du ménage mobilisable à tout moment pour faire face à un besoin personnel. Lors de cette enquête, une liste de 12 biens d'équipement avait été établie dans le questionnaire ménage afin de connaître si le ménage possédait chacun de ce bien d'équipement ou pas.

Le tableau 4.18 donne l'importance des ménages qui ont déclaré disposer chaque bien d'équipement de la liste. Il ressort clairement des affirmations que les ménages de la zone d'étude sont en général faiblement équipés en biens électroménagers, car seuls trois biens ont été cités par au moins 20 % des ménages. Il s'agit de la radio, du fer à repasser et du vélo ou bicyclette. Le réchaud à pétrole, le pousse-pousse et le foyer amélioré sont, quant à eux, cités par une proportion de ménages qui varie entre 6 % et 8 %.

Par ailleurs, des déclarations des ménages, il ressort que les radios sont plus fréquentes dans les ménages urbains (49 %) que ruraux (40 %) et dans les ménages sans PDI (50 %) que dans les ménages avec PDI (38 %). On remarque que les ménages possédant le fer à repasser sont beaucoup plus importants en milieu urbain (36 %) qu'en milieu rural (22 %) par contre ceux un vélo sont plus importants en milieu rural (24 %) qu'en milieu urbain (19 %).

La disponibilité des biens durables montre clairement un meilleur équipement des ménages sans PDI par rapport à ceux avec les PDI.

**Tableau 4.18:** Répartition (en %) des ménages par degré de possession des biens d'équipement dans les ménages selon le milieu de résidence et le type de ménage

Biens d'équipement	Milieu de résidence		Type de ménage		Ensemble
	Urbain	Rural	Ménage sans PDI	Ménage avec PDI	
Radio	49,0	40,2	50,3	37,8	42,0
Télévision	3,0	0,2	1,9	0,2	0,7
Téléphone	9,5	0,7	6,0	0,7	2,5
Réfrigérateur/Congélateur	1,0	0,3	1,0	0,2	0,5
Vélo	19,3	24,2	22,2	23,7	23,2
Mobylette	4,2	1,8	2,6	2,1	2,3
Pousse-Pousse	12,7	5,7	5,7	7,8	7,1
Foyer amélioré	16,1	3,6	11,9	3,3	6,1
Fer à repasser	35,5	21,6	27,6	22,9	24,4
Pirogue	1,5	1,7	1,7	1,6	1,6
Automobile	1,5	0,2	0,8	0,3	0,5
Réchaud à pétrole	17,8	5,5	14,1	5,0	8,0

A partir de ces informations, on a construit un indicateur qui rend compte du degré d'équipement du ménage en considérant tous les biens. Il a été calculé le nombre total des biens possédés par chaque ménage. La variable ainsi construite a pour champ des valeurs 0 (ménages ne possédant aucun bien d'équipement) et 12 (ménages possédant tous les biens d'équipement ciblés dans le questionnaire). Les résultats du tableau 4.19 proviennent de l'analyse de cette variable après avoir regroupé les modalités en ménages possédant exactement 0, 1, 2 et 3 biens ou plus.

**Tableau 4.19:** Répartition (en %) des ménages par degré d'équipement des biens dans les ménages selon le sexe du chef de ménage

Degré d'équipement du ménage	Masculin	Féminin	Ensemble
Ne possède aucun bien	38,6	71,7	44,6
Possède un seul bien	25,0	14,6	23,1
Possède exactement deux biens	17,3	7,6	15,5
Possède trois biens ou plus	19,1	6,1	16,8
Total	100,0	100,0	100,0

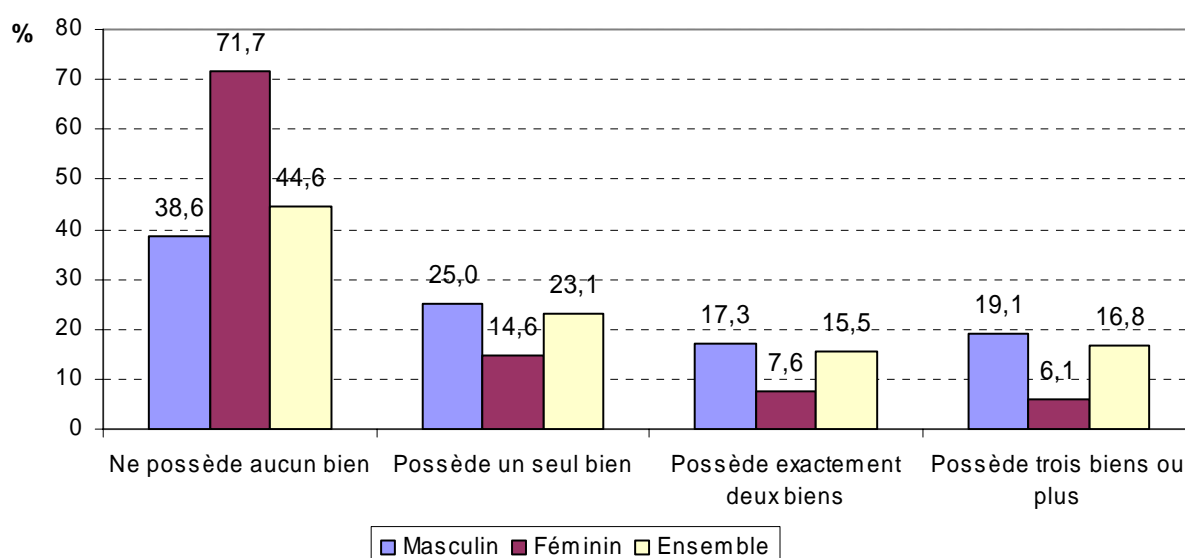
Plus de deux ménages sur cinq (45 %) ne possèdent aucun bien d'équipement. Ces ménages sont, dans leur grande majorité, dirigés par les femmes (72 %), en milieu rural (47 %) et dans la catégorie des ménages avec PDI (49 %).

Moins d'un ménage sur quatre (23 %) possède un seul bien. L'unique bien le plus possédé par ces ménages est la radio pour certains et le vélo ou bicyclette pour d'autres.

Les ménages possédant exactement deux biens représentent moins d'un ménage sur six (16 %). Un ménage sur six (17 %) possède au moins 3 biens (maximum=11). Ces ménages sont les plus dirigés par les hommes (19 %), sont en milieu urbain (28 %) et dans la catégorie des ménages sans PDI.



**Graphique 4.7 : Degré d'équipement des ménages selon le sexe du chef**



### Vue d'ensemble

De l'analyse des caractéristiques des ménages enquêtés, on peut retenir que les ménages de la zone enquêtée ont en moyenne 6 personnes avec une différence nette en faveur des ménages dirigés par les hommes. La typologie des ménages indique que le type dominant est le ménage nucléaire (élargi ou non aux collatéraux). Les ménages monoparentaux, les ménages isolés et les ménages des couples vivant seuls sans enfant sont moins représentés. Néanmoins, cette structure présente des variations selon le sexe du chef de ménage (les ménages de femmes étant plus du type isolé et monoparental et ceux des hommes plus nucléaire).



La majorité des ménages habitent leur propre logement ; le type de maison dominant étant le logement traditionnel simple ou amélioré. Les ménages consomment, dans une grande majorité, l'eau de puit avec pompe/forage ou sources/puits non aménagées. Le type d'aisance le plus dominant est constitué de latrines non améliorées ou la nature/brousse avec des différences significatives entre le milieu de résidence. Les ménages s'éclairent principalement à la lampe à pétrole ou du bois de chauffe.

Les ménages ont un faible degré de possession des biens d'équipement. Plus de deux ménages sur cinq n'ont aucun bien d'équipement. Les biens les plus rencontrés dans les ménages sont la radio, le vélo/bicyclette, le fer à repasser et la pirogue.



## **V. CONDITIONS DE VIE DES MENAGES AVEC PDI**

La crise qui a conduit certaines personnes à quitter leur localité de résidence pour aller chercher refuge ailleurs a eu des répercussions sur la composition des ménages de la zone d'accueil. On a observé par-ci des ménages accueillant certaines personnes déplacées au nom de la solidarité nationale, et par-là des ménages s'installant dans la zone pour la toute première fois. Ces ménages, où l'on retrouve des personnes déplacées, peuvent présenter des caractéristiques particulières en matière de dépenses alimentaires, de santé, d'éducation et autres. L'objectif de cette partie est d'examiner donc ces différents aspects pour connaître les conditions de vie des ménages ayant accueilli les PDI ou de ceux composés essentiellement des PDI.

Elle est subdivisée en trois sections. La première porte sur la situation sanitaire de ces ménages qui examine la prévalence des maladies des membres du ménage, la nature des maladies et la personne qui a pris en charge les soins. Cette section traite également de la scolarisation des enfants du ménage âgée de 6 à 24 ans pour savoir si leur chance de fréquenter un établissement scolaire s'est réduit du fait de son statut de personne déplacée (réinstallée ou accueillie). Le nombre de PDI accueillies, les conditions d'hébergement, la période, la manière dont l'accueil avait été organisé et les dépenses effectuées en faveur de ces personnes sont analysés dans la section 2. Les changements de comportements en matière de consommation de biens essentiels du fait de la présence des PDI et les raisons de ce changement sont aussi examinés dans cette section. La dernière section est consacrée à l'aide que les ménages ont reçue ou accordée aux autres ménages en cette période de crise.

### **5.1. Situation sanitaire et d'éducation des ménages**

#### **5.1.1. Situation sanitaire des ménages**

La crise telle qu'elle est vécue par les déplacés internes a probablement des répercussions néfastes sur leur état morbide. Bien que ne se basant sur aucun diagnostic clinique, l'enquête essaie d'apprécier l'évolution de la situation médicale de ces derniers en comparant la situation d'avant la crise à celle qu'ils vivent actuellement.

##### **5.1.1.1 Fréquence des maladies : *morbidity intense dans les ménages avec PDI***

Se basant donc sur leur perception des choses, les déplacés se sont prononcés sur l'évolution de leur état morbide. Il leur est apparu prioritairement que leur état de santé s'est souvent dégradé, beaucoup plus que par le passé lorsqu'elles ne vivaient pas encore la crise. En effet, dans les ménages accueillant des PDI, 61 % des personnes interrogées ont remarqué qu'elles connaissent plus souvent ou quelque fois des problèmes de santé. Cette aggravation de l'état morbide de la population des déplacés a probablement une double cause. Elle se justifie par les conditions de vie qui se sont nettement dégradées pour tout le monde. Les plus nécessiteux ont bien entendu payé un plus lourd tribut. La seconde cause se rapporte vraisemblablement à l'état psychologique des déplacés, qui accablés de toute part ne peuvent pas toujours compter sur les autres pour se tirer d'affaires. Les déplacés du milieu rural semblent connaître relativement les mêmes problèmes sanitaires que leurs homologues du milieu urbain. De même, il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes. En revanche, dans les ménages sans personnes déplacées, 53 % des personnes vivant dans ces ménages, ont affirmé avoir rarement ou pas du tout connu des problèmes de santé. Cependant, la prévalence de la morbidité semble plus élevée dans les ménages sans PDI dans deux préfectures : Nana-Grébizi et à Vakaga.

**Tableau 5.1:** Fréquence de morbidité chez les personnes dénombrées dans les ménages échantillons selon le type des ménages

Fréquence de morbidité	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Souvent malade	10,5	12,6
Quelquefois malade	36,7	48,3
Rarement malade	39,0	23,0
Pas du tout malade	13,8	16,1
Total	100,0	100,0

#### 5.1.1.2 Nature des maladies : *prévalence du paludisme chez les ménages de PDI*

Lorsqu'on s'intéresse à la nature de la maladie dont les personnes souffrent, souvent ou quelquefois, on constate qu'il y a trois principales maladies qui sont citées. Il s'agit des diarrhées, du paludisme et des maladies ou infections respiratoires. Ces maladies sont citées sans distinction de sexe des individus et ce, dans toutes les préfectures et dans les deux milieux de résidence.

En revanche, la prévalence des maladies varie très significativement selon l'âge. Si les enfants de moins de cinq ans sont concernés par les trois maladies, les adultes et les personnes âgées souffrent moins des diarrhées et des maladies respiratoires ; mais plutôt des maladies comme le paludisme, principale cause de consultation dans les formations sanitaires, la fièvre typhoïde.

**Tableau 5.2:** Prévalence de maladies dont souffrent souvent ou quelquefois les personnes selon le type des ménages

Maladies	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Diarrhée	53,9	42,6
Paludisme	61,7	48,1
Maladies respiratoires	10,9	13,7
Fièvre typhoïde	6,0	2,0
Malnutrition	1,3	3,1
Fièvre	0,1	0,1
Anémie	0,0	0,2
Coqueluche	0,0	0,0
Méningite	0,0	0,1
Rougeole	0,0	0,0
Trypanosomiase	0,0	0,1
Tuberculose	-	-
Autre maladie	25,6	39,1

#### 5.1.1.3 Prise en charge des frais de soins de santé des malades : *forte implication des géniteurs*

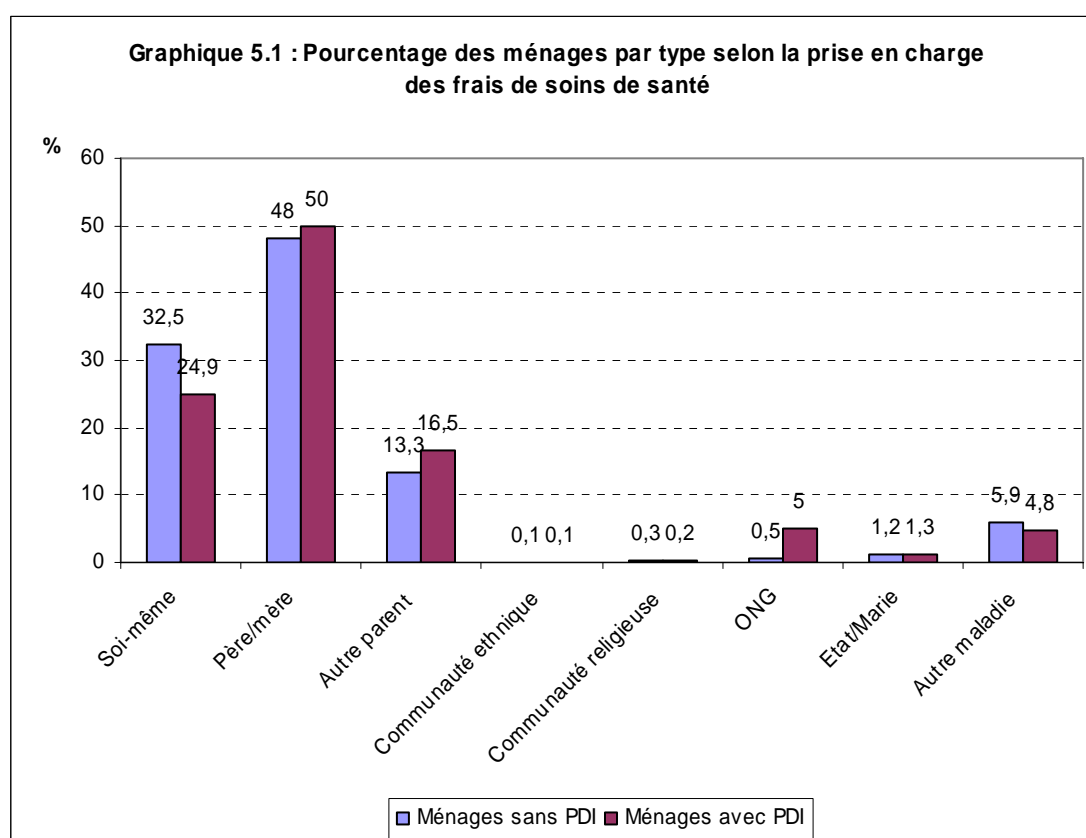
Comme on pouvait s'y attendre, la prise en charge des personnes malades dans les ménages est de la responsabilité première des parents directs (Père/mère) lorsqu'il s'agit des enfants ou de soi-même (si c'est l'adulte lui-même qui est concerné par la maladie pour les adultes, chef de ménage surtout). Les parents éloignés interviennent aussi dans la prise en charge des frais de soins de santé des membres de ménage.

Cette structure varie quelque peu selon le type de ménages. Dans les ménages des personnes déplacées, on remarque que les adultes ont une capacité financière moindre que celle de leurs homologues des ménages sans PDI de se prendre en charge eux-mêmes en cas de maladie (25 % contre 33 %).

**Tableau 5.3:** Prise en charge des frais de santé selon le type de ménages

Prise en charge des frais de santé	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI
Soi-même	32,5	24,9
Père/mère	48,0	50,0
Autre parent	13,3	16,5
Communauté ethnique	0,1	0,1
Communauté religieuse	0,3	0,2
ONG	0,5	5,0
Etat/Marie	1,2	1,3
Autre maladie	5,9	4,8

Malgré l'ampleur de la crise et son impact sur les conditions de vie des populations, la solidarité sociale et familiale constitue l'une des parades les plus efficaces contre les problèmes médicaux, l'exclusion et la pauvreté extrême des personnes déplacées.



### 5.1.2. Fréquentation scolaire des enfants des ménages des PDI : des filles non scolarisées

L'éducation pour tous fait partie des objectifs que se sont fixés les gouvernements des pays du monde appuyés par les organismes du Système des Nations Unies particulièrement l'UNESCO et l'UNICEF et de nombreuses ONG. En République Centrafricaine, cet objectif est fortement

contrarié par la crise. En effet, en raison de l'inexistence d'administration dans les zones sous contrôle des rebelles et du sentiment d'insécurité, les enseignants ont massivement quitté ces zones. Il s'en est suivi une fermeture des écoles sous contrôle des rebelles en dépit des efforts déployés pour maintenir la scolarisation des enfants.

Cette situation a entraîné le déplacement de certaines populations afin de poursuivre leur cursus scolaire ou le faire pour leur progéniture. Ces choix ne sont toujours pas faits sans difficulté puisque quelquefois les écoles des localités d'accueil, lorsqu'elles existent, sont surpeuplées. Les populations déplacées ont eu des difficultés à intégrer une école. Dans d'autres situations, c'est plutôt le manque de moyens matériels, une maladie ou encore des troubles imputables à la crise qui ont entravé la scolarisation des personnes déplacées.

Lors de l'enquête, il était demandé à chaque PDI scolarisable, s'il a été à l'école durant l'année scolaire en cours. Les informations sur les aides éventuelles notamment, la prise en charge des frais d'écolage étaient nécessaires à connaître. Dans le cas contraire, les raisons de la non scolarisation sont recherchées.

#### 5.1.2.1 Fréquentation des enfants dans un établissement scolaire : *peu d'inscrits*

Les résultats de l'enquête montrent que plus de la moitié des enfants de 6-24 ans ne sont pas allés à l'école cette année. Dans les ménages des personnes déplacées, un peu plus de deux enfants de 6-24 ans sur cinq (42 %) ont fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007. Les filles déplacées sont moins scolarisées que les garçons. Ce sont en moyenne 33 % d'entre elles qui sont encore à l'école entre 6 et 24 ans contre 52 % de garçons. Les proportions de scolarisés sont également faibles en milieu rural (42 % contre 44 % en milieu urbain) et dans les préfectures de Nana-Mambéré et de Vakaga (33 %, chacun).

**Tableau 5.4:** Répartition (en %) de la population enquêtée âgée de 6-24 ans et plus par fréquentation scolaire selon le type des ménages et le sexe de l'enfant

Fréquentation scolaire	Ménage sans PDI			Ménages avec PDI		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Oui, cette année	45,4	27,5	35,7	51,8	32,7	42,1
Oui, les années passées	23,1	18,2	20,4	14,9	12,4	13,6
Non	31,5	54,3	43,9	33,3	54,8	44,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Ces résultats montrent qu'il n'y a aucune incidence apparente du déplacement des familles sur la scolarisation des enfants comparativement aux ménages sans PDI puisque 42 % des enfants de ces ménages ont fréquenté l'école contre 36 % pour les ménages sans PDI.

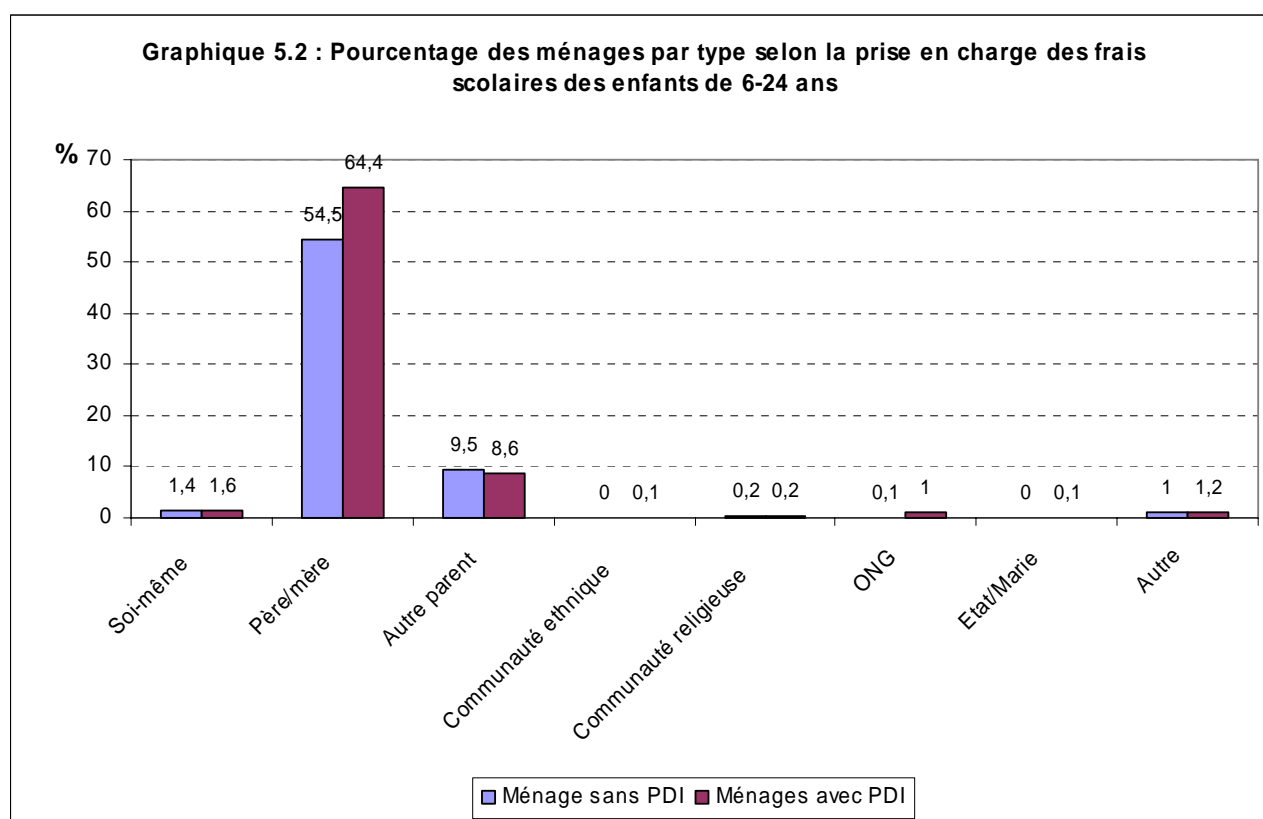
#### 5.1.2.2 Prise en charge des frais scolaires : *encore à la charge des géniteurs*

Lorsqu'on examine la prise en charge des frais scolaires des enfants qui fréquentent dans les ménages avec PDI, on trouve une structure similaire de celle observée lors de la prise en charge en matière sanitaire. En effet, les frais scolaires sont supportés principalement par les parents géniteurs (le père ou la mère de l'enfant) dans 64 % des cas. Ces derniers sont soutenus quelque fois par les autres parents (9 %). L'aide des autorités publiques et des ONG restent faibles sinon inexistantes.

**Tableau 5.5:** Prise en charge des frais de scolarité des enfants selon le type de ménage

Prise en charge des frais de santé	Ménage sans PDI	Ménages avec PDI
Soi-même	1,4	1,6
Père/mère	54,5	64,4
Autre parent	9,5	8,6
Communauté ethnique	0,0	0,1
Communauté religieuse	0,2	0,2
ONG	0,1	1,0
Etat/Marie	0,0	0,1
Autre	1,0	1,2

Comme on peut le constater, il n'existe pas de différence dans les enfants vivant dans les ménages avec PDI et ceux des ménages sans PDI.



### 5.1.2.3 Raisons de non-fréquentation scolaire : *manque de moyens financiers*

On observe que le poids relatif des enfants n'ayant pas fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2006-2007 est très élevé (64 % chez les ménages sans PDI et 58 % chez les ménages avec PDI). En excluant de ce groupe les enfants qui n'ont jamais été scolarisés dans leur vie (65 % des cas), on identifie cinq principales raisons de la non scolarisation des enfants au cours de l'année scolaire 2006-2007.

En effet, la cause majeure expliquant la non scolarisation des enfants déplacés est, dans 38 % des cas, le manque de moyens financiers. Cette raison est plus évoquée par les enfants qui sont dans les ménages sans PDI (54%). Viennent ensuite les raisons telles que le manque des écoles (14 %), les cas d'insécurité dans la zone (12 %), le renvoi de l'enfant de l'établissement (9 %), l'abandon pur de l'école par l'enfant (6 %) et enfin l'état de santé de l'enfant (5 %). Ces raisons sont presque les mêmes chez les enfants des ménages sans PDI avec un ordre d'importance proche. En effet, les enfants issus de ce ménages, ont évoqués aussi le manque d'écoles (12 %), le renvoi de l'école (6%) pour expliquer leur non scolarisation cette année. La non fréquentation scolaire due par exemple au décès des parents est faiblement évoquée.



**Tableau 5.6:** Raisons de non fréquentation des enfants de 6-24 ans au cours de l'année 2006-2007

Raisons évoquées par les parents	Ménage sans PDI	Ménages avec PDI
N'a jamais été scolarisé	80,8	65,3
Manque d'écoles	12,2	14,3
Manque de moyens financiers	54,0	37,6
Enfant renvoyé de l'école	5,9	8,5
Enfant malade	1,0	5,1
Manque de places à l'école	0,1	1,0
Insécurité	1,1	12,4
Grossesse	2,4	0,6
Abandon	2,7	5,8
Décès des parents	-	-
Autres raisons	17,3	16,9

## 5.2. Conditions d'accueil des PDI : *initiative des PDI*

Le mouvement des personnes déplacées a été guidé plutôt par le souci de retrouver un endroit plus sécurisant. Les plus chanceux d'entre eux ont trouvé refuge, dès leur arrivée, auprès de parents, d'amis, de collègues, etc... Les autres ont transité par des camps aménagés avant de trouver une famille d'accueil. L'insertion des personnes déplacées dans un ménage d'accueil s'est réalisée selon différentes approches.

### 5.2.1. Accueil des personnes déplacées

Dans la majorité des cas (53 %), c'est le déplacé lui-même qui a entrepris les démarches d'hébergement auprès des familles d'accueil. Le concours des parents ou des amis n'a été sollicité que par 13 % des ménages. Un ménage sur quatre des personnes déplacées s'est logé dans une résidence secondaire. Signalons que moins de 5 % des ménages se sont réfugiés dans les champs ou dans la brousse.

### 5.2.2. Nombre moyen et médian des personnes reçues depuis 2006 dans les ménages

Plus de neuf ménages sur dix (93 %) n'ont accueilli aucune personne déplacée. Les ménages dirigés par les femmes sont plus nombreux dans cette catégorie de ménages ainsi que ceux du milieu rural.

Parmi les ménages qui ont accueillis au moins une personne déplacée, 88 % d'entre eux ont accueilli un nombre de personnes déplacées qui ne dépasse pas 10. En moyenne, ces ménages ont reçu 6 personnes (6,3 dans ceux dirigés par les femmes et 5,9 dans ceux dirigés par les hommes). Le nombre médian des personnes accueillies est de 4 personnes, quel que soit le sexe du chef de ménage ou le type de ménage.

**Tableau 5.7 :** Nombre moyen et médian des personnes déplacées accueillies depuis 2006 dans les ménages selon le type des ménages et le sexe du chef de ménage

Type des ménages	Nombre moyen			Nombre médian		
	Masculin	Féminin	Ensemble	Masculin	Féminin	Ensemble
Ménages non PDI	5,6	3,5	5,2	4	3	4
Ménages PDI	6,6	6,8	6,7	4	5	4
Total	5,9	6,3	6,0	4	4	4

Les différences sont très prononcées dans les préfectures. En effet, le tableau 5.8 indique que les ménages de la Vakaga, de Bamingui-Bangoran et de l'Ouham ont accueillis en moyenne au moins 10 personnes alors que ce nombre moyen est autour de 4 personnes dans les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Nana-Grébizi.

**Tableau 5.8 :** Nombre moyen et médian des personnes déplacées accueillies depuis 2006 dans les ménages selon le type des ménages et la préfecture

Préfectures	Nombre moyen			Nombre médian		
	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble	Ménages sans PDI	Ménages avec PDI	Ensemble
Nana-Mambéré	3,4	4,4	3,7	3,0	3,0	3,0
Ouham-Pendé		6,9	6,9		4,0	4,0
Ouham		9,7	9,7		5,0	5,0
Nana-Grébizi		3,9	3,9		3,0	3,0
Bamingui-Bangoran	10,1	8,9	9,3	4,1	5,5	5,0
Haute-Kotto	4,6	5,3	4,8	4,0	3,5	4,0
Vakaga	16,8	14,8	15,2	8,0	5,3	5,4
Total	5,8	6,5	6,4	4,0	4,0	4,0

### 5.2.3. Organisation de l'accueil et perceptions relative à l'accueil des PDI

Quel que soit le type de ménage, l'organisation de l'accueil des personnes déplacées dans le ménage s'est faite essentiellement sur la seule initiative de la personne déplacée (53 % dans les ménages avec PDI et 51 % dans les ménages sans PDI). Dans près de deux cas sur cinq (39 %) dans les ménages avec PDI, cette organisation portait sur l'entretien entre la personne à accueillir ou suivant l'entente familiale.



L'initiative du chef de ménage est le deuxième mode d'organisation de l'accueil des personnes déplacées dans les ménages sans PDI (24 %), alors que dans les ménages où il y avait déjà au moins une personne déplacée, l'initiative du chef de ménage n'a concerné que 6 % des ménages.

**Tableau 5.9:** Mode d'organisation de l'accueil des personnes déplacées dans les ménages selon le type des ménages

<b>Organisation de l'arrivée des PDI dans le ménage</b>	<b>Ménages sans PDI</b>	<b>Ménages avec PDI</b>
Initiative du chef de ménage	24,0	6,4
Entretien entre CM et PDI	7,0	17,6
Entente familiale	17,3	21,2
Entente avec la communauté religieuse	0,0	1,9
Seule initiative du PDI	50,8	52,8
Autre	0,9	0,2
Ensemble	100,0	100,0

Lorsqu'on examine les perceptions exprimées par les chefs de ménage sur l'arrivée des autres PDI dans les ménages, on observe une structure légèrement différente des opinions exprimées.

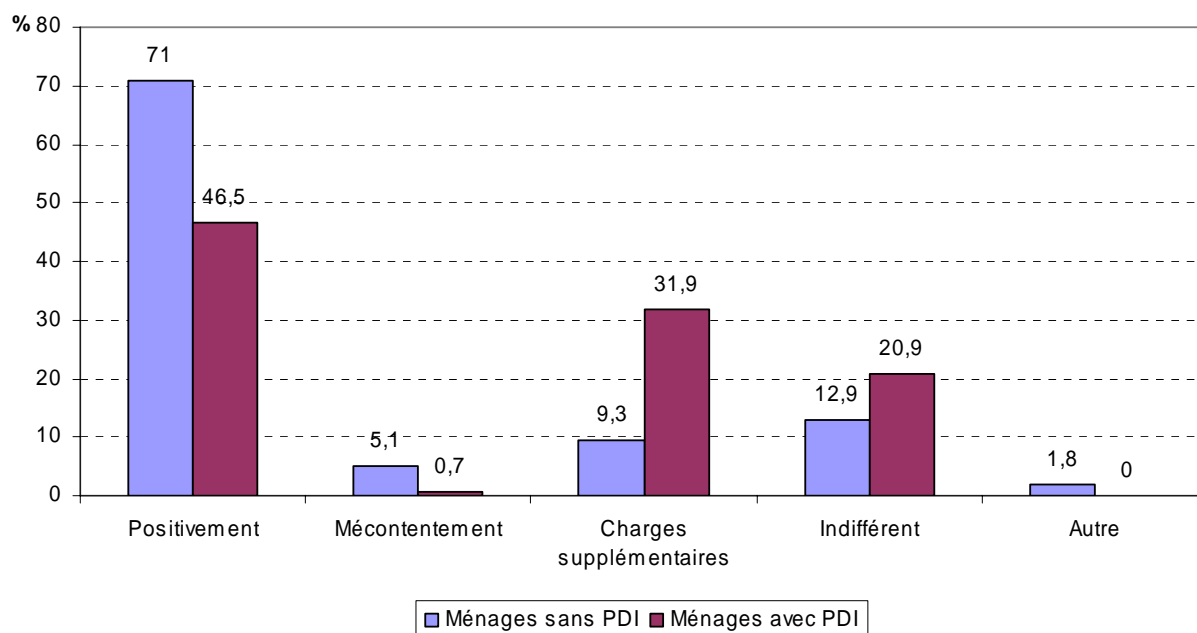
Dans sept cas sur dix, les chefs de ménages sans PDI ont accueillis positivement les personnes déplacées dans les ménages contre 47 % chez leurs homologues où vivent les PDI.

En effet, ces derniers estiment dans 32 % des cas que l'arrivée des autres PDI augmente les charges (dépenses) contre 9 % d'opinions exprimés dans la première catégorie des ménages. Les chefs de ménage indifférents sont plus nombreux dans les ménages avec PDI que là où il n'y a pas une personne déplacée (21% contre 13%).

**Tableau 5.10 :** Perceptions des chefs de ménage sur l'accueil des personnes déplacées dans les ménages selon le type de ménage

<b>Perceptions sur l'accueil des PDI dans le ménage</b>	<b>Ménages sans PDI</b>	<b>Ménages avec PDI</b>
Positivement	71,0	46,5
Mécontentement	5,1	0,7
Charges supplémentaires	9,3	31,9
Indifférent	12,9	20,9
Autre	1,8	0,0
Ensemble	100,0	100,0

**Graphique 5.3 : Pourcentage des ménages par type selon les opinions des chefs de ménage sur l'arrivée des PDI**

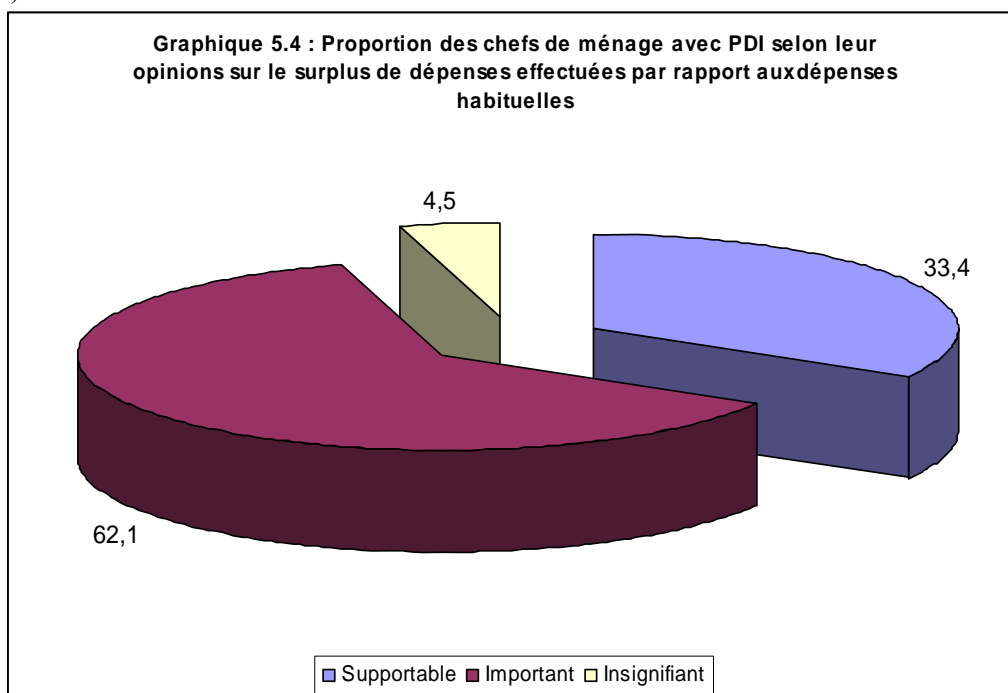


#### 5.2.4. Dépenses effectuées en faveur des PDI : des sentiments mitigés selon le type de ménage

Dans leur très grande majorité (96 % dans les ménages sans PDI et 93 % dans les ménages avec PDI), les ménages ont eu à faire des dépenses en faveur des personnes déplacées membres du ménage.

Si dans la première catégorie des ménages, un ménage sur trois seulement (33 %) estime que ces dépenses étaient importantes, ce n'est pas le cas dans les ménages avec PDI où 62 % des ménages estiment le contraire. Inversement, alors qu'un ménage sur trois (33 %) de cette catégorie estime que les dépenses étaient supportables, cette proportion est nettement élevée chez les ménages sans PDI (56 %).

**Graphique 5.4 : Proportion des chefs de ménage avec PDI selon leur opinions sur le surplus de dépenses effectuées par rapport aux dépenses habituelles**



### 5.3. Variation des habitudes alimentaires : la cherté de la vie décriée

Les dépenses de consommation des ménages, lorsqu'elles varient, indiquent une tendance à la hausse selon la majorité des personnes interrogées. Les résultats du tableau 5.10 montrent que les ménages avec personnes déplacées ont changé leurs habitudes alimentaires dans plusieurs domaines. Le poste des dépenses de déplacement/ transport est celui qui a le plus augmenté. Ceci a été déclaré par 78 % des chefs de ménages (Tableau 5.10). Les dépenses liées à l'alimentation (70 %), à l'habillement (67 %), à la consommation d'énergie/électricité (64 %), à la santé (62 %) et dans une moindre mesure à l'éducation/scolarisation (49 %) ont connu une croissance relativement forte, comme l'ont mentionné de nombreux ménages.

**Tableau 5.11 :** Répartition (en %) des ménages selon les opinions des chefs de ménage sur le changement des habitudes de consommation depuis la crise sur certains postes de dépenses

Postes de dépenses	Aucun changement	Diminution	Augmentation	Ne sait pas	Total
Alimentation	5,2	22,9	70,3	1,6	100
Logement	60,7	6,8	20,5	12,0	100
Habillement	15,1	14,1	67,4	3,4	100
Eau	71,3	5,0	17,5	6,2	100
Energie/Electricité	20,2	4,3	64,1	11,4	100
Hygiène	35,1	9,4	34,0	21,5	100
Déplacement/Transport	10,1	3,4	77,9	8,7	100
Education/Scolarisation	21,8	11,9	48,6	17,7	100
Santé	10,0	22,2	62,0	5,8	100
Divers	5,9	1,4	12,8	79,9	100

Toutefois, il est à noter que certains postes de dépenses à savoir la consommation d'eau, le logement et l'hygiène connaissent une augmentation assez faible.

La plupart des personnes interrogées déclarent avoir observé une augmentation au niveau de leurs dépenses, mais peu d'entre elles (10 à 20 %) attribuent cette hausse à la présence de déplacés dans le ménage ou à l'insécurité/conflit. De façon générale, les ménages (60 %) pensent que l'augmentation des dépenses est liée au coût de la vie.

#### Vue d'ensemble

Il ressort des analyses de cette partie que plus de neuf ménages sur dix n'a reçu aucune personne déplacée. Les ménages dirigés par les femmes sont plus nombreux dans cette catégorie ainsi que les ménages du milieu rural. Là où on a reçu au moins une personne déplacée, 88 % des ménages ont reçu un nombre de personnes déplacées qui ne dépasse pas 10 personnes. En moyenne, ce nombre est de 6 personnes (6,3 dans ceux dirigés par les femmes et 5,9 dans ceux dirigés par les hommes). Le nombre médian de personnes accueillies est de 4 personnes, quel que soit le sexe du chef de ménage ou le type de ménage.

Dans plus de trois cas sur cinq, les chefs de ménages avec PDI estiment que les dépenses supplémentaires effectuées du fait de la présence des personnes déplacées dans le ménage sont importantes.

Les habitudes de consommation des ménages en période de crise ont été modifiées dans le sens de la hausse dans le domaine de déplacement/transport (78 %), d'alimentation (70 %), d'habillement (67 %), d'énergie / électricité (64 %), de santé (62 %) et dans une moindre mesure, dans celui de l'éducation/scolarisation (49 %). A l'opposé, ces habitudes ne semblent pas avoir changé dans le domaine de l'eau, de logement et celui d'hygiène dans un degré moindre.



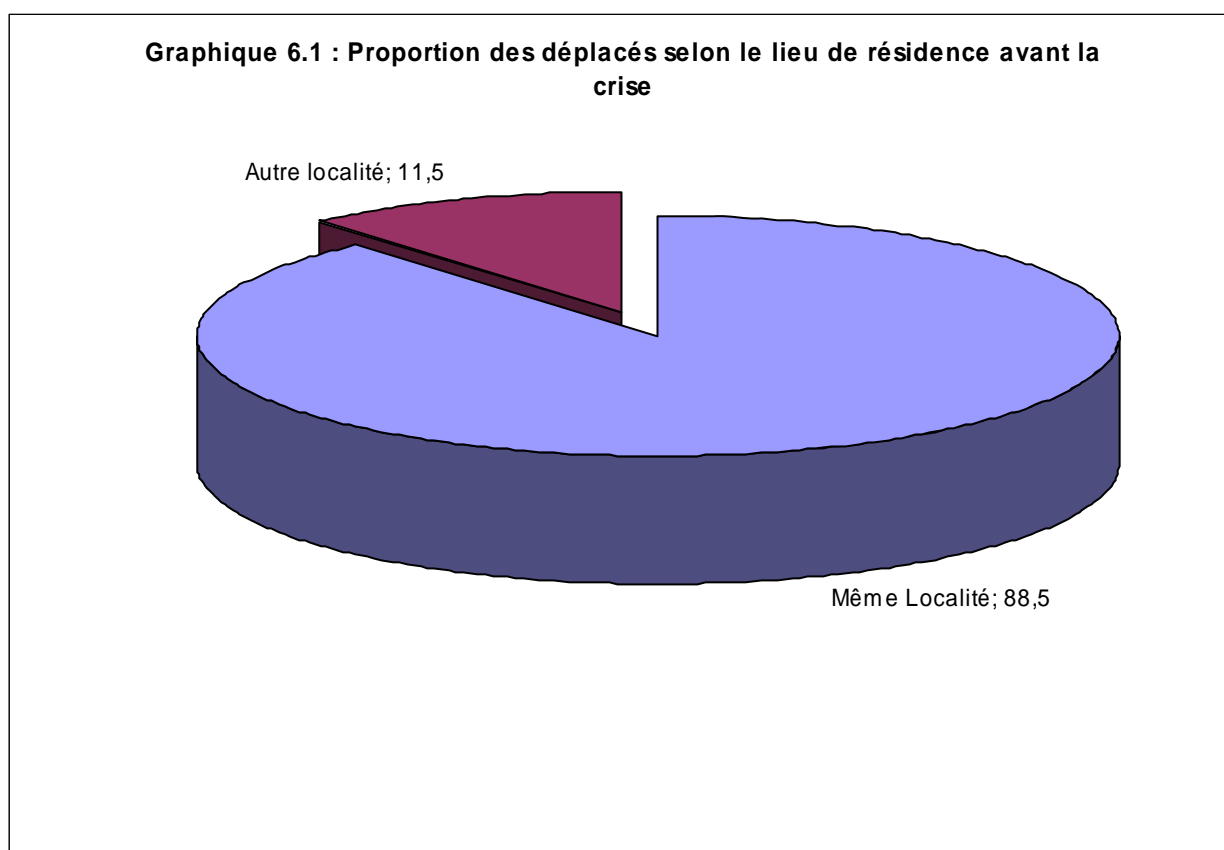
## VI. ITINERAIRE MIGRATOIRE, CONDITIONS D'ACCUEIL ET INSERTION SOCIALE DES PDI

Ce chapitre s'intéresse particulièrement à l'examen des lieux de résidence des PDI avant la crise politico-militaire de 2002-2005 et des motifs de leur départ de ce lieu. Par ailleurs, pour chacune des trois catégories des PDI définies lors de l'enquête (retournés, réinstallés et accueillis), on décrit la période d'arrivée et les conditions d'accueil et d'installation dans la localité de résidence actuelle.

### 6.1. Lieu de résidence avant la crise et motifs de départ de la localité d'origine

#### 6.1.1. Lieu de résidence avant la crise : *retour au bercail*

On constate que dans la grande majorité des cas (89 %), les PDI résident actuellement dans la même localité qu'elles habitaient avant la crise (Graphique 6.1). La proportion des personnes concernées par cette situation correspond bien à celle des PDI retournées interviewées dans leur localité d'origine (cf. définition présentée à la 3<sup>ème</sup> partie de ce rapport), après y avoir constaté une certaine accalmie.



#### 6.1.2. Motifs de départ de la localité d'origine : *insécurité grandissante*

Toutes catégories confondues, les PDI ont évoqué plusieurs raisons pour justifier le départ de leur localité d'origine lors du déclenchement de la crise militaro-politique qui caractérise la RCA au cours de cette décennie (Tableau 6.1). Toutefois, la question sécuritaire est apparue comme la toute première motivation des déplacements des populations fuyant les zones de combat même si d'autres raisons ont été exprimées par les déplacés. Au total, la quasi-totalité (92 %) des PDI estime qu'elles n'étaient plus en sécurité dans les lieux d'origine. Les risques de famine ou de crise alimentaire sont également souvent associés aux conflits. Cette crainte n'a pas été exprimée par une proportion

importante de personnes, seulement 15 % des PDI l'ont évoqués. La destruction de la maison ou des biens (9 %) et le risque d'enrôlement forcé par les groupes rebelles (8 %) sont aussi les conséquences d'une rébellion armée. La discrimination ethnique, le viol ainsi que d'autres raisons ne reviennent dans les réponses des enquêtés que de façon marginale (moins de 5 %).

Il apparaît clairement que la sécurisation des personnes et des biens, la lutte contre la faim et le recrutement forcé de la population dans les rangs des troupes armées sont les principaux défis que le gouvernement centrafricain et ses partenaires au développement doivent relever dans les zones touchées par la crise militaro-politique.

**Tableau 6.1 :** Répartition (%) des déplacés par préfecture selon les motifs de départ de la localité d'origine

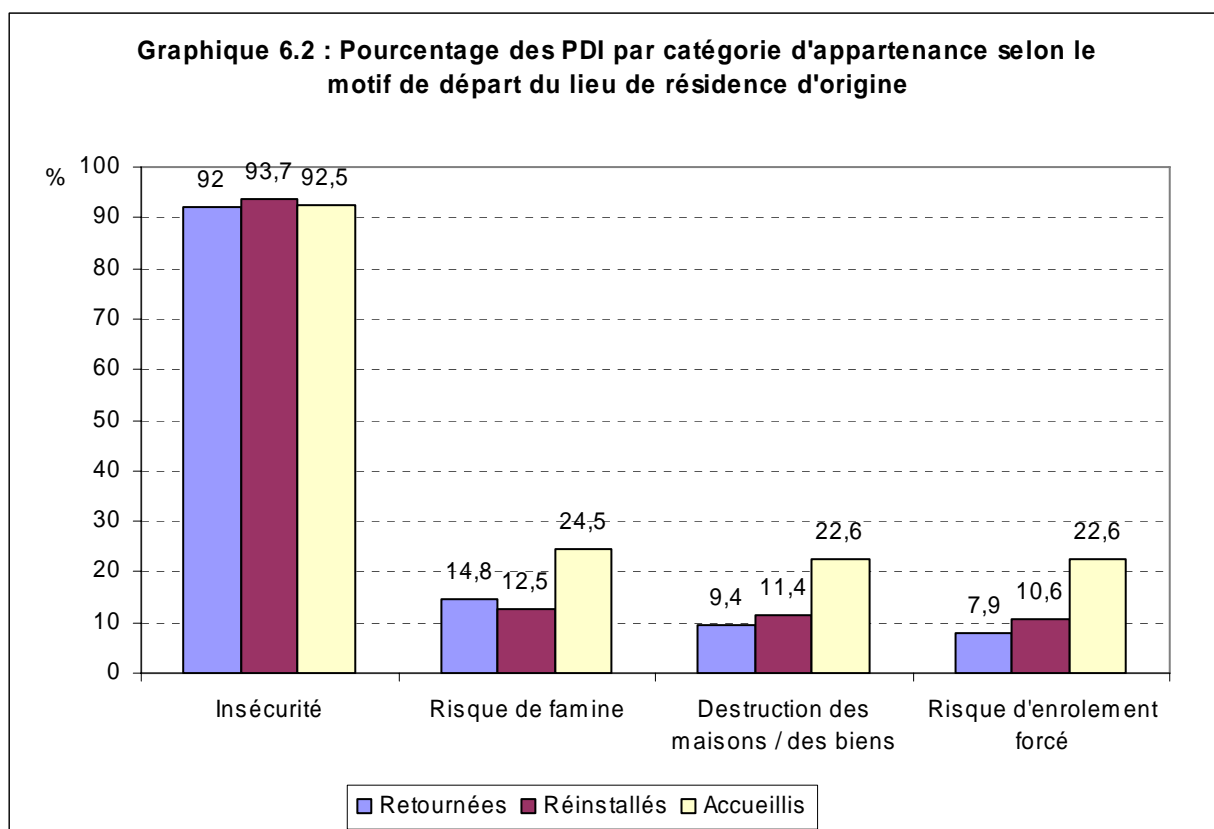
<b>Motifs de départ de la localité d'origine</b>	<b>Fréquence des réponses (%)</b>
Insécurité	92,1
Risque de famine	14,6
Destruction de la maison/des biens	9,4
Risque d'enrôlement forcé	8,2
Discrimination ethnique	3,0
Viol	1,0
Peur de menace de mort	0,7
Assassinat/massacre	0,8
Discrimination religieuse	0,5
Torture/violence physique	0,3
Manque d'argent	0,0
Autre	1,6
Ne sait pas	1,0

L'examen des quatre principaux motifs de départ présente les préfectures de l'Ouham et de la Bamingui-Bangoran comme celles dans lesquelles le problème de sécurité a été relativement le moins évoqué par les PDI, à raison de 86 % et 88 % des réponses émises en faveur de ce motif respectivement (Tableau 6.2). Dans les autres préfectures, les opinions allant dans ce sens dépassent les 90 % des réponses y afférentes. Par ailleurs, l'Ouham se distingue de toutes les autres préfectures par le très faible taux de réponses portant sur le risque de famine (moins de 1%) comme motif de départ, tandis que l'Ouham-Pendé enregistre la fréquence la plus élevée (31 %). Quant à la Bamingui-Bangoran et l'Ouham, on y trouve les valeurs extrêmes des fréquences des réponses relatives à la destruction des logements et des biens (2 % et 14 % respectivement). C'est dans la Haute-Kotto qu'on a enregistré moins de réponses évoquant le risque d'enrôlement forcé dans les troupes armées (2 %) parmi les principaux motifs de départ de la localité d'origine, alors que ce motif revient plus fréquemment dans les réponses des PDI enquêtées dans la Nana-Mambéré (22 %).

**Tableau 6.2** : Répartition (%) des PDI par préfecture selon les principaux motifs de départ de la localité d'origine

Préfecture	Motifs de départ de la localité d'origine			
	Insécurité	Risque de famine	Destruction des maisons/ des biens	Risque d'enrôlement forcé
Nana-Mambéré	97,4	9,4	12,9	22,3
Ouham-Pendé	94,5	30,6	7,2	10,4
Ouham	85,8	0,8	14,0	5,9
Nana-Grébizi	97,7	11,5	7,0	6,4
Bamingui-Bangoran	88,4	8,7	1,9	14,9
Haute-Kotto	94,0	6,8	6,8	2,3
Vakaga	98,9	9,5	4,0	5,9
<b>Ensemble</b>	<b>92,1</b>	<b>14,6</b>	<b>9,4</b>	<b>8,2</b>

La question de la sécurité demeure également le motif avancé par la plupart des déplacées quelque soit la catégorie d'appartenance. En effet, les personnes déplacées réinstallées ont été particulièrement éprouvées. Ainsi, 94 % des réinstallés ont évoqué des questions de sécurité contre 93 % et 92 % pour les accueillis et les retournés. Les risques de famine ou de crise alimentaire grave (25 %), la destruction des maisons/des biens (23 %) et le risque d'enrôlement forcé dans les armées en belligérance (23 %) sont les autres motifs les plus évoqués par les PDI vivant dans les ménages d'accueil (Graphique 6.2).



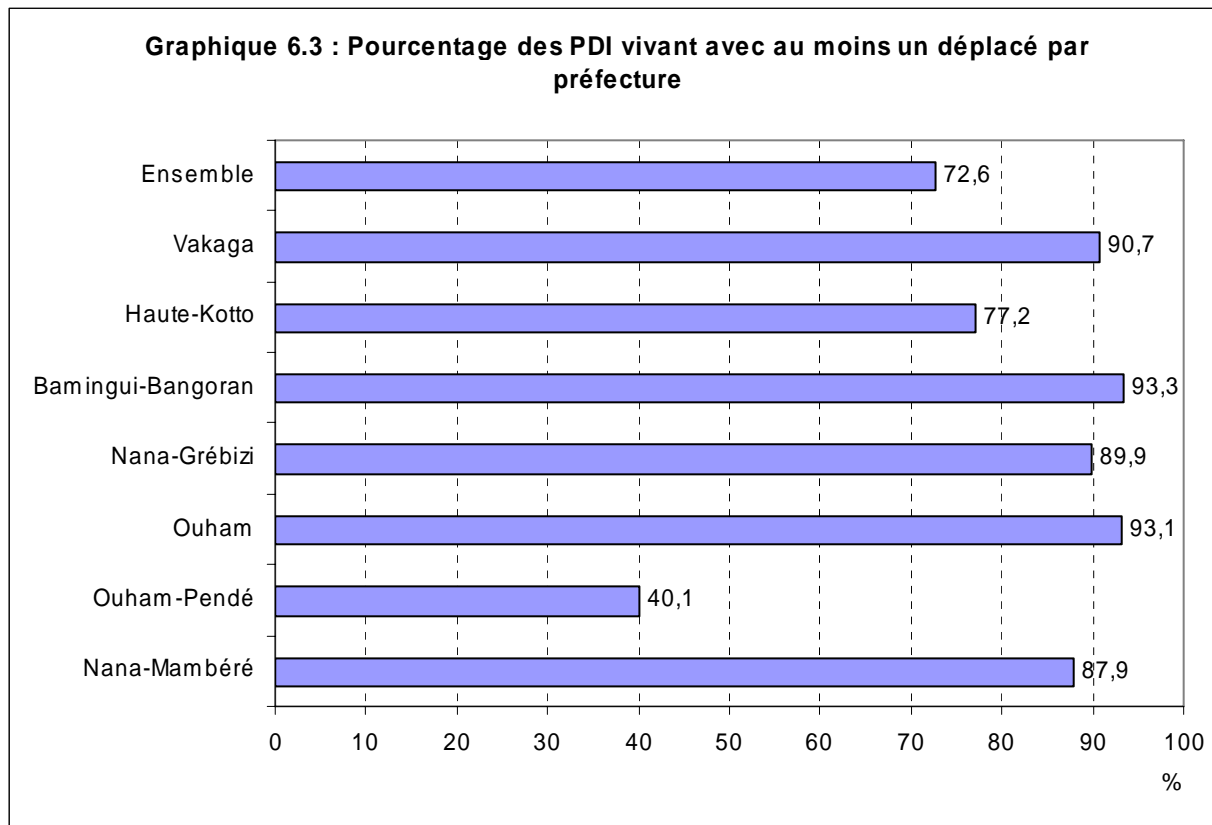
Par ailleurs, il n'existe presque pas de différence entre la proportion des hommes et des femmes qui ont évoqué la question de sécurité et le motif de destruction des logements et des biens pour justifier leur départ de la localité d'origine. En ce qui concerne le risque de famine par contre, la fréquence des réponses féminines dépasse de 3 points celle des réponses émises par les hommes. Enfin, on



constate que la crainte d'un enrôlement forcé par les groupes armés est plus mentionnée par les hommes (12 % contre 5 % pour les femmes).

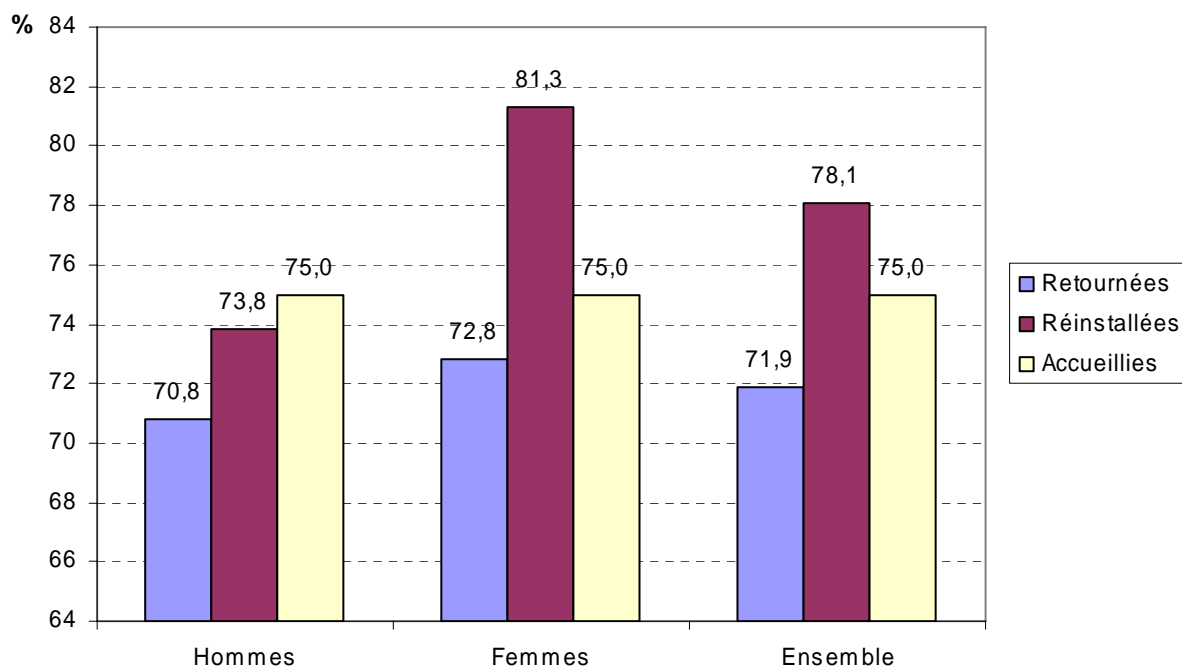
### 6.1.3. Présence d'au moins un autre déplacé dans le ménage

De manière globale, environ trois PDI sur quatre (73 %) appartiennent aux ménages dont au moins deux membres (y compris l'enquêté) sont des PDI (Graphique 6.3). Si l'on trouve dans l'Ouham-Pendé moins de la moitié des PDI vivant avec d'autres personnes déplacées (40 %), tel n'est cependant pas le cas partout ailleurs. C'est dans la Bamingui-Bangoran qu'on a enregistré le plus grand nombre de PDI concernées par cette situation (94 %).



La prise en compte de la catégorie d'appartenance et du sexe des PDI dans l'analyse (Graphique 6.4) permet de constater que dans l'ensemble, les réinstallés sont les plus nombreux à vivre dans des ménages comptant en leur sein au moins un autre PDI (78 %), la plus faible proportion des personnes qui se réclament être dans cette situation étant observée chez les retournés (72 %). Des trois catégories des PDI retenues pour l'étude, seule celle des personnes ayant trouvé des ménages d'accueil dans la localité de résidence actuelle présente un équilibre parfait des proportions masculine et féminine des personnes vivant avec d'autres PDI (75 % des cas pour chaque sexe). Pour ce qui est des autres catégories, on note une supériorité numérique des femmes, avec un grand écart (environ 8 points) chez les réinstallés.

**Graphique 6.4 : Pourcentage des PDI vivant avec au moins un déplacé par sexe selon la catégorie d'appartenance**



Quelques questions ont été posées aux PDI sur l'année de leur arrivée dans la localité de résidence actuelle, les motivations qui les ont amenés à choisir ladite localité et leur opinion par rapport aux conditions d'accueil et à l'évolution des conditions de vie dans leur nouvel environnement. Pour les retournés, l'accent a été mis sur la situation qu'ils ont trouvée dans leur localité d'origine, après quelques années d'absence imposée par les crises militaro-politiques. Les questions adressées aux réinstallés concernent la situation des ménages nouvellement fondés dans la localité d'adoption. Enfin, les accueillis se sont, quant à eux, exprimés sur la situation vécue dans les ménages d'accueil.

L'analyse effectuée dans cette section distingue les réponses émises par chacune des trois catégories des PDI.

## **6.2. Cas des PDI retournés**

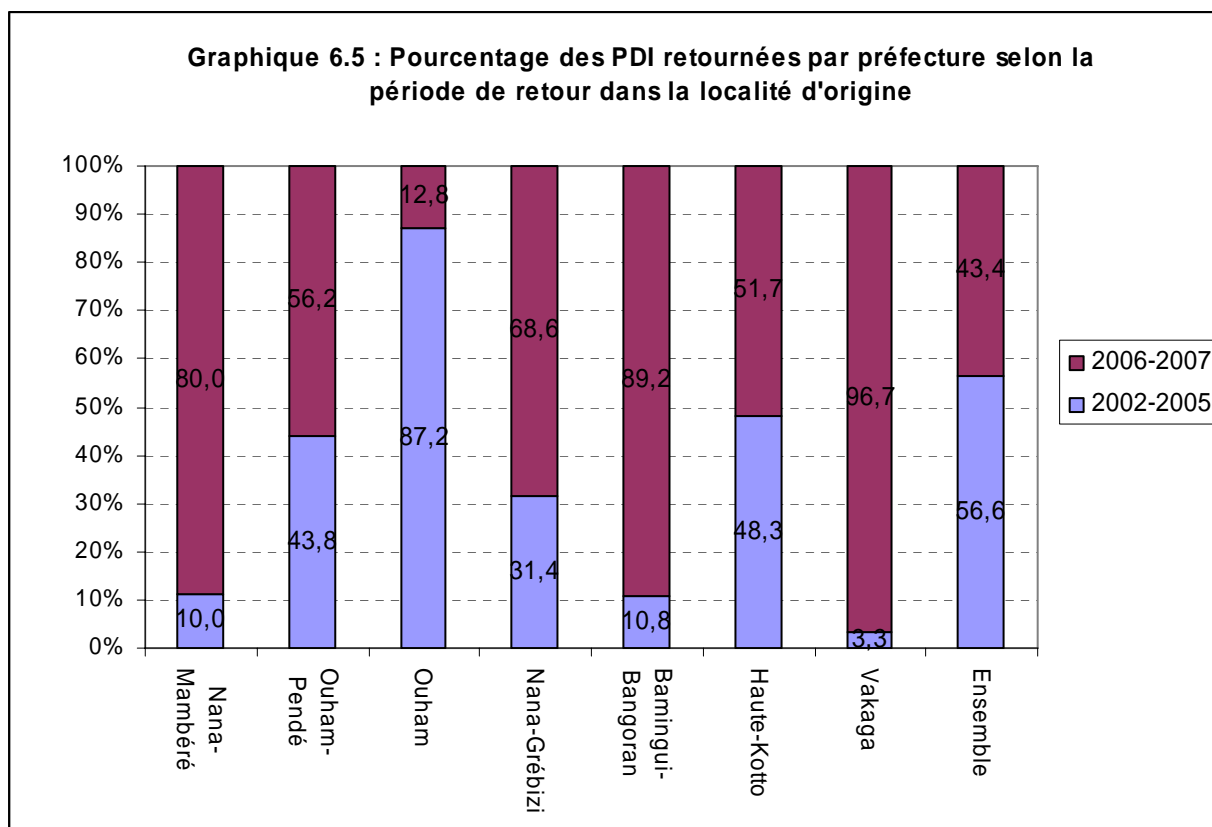
### **6.2.1 Période de retour des PDI dans la localité d'origine : encore des incertitudes**

Dans l'ensemble, la majorité des PDI retournés (57 %) a regagné sa localité d'origine entre 2002 et 2006, c'est-à-dire pendant la période de crises militaro-politiques (Graphique 6.5). Ce résultat fait penser à l'hypothèse d'un retour stratégique des PDI initialement installées ailleurs et dont le retour dans la localité d'origine aurait été dicté par le déclenchement de la guerre. Cette situation concerne surtout les PDI enquêtées dans l'Ouham, les seules dont la grande majorité (87 %) a regagné sa zone d'origine entre 2002 et 2006. Dans les autres préfectures par contre, le nombre de retournés à cette période ne représente pas la

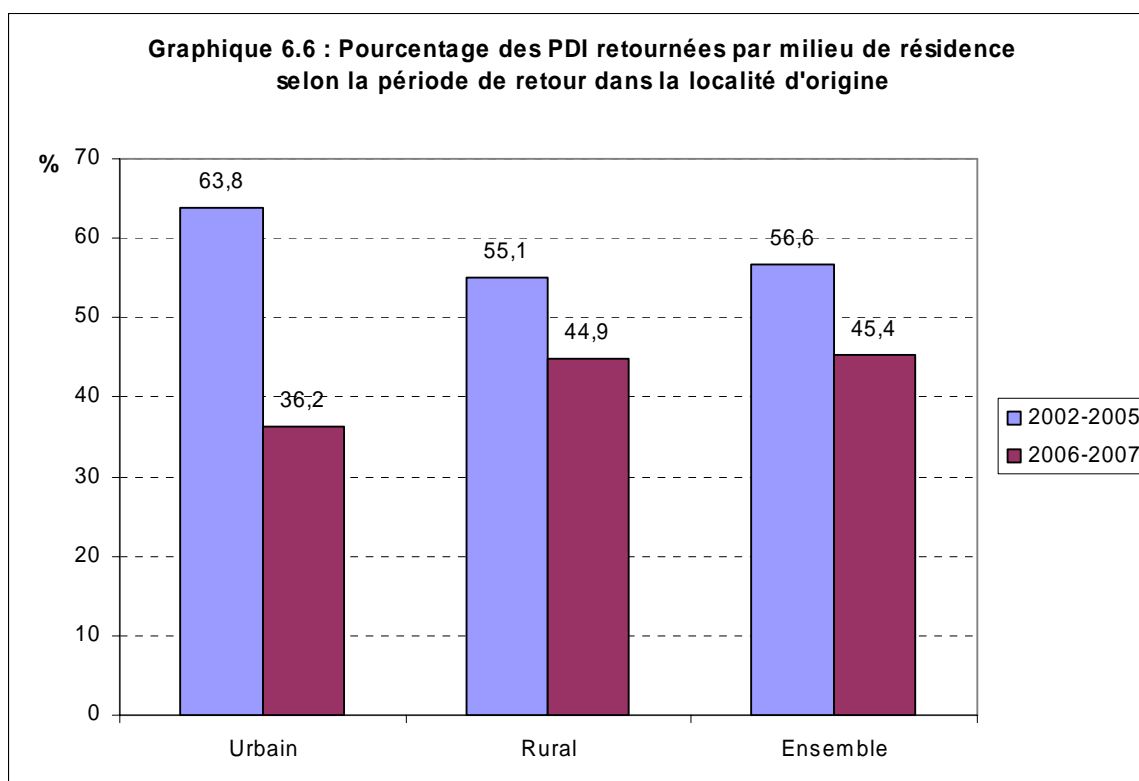


moitié de l'échantillon. Cette proportion est davantage plus faible dans la Vakaga (3 %) et, dans une certaine mesure, la Bamingui-Bangoran (10 %) et la Nana-Mambéré (11 %).

On en déduit que, dans la plupart des cas, le retour des PDI dans les localités d'origine est un phénomène très récent, qui s'est produit entre 2006 et 2007. Peut-on assimiler cette situation aux efforts de pacification et sécurisation consentis par les autorités politiques et administratives, probablement enregistrés dans les zones post-conflits ? Les données de l'enquête ne permettent pas de vérifier cette hypothèse. Par ailleurs, le fait d'observer exceptionnellement un retour massif des PDI dans l'Ouham entre 2002 et 2005 appelle une étude spécifique sur les facteurs explicatifs de cette situation.

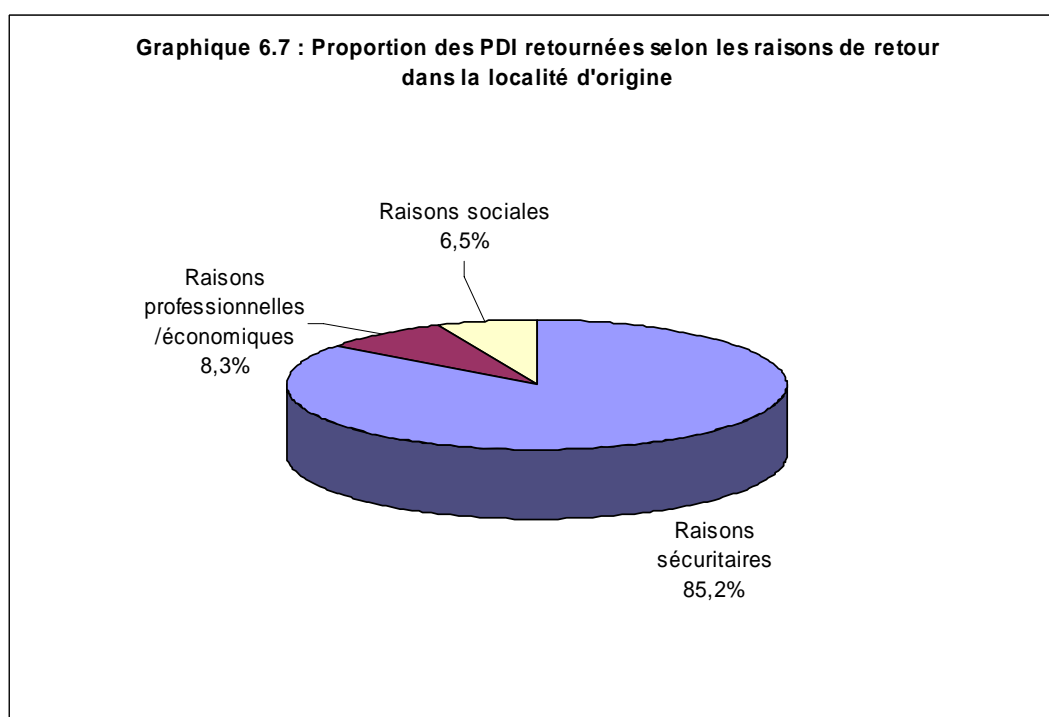


Le graphique 6.6 indique que les PDI retournées dans leur localité d'origine pendant la guerre sont relativement plus nombreuses en ville (64 %) qu'en campagne (55 %). On en déduit une différence entre le nombre de retournés à cette période et celui des retournés récents (2006-2007) plus importante en milieu urbain (27 points) qu'en milieu rural (10 points). Ce résultat suggère un certain nombre d'hypothèses, notamment celle d'un déclenchement de la guerre essentiellement à partir des zones rurales, d'une part, et celle d'une garantie des conditions de sécurité potentiellement offertes par les centres urbains, d'autre part.

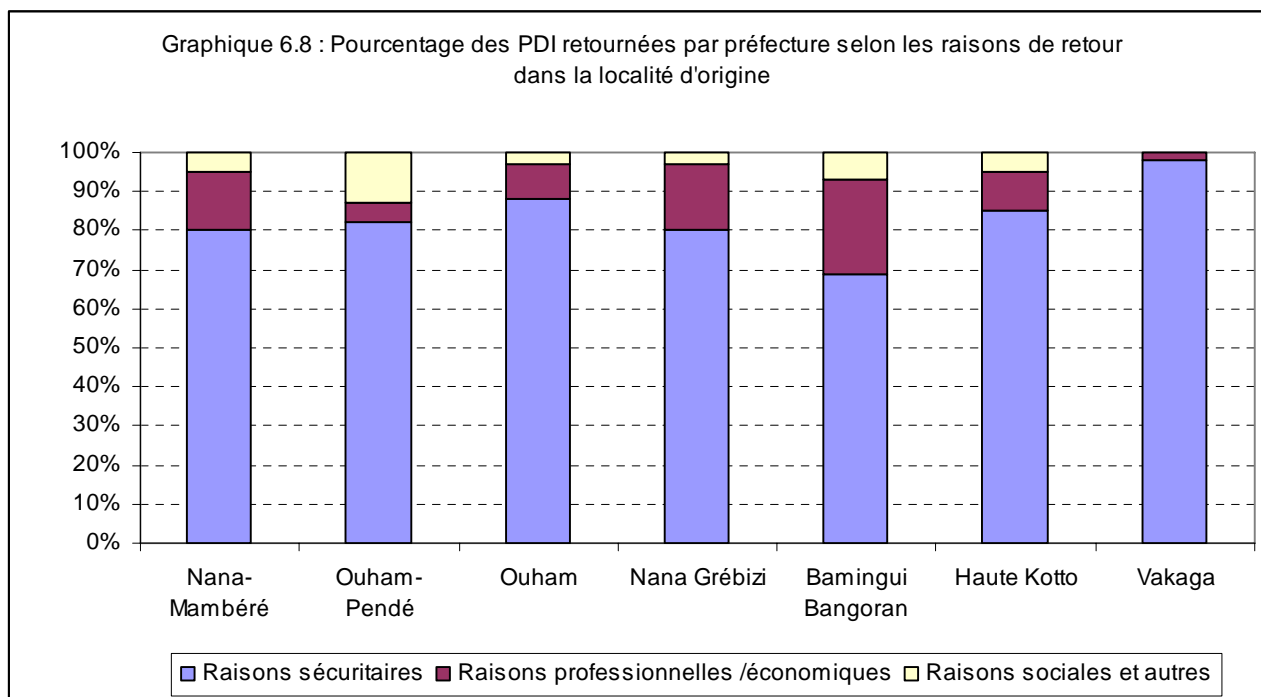


### 6.2.2 Principales raisons de retour des PDI dans la localité d'origine : *raisons sécuritaires*

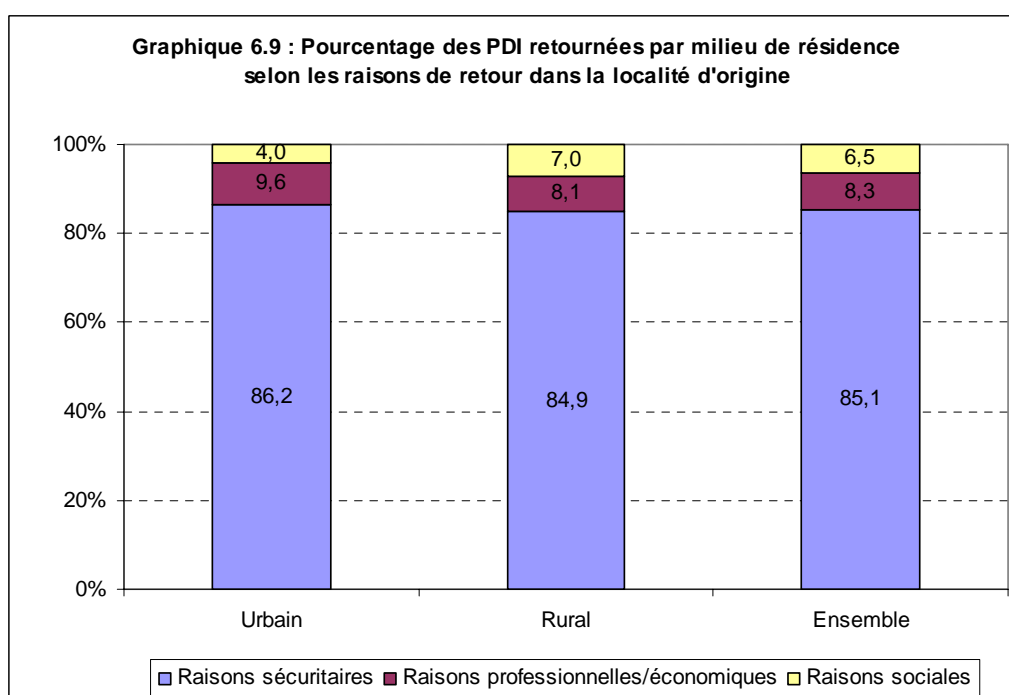
Chez la plupart des PDI (85 %), le retour dans la localité d'origine s'explique par des raisons essentiellement sécuritaires (Graphique 6.7). Concrètement, il s'agit des personnes ayant constaté soit l'aggravation de l'insécurité dans la localité de résidence antérieure, soit le retour de l'accalmie dans la localité d'origine. Leur proportion vaut 10 fois que celle des personnes dont le retour a été motivé par des raisons professionnelles ou économiques (recherche de l'emploi, reprise des activités...). Ces dernières (8 %) ne dépassent que de très peu (soit 2 points d'écart) les personnes qui ont évoqué les raisons sociales (conseils des amis ou parents, regroupement familial...).



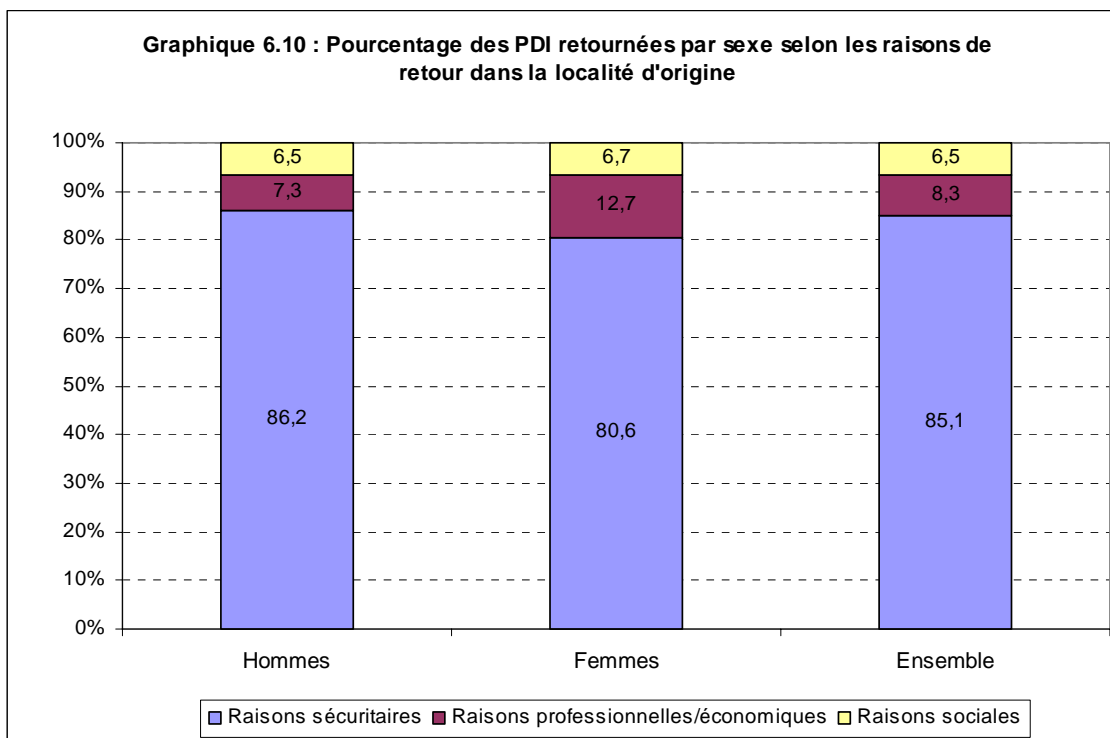
Comme l'indique le graphique 6.8, les raisons sécuritaires ont été plus évoquées à la Vakaga (98 %) mais un peu moins citées dans la Bamingui-Bangoran (69 %). Dans cette dernière préfecture, on note par contre une proportion relativement importante des personnes retournées pour des raisons professionnelles ou économiques (24 %). Dans cette classification, la Nana-Grébizi et la Nana-Mambéré viennent en 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> position, avec 17 % et 15 % des PDI retournées pour les mêmes raisons. L'Ouham-Pendé se distingue des autres préfectures par le nombre élevé des personnes ayant regagné leur localité d'origine pour des raisons sociales (13 %).



Les citadins sont les plus nombreux à évoquer les raisons sécuritaires (86 % contre 85 % chez les ruraux) et professionnelles ou économiques (10 % contre 8 % chez les ruraux) pour expliquer leur retour dans la localité d'origine (Graphique 6.9). Bien que relativement peu évoquées, les raisons sociales sont plutôt l'apanage des ruraux (7 % contre 4 % chez les citadins).

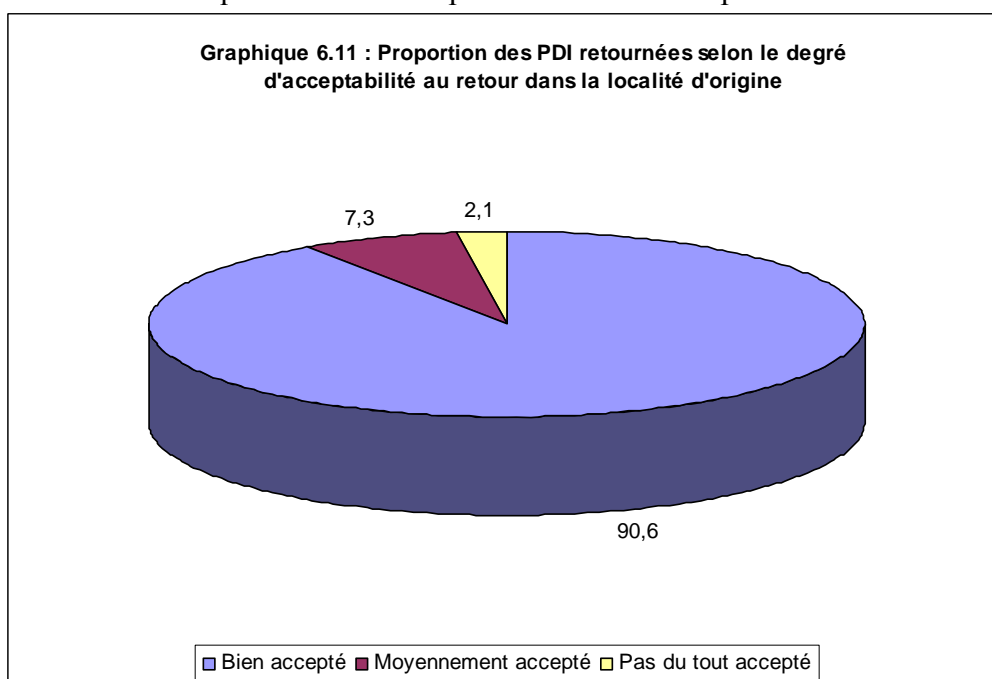


Chez ceux qui ont évoqué les raisons sécuritaires et professionnelles/économiques, on aperçoit une différence notable entre les proportions des femmes (13 %) et des hommes (7 %) (Graphique 6.10). Cette différence s'amoin-drit et devient plutôt à l'avantage des hommes lorsqu'on considère le retour des PDI pour des raisons sécuritaires (86 % contre 81 % chez les femmes).

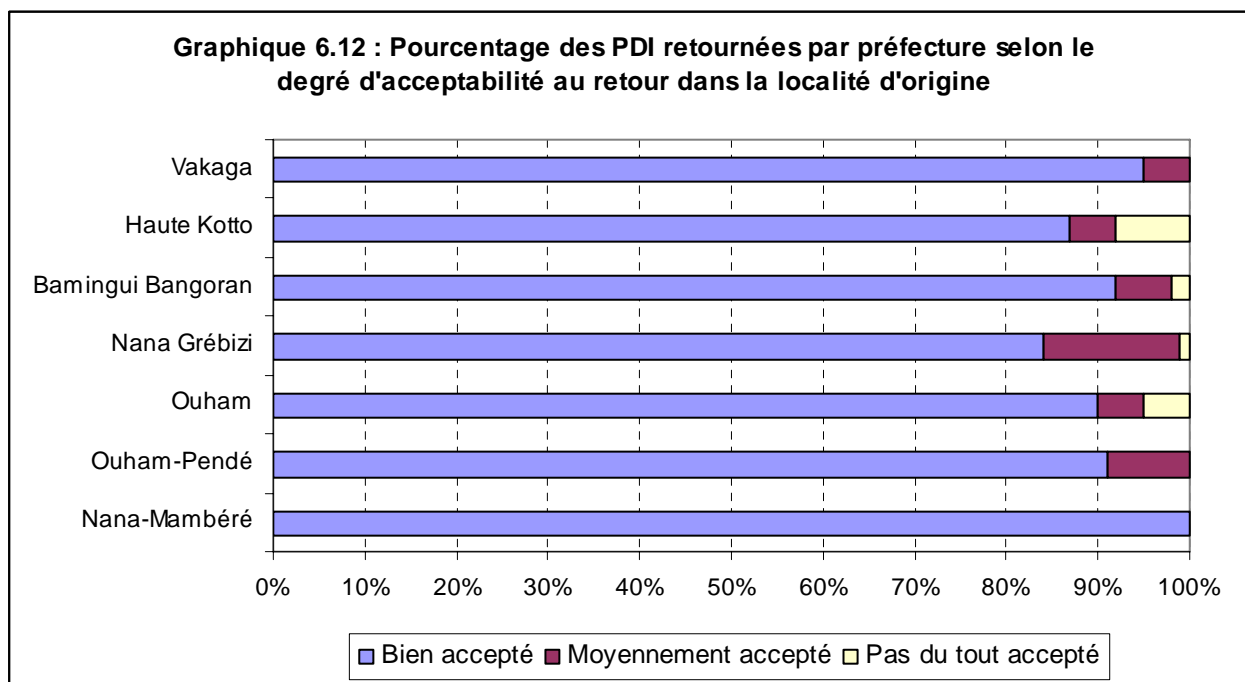


### 6.2.3 Conditions d'accueil dans la localité d'origine : *retour satisfaisant*

Dans l'ensemble, le retour dans la localité d'origine s'est effectué dans de bonnes conditions car neuf PDI sur dix (soit 91 %) déclarent avoir été bien acceptées par les leurs (Graphique 6.11). Les personnes qui affirment n'avoir pas été acceptées ne représentent qu'une très faible proportion (2 %). Cette situation est tout à fait normale, étant donné qu'elle témoigne d'un sentiment de joie chez les membres d'une société qui se retrouvent après des années de séparation.



D'une préfecture à l'autre, on constate que le retour des PDI dans leur localité d'origine n'a pas suscité le même sentiment au sein de la communauté (Graphique 6.12). En effet, si toutes les PDI enquêtées dans la Nana-Mambéré affirment avoir été bien reçues, tel n'est cependant pas le cas dans la Nana-Grébizi où l'on observe une bonne proportion des personnes qui relativisent leurs propos à ce sujet (15 % des personnes étaient moyennement acceptées contre 84 % bien acceptées). C'est dans la Haute-Kotto qu'on trouve le plus grand nombre de personnes qui déclarent ne pas être acceptées dans leur localité d'origine (8 %).

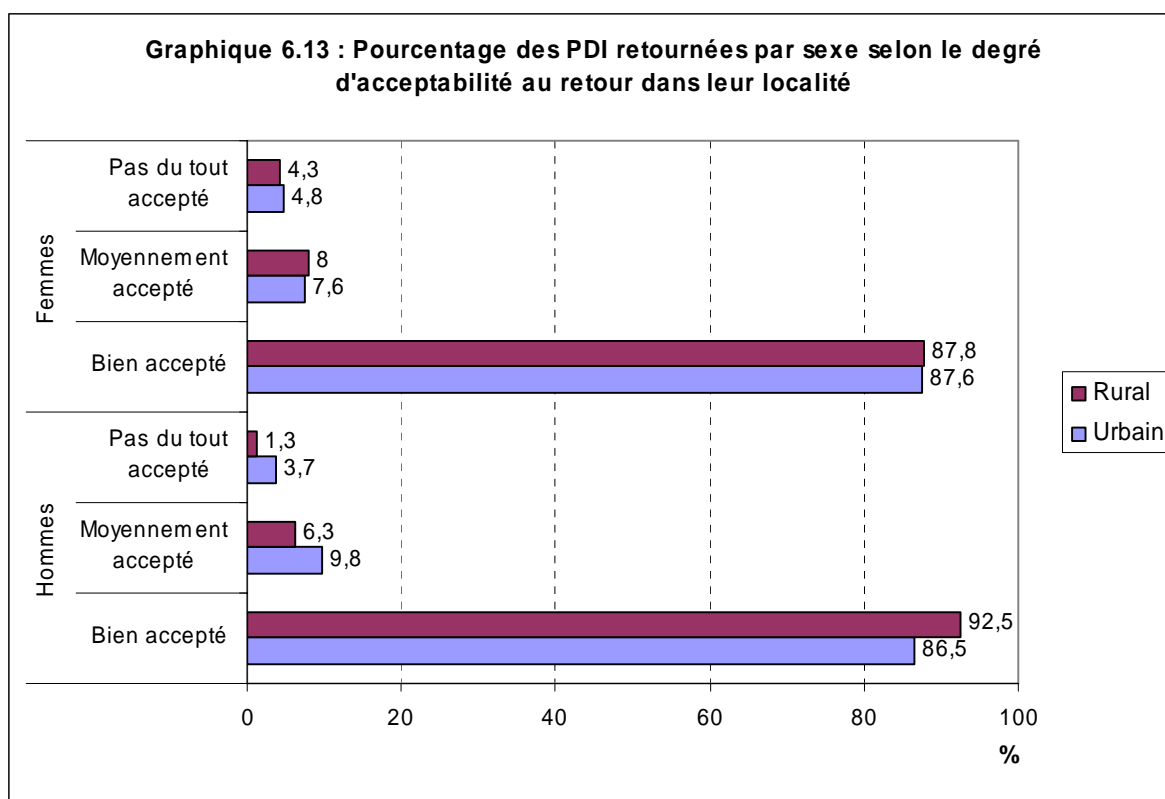


Les résultats du tableau 6.3 indiquent que la proportion des hommes déclarant être bien acceptés dans leur localité d'origine (92 %) dépasse de quatre (4) points celle des femmes qui sont la même opinion (88 %). Par ailleurs, l'intégration sociale des PDI a été plus facile en milieu rural (92 % des personnes qui y sont bien acceptées) qu'en milieu urbain (87 %). Cette situation est perceptible plus chez les hommes (93 % qui sont bien acceptés en milieu rural contre 87 % en milieu urbain) que chez les femmes (88 % bien acceptées en milieu rural contre 88 % en milieu rural).

**Tableau 6.3 :** Répartition (%) des retournés par milieu de résidence et par sexe selon le degré d'acceptabilité dans la localité d'origine

Sexe	Degré d'acceptabilité	Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	Rural	
Masculin	Bien accepté	86,5	92,5	91,6
	Moyennement accepté	9,8	6,3	6,8
	Pas du tout accepté	3,7	1,3	1,6
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Féminin	Bien accepté	87,6	87,8	87,7
	Moyennement accepté	7,6	8,0	7,9
	Pas du tout accepté	4,8	4,3	4,4
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Ensemble	Bien accepté	86,9	91,7	90,9
	Moyennement accepté	9,1	6,6	7,0
	Pas du tout accepté	4,0	1,8	2,2
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

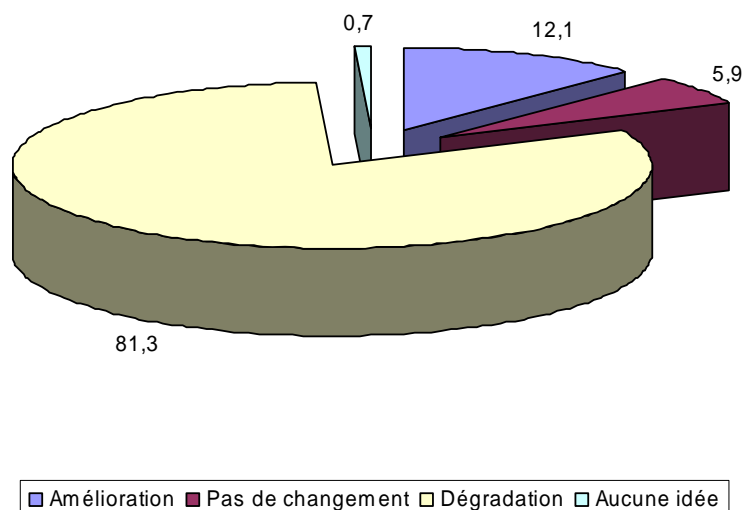




#### 6.2.4 Conditions de vie depuis le début de la crise : *intense dégradation*

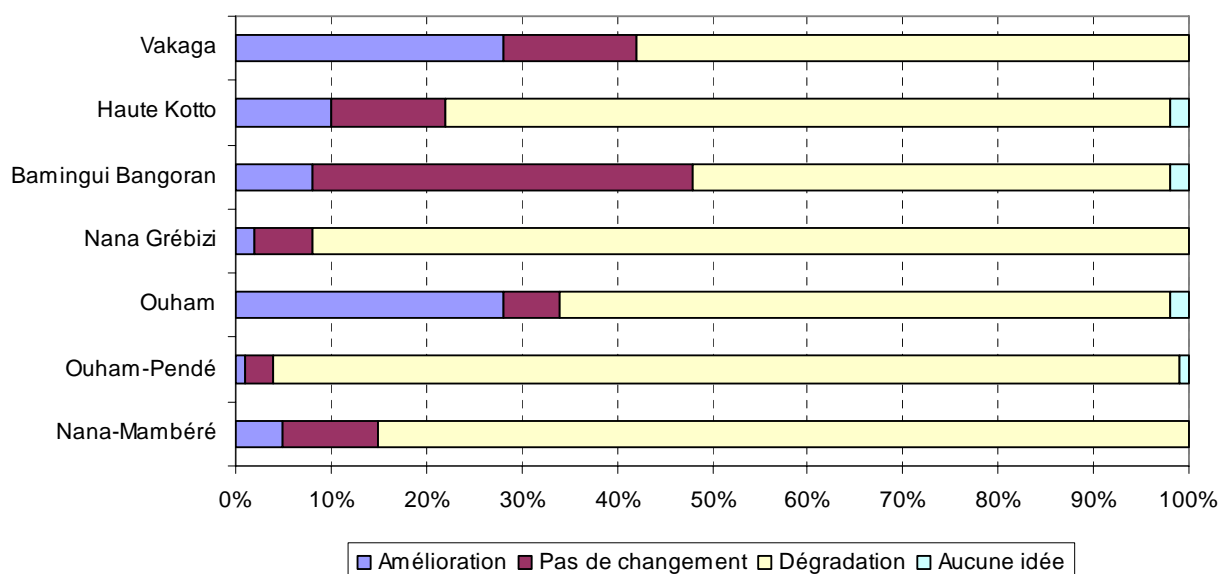
Malgré la volonté des uns et des autres, la situation est souvent mal vécue par les déplacés. En effet, l'on comprend que le malaise des personnes soit grand. Démunies et conscientes des charges excessives qu'elles font peser sur leurs hôtes, les déplacés internes sont en général mal à l'aise. Un peu plus de 4 PDI sur 5 (81 %) affirment que leur situation est pire qu'elle ne l'était dans leur localité d'origine depuis le début de la crise militaro-politique (Graphique 6.14). Par contre, une personne sur dix (12 %) penche plutôt pour une amélioration de ces conditions. Cette proportion représente le double de celle des personnes qui considèrent que leurs conditions de vie n'ont pas du tout changé (6 %).

**Graphique 6.14 : Proportion des PDI retournées selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine depuis le début de la crise**



C'est dans l'Ouham-Pendé et la Nana-Grébizi (Graphique 6.15) qu'on dénombre plus de PDI qui incriminent la crise politico-militaire comme facteur de dégradation des conditions de vie des populations locales (96 % et 92 % respectivement). Dans la Bamingui-Bangoran, on trouve par contre une proportion relativement importante (40 %) des personnes qui n'ont remarqué aucun changement économique dans le vécu quotidien de la population locale, malgré les effets néfastes des guerres meurtrières que la RCA a successivement connues. Pour leur part, les PDI enquêtées dans l'Ouham et la Vakaga se distinguent des autres par le poids élevé de celles parmi elles qui pensent à une amélioration des conditions de vie (28 %, chacune), en dépit de la situation sociale alarmante que la crise a laissée dans ces entités politico-administratives.

**Graphique 6.15 : Pourcentage des PDI retournées par préfecture selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine**



A la lecture du tableau 6.4, on constate que la dégradation des conditions de vie des ménages revient un peu plus dans les propos des hommes (82 %) que dans ceux des femmes (81 %). D'autre part, elle est évoquée plus en milieu rural (83 %) qu'en milieu urbain (75 %). Cette différence entre les propos recueillis dans les deux milieux de résidence est davantage plus grande chez les hommes (84 % en milieu rural contre 74 % en milieu rural) que chez les femmes (82 % en milieu rural contre 76 % en milieu urbain).

**Tableau 6.4** : Répartition (%) des retournés par milieu de résidence et par sexe selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine

Sexe	Evolution des conditions de vie depuis la crise	Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	Rural	
Masculin	Amélioration	16,0	11,0	11,8
	Pas de changement	9,1	4,6	5,3
	Dégradation	74,1	83,7	82,1
	Aucune idée	0,9	0,7	0,8
	Total	100,0	100,0	100,0
Féminin	Amélioration	13,8	12,2	12,4
	Pas de changement	9,5	5,7	6,3
	Dégradation	76,0	81,5	80,6
	Aucune idée	0,6	0,6	0,6
	Total	100,0	100,0	100,0
Ensemble	Amélioration	14,7	11,6	12,1
	Pas de changement	9,3	5,2	5,9
	Dégradation	75,2	82,5	81,3
	Aucune idée	0,7	0,7	0,7
	Total	100,0	100,0	100,0

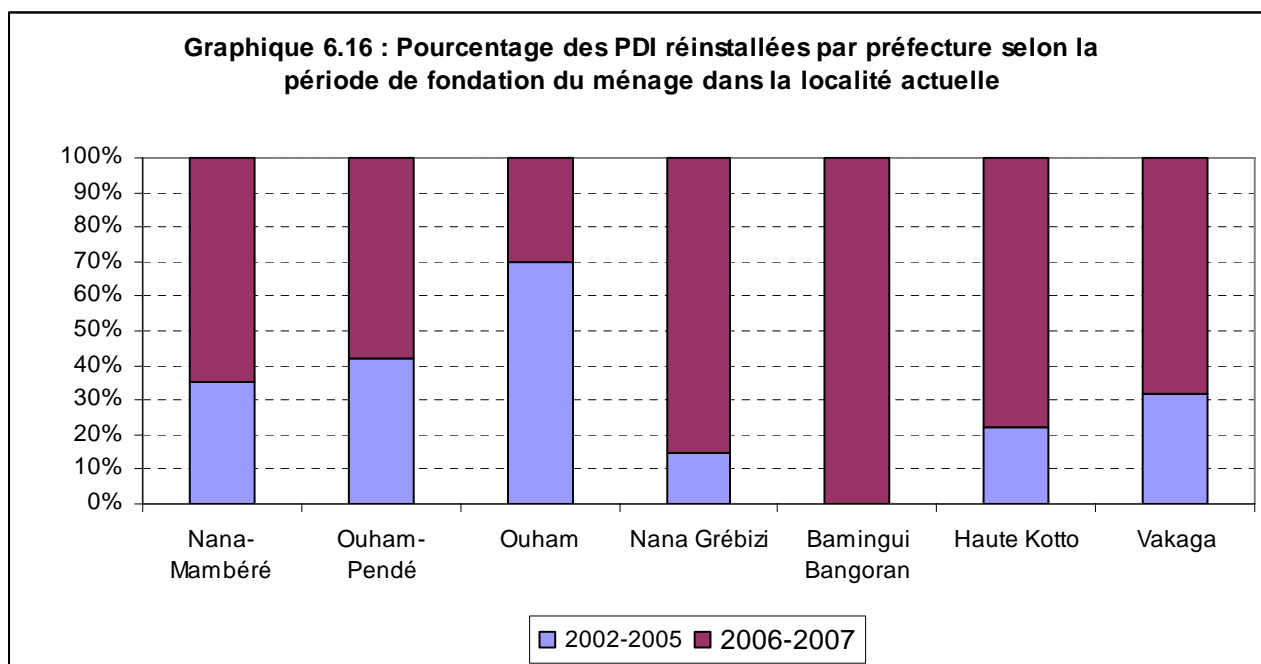
### 6.3. Cas des réinstallés



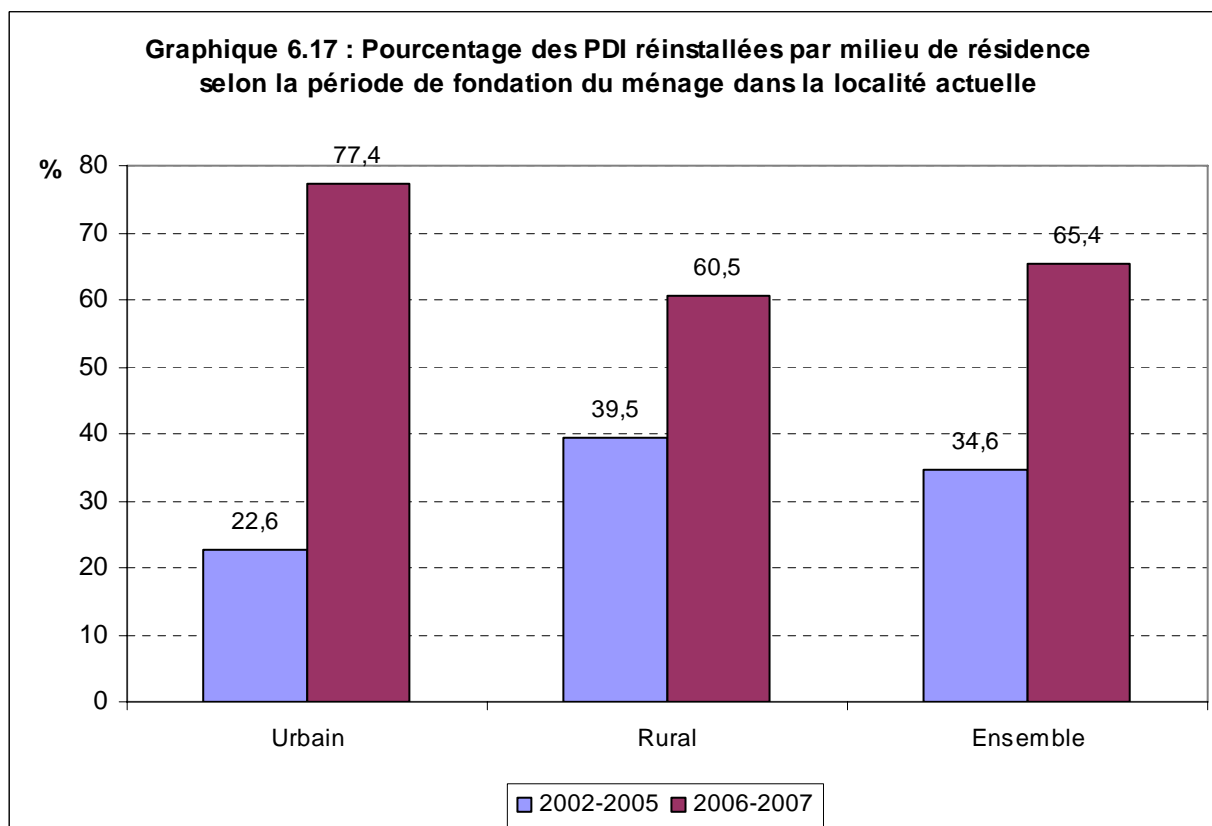
#### 6.3.1 Période de création du ménage dans la localité actuelle

En ce qui concerne les PDI réinstallées, environ deux d'entre eux sur trois (65 %) ont fondé leurs ménages dans la localité actuelle entre 2006 et 2007 (Graphique 6.16). C'est à cette même période que les ménages de toutes les PDI interviewées à Bamingui-Bangoran ont pu se constituer. Par contre, les PDI de l'Ouham se singularisent, une fois de plus, par leur proportion relativement plus

élevée (70 %), parmi celles qui ont fondé leurs foyers plus tôt (2002-2005) dans la localité d'adoption.

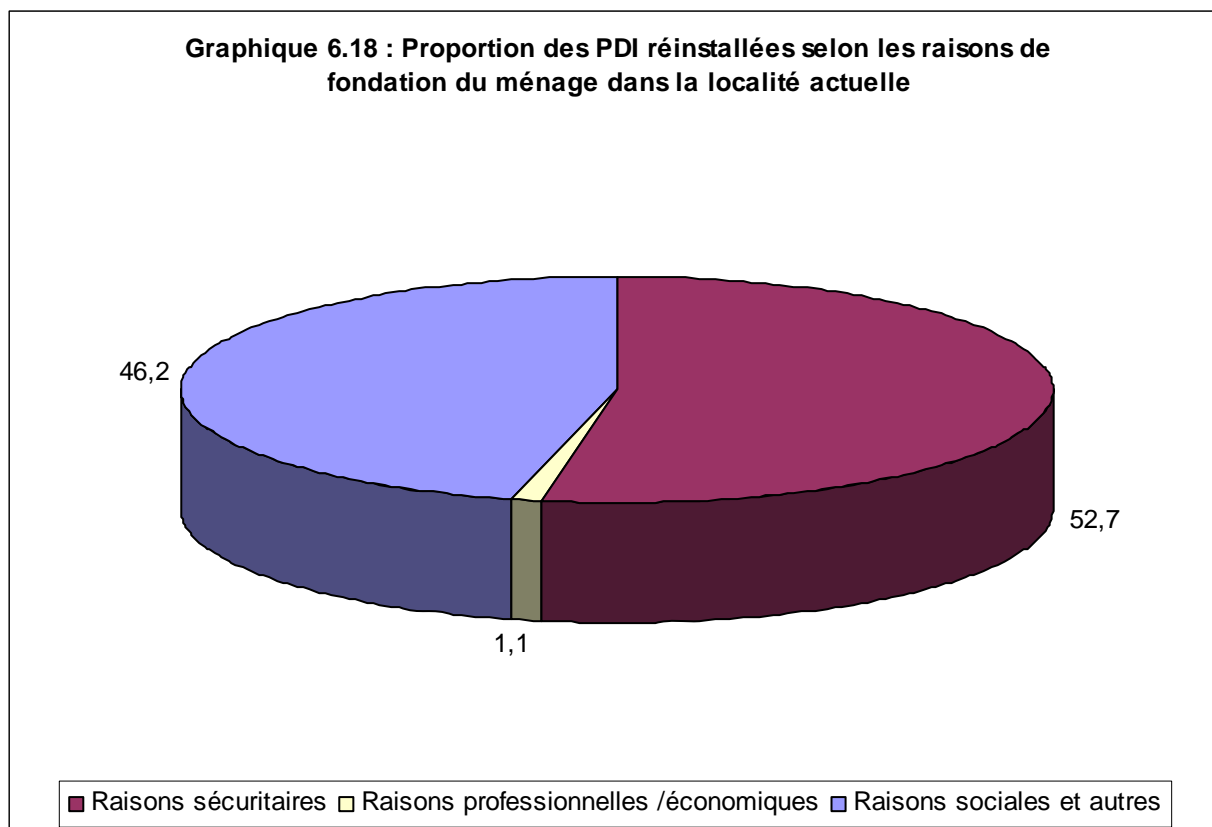


Comme l'indique le graphique 6.17, le caractère très récent de la réinstallation des PDI dans leur localité actuelle (2006-2007) ressort mieux en milieu urbain (77 % contre 61 % en milieu rural). Cette situation pourrait s'expliquer par l'ampleur croissante de la crise militaro-politique avec le temps, avec pour conséquence sociale le déplacement massif des populations et donc leur réinstallation dans plusieurs localités, aussi bien rurales qu'urbaines.



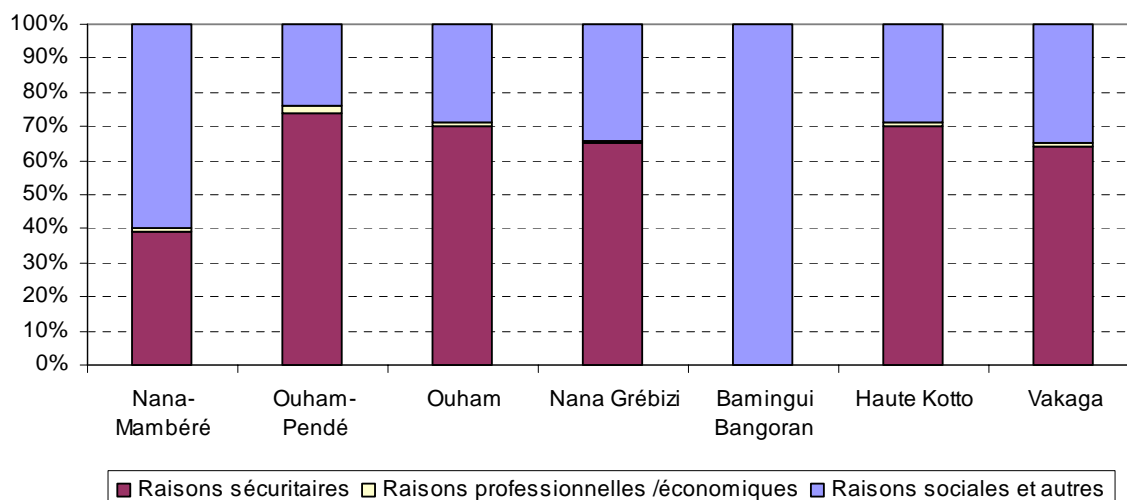
### 6.3.2. Raisons de création du ménage dans la localité actuelle : *la sécurité en zone urbaine, la solidarité en zone rurale*

Un peu plus de la moitié des réinstallés (53 %) ont préféré quitter la localité de résidence antérieure pour des raisons sécuritaires (Graphique 6.18). Cependant, cette proportion est nettement inférieure à celle des PDI qui sont retournées dans leur localité d'origine pour les mêmes raisons (85 %), comme cela a été relevé au point 6.3. Le reste des PDI réinstallées est composé essentiellement des personnes dont la réinstallation dans la localité actuelle a été motivée par des raisons sociales (46 %). La proportion des personnes ayant évoqué les motifs professionnels ou économiques est négligeable (1 %).



Toutes les PDI enquêtées dans la Bamingui-Bangoran ont préféré quitter leur localité de résidence antérieure pour des raisons sociales (Graphique 6.19). En dehors de la préfecture de la Nana-Mambéré où les mêmes motifs de réinstallation sont évoqués par un peu plus de la moitié des PDI (60 %), les autres préfectures affichent des effectifs minoritaires.

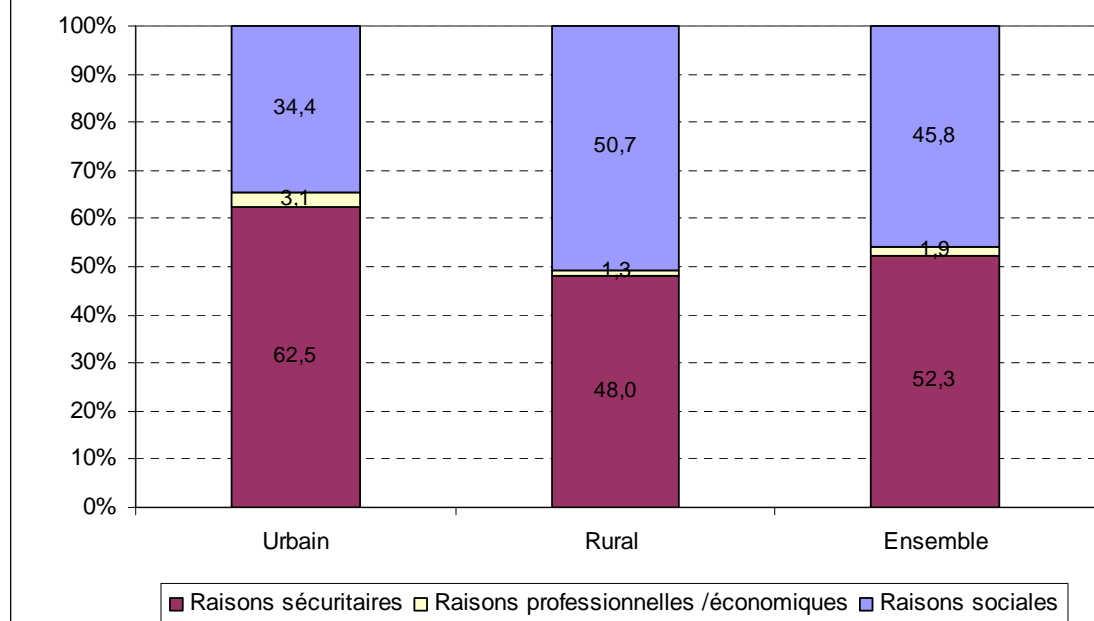
**Graphique 6.19 : Pourcentage des PDI réinstallées par préfecture selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle**



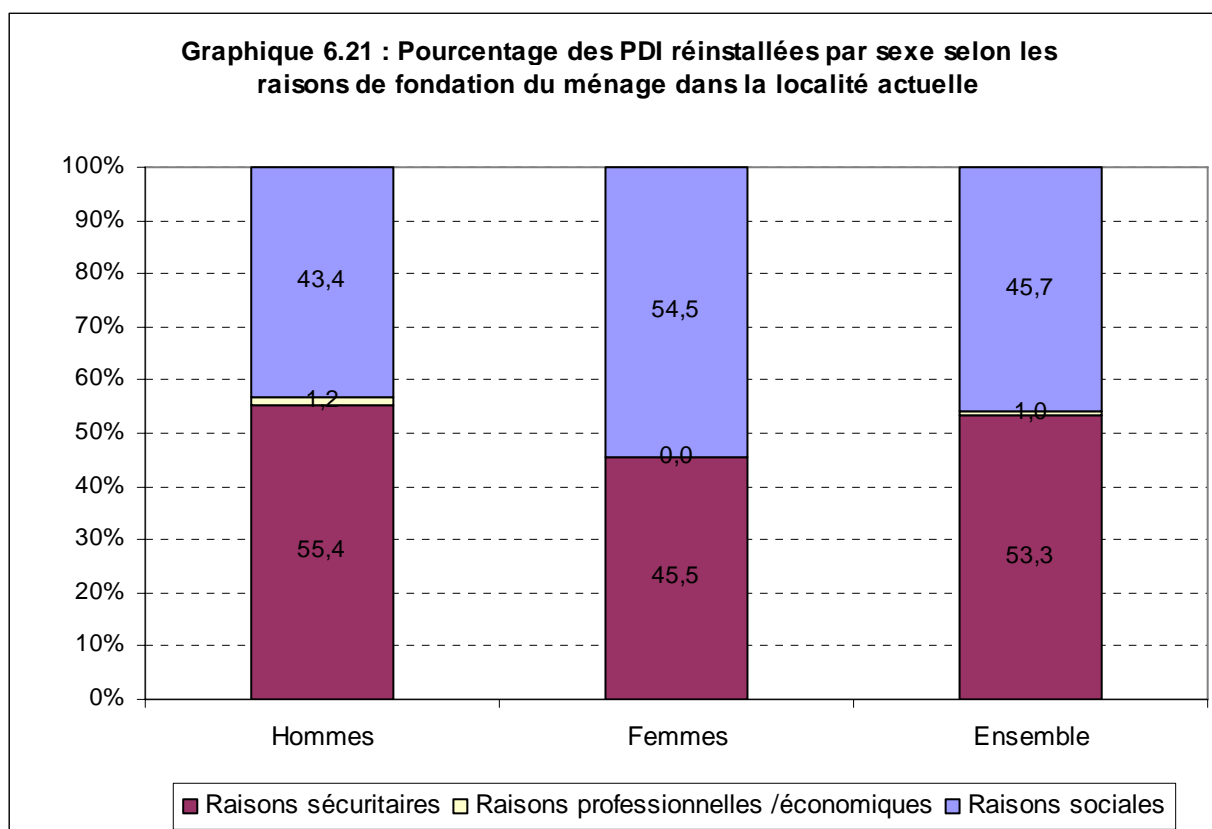
Les raisons sociales sont abondamment évoquées en milieu rural (51 % contre 34 % en milieu urbain), alors que les raisons sécuritaires prédominent dans les déclarations des citadins (63 % contre 48 % chez les ruraux) (Graphique 6.20). Dans les centres urbains, on trouve aussi une proportion relativement élevée des PDI dont la présence dans une localité spécifique est justifiée par des raisons professionnelles ou économiques (3 %), comparativement à la proportion correspondante observée en milieu rural (1 %). Ce résultat met quelque peu en évidence le rôle économique joué par les villes africaines dans l'essor de l'économie moderne, notamment compte tenu de la multiplicité des transactions financières et monétaires qui s'y opèrent.

De ce qui précède, on retient que la réinstallation des PDI dans les centres urbains a été motivée plus par des garanties de sécurité. Dans les zones rurales par contre, elle tient essentiellement à l'élan de solidarité sociale développé par les habitants de ces zones.

**Graphique 6.20 : Pourcentage des PDI réinstallées par milieu de résidence selon les raisons de fondation du ménage dans la localité actuelle**



Les statistiques consignées dans le graphique 6.21 présentent les hommes comme les plus nombreux à avoir choisi leur localité d'adoption pour des raisons de sécurité (55 % contre 46 % chez les femmes), avec un écart entre les deux sexes plus grand (10 points) que celui observé chez les retournés (environ 6 points). Par ailleurs, aucune femme n'a évoqué les raisons professionnelles ou économiques pour justifier sa réinstallation dans la localité actuelle. Cette situation masque-t-elle une marginalisation sociale des concernées en matière d'emploi, renvoie-t-elle à un déficit de formation scolaire qui les désavantage face au marché de l'emploi ? Ou elle renvoie seulement à leur faible niveau de formation face aux enjeux et défis de développement socio-économique de l'heure ? Les données de l'enquête ne permettent pas de répondre à cette triple question.

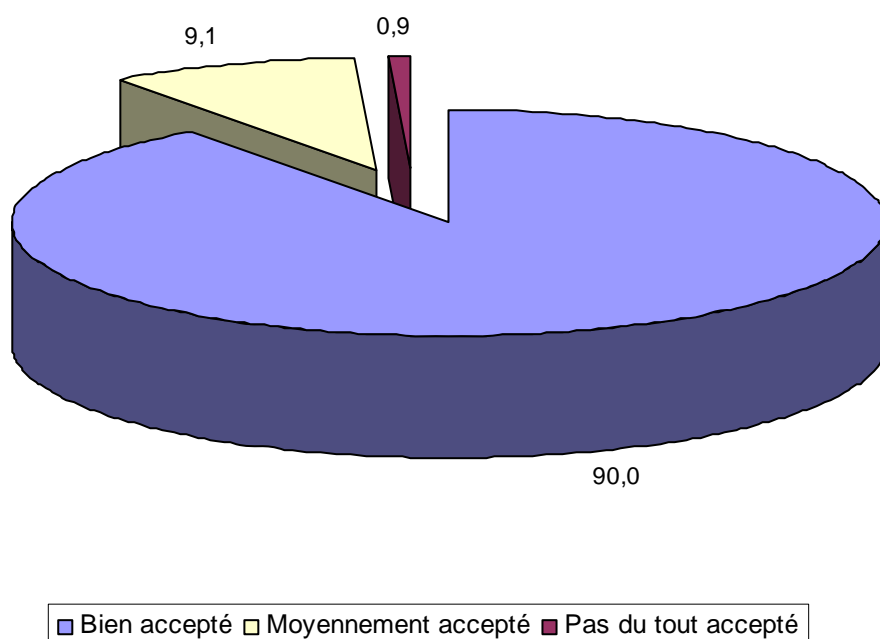


### 6.3.3 Conditions d'accueil dans la localité de réinstallation : *accueil favorable*

Globalement, l'accueil des PDI réinstallées s'est déroulé dans de bonnes conditions car neuf enquêtées sur dix déclarent qu'ils sont bien acceptés dans leur localité de résidence actuelle (Graphique 6.22). Celles qui ne sont pas satisfaites de leur insertion sociale représentent une très faible proportion (1 %). Cette proportion est inférieure à celle obtenue chez les retournés qui ont émis le même avis (2 %).

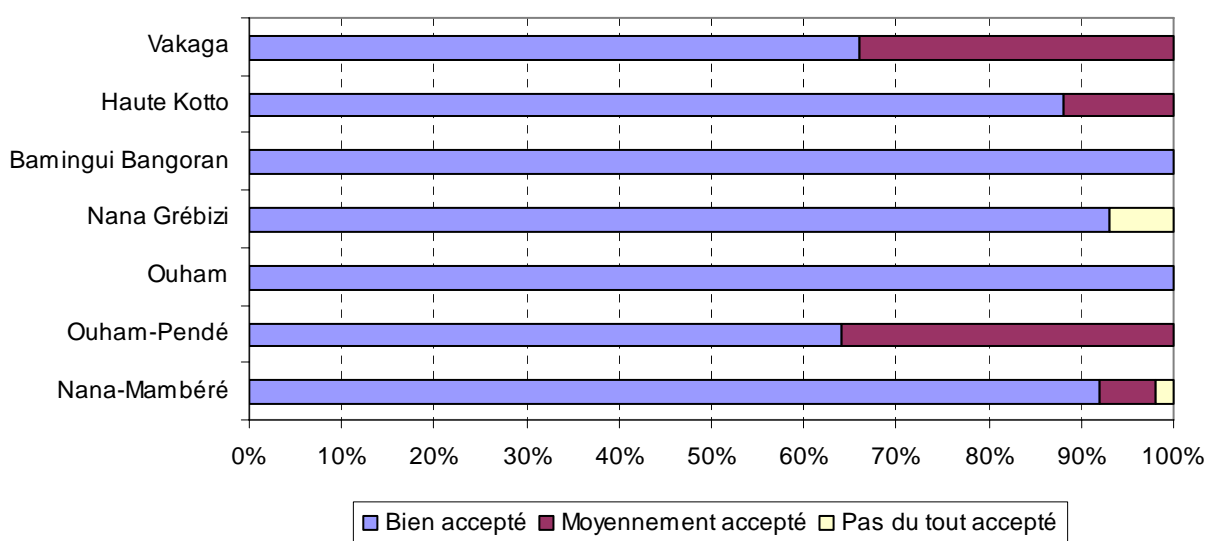


**Graphique 6.22 : Proportion des PDI réinstallées selon le degré d'acceptabilité dans la localité actuelle**



Dans les préfectures de la Bamingui-Bangoran et de l'Ouham, toutes les PDI s'accordent à reconnaître que leur réinstallation s'est effectuée sans problème majeur (Graphique 6.23). Bien que représentant des proportions supérieures à 80 %, les PDI qui déclarent être bien acceptées dans leur milieu de vie sont cependant faibles (soit moins de 70 %) dans la Vakaga et dans l'Ouham-Pendé, comparativement aux résultats obtenus dans les autres préfectures.

**Graphique 6.23 : Pourcentage des PDI réinstallées selon le degré d'acceptabilité dans la localité actuelle**



Comme l'illustre le tableau 6.5, la réinsertion sociale des réinstallés dans leur localité d'adoption s'est opérée de manière satisfaisante (88 % de cas favorables) et non discriminatoire autant dans les centres urbains que dans les zones rurales (88 %, chacun). Toutefois, la différenciation selon le sexe

des enquêtes permet de relever que la réinstallation des femmes a connu un plus grand succès en campagne (93 %) qu'en ville (78 %). Tel n'est pas le cas pour les hommes, chez qui l'on ne note qu'un petit écart (2 points) entre les effectifs des PDI qui sont acceptés dans les deux milieux de résidence respectifs. Il importe de mentionner que l'ampleur de l'accueil réservé aux PDI en milieu rural, et ce, indépendamment de leur sexe, est mise en évidence par l'inexistence d'aucune déclaration faisant allusion à la non acceptation des PDI réinstallées dans ce milieu.

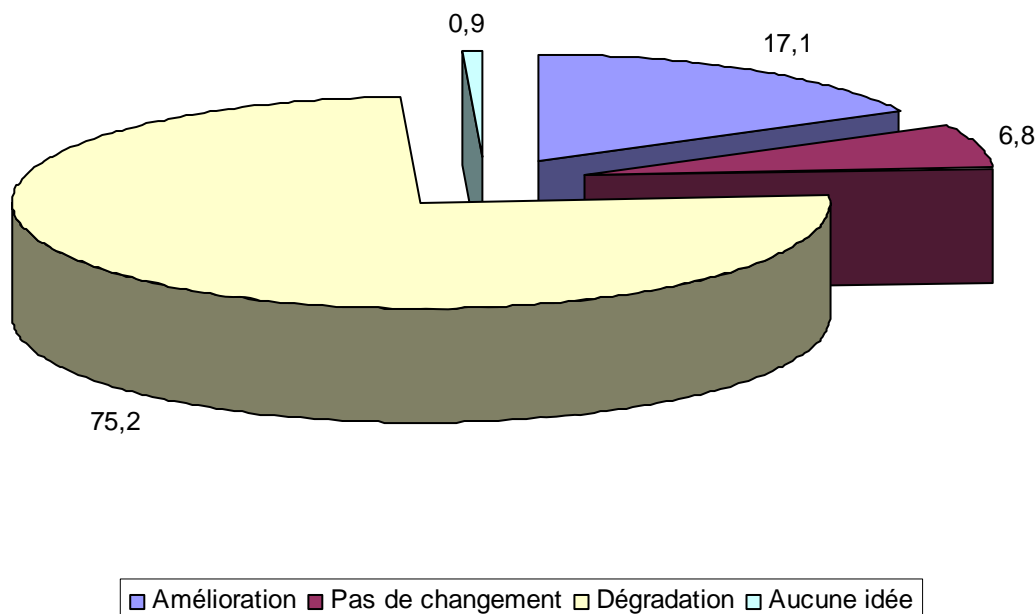
**Tableau 6.5** : Répartition (%) des PDI réinstallés par milieu de résidence et par sexe selon le degré d'acceptabilité dans la localité d'origine

Sexe	Degré d'acceptabilité dans la localité d'origine	Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	Rural	
Masculin	Bien accepté	87,5	88,3	88,1
	Moyennement accepté	8,3	11,7	10,7
	Pas du tout accepté	4,2	--	1,2
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Féminin	Bien accepté	77,8	92,9	87,0
	Moyennement accepté	11,1	7,1	8,7
	Pas du tout accepté	11,1	--	4,3
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Ensemble	Bien accepté	87,1	89,2	88,6
	Moyennement accepté	9,7	10,8	10,5
	Pas du tout accepté	3,2	--	1,0
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Les trois quarts des réinstallés (75 %) pensent que la crise a exacerbé les conditions de vie des populations en général (Graphique 6.24). Leur poids est donc inférieur à celui des retournés qui partagent cet avis (81 %). On note, en revanche, un poids relativement important des réinstallés qui penchent plutôt pour une amélioration des conditions de vie depuis le début de la crise (17 % contre 12 % des retournés), alors que ceux n'ayant pas de position tranchée « les indifférents » ne représentent qu'environ 7 % (contre environ 6 % des retournés).

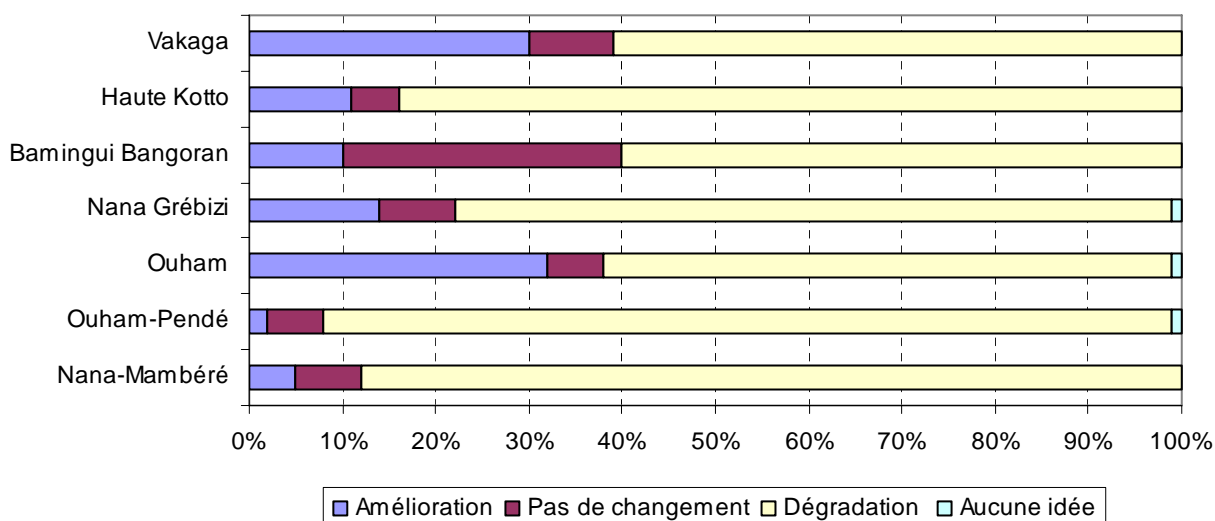
#### 6.4.4 Conditions de vie dans la localité de réinstallation : *des sentiments de déception*

**Graphique 6.24 : Proportion des PDI réinstallées selon leur opinions sur l'évolution des conditions de vie depuis le début de la crise**



Les préfectures de la Vakaga et de l'Ouham se distinguent des autres par le fait qu'on y enregistre un poids relativement élevé (soit plus de 30 %) des réinstallés qui estiment qu'en dépit de la crise politico-militaire des années 2000, les conditions de vie des populations se sont améliorées en RCA (Graphique 6.25). Dans la Nana-Mambéré et l'Ouham-Pendé par contre, les proportions des réinstallés qui soutiennent cette thèse sont très faibles (soit moins de 10 %). Quant à la préfecture de la Bamingui-Bangoran, elle présente la plus forte proportion des réinstallés qui pensent que la crise n'a pas eu d'impact sur les conditions de vie des populations (30 %).

**Graphique 6.25 : Pourcentage des PDI réinstallées par préfecture selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie depuis le début de la crise**



Le tableau 6.6 montre qu'une femme sur cinq (20 %) soutient l'idée selon laquelle la crise a amélioré les conditions de vie des populations. Cette proportion est supérieure à celle relevée chez les hommes (14 %).

**Tableau 6.6:** Répartition (%) des PDI réinstallés par milieu de résidence et par sexe selon leur opinion sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'origine

Sexe	Evolution des conditions de vie depuis la crise	Milieu de résidence		Ensemble
		Urbain	Rural	
Masculin	Amélioration	13,5	13,6	13,6
	Pas de changement	11,7	4,2	6,3
	Dégradation	72,1	81,8	79,1
	Aucune idée	2,7	0,3	1,0
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Féminin	Amélioration	14,7	21,9	19,9
	Pas de changement	9,6	6,4	7,2
	Dégradation	74,3	70,9	71,8
	Aucune idée	1,5	0,8	1,0
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Ensemble	Amélioration	14,1	18,2	17,1
	Pas de changement	10,5	5,4	6,8
	Dégradation	73,4	75,7	75,1
	Aucune idée	2,0	0,6	1,0
	<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

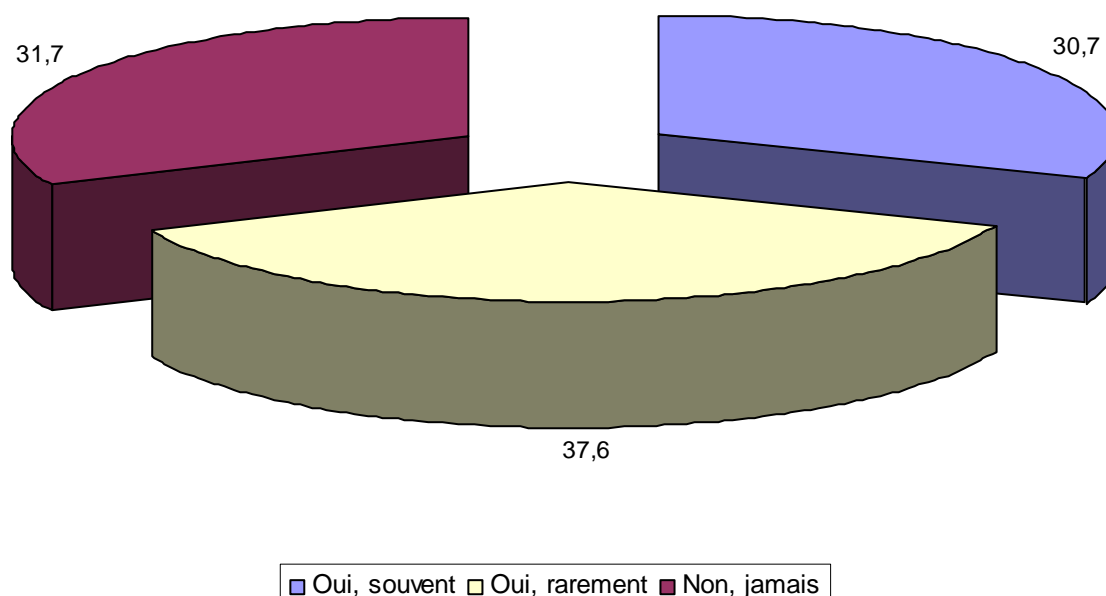
En analysant cette réponse selon le milieu de résidence des enquêtés, on constate qu'elle est plus citée par les ruraux (18 %) que par les citadins (14 %). Une étude spécifique permettra de bien comprendre la philosophie des personnes qui soutiennent cette thèse controversée.

### 6.3.5. Intentions et motifs de retour des PDI réinstallées dans leur milieu d'origine

#### 6.3.5.1 Accès à la résidence depuis la réinstallation et fréquence des visites

Un peu moins d'une personne déplacée réinstallée sur trois (32 %) dit n'avoir jamais eu accès à sa résidence laissée dans la zone d'origine. Pour ceux qui ont eu accès, la majorité (38 %) ne l'a été que de manière rare. Cet accès à la résidence au lieu d'origine a été souvent observé chez les réinstallées de la préfecture de l'Ouham (73 %). En revanche, les réinstallées de la préfecture de la Vakaga (62 %), de la Haute-Kotto (42 %) et de la Nana-Mambéré (39 %) sont les plus septiques à avoir accès à leur résidence. Est-ce que cela traduirait l'insécurité dans ces zones ou simplement l'éloignement de leur zone de résidence actuelle et leurs villages ?

**Graphique 6.26 : Proportion des PDI réinstallées selon l'accès à la résidence d'origine**



Les réinstallées dans les centres urbains sont moins nombreux à avoir souvent accès à leur résidence (20 % contre 36 % pour leurs homologues réinstallées en milieu rural). Les réinstallés qui ont accès de manière moins régulière sont plus nombreux en ville qu'en campagne (50 % contre 32 %). On peut penser ici que la distance et le coût de déplacement entre la zone actuelle et la localité d'origine sont des facteurs qui déterminent la fréquence de cet accès. Les différences hommes/femmes ne sont pas très significatives.

En moyenne, les réinstallées sont retournées 3,3 fois dans leur localité d'origine. La médiane de nombre de visites effectuées est de 2 (3 chez les hommes et 2 chez les femmes). Quelle que soit la préfecture considérée, les femmes effectuent moins de visites que les hommes, lorsqu'on connaît le risque d'un tel périple (distance, risque d'agression, coût, etc.). Le nombre moyen de visites est nettement plus élevé dans l'Ouham (4,8) et la Vakaga (3,9) ; plus élevé en milieu rural qu'en milieu rural (respectivement 3,8 contre 2,6 pour la moyenne et 3 contre 1 pour la médiane).

Quant à la question posée aux PDI réinstallées qui n'avaient jamais effectué des visites dans le village d'origine sur les raisons, on remarque que ces dernières évoquent principalement l'insécurité, le fait que l'habitat avait été détruit et enfin la scolarisation des enfants.

#### ***6.3.5.2 Motivations d'un retour éventuel dans la localité d'origine : amélioration de la situation sécuritaire***

Une question prospective avait été posée aux PDI réinstallées de savoir dans quelle localité comptent-elles s'installer après la crise. Pour celles dont le nom de la localité citée était différent de la localité actuelle, on a demandé les raisons de ce changement de lieu. L'analyse des réponses indique que leurs choix sont guidés par les « pull factor » que sont les meilleures conditions de vie, affectation ou meilleures opportunités d'emploi. Le principal « push factor » dans la zone de résidence actuelle étant l'insécurité.

Comme on pouvait s'y attendre, leurs intentions de retourner un jour dans leur village d'origine est conditionnée essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire et/ou le rétablissement de la paix dans ces zones. Certaines PDI estiment aussi qu'elles peuvent être amenée à retourner dans leur localité si l'insécurité s'installe dans le lieu de résidence actuelle.

#### **6.4. Cas des PDI accueillies**

Bien que représentant une proportion marginale de l'échantillon (47 personnes, soit 1 %), les PDI n'ayant pas le statut de chef de ménage se sont exprimées sur la situation qui prévaut dans la localité d'adoption en général et dans le ménage d'accueil en particulier.

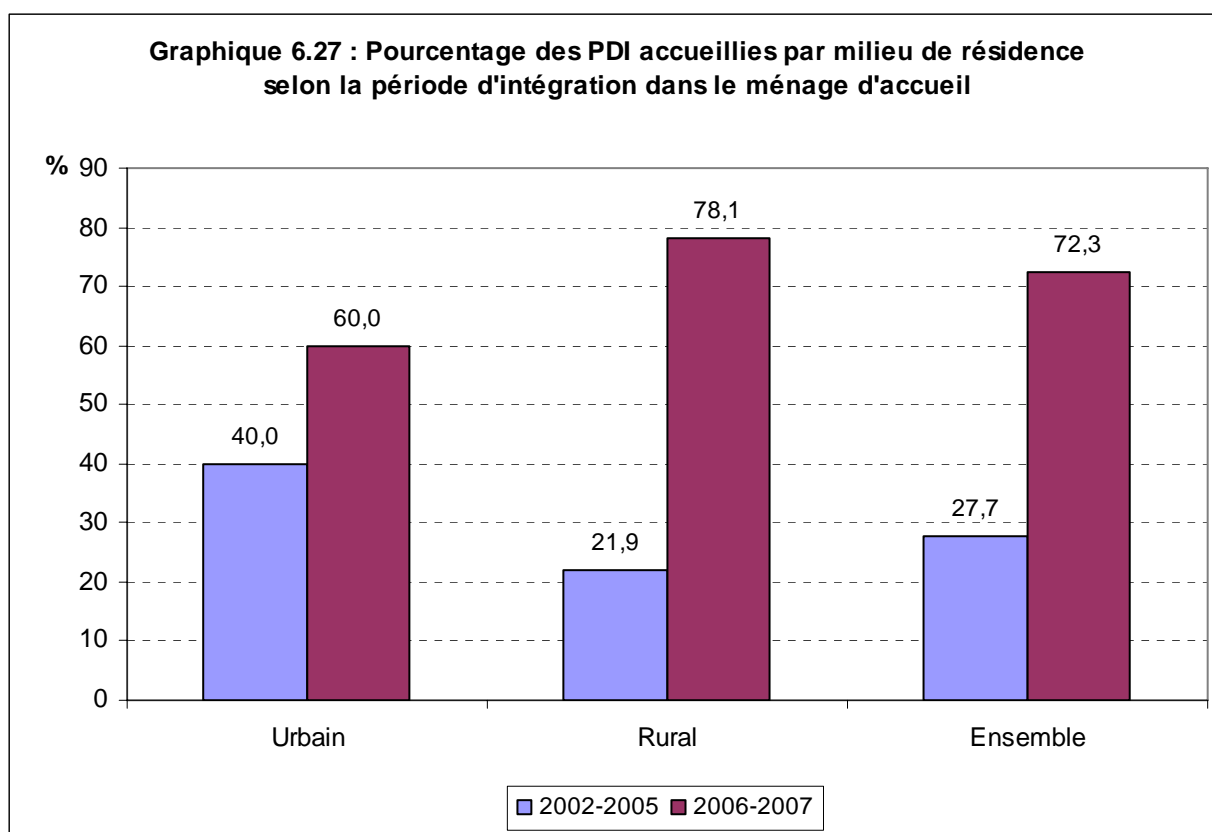
##### **6.4.1 Période d'accueil des PDI dans le ménage**

Il importe de signaler que les PDI non chefs de ménage n'ont pu être reçus que dans quatre préfectures parmi les sept de l'échantillon, à savoir : Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Haute-Kotto et Vakaga (Graphique 6.30). Dans l'ensemble, la grande majorité des accueillis (72 %) a intégré le ménage de sa localité de résidence actuelle entre 2006 et 2007. Une majorité des accueillis récents est concentrée dans la Haute-Kotto (83 %) et la Nana-Mambéré (79 %) mais absente dans la Vakaga.



S'agissant de tous les déplacés qui ont effectué récemment leur dernier mouvement migratoire (c'est-à-dire entre 2006 et 2007), leur nombre dans l'échantillon des accueillis (72 %) est relativement plus élevé que celui des réinstallés de la même période (65 %), soit de loin supérieur à celui des retournés (43 %).

Parmi les PDI reçues dans les familles d'accueil en 2006-2007, nombreuses résident en milieu rural (78 % contre 60 % en milieu urbain). Cette tendance est relativement la même que celle observée chez les retournés (45 % en milieu rural contre 36 % en milieu urbain) mais elle est différente de celle relevée chez les réinstallés (61 % en milieu rural contre 77 % en milieu urbain).



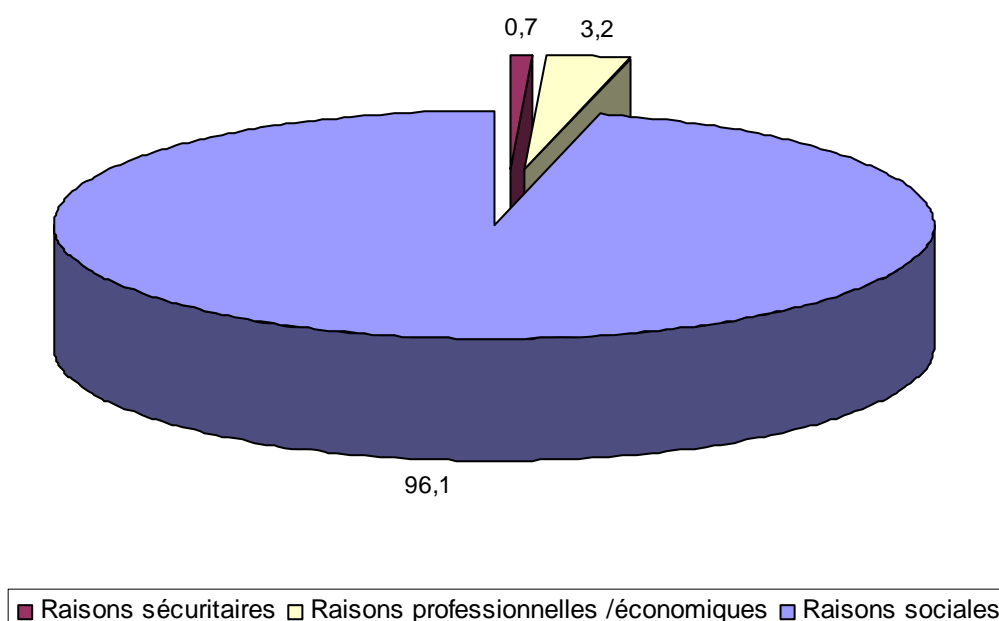
#### 6.4.2. Principales raisons par les PDI du choix d'un ménage d'accueil : *essentiellement sociales*

Les données de l'enquête révèlent que la quasi-totalité des accueillis (96 %) ont pu intégrer leurs ménages d'accueil pour des raisons sociales (Graphique 6.28). Très peu parmi eux (3 %) se sont retrouvés dans la localité de résidence actuelle pour des raisons économiques/professionnelles. Lorsqu'on s'intéresse aux raisons sociales en particulier, on constate qu'elles n'ont servi d'arguments qu'à un petit nombre de PDI qui sont retournés dans leur localité d'origine (7 %), comme cela a été mentionné plus haut. Pourtant, les mêmes raisons ont permis la réinstallation d'une bonne partie des PDI (46 %) et facilité l'intégration de beaucoup d'autres dans les ménages d'accueil (96 %). S'agissant de l'intégration sociale basée sur des liens familiaux ou amicaux, conseils/initiatives des proches... (raisons sociales), elle concerne tous les accueillis enquêtés dans les préfectures de l'Ouham-Pendé, la Haute-Kotto et la Vakaga, mais plutôt neuf accueillis sur dix interviewés dans la Nana-Mambéré (92 %)<sup>3</sup>.

<sup>3</sup> Tableau des statistiques non repris dans ce rapport.



**Graphique 6.28 : Proportion des PDI accueillies selon les raisons du choix du ménage d'accueil**



Aucun homme n'a intégré son ménage d'accueil pour des raisons professionnelles ou économiques. La très faible proportion féminine qui a accepté de se déplacer pour ces raisons (4 %) est localisée en milieu rural où son effectif représente moins de 1/20 des accueillis (4 %). Au regard de ce résultat, on peut affirmer que le déplacement de ces femmes a été motivé par leur désir d'exercer des travaux champêtres.

#### **6.4.3 Conditions d'accueil des PDI dans le ménage : *un sentiment unanime de reconnaissance***

On constate que toutes les PDI se sentent bien intégrées dans leurs ménages d'accueil, même si quelques-unes (5 %)<sup>4</sup> relativisent un peu leurs propos à ce sujet. Ce résultat paraît logique, dans la mesure où presque tous les accueillis ont été adoptés sur la base des liens familiaux et amicaux. En milieu urbain, aucun accueilli n'éprouve de doute quant à la bonne qualité de ses conditions de vie dans son ménage d'accueil. En milieu rural par contre, les dubitatifs représentent 6 % de l'échantillon.

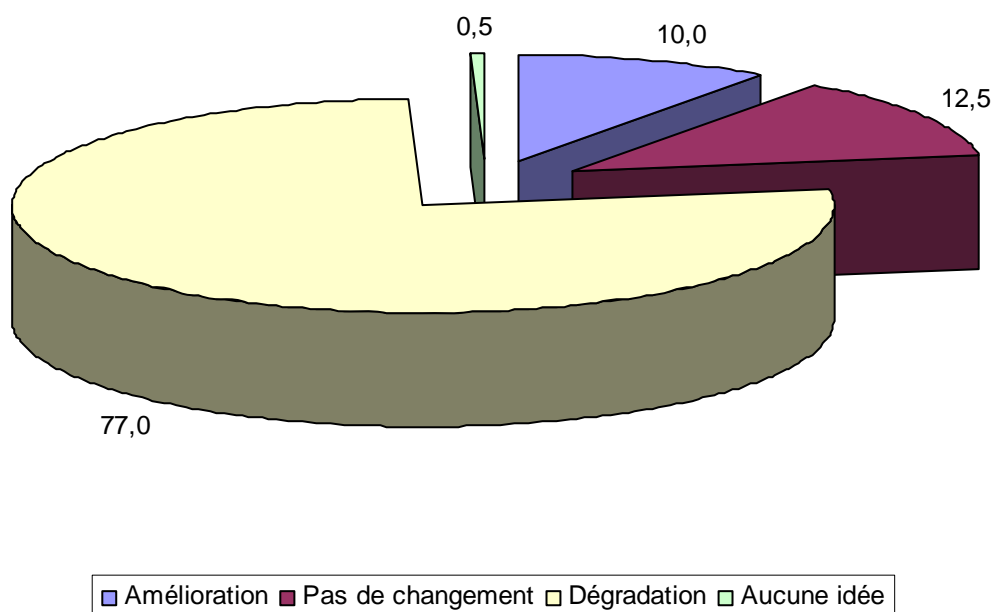
Ce sont surtout les femmes qui s'estiment être bien entretenues dans leurs ménages d'accueil. Mais le nombre de celles qui émettent cet avis (95 %) ne dépasse que de peu celui des hommes (96 %).

#### **6.4.4 Conditions de vie des PDI dans le ménage d'accueil : *une grande déception***

Plus de trois quarts d'accueillis (77 %) estiment que les conditions de vie dans leur localité de résidence actuelle se sont dégradées (Graphique 6.29). Leur effectif est proche de celui des réinstallés qui ont fait la même déclaration à ce sujet (75 %) mais de loin inférieur à celui des retournés (81 %). Un accueilli sur dix pense plutôt que la situation s'est améliorée, alors que 13 % estiment qu'elle n'a pas du tout changé.

<sup>4</sup> Toutes ces PDI résident dans la préfecture de Nana-Mambéré où elles représentent 8,3% des accueillis.

**Graphique 6.29 : Proportion des PDI accueillies selon leurs opinions sur l'évolution des conditions de vie dans la localité d'accueil**



La tendance vers le bas de la qualité de vie est l'opinion exprimée par toutes les PDI accueillies et enquêtées dans la Haute-Kotto.

Aucun habitant de la campagne n'a parlé de l'amélioration des conditions de vie dans sa localité de résidence actuelle, tout comme aucun citoyen n'a fait allusion à la stagnation des conditions de vie de sa ville. Toutefois, le nombre de ceux qui adhèrent à l'idée d'une dégradation de la qualité de vie est relativement plus élevé en milieu rural (83 %) qu'en milieu urbain (71 %).

En comparant les avis des enquêtés selon le genre, on note qu'il y a plus d'hommes (19 %) que de femmes (6 %) qui déclarent que les conditions de vie se sont améliorées, pourtant les proportions hommes/femmes n'accusent aucune différence.

### **Vue d'ensemble**

La première vague de retours des PDI dans leur localité d'origine a commencé à être enregistrée en 2002. Ces retours ont effectivement pris de l'ampleur en 2003 avec le retour de la moitié des PDI dans leur village/quartier d'origine. La dernière vague de retour est observée en 2007.

L'insécurité est la principale raison du départ de la localité d'origine. A cette cause principale du départ de la localité d'origine s'ajoute d'autres facteurs qui sont les corollaires de la crise à savoir le pillage/destruction de l'habitation ou le risque d'enrôlement forcé. Le départ de la localité d'origine s'organise souvent avec un membre du ménage (parent et enfant) ; ce qui constitue un fardeau indéniable pour les ménages d'accueil. La principale raison du retour est le rétablissement de la sécurité. Cette raison est valable pour les ménages retournés et ceux qui se sont réinstallés dans un autre village/quartier.

En dépit de la précarité des conditions de vie, la majorité des ménages se sont bien intégrés dans la localité de retour ou de réinstallation.

L'analyse de cette partie révèle aussi que les personnes déplacées retournées ont, dans leur grande majorité, été favorablement acceptées dans leur zone à leur retour. L'intégration des personnes déplacées réinstallées et accueillies dans leur nouvel environnement est fortement exprimée, davantage chez les femmes que chez les hommes.

L'examen des intentions et motifs de retour des PDI réinstallées a montré qu'un nombre important d'entre elles ne fait pas de visites du fait de l'insécurité et de la destruction de habitat (car brûlé pendant la crise). Les intentions des personnes déplacées réinstallées de retourner un jour dans leur village d'origine sont conditionnées essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire et le rétablissement de la paix dans ces zones. Certaines d'entre elles estiment même qu'elles peuvent être amenées à retourner dans leur localité si l'insécurité s'installait dans le lieu de résidence actuelle.





## VII. COHESION SOCIALE ET MECANISMES D'ENTRAIDE DES MENAGES ET DES PDI

Toute crise qui éclate dans un pays, une société ou une communauté se traduit inéluctablement soit par la fragilisation de la cohésion sociale, soit par son renforcement surtout dans les groupes les plus pauvres. Dans certains cas, la violence des conflits favorise ou renforce la participation à la vie communautaire ou associative cadre rassurant pour exprimer et partager, parfois trouver des solutions pour se prémunir contre la violence et se réinsérer dans le tissu social. Par contre, certaines crises de par le contexte identitaire, politique et structurel peuvent fragiliser la cohésion sociale du fait de la dislocation des familles ou ménages, la perte de confiance envers les autorités traditionnelles qui ne constituent plus un repère dans la vie sociale des populations.

Le présent chapitre essaie d'analyser l'impact de la crise sur la vie communautaire ou associative et les mécanismes d'entraide tant au niveau des ménages que des PDI dans les préfectures du Nord confrontés aux conflits armés depuis 2002.

### 7.1. Aide et Assistance au niveau des ménages

#### 7.1.1. Aide/Assistance reçue par les ménages : *des attentes partiellement satisfaites*

Face à l'ampleur des besoins, les concours proposés se sont avérés nettement insuffisants. Plus de quatre ménages vivant avec des PDI sur cinq (82 %) n'ont pas bénéficié d'une quelconque aide ou assistance d'une personne extérieure ou d'une communauté pour subvenir au surcroît de charge.



Pour ceux qui en ont bénéficié, c'est dans le domaine sanitaire et alimentaire qu'ils ont pu bénéficier de cette aide/assistance. Cette aide est venue principalement des organisations humanitaires internationales. Dans une moindre mesure, les parents, les communautés religieuses et les ONG nationales sont également cités comme donateurs de l'aide reçue par les personnes déplacées.

#### 7.1.2. Aide/Assistance apportée à d'autres ménages avec personnes déplacées

La proportion des ménages qui a apporté une aide ou assistance aux ménages des personnes déplacées directement ou via les organismes humanitaires est faible (22 % là où il n'y a pas des personnes déplacées et 33 % dans les ménages avec personnes déplacées). Comme on le voit, la

solidarité nationale pour venir en aide aux populations en difficulté n'est pas un comportement partagé par un bon nombre des ménages. Cette aide a été essentiellement alimentaire. Dans quelques rares cas, elle a porté sur la santé, l'habillement des personnes déplacées ou un apport financier.

L'aide ou assistance a été accordée dans la majorité des cas directement aux ménages et/ou personnes déplacées concernées. Dans quelques cas, cette aide passait par les communautés religieuses (service de Caritas) pour redistribuer aux bénéficiaires.

## 7.2. Participation des PDI à la vie communautaire/associative

Plus souvent, les populations victimes de déplacement développent des stratégies de survie pour faire face à la dégradation de leurs conditions de vie. Parmi ces stratégies figurent la participation à la vie communautaire ou associative. Lors de l'enquête, des questions ont été posées à chaque personne déplacée âgée de 12 ans ou plus pour mesurer leur degré de participation à la vie associative, le type d'association, le type de structure/personne qui a offert l'aide, la nature de l'aide, etc.

### 7.2.1. Vie communautaire ou associative : intérêt manifeste des PDI

La vie associative est l'un des lieux privilégiés d'échange, de partage et de constitution du capital social. Une proportion relativement importante des déplacés s'est consacrée à ce type d'activité (69 %). On y compte en proportion autant d'hommes que de femmes et son intensité ne varie guère entre le milieu urbain et le milieu rural (Tableau 7.1). Ces chiffres relativement importants révèlent une prise de conscience de la nécessité d'organisation des déplacés pour une meilleure prise en compte de leurs problèmes. Etre membre d'une même association rapproche les individus et constitue surtout la manifestation de la confiance que les personnes témoignent les uns envers les autres. Cependant des différences sont relevées entre les personnes célibataires (63 %) et les personnes en union (71 %) entre les occupés (72 %) et les femmes au foyer (52 %) ou entre les moins de 25 ans (66 %) et les plus de 25 ans (71 %). Ce déficit est davantage prononcé entre la proportion des PDI chrétiens (au moins 74 %) et celle des PDI pratiquant l'islam (27 %).

Le degré de participation varie d'une préfecture à une autre. Il est plus faible dans les préfectures de la Vakaga, la Haute-Kotto, la Nana-Mambéré. En revanche, la vie communautaire est beaucoup plus observée dans les préfectures de la Nana-Grébizi et l'Ouham.

**Tableau 7.1 :** Répartition (en %) des PDI participant ou non à une vie communautaire / associative selon les caractéristiques sociodémographiques

Caractéristiques sociodémographiques	Etes-vous membres d'une association quelconque?		Total
	Oui	Non	
<i>Préfecture</i>			
Nana-Mamberé	43,5	56,5	100,0
Ouham-Pendé	56,7	43,3	100,0
Ouham	83,4	16,6	100,0
Nana-Grébizi	92,5	7,5	100,0
Baminigui-Bangoran	51,6	48,4	100,0
Haute-Kotto	40,3	59,7	100,0
Vakaga	23,1	76,9	100,0
<i>Milieu de résidence</i>			
Urbain	68.4	31.6	100.0

Rural	69,3	30,7	100,0
<b>Sexe</b>			
Masculin	69,5	30,5	100,0
Féminin	68,8	31,2	100,0
<b>Groupe d'âges</b>			
12-24ans	66,2	33,8	100,0
25-49ans	70,8	29,2	100,0
>=50ans	70,9	29,1	100,0
<b>Situation matrimoniale</b>			
Célibataire	62,5	37,5	100,0
En union	70,9	29,1	100,0
En rupture d'union	69,7	30,3	100,0
<b>Religion</b>			
Catholique	79,1	20,9	100,0
Protestant	73,6	26,4	100,0
Islam	26,8	73,2	100,0
Autre	25,7	74,3	100,0
<b>Situation d'activité</b>			
Occupé	71,7	28,3	100,0
Chômeur	65,5	34,5	100,0
Etudiant/Elève	60,4	39,6	100,0
Femme au foyer	52,3	47,7	100,0
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	68,1	31,9	100,0
Primaire	68,9	31,1	100,0
Secondaire/supérieur	74,0	26,0	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>69,1</b>	<b>30,9</b>	<b>100,0</b>

### 7.2.2. Type de communautés ou d'associations : émergence des associations religieuses

La participation à la vie communautaire semble être guidée essentiellement par des préoccupations religieuses. En effet, face à la crise, de nombreuses personnes se sont constituées en groupes de prière afin de mieux vivre cette situation (Tableau 7.2.). Les associations religieuses se sont donc multipliées et les activités religieuses étendues à des groupes sociaux d'ordinaire moins sensibles à la question. Cette dernière attitude peut d'ailleurs témoigner du désarroi qui s'inscrit dans l'inconscient collectif ; ce qui nécessite un « réarmement » psychologique de la population. Les associations religieuses sont dominantes dans toutes les préfectures de l'étude. Cependant, on relève l'existence d'autres types d'associations pratiquées à des degrés moindre par les PDI à savoir les associations de quartier, les groupements agropastoraux, les associations sportives et de jeunes. Dans la Vakaga, outre les activités religieuses, les PDI se sont intéressées aux associations de quartier (30 %), aux associations de jeunes (18 %) et aux associations sportives (13 %).

**Tableau 7.2** : Répartition (en %) des PDI par préfecture selon le type de communauté / association

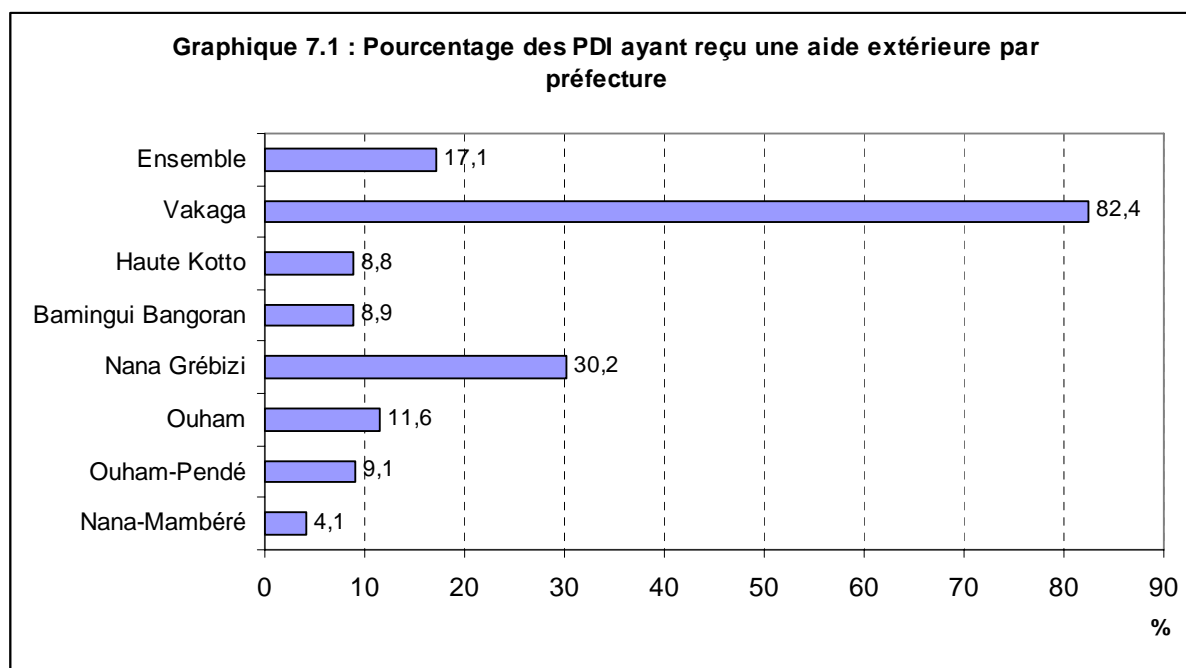
Type de communautés /associations	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mamberé	Ouham Pendé	Ouham	Nana-Grébizi	Bamingui-Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Mutuelle de ressortissants	1,3	0,2	0,0	0,1		0,3		0,1
Syndicat	0,4	0,1			0,1	0,2		0,1
ONGs	0,7	2,8	3,7	3,2	<b>8,4</b>	5,0	2,9	3,4
Club sportif	1,4	7,2	1,9	1,8	4,6	2,2	<b>12,5</b>	3,7

Association des jeunes	3,7	1,5	4,4	2,0	5,9	4,3	<b>18,0</b>	3,3
Association de quartier	2,0	2,8	6,9	4,0	<b>8,2</b>	5,9	<b>30,0</b>	5,4
Association d'amis	0,9	0,7	0,5	1,7	0,3	3,2	2,0	0,9
<b>Association religieuse</b>	<b>92,5</b>	<b>90,5</b>	<b>89,3</b>	<b>96,0</b>	<b>65,6</b>	<b>83,6</b>	<b>42,8</b>	<b>89,8</b>
Association politique	0,3	0,1			0,1		5,5	0,1
Pêcheurs / vendeurs /forgerons				0,2	0,5			0,0
Groupe agropastoral	0,4	5,6	4,1	3,1	<b>17,6</b>	0,8		4,4
Associations des aveugles/sourds			0,1		0,6			0,0
Autre	0,2	0,1		0,2		0,1	1,8	0,1

### 7.3. Aide extérieure et des proches aux PDI

#### 7.3.1 Aides extérieures : *timide mobilisation*

Le niveau de protection à l'endroit des déplacés et la solidarité à leur égard sont mesurés par la mobilisation des différentes institutions en leur faveur. Différentes associations se sont constituées à cette occasion et se sont portées, avec les associations existantes, au secours des déplacés internes. Parmi celles-ci, les organisations internationales ont été les principales institutions à venir en aide aux PDI en ce qui concerne le nombre de personnes ayant bénéficié de leur assistance, même si l'importance de cette aide/assistance reste limitée. Dans l'ensemble, seulement 17 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié d'une aide ou d'un appui d'une structure ou organisation depuis le déclenchement de la crise. Les principaux bénéficiaires de cette aide résident essentiellement dans la Vakaga (82 %) et à un degré moindre à Nana-Grébizi (30 %).



La manifestation de la solidarité extérieure à la famille n'est pas aussi très développée, puisque sur l'ensemble des PDI interrogées, seules 17 % ont affirmé avoir bénéficié d'un appui autre que celui de la famille. L'aide extérieure est concentrée dans les préfectures de la Vakaga (82 %), la Nana-Grébizi (30 %), dans une moindre mesure l'Ouham (12 %). Cette aide/assistance profite aussi beaucoup plus aux personnes en rupture d'union (20,1 %), celles qui sont d'obédience musulmane (38 %), les chômeurs (24 %) ; les femmes au foyer (27 %) et les plus instruits (19 %). Les PDI



urbaines (24 %) en bénéficient plus que celles qui vivent en milieu rural (15 %). Par ailleurs, l'orientation de l'aide extérieure semble ne pas dépendre du genre ni de l'âge de la personne.

**Tableau 7.3 : Répartition (en %) des PDI ayant reçu ou non une aide extérieure selon les caractéristiques sociodémographiques**

Caractéristiques sociodémographiques	Aide extérieure		Total
	Oui	Non	
<b>Préfecture</b>			
Nana-Mambere	4,1	95,9	100,0
Ouham-Pende	9,1	90,9	100,0
Ouham	11,6	88,4	100,0
Nana-Grébizi	30,2	69,8	100,0
Baminigui-Bangoran	8,9	91,1	100,0
Haute-Kotto	8,8	91,2	100,0
Vakaga	82,4	17,6	100,0
<b>Milieu de résidence</b>			
Urbain	24,2	75,8	100,0
Rural	15,5	84,5	100,0
<b>Sexe</b>			
Masculin	16,9	83,1	100,0
Féminin	17,2	82,8	100,0
<b>Groupe d'âges</b>			
12-24ans	16,3	83,7	100,0
25-49ans	17,6	82,4	100,0
>=50ans	16,8	83,2	100,0
<b>Situation matrimoniale</b>			
Célibataire	15,3	84,7	100,0
En union	17,1	82,9	100,0
En rupture d'union	20,1	79,9	100,0
<b>Religion</b>			
Catholique	15,7	84,3	100,0
Protestant	13,4	86,6	100,0
Islam	37,7	62,3	100,0
Autre	13,8	86,2	100,0
<b>Situation d'activité</b>			
Occupe	16,6	83,4	100,0
Chômeur	24,3	75,7	100,0
Etudiant/Elève	11,2	88,8	100,0
Femme au foyer	26,8	73,2	100,0
<b>Niveau d'instruction</b>			
Aucun	17,9	82,1	100,0
Primaire	14,8	85,2	100,0
Secondaire/supérieur	19,5	80,5	100,0
<b>Ensemble</b>	<b>17,1</b>	<b>82,9</b>	<b>100,0</b>

### 7.3.1.1 Provenance de l'aide extérieure : apport essentiel des ONG internationales

Les PDI ont déclaré recevoir de l'aide essentiellement de trois organisations : les ONG internationales (69 %), les communautés religieuses (23 %) et les ONG nationales (19 %). Cependant le concours de ces structures varie énormément selon la préfecture. Les organisations internationales ont plus concentrées leurs aides dans les préfectures de la Vakaga (93 %), de Bamingui-Bangoran (81 %), de Ouham-Pendé (79 %) et de Ouham (78 %). Les aides provenant des communautés religieuses vont essentiellement dans les préfectures de la Haute-Kotto (66 %) et de

Nana-Mambéré (56 %) et à un degré moindre à Nana-Grébizi (47 %). Les ONG nationales sont plus présentes dans la préfecture de Nana Grébizi (55 %).

**Tableau 7.4 :** Répartition (en %) des PDI ayant reçu de l'aide extérieure par préfecture selon la provenance de l'aide

Provenance de l'aide reçue	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mambere	Ouham Pende	Ouham	Nana-Grébizi	Baminigui Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Mairie/commune		0,5				1,6	0,0	0,1
Communaute ethnique	6,9	0,7	2,9	0,7			0,2	1,1
<b>Communauté religieuse</b>	<b>56,2</b>	<b>17,3</b>	<b>22,0</b>	<b>46,8</b>	<b>18,2</b>	<b>65,6</b>	<b>0,0</b>	<b>22,8</b>
Communauté associative				0,7		3,9	0,2	0,3
Parti politique		0,3		0,5				0,2
<b>ONG nationale</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>		<b>55,0</b>		<b>4,8</b>	<b>11,0</b>	<b>19,3</b>
<b>Organisation internationale</b>	<b>36,9</b>	<b>78,6</b>	<b>77,9</b>	<b>35,8</b>	<b>80,5</b>	<b>23,9</b>	<b>92,5</b>	<b>69,4</b>
Etat/gouvernement	4,2	0,9	1,1	3,0	1,1	3,9	1,4	1,7
Autre							8,1	2,1

### 7.3.1.2 Nature de l'aide extérieure reçue : une prédominance des produits alimentaires et sanitaires

L'aide reçue par les ménages se présente sous plusieurs formes. La forme la plus répandue correspond aux produits alimentaires dont ont bénéficié près de 70 % des PDI. Les dons en produits alimentaires ont touché près de 98 % des personnes déplacées rencontrées dans la préfecture de la Vakaga, 76 % dans la préfecture de Nana-Mambéré et 69 % dans la préfecture de Ouham-Pendé. Les distribution de vivres ont été aussi importantes dans les préfectures de Nana-Grébizi (61 %), Ouham (54 %) et Haute-Kotto (51 %).

Les déplacées internes ont déclaré avoir reçu également gratuitement des soins que nécessitait leur état physique ou psychologique. L'aide aux soins de santé (56 % des PDI) est aussi importante que les dons en produits alimentaires. Les personnes déplacées des préfectures de Ouham (71 %), de Nana-Grébizi (71 %), de la Vakaga (58 %) et à un degré moindre de Bamingui-Bangoran (47 %) en sont les principaux bénéficiaires.

En dehors des principales aides dont ont pu bénéficier les déplacées internes, ces derniers ont bénéficié également des aides à la scolarisation des enfants (7%), des dons en vêtements, chaussures, etc. pour l'habillement (7 %), de l'aide financière (3 %) et de l'appui pour la reconstruction de l'habitat / logement (2 %).

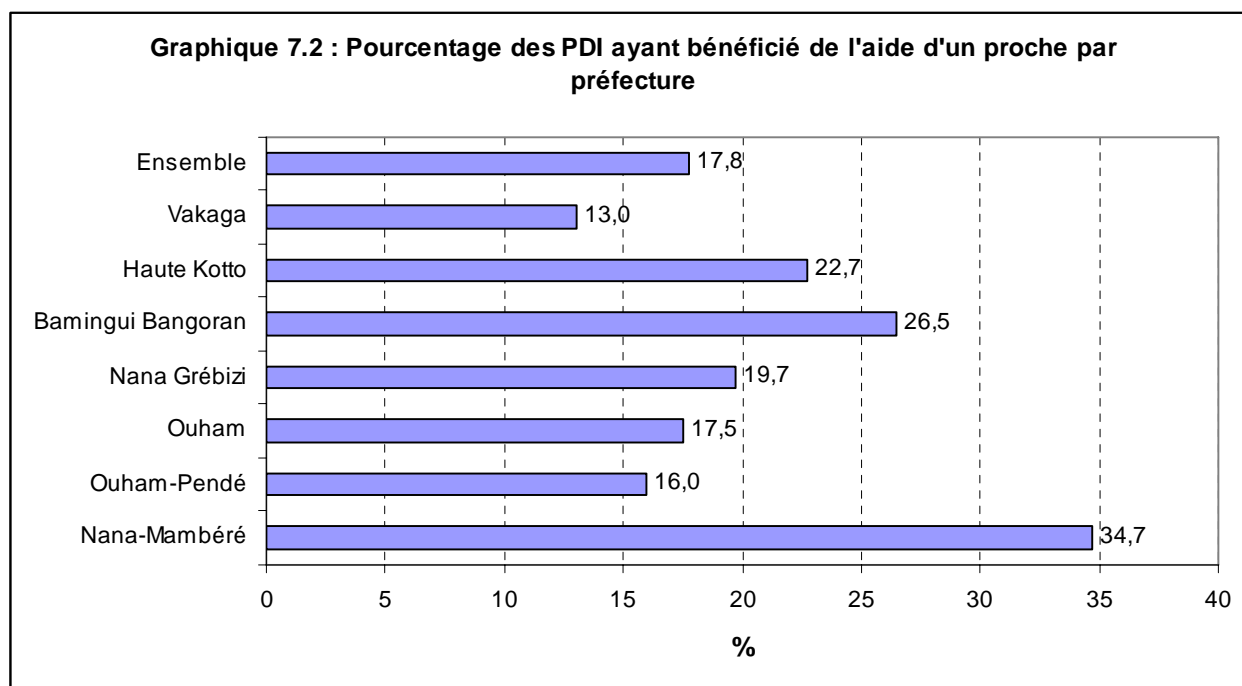
**Tableau 7.5 :** Répartition (en %) des PDI selon la nature de l'aide extérieure reçue

Type d'utilisation de l'aide extérieure reçue	Préfecture							Ensemble
	Nana-Mambere	Ouham Pende	Ouham	Nana-Grébizi	Baminigui Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
Scolarisation des enfants		2,9		5,7			17,3	6,6
<b>Santé</b>	<b>8,3</b>	<b>15,8</b>	<b>71,1</b>	<b>70,8</b>	<b>47,1</b>	<b>27,6</b>	<b>58,4</b>	<b>55,6</b>
Habillement	12,5	10,3	3,7	10,9	2,0	11,8	1,2	6,5
<b>Alimentation</b>	<b>75,8</b>	<b>69,0</b>	<b>53,7</b>	<b>60,7</b>	<b>17,8</b>	<b>50,9</b>	<b>97,5</b>	<b>69,7</b>
Financière	10,8	3,3	4,8	1,5		35,5	0,5	2,7
Reconstruire la maison	2,2	8,4	0,9	0,5	3,9			2,1
Autre			0,4	8,0	31,9	22,1	0,6	3,0

### 7.3.2 Réception de l'aide des proches : essentiellement des parents

En plus des aides reçues des ONG et communautés religieuses, 18 % des PDI ont affirmé avoir bénéficié du soutien de leurs proches (parents, amis, collègues et autres). La solidarité des proches a plus exprimée dans la Nana-Mambéré (35 %), la Bamingui-Bangoran (26 %) et la Haute-Kotto (23 %). Elle est, par contre, relativement moins prononcée dans la Vakaga (13 %).

Par ailleurs, les données du tableau 7.6 montrent également que la solidarité provient pour la plupart des cas des proches parents (13 %) que des amis et collègues. Cette forme de solidarité est plus prononcée dans les préfectures de la Vakaga (90 %), et à un degré moindre dans la Haute-Kotto (20 %), la Bamingui-Bangoran (17 %) et la Nana-Grébizi (16 %).



**Tableau 7.6 : Répartition (en %) des PDI selon la provenance de l'aide extérieure reçue des proches**

Type de proches	Préfecture							Total
	Nana-Membere	Ouham Pende	Ouham	Nana-Grébizi	Baminigui Bangoran	Haute-Kotto	Vakaga	
<b>Parents</b>	<b>21,2</b>	<b>8,9</b>	<b>3,5</b>	<b>15,6</b>	<b>17,2</b>	<b>20,1</b>	<b>90,8</b>	<b>12,6</b>
Amis	3,3	0,8		0,7	0,3	2,6	3,3	0,8
Collègues							1,5	0,1
Autre	3,0	0,4			0,2		1,7	0,4

### Vue d'ensemble

La grande majorité des ménages vivant avec des PDI n'ont reçu aucune aide/assistance d'une personne extérieure ou d'une communauté pour subvenir au surcroît de charge. Les quelques uns qui en ont bénéficié de la part, principalement, des organismes humanitaires internationaux et dans

une moindre mesure des parents, communauté religieuse ou d'une ONG, ont été assistée dans le domaine de la santé et de l'alimentation.

A l'opposé, seuls 21,8 % des ménages qui n'ont pas accueillis des personnes déplacées au moment de l'enquête et 32,9 % avec personnes déplacées ont apporté une assistance aux familles en difficulté pendant la crise. Leur assistance a été essentiellement alimentaire et dans quelques rares cas, en matière de santé, d'habillement des personnes déplacées ou en apport financier. Leur aide/assistance a été accordée dans la majorité de cas directement aux ménages et/ou personnes déplacées concernés ou par le biais des communautés religieuses.

Sur le plan individuel, l'analyse montre également que les individus dans leur déplacement forcé ne restent pas les bras croisés, instinct de survie oblige, ou ne pas souvent abandonnés à leur triste sort. Pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts trouver des solutions leurs problèmes communs, les PDI se orientées vers les



sont

et  
à

sont

communautés/associations. Les principales formes d'associations vers lesquelles les PDI s'orientent sont constituées des associations religieuses, dans une moindre mesure les groupements agropastoraux, les clubs sportifs, les associations de quartier et les associations des jeunes.

Par ailleurs, dépouillés de toutes leurs ressources, les PDI ont bénéficié de nombreux concours principalement de la communauté internationale, des communautés religieuses, des ONG nationales (courroie de transmission de l'aide internationale) et des proches parents. L'aide du gouvernement dont l'obligation est de protéger les citoyens en détresse est très timide. Les aides en faveur des PDI sont destinées généralement pour assurer la sécurité alimentaire, administrer des soins suite aux blessures ou d'autres maux, assurer un minimum de scolarisation aux enfants en situation difficile et fournir des habits. L'aide en produits alimentaires est nécessaire non seulement pour reconstituer les disponibilités alimentaires et lutter contre la pauvreté et la faim, mais aussi elle joue un rôle très important pour maintenir la paix une fois la guerre terminée. De même, l'aide en matière de santé se justifie par la nécessité de lutter contre l'augmentation de la morbidité et de la mortalité conséquence du manque d'hygiène, du personnel de santé qualifié, des médicaments et d'infrastructures, etc.

## **VIII. PROTECTION DES PDI, CONDITIONS SECURITAIRES**

Ce chapitre traite les conditions de protection et sécuritaires des personnes déplacées internes aussi bien dans leur zone d'origine que dans la zone de résidence au moment de l'enquête. Il permet d'examiner les opinions que les différentes catégories des PDI (retournées, réinstallés et accueillis) expriment sur les conditions de sécurité dans leur village d'origine, sur les violences ainsi que les pertes matérielles et en vies humaines subies directement ou indirectement. Cette section se veut aussi perspective pour examiner les propositions que les personnes concernées suggèrent pour leur propre sécurité et celle de leurs biens.

Pour chaque catégorie des PDI, la section passe en revue les différents aspects aussi bien avant, pendant et après la crise.

### **8.1. Situation sécuritaire perçue par les PDI**

Les personnes déplacées internes avaient été interrogées sur leur sentiment à se sentir en sécurité ou pas dans la zone où elles ont été enquêtées. Il s'agit de la localité d'origine pour les PDI retournées ou du nouvel environnement de vie pour les PDI réinstallées ou accueillies.

Cette section évalue l'importance de ceux qui pensent qu'ils se sentent en sécurité, d'une part, et examine les raisons évoquées pour ceux qui pensent qu'au contraire, elles ne sont pas en sécurité, d'autre part.

#### **8.1.1. Importance des PDI en situation de sécurité perçue**

Si l'on considère les PDI retournées chefs de ménage à qui la question avait été posée sur leur opinion sur la sécurité dans le village d'origine depuis leur retour, seulement un peu plus de la moitié (53 %) déclarent qu'ils se sentent en sécurité. Les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à exprimer cette opinion (56 % contre 53 % chez les hommes) et les citadins plus que les villageois (respectivement 67 % et 51 %). Cette proportion située juste au dessus de la moyenne peut révéler deux situations paradoxales. Pour les plus septiques, l'accalmie des conflits dans les zones concernées n'est que précaire de leur point de vue. Ayant déjà vécu par le passé des moments difficiles et traumatisants, ces PDI retournées restent prudents dans leurs opinions, car elles craignent d'éventuelles reprises de l'insécurité. A l'opposé, on peut penser que les répondants de par leur statut de personnes retournées dans leur zone d'origine, privilégient plutôt les autres conditions vitales qu'offre la localité d'origine comparée à la zone d'accueil (terre, maison, terroir, ..) pour exprimer leur opinion positive sur la sécurité dans la zone.

Moins d'un chef de ménage retourné dans la préfecture de l'Ouham sur trois (28 %) a déclaré être en sécurité dans sa zone d'origine. Pourtant dans les autres préfectures, cette proportion est au dessus de 50 %, et atteint même 83 % dans la Bamingui-Bangoran.

Pour les chefs de ménage retournés, 77 % d'entre eux disent être en sécurité dans leur nouvel environnement de vie. Cette proportion est largement supérieure à celle des PDI retournés chez elles. Cela peut s'expliquer par le fait que les PDI réinstallées ailleurs, signifiait qu'il y avait certainement une insécurité dans leur zone d'origine, auquel cas, ils se sentent sécurisés dans leur nouvel environnement de vie comparativement au lieu d'origine. Ce sont toujours les femmes qui expriment un sentiment de sécurité plus que les hommes. L'opinion sur la sécurité des PDI chef de ménage réinstallés dans la ville est presque identique à celle de leurs homologues réinstallés en campagne (75 % contre 78 %).

Si l'on considère les autres PDI non chefs de ménage (retournées ou réinstallées), environ 56 % d'entre eux pensent être en sécurité. Cette proportion croît de 53 % chez les retournés à 90 % chez les personnes accueillies en passant par 76 % chez les PDI réinstallées pour les mêmes raisons évoquées précédemment.

### **8.1.2. Raisons de l'insécurité perçue : recrudescence de la criminalité, des violences et des intimidations**

Pour l'ensemble des PDI qui ne se sentent pas en sécurité, tant dans leur zone d'origine que dans le nouvel environnement de vie, trois raisons sont principalement évoquées pour expliquer leur sentiment d'insécurité à savoir : la criminalité et les violences (76 %), les intimidations (67 %) et enfin le traitement discriminatoire (16 %).

S'agissant de la criminalité et des violences physiques, les hommes PDI retournés sont les plus nombreux à les relever par rapport aux homologues réinstallés ou accueillis. Par contre, chez les femmes, ce sont plutôt les PDIS retournées et les accueillies qui l'évoquent à plus de 75 % des cas.

La raison d'intimidation, quant à elle, est plus évoquée par les PDI retournées et les réinstallés et ce, aussi bien chez les hommes que chez les femmes.

Le traitement discriminatoire est la raison la plus évoquée à la fois par les hommes déplacés internes réinstallés et les femmes déplacées accueillies. L'on peut penser que les modalités d'application de ces opérations de réinstallation ou d'insertion dans une famille d'accueil n'ont pas satisfait bon nombre de ces PDI.

## **8.2. Violences subies par les membres des PDI enquêtées**

### **8.2.1. Connaissance des violences subies par un membre de famille des PDI**

Globalement, deux personnes déplacées interrogées sur cinq (42 %) ont déclaré que quelqu'un de leur famille a été victime d'une violence lors de la crise. Cette proportion ne présente pas de différence selon le sexe. En revanche, les personnes déplacées accueillies semblent celles dont les membres de famille ont le plus subi des violences car plus des trois quarts d'entre elles sont concernées, surtout les hommes (78 %).

**Tableau 8.1 :** Répartition (en %) des PDI dont un membre de famille a subi de violences selon la catégorie des PDI et le sexe

Type des PDI	Masculin	Féminin	Ensemble
Retournés	43,3	39,3	41,2
Réinstallés	44,8	42,9	43,7
Accueillis	77,5	39,4	54,3
Ensemble	43,7	39,7	41,5

Lorsqu'on cible géographiquement ces personnes déplacées, on constate que les retournés dont les membres de famille ont subi une quelconque violence sont relativement plus nombreuses dans les préfectures de la Nana-Grébizi (54 %) et de l'Ouham-Pendé (44 %), et dans une moindre mesure, dans la préfecture de l'Ouham (38 %). S'agissant des déplacés réinstallés qui affirment avoir des membres de famille qui ont subi les violences, c'est dans la préfecture de la Nana-Mambéré (53 %) et de l'Ouham-Pendé (47 %) qu'ils sont relativement plus nombreux.

Enfin, pour les déplacés accueillis, les proportions sont relativement élevées dans les préfectures de la Nana-Grébizi (59 %), de la Nana-Mambéré (56 %) et de l'Ouham-Pendé (54 %).



Les écarts urbain/rural sont moins prononcés chez les personnes déplacées retournées et les accueillies. Par contre chez les personnes déplacées réinstallées, le milieu rural présente une proportion très élevée que le milieu urbain en matière de violences signalées (45 % contre 40 %).

### 8.2.2. Lieu des violences subies

En général, les violences subies par les membres des familles des PDI interrogées ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement, et dans une moindre mesure lors de la détention ou dans la rue. Ces endroits sont systématiquement cités dans le même ordre de grandeur par les trois catégories des personnes déplacées (Tableau 8.2).

**Tableau 8.2 :** Répartition (en %) des PDI ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences suivant le lieu de la violence selon le type des PDI

Lieu de violences subies	Retournés	Réinstallés	Accueillis
A domicile	56,0	63,2	79,0
Dans la rue	9,4	7,9	9,4
Au cours d'un déplacement	21,0	22,6	11,0
En détention	1,7	1,5	16,7
En brousse	28,3	27,6	19,9
Dans le village	0,9	0,7	-
A l'église	0,4	-	-
Autre	0,7	0,4	3,1
Ne sait pas	0,1	0,1	-
Effectif (N*)	2.469	570	76

(\*) : Enquêtés ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences

Le cas de violence subi lors de la détention est évoqué par une PDI accueillie sur six (17 %) alors que pour les autres PDI, ce cas est faiblement signalé.

### 8.3. Nature des violences subies

Les violences subies par les membres des familles des PDI interrogées sont variées (Tableau 8.3).

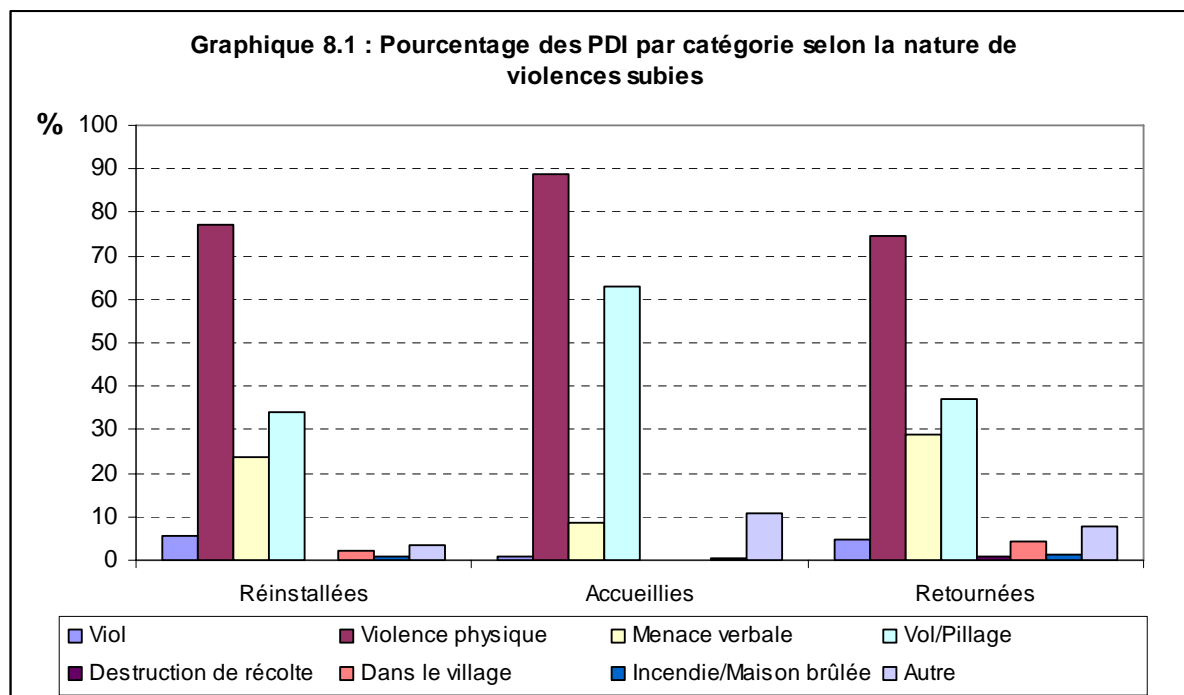
**Tableau 8.3 :** Répartition (en %) des personnes déplacées ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences suivant la nature de la violence subie selon le type des PDI

Nature de violences subies	Retournés	Réinstallés	Accueillis
Viol	4,9	5,7	1,0
Violence physique	74,6	77,3	88,8
Menace verbale	28,7	23,9	18,6
Vol/Pillage	37,2	34,1	62,9
Destruction des récoltes	0,9	-	-
Dans le village	4,4	2,2	-
Incendie/Maison brûlée	1,4	0,9	0,6
Autre	7,7	3,5	10,7
Ne sait pas	0,3	0,0	-

Effectif (N*)	2.469	570	76
---------------	-------	-----	----

Il s'agit principalement des violences physiques, des vols/pillages des biens, des menaces verbales et enfin de cas des viols des jeunes filles et femmes.

En ce qui concerne les PDI retournées, trois personnes ayant affirmé qu'un membre de leur famille a subi des violences sur quatre a cité le cas de violence physique. Environ deux personnes sur cinq ont cité le cas de vol/pillage des biens comme nature de violences subies. Un peu plus d'un enquêté sur quatre a mentionné les violences verbales et un enquêté sur vingt a signalé le cas de viol. Faisons remarquer que le cas d'incendie des maisons ou de destruction des récoltes ne sont pas signalées par plus de 2 % des personnes.



Pour les PDI réinstallés, cette structure de la nature des violences subies par les membres de famille reste la même que celle observée chez les PDI retournées avec 78 % de cas de violences physiques ; 34 % de cas de vol/pillage des biens ; 24 % pour les menaces verbales et 6 % de cas de viols.

Chez les personnes déplacées accueillies, deux types de violences prédominent à savoir les violences physiques citées par 89 % des enquêtés et le vol/pillage des biens qui a été évoqué par 63% des enquêtés. Les menaces verbales sont citées par moins de 20 % d'enquêtés.

Ce résultat suscite un commentaire. Le faible poids des personnes qui mentionne le cas de viol ne traduit pas que cette violence est rare dans la zone d'étude dans un contexte de crise armée. En général, le cas de viol sont difficilement connus car les victimes (jeunes filles principalement) ne dénoncent pas souvent les acteurs des violences sexuelles subies du fait du traumatisme subie. Les quelques cas signalés ici témoignent seulement que dans ces zones, il y a eu des abus sexuels subis par les jeunes filles et aux femmes, généralement vulnérables et impuissantes face à leurs auteurs (souvent lors de la recherche du bois de chauffe, de l'eau de boisson ou sur le chemin des champs). Relevons aussi que le cas de viol a été plus signalé par les femmes que les hommes et ce, quel que soit le type des PDI. On peut penser que le caractère confidentiel des interviews réalisées lors de l'enquête a quelque peu rassuré les populations à dénoncer ce type de violence que certains de leurs membres de famille auraient subi (peut-être qu'il s'agissait d'eux-mêmes).

La localisation de chacune de quatre principales violences évoquées permet de dresser une espèce de cartographie des violences subies. Ainsi,

- En ce qui concerne les viols, les enquêtés de la préfecture de Nana-Grébizi (12 %) sont relativement nombreux à avoir évoqué cette violence
- Pour les violences physiques : elles sont citées par plus de 6 personnes sur dix dans toutes les préfectures mais à plus de 85 % dans les préfectures de la Nana-Mambéré et la Nana-Grébizi
- Pour les menaces verbales : la Nana-Grébizi et dans une moindre mesure la Vakaga et l'Ouham sont les plus concernées
- S'agissant de vol/pillage : les proportions observées dans la Nana-Mambéré et à l'Ouham-Pendé sont importantes.

#### 8.4. Pertes matérielles ou en vie humaine subies par les PDI

Les conflits drainent toujours dans leur sillage un lot important de dommages et de fléaux en tout genre. Les malheurs, les plus graves mais aussi les plus courants sont les atteintes à l'intégrité physique des personnes notamment les pertes en vies humaines que ces conflits provoquent.

La mort d'un être cher peut avoir des conséquences désastreuses tant au plan économique qu'au niveau psychologique. Bien souvent, ce n'est pas la perte d'une seule personne que l'on déplore lors d'un conflit armé mais de plusieurs membres de la même famille et de nombreux amis et connaissances. Un déséquilibre durable peut ainsi s'opérer que seuls des psychologues expérimentés peuvent en principe prendre en charge. Dans le chaos général généré par la crise, aucune sollicitude de ce genre n'a été adressée aux personnes déplacées.

##### 8.4.1. Importance des PDI ayant subi de perte

Quel que soit le type des PDI considéré, le tableau 8.6 montre que sept personnes enquêtées sur dix disent avoir subi une quelconque perte, matérielle ou en vie humaine, directement ou indirectement, au cours de la crise. Ces proportions varient très peu selon le sexe, sauf chez les PDI accueillies où quatre hommes sur cinq (81 %) ont affirmé avoir subi une perte contre 67 % chez les femmes.

**Tableau 8.4 :** Répartition (en %) des PDI ayant subi une quelconque perte (matérielle ou en vie humaine) au cours de la crise selon la catégorie et le sexe des PDI

Type des PDI	Masculin	Féminin	Ensemble
Retournés	73,1	70,6	71,8
Réinstallés	70,9	68,3	69,4
Accueillis	80,8	67,0	72,4
Ensemble	72,9	70,3	71,5

Ici, toutes les préfectures sont concernées par les pertes subies par les PDI interviewées (les proportions varient de 31 % dans la Vakaga à 82 % dans l'Ouham-Pendé).

##### 8.4.2. Nature des pertes subies

Le tableau 8.5 montre que les PDI ont subi des pertes dans des domaines très variés. La destruction du logement et du cadre de vie, la perte du bétail, le décès/assassinat d'un

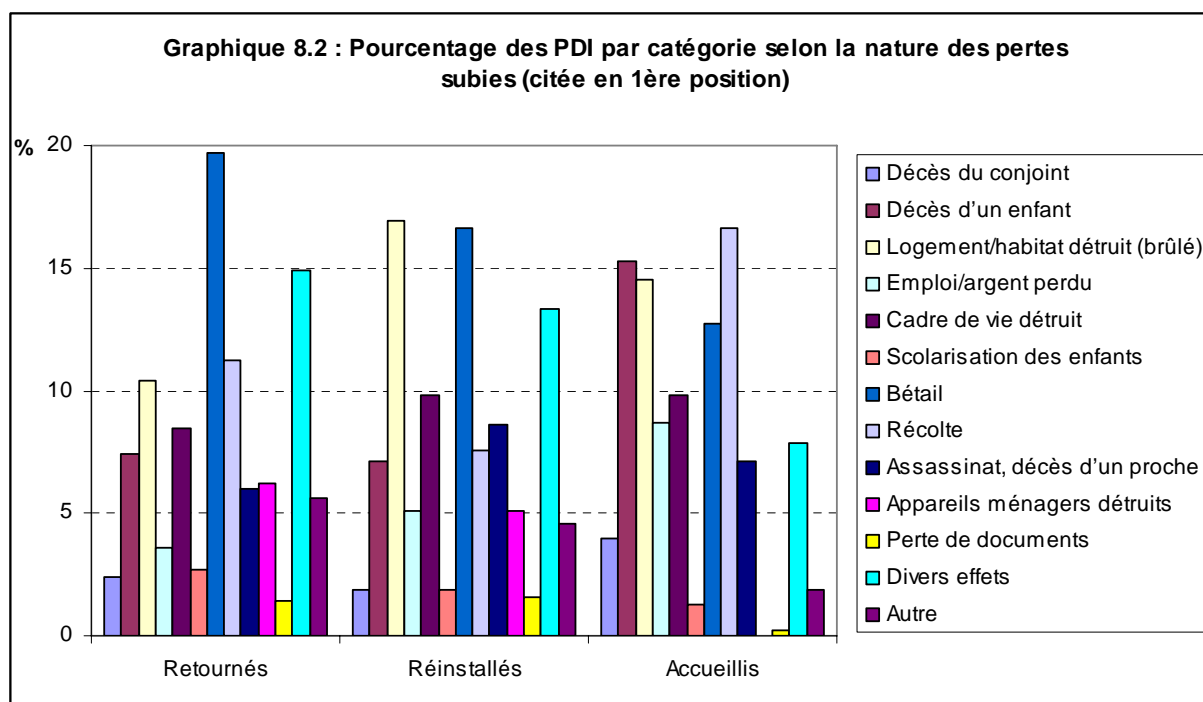


membre de famille (conjoint, enfant ou autre membre), la perte des effets divers et la perte de la récolte sont les principales pertes subies par les personnes déplacées sans distinction de leur type.

La destruction des appareils ménagers a été signalée plus par les PDI retournées et réinstallées que par celles qui sont accueillies (Tableau 8.5).

**Tableau 8.5 :** Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 1ère position) selon la catégorie des PDI et le sexe

Nature de la perte subie	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Décès du conjoint	2,4	1,9	4,0	2,4
Décès d'un enfant	7,4	7,1	15,3	7,4
Logement/habitat détruit (brûlé)	10,4	16,9	14,5	11,1
Emploi/argent perdu	3,6	5,1	8,7	3,8
Cadre de vie détruit	8,5	9,8	9,8	8,7
Scolarisation des enfants	2,7	1,9	1,3	2,6
Bétail	19,7	16,6	12,7	19,4
Récolte	11,2	7,6	16,6	10,8
Assassinat, décès d'un proche	6,0	8,6	7,1	6,3
Appareils ménagers détruits	6,2	5,1	0,0	6,0
Perte de documents	1,4	1,6	0,2	1,4
Divers effets	14,9	13,3	7,9	14,7
Autre	5,6	4,6	1,9	5,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0



**Tableau 8.6 : Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 2ème position) selon la catégorie des PDI et le sexe**

Nature de la perte subie	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Décès du conjoint	0,9	1,6	0,0	1,0
Décès d'un enfant	0,5	1,2	0,5	0,6
Logement/habitat détruit (brûlé)	7,4	11,4	27,6	7,9
Emploi/argent perdu	3,1	5,5	2,7	3,3
Cadre de vie détruit	6,1	6,7	3,5	6,2
Scolarisation des enfants	20,6	17,0	30,9	20,3
Bétail	28,6	21,6	17,1	27,8
Récolte	-	-	-	-
Assassinat, décès d'un proche	1,0	1,1	2,0	1,0
Appareils ménagers détruits	5,3	4,0	1,2	5,1
Perte de documents	1,0	0,9	0,0	0,9
Divers effets	9,7	7,8	1,0	9,4
Autre	4,3	2,9	1,2	4,2
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

**Tableau 8.7 : Répartition (en %) des PDI par nature de la perte subie (citée en 3ème position) selon la catégorie des PDI et le sexe**

Nature de la perte subie	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Décès du conjoint	1,6	4,4	0,0	1,9
Décès d'un enfant	0,8	1,0	0,8	0,8
Logement/habitat détruit (brûlé)	5,1	10,0	6,4	5,6
Emploi/argent perdu	4,4	6,7	5,9	4,7
Cadre de vie détruit	11,4	18,3	12,9	12,3
Scolarisation des enfants	11,6	8,2	26,8	11,4
Bétail	18,1	12,3	9,4	17,4
Récolte	24,8	19,3	30,5	24,3
Assassinat, décès d'un proche	2,5	2,0	2,4	2,5
Appareils ménagers détruits	3,6	3,0	0,5	3,6
Perte de documents	0,9	0,1	0,0	0,8
Divers effets	8,3	9,5	3,8	8,4
Autre	6,9	5,3	0,6	6,7
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

### 8.5. Propositions/préoccupations des PDI en matière de protection

Chaque enquête devait exprimer trois préoccupations en rapport avec sa survie en les classant par ordre d'importance. Les résultats du tableau 8.8 donne la répartition (en %) des PDI selon les préoccupations relevées et ce, par type des PDI.



On relève que les préoccupations sont de plusieurs ordres et touchent à tous les secteurs de la vie sociale de la population à savoir la sécurité physique et matérielle, l'économie, l'éducation, la santé, l'habitat, la famille, la culture.

Les préoccupations touchant le secteur de l'économie viennent en tête, car exprimées par plus de deux PDI sur cinq (8 % pour la recherche d'un travail, 22 % pour cultiver/entretenir les champs, 3 % pour l'attelage pour culture et 9 % pour l'octroi

d'un crédit pour certainement relancer l'activité économique ou satisfaire d'autres besoins vitaux).

Au plan social, reconstruire le logement et avoir accès aux besoins essentiels (éducation des enfants, soins de santé et eau potable) se positionnent en 2<sup>e</sup> position des préoccupations exprimées par les PDI. Ces quatre aspects représentent environ 39 % des PDI.

Les préoccupations classées dans le groupe socioculturel à savoir regagner le village (terroir), reconstruire le village/localité, le regroupement familial représentent au total 12 % des PDI.

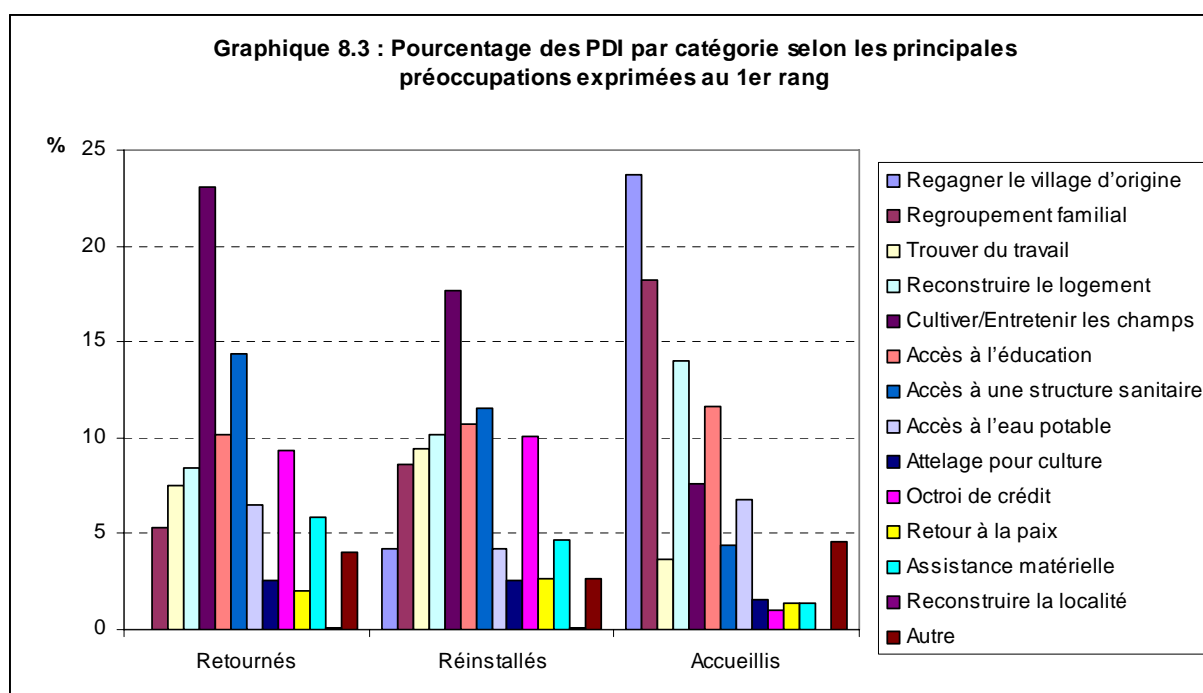
Les autres préoccupations portent sur la sollicitation d'une assistance auprès des humanitaires et/ou du gouvernement (6 %), du retour de la paix (2 %) et du groupe four tout « autre ».

Quel que soit le type des PDI considérés, la structure des préoccupations exprimées en première intention suit à peu près le schéma décrit. Néanmoins, on peut relever quelques singularités des PDI. Les PDI accueillies sont 42 % à exprimer les préoccupations socioculturelles (regagner le village d'origine et/ou se regrouper en famille). Cette préoccupation traduit certainement l'inconfort moral que l'on ressent du fait d'être loin de son terroir et vivant séparé de ses proches parents. Les réinstallés expriment aussi cette préoccupation socioculturelle mais dans une proportion moindre (13 %). Il est curieux de constater que pour les préoccupations économiques, les PDI accueillies soient moins nombreuses à l'exprimer (faible proportion de « Cultiver les champs », « Recherche du travail », « Octroi de crédit » comparativement aux proportions des autres PDI (Tableau 8.8). Ces mêmes PDI expriment moins que les retournés et les réinstallés l'assistance matérielle et le retour de la paix. Peut-on penser qu'ils sont bien servis dans les ménages où ils vivent ? Ceci mérite d'être documenté.

**Tableau 8.8 :** Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 1ère position) selon la catégorie des PDI et le sexe

Préoccupation	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Regagner le village d'origine	-	4,2	23,7	6,5
Regroupement familial	5,3	8,6	18,2	5,7
Trouver du travail	7,5	9,4	3,7	7,7
Reconstruire le logement	8,4	10,2	14,0	8,6
Cultiver/Entretenir les champs	23,1	17,7	7,6	22,4
Accès à l'éducation	10,2	10,7	11,6	10,2
Accès à une structure sanitaire	14,4	11,5	4,4	14,0
Accès à l'eau potable	6,5	4,2	6,8	6,3
Attelage pour culture	2,6	2,6	1,6	2,5
Octroi de crédit	9,3	10,1	1,0	9,4
Retour à la paix	2,0	2,7	1,4	2,0
Assistance matérielle	5,9	4,7	1,4	5,7
Reconstruire la localité	0,1	0,1	0,0	0,1
Autre	4,0	2,7	4,6	3,8
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0





L'analyse des préoccupations des PDI exprimées en 2<sup>ème</sup> position indique que ces dernières sont centrées sur les mêmes domaines avec cependant un changement d'ordre d'importance. Les préoccupations portant sur le social viennent en tête, suivies de celles relatives à l'économie. En effet, l'accès à la santé, à l'éducation, à l'eau potable et la reconstruction du logement représentent ensemble 56 % d'opinions exprimées alors que une PDI sur trois (33 %) a exprimé en 2<sup>ème</sup> position une préoccupation portant sur l'économie (Trouver du travail, Cultiver le champ, octroi d'un crédit ou attelage pour culture). Les préoccupations sur la culture se positionnent ici encore au 3<sup>ème</sup> rang.

**Tableau 8.9 : Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 2<sup>ème</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe**

Préoccupation	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Regagner le village d'origine	-	0,8	0,7	0,8
Regroupement familial	2,3	3,6	20,0	2,6
Trouver du travail	4,2	6,1	5,7	4,4
Reconstruire le logement	6,1	7,4	7,3	6,2
Cultiver/Entretenir les champs	22,0	20,8	27,1	21,9
Accès à l'éducation	13,7	14,5	2,0	13,7
Accès à une structure sanitaire	26,9	24,2	30,4	26,6
Accès à l'eau potable	9,1	8,3	3,5	9,0
Attelage pour culture	1,9	2,3	1,5	1,9
Octroi de crédit	5,9	5,2	0,3	5,8
Retour à la paix	0,6	1,1	0,9	0,6
Assistance matérielle	3,1	2,0	0,7	3,0
Reconstruire la localité	0,6	0,6	0,0	0,6
Autre	3,7	3,0	0,0	3,5
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

Les préoccupations exprimées par les PDI retournées sont dans le même ordre de grandeur que celles de l'ensemble des PDI sans distinction de leur type. Chez les PDI réinstallées et accueillis, la

particularité est l'accès à une structure sanitaire est de loin la préoccupation la plus exprimée (respectivement de 24 % et 30 %). Le besoin de cultiver la terre est la seconde préoccupation exprimée au second rang pour toutes les catégories des PDI (retournées, réinstallées et accueillies).

Au 3<sup>e</sup> rang, ce sont les préoccupations d'ordre social et économique qui prédominent encore, respectivement 57 % et 29 % (Tableau 8.10). Les préoccupations d'ordre culturel intéressent plus les personnes déplacées accueillies et dans une moindre mesure celles qui sont réinstallées.

**Tableau 8.10 :** Répartition (en %) des PDI par préoccupation majeure (citée en 3<sup>e</sup> position) selon la catégorie des PDI et le sexe

Préoccupation	Retournés	Réinstallés	Accueillis	Ensemble
Regagner le village d'origine	-	1,9	2,8	2,1
Regroupement familial	4,0	5,7	8,5	4,2
Trouver du travail	4,5	6,2	8,0	5,5
Reconstruire le logement	5,3	6,8	11,8	5,5
Cultiver/Entretenir les champs	14,2	12,1	16,7	14,0
Accès à l'éducation	13,8	13,7	7,7	13,7
Accès à une structure sanitaire	24,0	21,4	23,7	23,8
Accès à l'eau potable	14,8	12,0	5,9	14,4
Attelage pour culture	2,8	2,7	0,0	2,8
Octroi de crédit	6,4	5,9	8,3	6,4
Retour à la paix	1,1	2,5	1,4	1,2
Assistance matérielle	3,3	4,1	1,2	3,4
Reconstruire la localité	1,7	0,1	0,5	1,6
Autre	4,1	4,3	3,5	4,4
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0

### Vue d'ensemble

Ce chapitre a permis de faire le point sur les causes de déplacement des personnes déplacées, la nature de violences auxquelles les enquêtés ou leurs membres de famille subies, les pertes matérielles et en vie humaines enregistrées pendant la crise et les principales préoccupations pour leur sécurité et survie.

On retiendra que plus de la moitié des chefs de ménage retournés se sentent en sécurité. Les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à exprimer cette opinion (56 % contre 53 %

chez les hommes) et les citadins plus que les villageois (respectivement 67 % et 51 %). La préfecture de l'Ouham étant celle où ce sentiment est le moins partagé. Chez les chefs de ménage réinstallés, ce sentiment est partagé par près de quatre personnes sur cinq. Si l'on considère les autres PDI qui ne sont pas chefs de ménage, près de trois cinquième d'entre eux estiment se sentir en sécurité là où ils sont.

Globalement, deux personnes déplacées interviewées sur cinq (42 %) ont déclaré que quelqu'un de leur famille a été victime d'une violence lors de la crise. Cette portion ne présente pas de différence selon le sexe. En général, les violences subies par les membres de famille des PDI interviewées ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement, et dans une moindre mesure lors de la détention ou dans la rue. Il s'agit principalement des violences physiques, des vols/pillages des biens, des menaces verbales et enfin de cas des viols des jeunes filles et femmes.

S'agissant de pertes subies par les personnes déplacées lors de la crise, quel que soit le type des PDI considéré, sept personnes enquêtées sur dix disent avoir subi une quelconque perte, matérielle ou en vie humaine, directement ou indirectement au cours de la crise. Même si ces pertes sont très variées, la destruction du logement et du cadre de vie, la perte du bétail, le décès/assassinat d'un membre de famille (conjoint, enfant ou autre membre), la perte des effets divers et la perte de la récolte sont les principales. Ces exactions subies par les personnes déplacées semblent générales dans les préfectures avec quelques particularités ci et là.

Concernant enfin les préoccupations exprimées par les PDI, l'analyse a révélé qu'elles sont de quatre ordres à savoir :

- économique d'abord (trouver du travail, cultiver le champ, s'octroyer un crédit pour relancer l'activité économique)
- social (reconstruire le logement et le cadre de vie, avoir accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable)
- culturel (regagner le village d'origine pour les réinstallés et les accueillis, regroupement familial, reconstruire le village)
- sécuritaire et protection (retour de la paix, bénéficier de l'assistance des organismes humanitaires).



## CONCLUSION GENERALE

Que conclure au terme de l'analyse des données de l'Enquête sur les Conditions de vie des Personnes Déplacées Internes (PDI) et des familles d'accueil en RCA ? Il semble important de rappeler tout d'abord que l'enquête avait été conçue et mise en œuvre dans le but de fournir au Gouvernement et aux agences humanitaires des informations sur le volume et la répartition des PDI ainsi que leurs conditions de vie pour un meilleur ciblage des interventions en leur faveur.

De manière spécifique, l'enquête visait les objectifs suivants :

- Estimer l'effectif des personnes déplacées internes, notamment les femmes en âge de procréer, les enfants de moins de 5 ans, les enfants scolarisables, les personnes du 3<sup>ème</sup> âge et les handicapés physiques);
- Déterminer les caractéristiques sociodémographiques (structure par âge et sexe, niveau d'instruction, occupation, etc.) des personnes déplacées internes;
- Evaluer leurs conditions de vie ainsi que celles des familles d'accueil
- Identifier leurs besoins spécifiques en termes d'alimentation, de santé, de scolarisation des enfants ;
- Identifier les perceptions des PDI par rapport aux perspectives de leur retour ;
- Identifier les actions à entreprendre pour la prise en charge effective des PDI.

Pour atteindre ces objectifs, l'approche méthodologique adoptée a été d'organiser une enquête par sondage à deux degrés de tirage couvrant sept préfectures du pays les plus concernées par les problèmes des PDI à savoir Nana-Mambéré, Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Grébizi, Bamingu Bangora, Haute-Kotto et enfin Vakaga. Sur un échantillon de 208 Aires de Dénombrement (AD) tirées au premier degré, 198 seulement ont été effectivement visitées sur le terrain par les enquêteurs (soit un taux de couverture de 95 %) compte tenu du contexte ayant prévalu au moment de la collecte. En ce qui concerne les ménages, un dénombrement systématique de tous les ménages de 198 AD a été effectué sur la base d'une Fiche de dénombrement. En revanche, l'enquête s'est déroulée uniquement auprès des ménages-échantillon tirés à partir de deux listes constituées après le dénombrement exhaustif dans chacune de 198 AD : la liste des ménages n'ayant pas des personnes déplacées internes comme membres et la liste des ménages ayant au moins une personne déplacée interne comme membre. Un échantillon de 40 ménages (20 dans chacune de listes ainsi constituées) était donc tiré dans chaque AD. L'enquête a été réalisée en définitive dans 5.328 ménages dans lesquels on a administré un questionnaire ménage et des questionnaires individuels personne déplacée à chaque personne déplacée âgée d'au moins 12 ans trouvée dans ces ménages.

Les résultats présentés ci-dessous proviennent donc de ces informations (fiches de dénombrement, questionnaires ménage et questionnaires individuel personnes déplacées).

L'enquête a estimé 124.535 personnes déplacées internes au moment de l'enquête et à 888.235 le nombre des personnes retournées. Les personnes déplacées internes sont prédominantes dans trois préfectures à savoir l'Ouham-Pendé, l'Ouham et dans une moindre mesure la Haute-Kotto. Les deux premières préfectures représentent à elles seules 67 %. Ce sont les préfectures où persistent encore des foyers de tension. La préfecture de la Bamingui-Bangoran est la moins touchée. Le phénomène de déplacement interne des populations reste en général rural du fait des activités agro-pastorales qui caractérisent ces populations ; sauf la préfecture de Nana-Grébizi où le phénomène est urbain du fait de la proximité de la ville vers où les populations retrouvent refuge et de la présence de la Force Multilatérale de la CEMAC (FOMUC). La présence des agences humanitaires dans la ville constitue un « pull factor » pour les PDI.

Les PDI retournées sont estimées à 888.235 personnes (dont 194.172 en milieu urbain, soit 22 %). Ce sont encore les préfectures de l'Ouham-Pendé et de l'Ouham qui enregistrent des effectifs les plus élevés. La préfecture de Nana-Grébizi se positionne en troisième position.

La population des PDI est en majorité constituée des femmes (51 %) et des enfants de moins de 15 ans (50 %). On observe un déficit d'hommes dans le groupe 15-39 ans qui peut s'expliquer en partie par l'enrôlement de ces personnes dans les mouvements ou bandes armées mais aussi par les tueries sélectives lors des attaques des villages ou l'émigration vers le Tchad ou le Cameroun.

S'agissant de la population dénombrée dans les ménages, elle est majoritairement analphabète surtout chez les femmes et en milieu rural. Elle est chrétienne. Les personnes de 6 ans et plus sont en grande majorité des actifs occupés, des élèves/étudiants ou des inactifs, leur principal statut dans la profession est indépendant. Leur situation économique après crise révèle que nombreux ont perdu leur capacité de travailler comme des indépendants et se retrouvent plus comme aides-familiaux.

Un effectif de 8.499 personnes déplacées âgées de 12 ans ou plus avaient été interviewées dans la zone. Ces personnes peuvent être classées en trois catégories : les déplacés retournés (95 %) plus représentés, les déplacés réinstallés (2 %) et les PDI accueillis (3 %). La première vague de retour des PDI dans leur localité d'origine a commencé à être enregistrée en 2002. Ces retours ont effectivement pris de l'ampleur en 2003 avec l'arrivée de la moitié des PDI dans leur village ou quartier d'origine. La dernière vague de retour est observée en 2007.

Les ménages de la zone enquêtée ont en moyenne 6 personnes avec une différence nette en faveur des ménages dirigés par les hommes. La typologie des ménages indique que le type dominant est le ménage du type nucléaire (élargi ou non aux collatéraux). Les ménages monoparentaux, les ménages isolés et les ménages des couples vivant seuls sans enfant sont moins représentés. Néanmoins, cette structure présente des variations selon le sexe du chef de ménage (les ménages de femmes étant plus du type isolé, monoparental et ceux des hommes plus nucléaire).

La majorité des ménages habitent leur propre logement, le type de maison dominant étant le logement traditionnel simple ou amélioré. Les ménages consomment, dans une grande majorité, l'eau de forage ou de sources/puits non aménagées. Le type d'aisance le plus dominant est constitué des latrines non améliorées ou la nature/brousse avec des différences significatives entre le milieu de résidence. Les ménages s'éclairent principalement à la lampe à pétrole ou du bois de chauffe. Les ménages ont un faible degré de possession des biens d'équipement. Plus de la moitié d'entre eux n'ont aucun bien. Les biens les plus rencontrés dans les ménages sont la radio, la bicyclette, le fer à repasser et la pirogue.

Plus de neuf ménages sur dix n'ont reçu aucune personne déplacée. Les ménages dirigés par les femmes sont plus nombreux dans cette catégorie de ménages ainsi que ceux du milieu rural. Dans les familles d'accueil de personnes déplacées, 88 % de ménages ont reçu au plus 10 personnes déplacées. En moyenne, ce nombre est de 6 personnes (6,3 dans ceux dirigés par les hommes et 5,9 dans ceux dirigés par les femmes). Le nombre médian des personnes accueillies est de 4 personnes, quel que soit le sexe du chef de ménage ou le type de ménage. Dans plus de trois cas sur cinq, les chefs de ménages avec PDI estiment que les dépenses supplémentaires effectuées du fait de la présence des personnes déplacées dans le ménage sont importantes.

L'examen des intentions et motifs de retour des PDI réinstallées indique que la majorité d'entre elles ne sont pas rendues dans leur localité d'origine du fait de l'insécurité et de l'absence du logement (car brûlé pendant la crise). Les intentions des personnes déplacées réinstallées de retourner un jour dans leur village d'origine sont conditionnées essentiellement par l'amélioration de la situation sécuritaire et le rétablissement de la paix dans ces zones. Certaines d'entre elles

estiment même qu'elles peuvent être amenées à retourner dans leur localité si l'insécurité s'installait dans le lieu de résidence actuelle.

Les habitudes de consommation des ménages en période de crise ont été modifiées dans le domaine de déplacement/transport (78 %), d'alimentation (70 %), d'habillement (67 %), d'énergie/électricité (64 %), de santé (62 %) et dans une moindre mesure dans le domaine d'éducation/scolarisation (49 %). A l'opposé, les habitudes des ménages ne semblent pas avoir changer dans le domaine de la consommation d'eau, du logement et dans celui d'hygiène dans un degré moindre.

La grande majorité des ménages vivant avec des PDI n'ont reçue aucune aide/assistance d'une personne extérieure ou d'une communauté pour subvenir au surcroît de charge. Les quelques uns qui en ont bénéficié de la part principalement des organismes humanitaires internationaux et dans une moindre mesure des parents, de la communauté religieuse ou d'une ONG ont été assistés dans le domaine de la santé et de l'alimentation. A l'opposé, seuls 22 % des ménages là où il n'y pas des personnes déplacées et 33 % où il y a des PDI qui ont apporté une assistance aux familles en difficulté pendant la crise. Leur assistance a été essentiellement alimentaire et dans quelques rares cas, sur la santé, l'habillement des personnes déplacées ou un apport financier. Leur aide/assistance a été accordée, dans la majorité de cas, directement aux ménages et/ou personnes déplacées concernés ou par le biais des communautés religieuses.

L'insécurité est la principale raison du départ de la localité d'origine. A cette cause principale du départ de la localité d'origine s'ajoute d'autres facteurs qui sont les corollaires de la crise à savoir le pillage/destruction de l'habitation ou le risque d'enrôlement forcé. Le départ de la localité d'origine s'organise souvent avec un membre du ménage (parent et enfant) ; ce qui constitue un fardeau indéniable pour les ménages d'accueil. La principale raison du retour est le rétablissement de la sécurité. Cette raison est valable pour les ménages retournés et ceux qui se sont réinstallés dans un autre village/quartier. En dépit de la précarité des conditions de vie, la majorité des ménages se sont bien intégrés dans la localité de retour ou de réinstallation.

Les personnes déplacées retournées ont été, dans leur grande majorité, favorablement acceptées dans leur zone à leur retour. L'intégration des personnes déplacées réinstallées et accueillies dans leur nouvel environnement est fortement exprimée, davantage chez les femmes que chez les hommes.

Les individus dans leur déplacement forcé ne restent pas les bras croisés, instinct de survie oblige, ou ne sont pas souvent abandonnés à leur triste sort. Pour s'assurer une meilleure protection, défendre leurs intérêts et trouver des solutions à leurs problèmes communs, les PDI se sont orientées vers les communautés/associations. Les principales formes d'associations vers lesquelles les PDI s'orientent sont constituées des associations religieuses, dans une moindre mesure les groupements agropastoraux, les clubs sportifs, les associations de quartier et de jeunes.

Par ailleurs, dépouillés de toutes leurs ressources, les PDI ont bénéficié de nombreux concours principalement de la communauté internationale, des communautés religieuses, des ONG nationales (courroie de transmission de l'aide internationale) et des proches parents. L'aide du gouvernement dont l'obligation est de protéger les citoyens en détresse est très timide. Les aides en faveur des PDI sont destinées généralement pour assurer la sécurité alimentaire, administrer des soins suite aux blessures ou d'autres maux, assurer un minimum de scolarisation aux enfants en situation difficile et fournir des habits. L'aide en produits alimentaires est nécessaire non seulement pour reconstituer les disponibilités alimentaires et lutter contre la pauvreté et la faim, mais aussi elle joue un rôle très important pour maintenir la paix une fois la guerre terminée. De même, l'aide en matière de santé se justifie par la nécessité de lutter contre l'augmentation de la morbidité et de la mortalité



conséquence du manque d'hygiène, du personnel de santé qualifié, des médicaments et d'infrastructures, etc.

Plus de la moitié des chefs de ménage retournés se sentent en sécurité. Les femmes sont relativement plus nombreuses que les hommes à exprimer cette opinion (56 % contre 53 % chez les hommes) et les citadins plus que les villageois (respectivement 67 % contre 51 %). La préfecture de l'Ouham étant celle où ce sentiment est le moins partagé. Chez les chefs de ménage réinstallés, ce sentiment est partagé par près de quatre personnes sur cinq. Si l'on considère les autres PDI qui ne sont pas chefs de ménage, près de trois cinquième d'entre eux estiment se sentir en sécurité là où ils sont.

Globalement, deux personnes déplacées interviewées sur cinq (42 %) ont déclaré qu'un membre de leur famille a été victime d'une violence lors de la crise. Cette proportion ne présente pas de différence selon le sexe. En général, les violences subies par les membres de famille des PDI interrogées ont été perpétrées à domicile, en brousse, au cours d'un déplacement, et dans une moindre mesure, lors de la détention ou dans la rue. Il s'agit principalement des violences physiques, des vols/pillages des biens, des menaces verbales et enfin des cas de viols des jeunes filles et femmes.

S'agissant de pertes subies par les personnes déplacées lors de la crise, quel que soit le type des PDI considéré, sept personnes enquêtées sur dix disent avoir subi une quelconque perte, matérielle ou en vie humaine, directement ou indirectement au cours de la crise. Même si ces pertes sont très variées, la destruction du logement et du cadre de vie, la perte du bétail, le décès/assassinat d'un membre de famille (conjoint, enfant ou autre membre), la perte des effets divers et la perte de la récolte sont les principales. Ces exactions subies par les personnes déplacées semblent générales dans les préfectures avec quelques particularités ci et là.

S'agissant des préoccupations exprimées par les PDI, l'analyse a révélé qu'elles sont de quatre ordres à savoir :

- économique d'abord (trouver du travail, cultiver le champ, s'octroyer un crédit pour relancer l'activité économique)
- social (reconstruire le logement et le cadre de vie, avoir accès à la santé, à l'éducation et à l'eau potable)
- culturel (regagner le village d'origine pour les réinstallés et les accueillis, regrouper la famille, reconstruire le village)
- sécuritaire et protection (retour de la paix, bénéficier de l'assistance des organismes humanitaires).

A la lumière des résultats obtenus par cette étude, quelques recommandations s'adressant aussi bien aux autorités administratives et politiques centrafricaines qu'à toute la communauté humanitaire s'imposent. Elles suggèrent en général des actions rapides pour améliorer le cadre de vie et les conditions de survie des personnes déplacées.

#### ***• Réactivation et organisation des associations des personnes déplacées internes***

Dans la perspective de mieux impliquer les PDI à travers une approche participative pour la gestion des aides, il serait judicieux de réactiver, recenser, organiser et consolider les associations par préfecture.

#### ***• Amélioration des conditions de vies des personnes déplacées internes***



Les principales conséquences des conflits sur les populations sont connues : déplacement forcé des populations, perte de biens, pauvreté, perturbation de la scolarité des enfants, insécurité alimentaire, problèmes de santé.... Compte tenu du dénuement des déplacés, l'Etat, le SNU et les ONGs pourraient agir en synergie pour une meilleure prise en charge des PDI. Des unités des soins mobiles pourraient intervenir dans les zones rurales alors que dans les villes, des subventions et des dons en médicaments pourraient être octroyés aux centres communautaires de santé urbain pour une prise en charge de proximité et la réduction des frais de déplacement des malades.

Afin de renforcer le soutien aux ménages d'accueil, il serait souhaitable d'accroître la distribution des produits alimentaires et d'hygiène surtout dans les préfectures

#### **• *Retour des PDIs réinstallées ou accueillies***

Sur le plan sécuritaire, la mise en œuvre effective des pourparlers de la paix et le redéploiement de l'armée nationale dans les zones seraient un catalyseur pour le retour des PDIs.

#### **• *Reconstruction de la cohésion sociale***

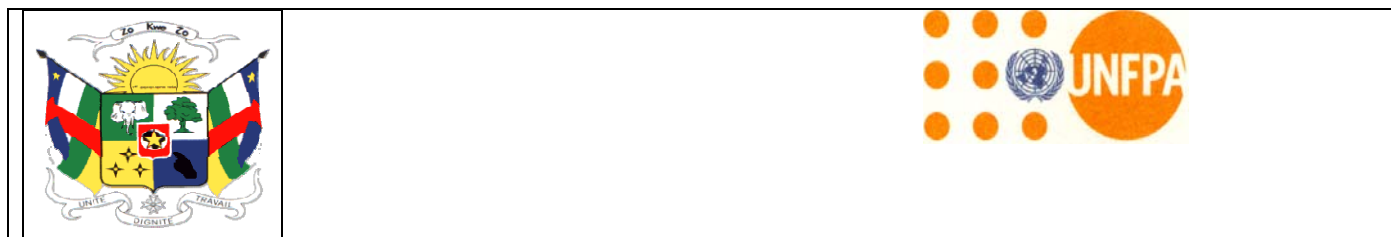
La mise en place de panel formel de discussions entre chefs de communautés et chefs coutumiers en vue de la définition d'un plan de sensibilisation des populations devrait pouvoir accélérer le processus de réconciliation.

### **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

1. B.I.T. (1982) : Main d'œuvre, emploi, chômage et sous-emploi ; Rapport préparé pour la treizième conférence internationale des statisticiens du travail tenue à Genève du 18 au 29 octobre 2002, B.I.T., Genève, 95p ;
2. Bruce K. MACLAURY (1993) : préface de Les réfugiés de l'intérieur ;
3. Ludovic LEBART, Alain MORINEAU et Marie Piron (1995) : Statistique exploratoire multidimensionnelle, Dunod, 2<sup>ème</sup> édition ;
4. Bureau Central des Recensements et des Etudes de Population du Ministère des Investissements Publics et de l'Aménagement du Territoire (Cameroun) (1999), Enquête Démographique et de Santé 1998 ;
5. CRDI-ORSTOM-URD (1989) : L'insertion urbaine des migrants en Afrique, Actes du séminaire CRDI-ORSTOM-URD, Lomé 10-14 février 1987, éditions de l'ORSTOM, collection Colloques et Séminaires ;
6. Enquête PDI-FAC (2005) : Conditions de vie des personnes déplacées et des familles d'accueil en zone gouvernementale de la Côte d'Ivoire : résultats de l'enquête, MSVG/ENSEA/UNFPA ;
7. Ohen (M.A.), (1974): Urban policy and political conflict in Africa, A study of Ivory Coast, Universty of Chicago Press, p251-256;
8. Mahieu F-R, (1990) : Les fondements de la crise économique en Afrique. Logiques économiques, L'Harmattan. 197p, Paris ;

9. M. Dieng, (1993) : Les réfugiés de l'intérieur, Nouveaux horizons, traduit (partiellement) de l'américain et entièrement révisée par Larry COHEN, mars 1997 ;
10. Nations Unies, World Population Monitoring 1997 (1998): International Migration and Development, New-York;
11. Nations Unies (1986) : Manuel de méthodes des enquêtes sur les ménages ; études méthodologiques, série F N°31, département des affaires économiques et sociales internationales, Bureau de la Statistique, New York, 326 pages ;
12. Razafindrakoto M., Roubaud F., (2000): Les multiples facettes de la pauvreté dans un pays en voie de développement : Le cas de la capitale malgache, DIAL, P16 ;
13. Tiotsop Tsatsop Blaise, Ouattara Aboudou, Foko Tagne Borel, (2002) : étude de la pauvreté et de l'exclusion à partir de l'enquête sur l'insertion et le niveau de vie à San Pedro d'Avril 2001, rapport du groupe de travail ;
14. URD –DSG, 2002 - Famille, migrations et urbanisation au TOGO, *Site internet : [www.relief.int](http://www.relief.int)*

## ANNEXES : OUTILS DE COLLECTE



### FICHE DE DENOMBREMENT

#### ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Juin 2007

#### FICHE DE DENOMBREMENT

Préfecture: \_\_\_\_\_

Sous- Préfecture: \_\_\_\_\_

Commune: \_\_\_\_\_

Aire de Dénombrement (AD) : \_\_\_\_\_

N° de la grappe : \_\_\_\_\_

Nom officiel du Village /Quartier: \_\_\_\_\_

Coordonnées géographiques: Longitude Est: \_\_\_\_\_ Latitude Nord \_\_\_\_\_

Nom de l'agent enquêteur: \_\_\_\_\_

Numéro du ménage	Nom et Prénoms du chef de ménage	Sexe du Chef de ménage (Masculin /Féminin)	Nombre total de personnes dans le ménage	Nombre total de déplacés			Le Chef de ménage est ou a-t-il été déplacé dep uis la crise de 2002?	Questio naire Ménage (O/N)	Observations
				De retour depuis la crise de 2002 à ce jour,	Accueillis par le ménage depuis la crise de 2002 à ce jour ?	Actuellement dans le ménage?			
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	
		M F					O N	O N	



## II. QUESTIONNAIRE MENAGE

### ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, JUIN 2007

**CONFIDENTIALITE** : Les informations contenues dans ce document ont un caractère confidentiel et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de poursuites judiciaires, de contrôle fiscal ou de répression économique. Tous les agents appelés à participer à l'Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes et des familles d'accueil sont tenus au secret statistique (LOI N°01.008 du 02 Juillet 2001)

#### QUESTIONNAIRE MENAGE

IDENTIFICATION	
Q1 Préfecture Nana-Mambéré .....22 Ouham Pende ..... 31 Ouham .....32 Nana Grébizi.....42 Bamingui Bangoran.....51 Vakaga.....53 Haute Kotto ..... 52  Q2 Sous-Préfecture.....          Q3 Commune .....         Q4 Milieu de Résidence Urbain..... 1 Rural ..... 2	Q5 N° de l'AD (sur la carte) .....         Q6 N° de la grappe.....         Q7 Nom officiel du Village / Quartier .....           Q8 Coordonnées géographiques Longitude Est.....        ,         Latitude Nord.....        ,          Q9 Numéro du ménage.....
Remplir cette section après avoir terminé l'interview dans le ménage	
Q10. Nombre Total des membres du Ménage _ _ _	Q13 Nom et code de l'enquêteur .....
Q11. Nombre de questionnaires des déplacés administrés	Q14 Nom et code du chef d'équipe .....
Q12. Nom et code du Codifieur .....	Q15. Numéro de ligne du répondant : _ _ _
Q16. Résultat de l'interview du ménage : Rempli ..... 1 Pas à la maison ..... 2 Refusé..... 3 Logement non trouvé/détruit ..... 4 Partiellement rempli ..... 5 Autre (à préciser) ..... 6	Q17 Date de passage _ _ _         /         / 2 0 0 7 Q18 Heure de début d'interview.....           Q19 Heure de fin d'interview. ....

# CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

FEUILLE D'ENREGISTREMENT DES MEMBRES DU MENAGE												Personne de 12 ans ou plus	
Q20 N° de ligne	Q21 Quel est le lien de parenté de (Nom) avec le chef de ménage <i>Inscrire le lien de parenté de (Nom) avec le Chef de ménage</i>	Q22 Sexe  Mas...1 Fém...2		Q23 Situation de résidence  RP.....1 RA.....2 VIS... 3 DP.....4 DA.....5 DR.....6	Q24 Date de naissance <i>Inscrire la date de naissance en mois et année</i>	Q25 Age <i>Inscrire l'âge en années révolues</i>	Q26 Questionnaire individuel des Déplacés (pour les 12 ans et plus)  <i>(Encercler le numéro de ligne si déplacé)</i>	Q27 Ethnie / Nationalité  (inscrire la nationalité pour les étrangers)	Q28 Religion  Cathol.....1 Protest.....2 Islam.....3 Animiste.....4 Sans relig-... 5 Autres --- .....6	Q29 Depuis que (nom) est dans ce ménage, a-t-il été malade ? 1= Souvent 2= quelque fois 3=Rarement 4= Pas du tout  <b>SI Q29 = 3 ou 4 ↗ Q32</b>	Q30 Si souvent ou quelque fois MALADE (Q29=1 ou 2), De quelle maladie (nom) souffre-t-il en général? A= Diarrhée B= Paludisme C= Maladie respiratoire D= Fièvre typhoïde E= Malnutrition F= Autre (à préciser (Encercler le(s) code(s) approprié(e))	Q31 Qui prends en charge les frais de santé de (nom)? A=Soi-même B= Père/Mère C=AutreParent D=Communau.ethniqu e E=Communau.religieu se F= ONG G= Etat/Mairie H = Autre (à préciser)  (Encercler le(s) code(s) approprié(e))	Q32 Situation matrimoniale  1= Célibataire 2=Monogame 3=Bigame 4=Marié à trois femmes ou plus 5=Veuf/veuve 6=Séparé 7=Divorcé  (Encercler le code approprié)
Ligne	Lien	M	F	Résidence	Mois/Année	Age	Ligne	Ethnie	Religion	Santé	Santé	Santé	Etat
01	0 1	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	01	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
02	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	02	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
03	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	03	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
04	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	04	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
05	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	05	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
06	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	06	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
07	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	07	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
08	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	08	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
09	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	09	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
10	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	10	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
11	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	11	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7
12	__ __	1	2	1 2 3 4 5 6	□□/□□□□	□□	12	_____	1 2 3 4 5 6	1 2 3 4	A B C D E F	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 7

**Lien de Parenté (Q21) :** 01 = CM ; 02 = Conjoint (e) du CM ; 03 = Enfant du CM ; 04 = Gendre/ Belle-fille ; 05 = Petit-fils/Petite fille ; 06 = Père/Mère du CM ; 07= Frère ou Sœur du CM; 08 = Nièce/Neveu du CM; 09 = Enfant adopté/en garde/Enfant du conjoint ; 10 = Autres parents (Beau-frère /Belle-sœur, Oncle/Tante, Beau-père/Belle mère, Nièce/Neveu par mariage, etc.) ; 11 = Sans lien de parenté

**CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES**

PERSONNES AGEES DE 6 ANS OU PLUS			PERSONNES AGEES DE 6 -24 ANS				PERSONNES AGEES DE 6 ANS OU PLUS					
N° DE LI GN E	ALPHABETISATION		FREQUENTATION SCOLAIRE				ACTIVITES AVANT LE DEBUT D E LA			ACTIVITES PRESENTES		
	Q33 (Nom) sait-il lire et écrire dans une langue quelconque ? 1= Aucune 2= Français 3= Sango 4= Autre langue 5= Français et Sango 6= Français et autres langues 7= Sango et autres langues 9=NSP	Q34 Niveau d'instruction 0 Aucun 1 Primaire 2 Second. 3 Supérieur 4 Program Formel 8 Ne Sais Pas	Q35 (Nom) fréquente-t-il l'école cette année ou a-t-il fréquenté dans les années passées ? Oui, cette année .....1 Oui, les années passées.....2 Non.....3 <b>SI Q35 =3↗Q38</b> (ENCERCLER LE CODE APPROPRIE)	Q36 <u>CLASSE achevée</u> 00=Aucun 01=CI 02=CP2 03=CE1 04=CE2 05=CM1 06=CM2 07=6ème 08=5ème 09=4ème 10=3ème 11=2nd 12=1ère 13=Term	Q37 Si (nom) fréquente cette année, qui prends en charge les frais scolaires ? A=Soi-même B= Père/Mère C=Autre Parent D=Commun. ethnique E=Commun. religieuse F= ONG G= Etat/Mairie H = Autres	Q38 Si Q35=2 ou 3 pourquoi (nom) n-a-t-il pas fréquenté (cette année) ? A=Jamais scolarisé B=Pas d'école C=Pas de moyen D= Renvoi de l'école E= Maladies F= Manque de place G= Insécurité H= Autres (préciser) _____ (Encercler le(s))	Q39 Situation d'Activité 1= Occupé 2= Chômeur 3=Etudiant/ Elève 4= Femme au foyer 5=Retraité 6=Rentier 8= Autre inactif <b>SI Q39 =2 à 8↗Q42</b> (Encercler le code approprié)	Q40 Profession principale Cette question ne concerne que les personnes occupées (OCC) Inscrire la profession	Q41 Statut dans la profession 1=Salarié 2=Indépendant 3=Etudiant/ Elève 4=Employeur 5=Aide Familial 8=Autre (Encercler le code approprié)	Q42 Situation d'Activité 1= Occupé 2= Chômeur 3=Etudiant/ Elève 4= Femme au foyer 5=Retraité 6=Rentier 8= Autre inactif <b>SI Q42=2 à 8↗Q45</b> (Encercler le code approprié)	Q43 Profession principale actuelle Cette question ne concerne que les personnes occupées (OCC) Inscrire la profession principale	Q44 Statut dans la profession 1=Salarié 2=Indépendant 3=Employeur 4=Aide Familial 5=Apprenti 8=Autre (Encercler le code approprié)
		Niveau		Classe								
01	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
02	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
03	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
04	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
05	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
06	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
07	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
08	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
09	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
10	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
11	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8
12	1 2 3 4 5 6 7	_____	1 2 3	_____	A B C D E F G H	A B C D E F G H	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8	1 2 3 4 5 6 8	_____	1 2 3 4 5 8

## CARACTERISTIQUES ET COMMODITES DU LOGEMENT PRINCIPAL

Q45 STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT	Q46 LOYER SI VOUS ETES LOCATAIRE « COMBIEN PAYEZ-VOUS VOTRE LOYER PAR MOIS ? »	Q47 NOMBRE DE PIECES OCCUPEES	Q48 TYPE DE LOGEMENT	Q49 PRINCIPAL LIEU D'HAUSANCE	Q50 PRINCIPALE SOURCE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON	Q51 MODE D'ECLAIRAGE
1=Propriétaire 2= Locataire 3= Gratuit	<b>Sinon</b> « Combien pensez-vous louer le logement à quelqu'un d'autre »?		1=Dur 2=Semi Dur 3= Traditionnel amélioré 4= Traditionnel simple 5=Hutte 6=Autres (à préciser) _____	1= Chasse d'eau avec égout/fosse sceptique 2= Latrines à évacuation 3= Latrines améliorées à ventilation 4= Latrines traditionnelles améliorées 5= Trou ouvert 6= Sceau 7= Latrines traditionnelles 8= Nature 9= Autres (à préciser) _____	01= Eau de robinet dans le logement 02= Eau de robinet dans la cour/parcelle 03= Robinet public/borne fontaine 04= Puit à pompe/forage 05= Puit protégé 06= Puit non protégé 07= Source protégée 08= Source non protégée 09= Eau de pluie 10= Camion-citerne 11= Charrette avec petite citerne/tonneau 12= Eau de surface (rivière, ruisseau, barrage, lac, mare, canal, rigole d'irrigation) 13= Autre (à préciser)	A=Lampe à pétrole B=Lampe à Gaz C= Electricité D= Bois de chauffe E= Bougie F=Autre (à préciser)   <b>Plusieurs réponses possibles</b>  (Encercler le(s) code(s) approprié(s))
_ _	_ _ _ _ _ _ _  Fcfa	_ _	_ _	_ _	<b>Source</b> <b>Quantité</b> <b>(litre)</b>  _ _     _ _     _ _     _ _     _ _	A   B   C   D   E   F

## EQUIPEMENT DU MENAGE

Q52A. Radio Oui    Non	Q52B. Télévision Oui    Non	Q52C. Téléphone Oui    Non	Q52D. Réfrigérateur Congélateur Oui    Non	Q52E. Vélo/bicyclette Oui    Non	Q52F. Mobylette Oui    Non	Q52G. Pousse Pousse Oui    Non	Q52H. Foyer amélioré Oui    Non
Q52I. Fer à Repasser Oui                  Non		Q52J. Pirogue Oui                  Non	Q52K. Automobile Oui                  Non	Q52L. Réchaud à pétrole Oui                  Non	Q52X. Autre (à préciser)    Oui    Non _____		



## CONDITIONS DE VIE DU MENAGE

PERSONNES DEPLACEES DU MENAGE											
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT								
Q53	Etes-vous (votre ménage ou vous-même) des personnes déplacées internes?	Oui, entre 2002-2005.....1 Oui, depuis 2006.....2 Non .....3	3=>Q55								
Q54	Si oui, comment s'est organisée votre hébergement ou l'hébergement de celui que avez accueilli ?	Résidence secondaire .....1 Aide des parents/ amis/ collègues .....2 Initiative du PDI.....3 Autre (à préciser).....8									
Q55	Combien de (autres) personnes déplacées avez-vous reçu depuis le début de la crise militaro-politique ?	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: left; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: left; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 ..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00</td> <td>00</td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 ..... _ _	_ _	Aucun.....00	00	00=>Q59
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 ..... _ _	_ _										
Aucun.....00	00										
Q56	Comment s'est organisée l'arrivée des (autres) déplacés dans votre ménage?  <b>Une seule réponse possible</b>	Initiative du CM.....1 Entente entre CM et PDI.....2 Entente familiale.....3 Entente avec la communautaire religieuse.....4 Seul initiative du PDI.....5 Autre (à préciser).....8									
Q57	Comment avez-vous perçu l'arrivée des (autres) déplacés dans votre ménage?  <b>Une seule réponse possible</b>	Positivement.....1 Mécontentement .....2 Charge supplémentaire.....3 Indifférent.....4 Autre (à préciser) .....8									
Q58	Combien de personnes <b>déplacées</b> avez-vous <b>actuellement</b> dans le ménage ?	Nombre ..... _ _									
Q59	<i>Combien de <b>personnes</b> sont-elles parties de votre ménage depuis le début crise militaro-politique ?</i>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: left; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: left; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 ..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00</td> <td>00</td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 ..... _ _	_ _	Aucun.....00	00	
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 ..... _ _	_ _										
Aucun.....00	00										
Q60	<i>Combien de <b>personnes déplacées</b> sont-elles parties de votre ménage?</i>	<table style="width: 100%; border: none;"> <tr> <th style="text-align: left; width: 50%;">Homme</th> <th style="text-align: left; width: 50%;">Femme</th> </tr> <tr> <td>Entre 2002-2005..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Depuis 2006 ..... _ _ </td> <td> _ _ </td> </tr> <tr> <td>Aucun.....00</td> <td>00</td> </tr> </table>	Homme	Femme	Entre 2002-2005..... _ _	_ _	Depuis 2006 ..... _ _	_ _	Aucun.....00	00	
Homme	Femme										
Entre 2002-2005..... _ _	_ _										
Depuis 2006 ..... _ _	_ _										
Aucun.....00	00										
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <span><i>Si Q60≠0 =&gt; continuer avec Q61.</i></span> <span><i>Si Q60=0 =&gt; allez à Q64a</i></span> </div>											
Q61	<i>Quelles sont les raisons de leur départ du ménage d'accueil?</i>  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Voyage de durée limitée ..... A Insécurité dans le lieu de déplacement..... B Départ définitif ..... C Retour à la résidence habituelle ..... D Scolarité ou apprentissage ..... E Reprise des activités ..... F Mésentente..... G Surnombre dans le ménage ..... H Autre (à préciser) ..... X									
Q62	Avez-vous eu à faire des <b>dépenses pour des déplacés</b> vivant dans votre ménage?	OUI.....1 NON .....2 NSP.....9	2=> Q64a 9=> Q64a								
Q63	Comment estimez-vous ce surplus de dépenses au total par rapport à vos dépenses habituelles?	Important.....1 Supportable.....2 Insignifiant.....3									

## VARIATION DANS LES HABITUDES DE CONSOMMATION

### INSTRUCTION POUR ENQUETEUR/ENQUETRICE - LIRE A HAUTE VOIX

Maintenant j'aimerais savoir si vos habitudes de consommation ont varié ou non suite aux **crises de 2002-2005 et 2006**. Pour cela, j'aimerais que vous fassiez un effort de mémoire pour faire des comparaisons par rapport à la période qui a juste précédé le début de la crise militaro-politique?

N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES			
	Pouvez-vous nous dire, quel type de changement vous avez remarqué dans vos dépenses effectuées en ce moment par rapport à ce qu'elles étaient avant le début de la crise militaro-politique?	Aucun changement (1)	Diminution (2)	Augmentation (3)	NSP (9)
Q64a	Alimentation				
Q64b	Logement				
Q64c	Habillement				
Q64d	Eau				
Q64e	Energie/ Electricité				
Q64f	Hygiène				
Q64g	Déplacement/ Transport				
Q64h	Education/Scolarisation				
Q64i	Santé				
Q64x	Divers (à préciser)				
Q65	Si augmentation d'au moins un des postes de dépenses, selon vous, à quoi est dû <b>principalement</b> cette hausse des dépenses de votre ménage ?	Coût de la vie.....1 Présence de déplacé.....2 Maladie.....3 Mariage/naissance/décès .....4 Autre (à préciser).....8 -----			
	<b>Une seule réponse possible</b>				

## TRANSFERTS DU MENAGE

N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	Saut
Q66	Depuis le début de la crise, avez-vous reçu de l'aide d'une personne <b>extérieure</b> à votre ménage ou d'une <b>communauté</b> pour subvenir au surcroît de charge ?	OUI..... 1 NON..... 2	2=>Q69
Q67	Qui vous est venu en aide pour subvenir au surcroît de charge?	Parents ..... A Mairie/Commune..... B Communauté ethnique ..... C Communauté religieuse ..... D Communauté associative ..... E Parti politique..... F ONG nationale ..... G Organisation internationale..... H Etat/ Gouvernement ..... I Autre (à préciser) ..... X	
	<b>Plusieurs réponses possibles</b>		
Q68	Quelle est la nature de l'aide que vous avez reçu ?	Scolarisation des enfants..... A Santé ..... B Habillement..... C Alimentation ..... D Financière ..... E Autres (à préciser)..... X	
	<b>Plusieurs réponses possibles</b>		

TRANSFERTS DU MENAGE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	Saut
Q69	Depuis le début de la crise, <b>avez-vous apporté de l'aide</b> directement, ou à travers des organismes, à d'autres ménages en difficulté du fait de la crise ?	OUI..... 1 NON..... 2	2=>Q72
Q70	A qui, avez-vous apporté de l'aide / ou à travers quel (s) organismes avez-vous remis de l'aide à d'autres ménages en difficulté du fait de la crise ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Ménage / Parents déplacés ..... A Mairie/Commune..... B Communauté ethnique ..... C Communauté religieuse ..... D Communauté associative ..... E Parti politique..... F ONG nationale ..... G Etat / Gouvernement ..... H Autre (à préciser) ..... X	
Q71	Quelle est la nature de l'aide que vous avez apporté aux autres ménages en difficulté du fait de la crise?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Scolarisation des enfants..... A Santé ..... B Habillement..... C Alimentation ..... D Financière ..... E Autres (à préciser)..... X	
ACTIVITES ET COHESION SOCIALES			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT
Q72	Etes-vous membre d'une association quelconque ?	OUI..... 1 NON ..... 2	2=>Q74
Q73	A quel(s) type(s) d'associations appartenez-vous ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Mutuelle de ressortissants ..... A Syndicat..... B ONG ..... C Club sportif..... D Association des jeunes ..... E Association de quartier..... F Association d'amis ..... G Association religieuse ..... H Association politique..... I Autre (à préciser)..... X	
Q74	Quelle influence la crise a eu sur le niveau de <b>criminalité</b> dans votre milieu de vie ?  <b>Une seule réponse possible</b>	Augmenté ..... 1 Diminué..... 2 Inchangé ..... 3 Ne sait pas ..... 9	
Q75	Depuis le début de la crise, que pensez-vous du niveau de confiance entre les communautés ?  <b>Une seule réponse possible</b>	S'est dégradé ..... 1 Est resté stable..... 2 S'est amélioré..... 3 Ne sais pas..... 9	
Q76	Que faut-il faire, selon vous, pour que la paix revienne dans ce pays (la République centrafricaine)?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Assurer un mieux être à tous .....A Lutter contre l'impunité .....B Amener les populations à se pardonner .....C Gouvernement d'union nationale .....D Paiement des salaires .....E Autre (à préciser) .....X	

TRANSFERTS DU MENAGE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	Saut
Q77	Que faut-il faire, selon vous, pour amener les populations à se pardonner ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Les indemniser .....A Punir les coupables .....B Les sensibiliser .....C Autre (à préciser) .....X Ne sais pas .....Z	
Q78	Que faut-il faire, selon vous, pour améliorer le niveau de confiance entre les communautés ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Rencontre entre chefs de communauté .....A Rencontre entre chefs traditionnels .....B Commission vérité réconciliation.....C Règlement différends entre éleveur et cultivateur.....D Implication des organismes internationaux.....E Se pardonner .....F Dialogue national .....G Autre (à préciser).....X Ne sais pas .....Z	

**JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE PATIENCE**



### III. QUESTIONNAIRE PERSONNE DEPLACEE

## ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE, JUIN 2007

**CONFIDENTIALITE** : Les informations contenues dans ce document ont un caractère confidentiel et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de poursuites judiciaires, de contrôle fiscal ou de répression économique. Tous les agents appelés à participer à l'Enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes et des familles d'accueil sont tenus au secret statistique (LOI N°01.008 du 02 Juillet 2001)

### QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL DES PERSONNES DEPLACEES

*Ce questionnaire est administré à tout membre du ménage «déplacé de guerre» âgé de 12 ans ou plus*

IDENTIFICATION	
Q1 Préfecture Nana-Mambéré .....22 Ouham Pende ..... 31 Ouham .....32 Nana Grébizi.....42 Bamingui Bangoran.....51 Vakaga.....53 Haute Kotto .....52 Q2 Sous-Préfecture.....         Q3 Commune .....         Q4 Milieu de Résidence Urbain.....1 Rural .....2	Q5 N° de l'AD (sur la carte) .....         Q6 N° de la grappe.....       Q7 Nom officiel du Village / Quartier .....         Q8 Coordonnées géographiques Longitude Est.....        ,         Latitude Nord.....        ,         Q9 Numéro du ménage.....         Q10. Numéro de ligne de la personne déplacé ____
Remplir cette section après avoir terminé l'interview dans le ménage	
Q11 Nom et code de l'enquêteur .....	Q12 Nom et code du chef d'équipe .....
Q13. Nom et code du Codifieur .....	Q14 Date de passage .....       /       / 2   0   0   7
Q15. Résultat de l'interview du ménage : Rempli .....1 Pas à la maison .....2 Refusé.....3 Partiellement rempli .....4 Autre (préciser).....6	Q16 Heure de début de l'interview_ .....         /       Q17 Heure de fin de l'interview.....         /

ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT
D18	Dans quelle localité résidiez-vous avant le début de la crise (2002-2005, 2006) ? (nom du village ou quartier)/ Commune	..... _ _ _ _  ..... ...	
D19	Pour quelles raisons avez-vous décidé de quitter votre lieu de résidence d'origine ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	N'était plus en sécurité là-bas .....A Risque de famine .....B Destruction ou occupation d'habitats/biens.....C Risque d'enrôlement forcé.....D Discrimination ethnique.....E Discrimination religieuse.....F Autre (à préciser).....X Ne sais pas .....Z	
D20	Vivez-vous dans ce ménage avec un parent ou un enfant également déplacé ?	OUI .....1 NON.....2	
<b>Si Chef de ménage déplacé de Retour</b> ↓		<b>Si Chef de ménage déplacé réinstallé</b> ↓	<b>Si autre membre du ménage déplacé</b> ↓
<b>D21A</b> Quand êtes-vous revenu dans votre localité d'origine ? (Date en année ou durée en jours) ..... _ _ _ _  Ou ..... _ _ _ _		<b>D21B</b> Quand avez-vous fondé ce nouveau ménage dans cette localité? (Date en année ou durée en jours) ..... _ _ _ _  Ou ..... _ _ _ _	<b>D21C</b> Quand êtes-vous arrivé dans ce ménage ? (Date en année ou durée en jours) ; ..... _ _ _ _  Ou ..... _ _ _ _
<b>D22A</b> Pourquoi avez-vous décidé de revenir dans votre localité d'origine précisément ?  (Une seule réponse possible)  Amélioration de la situation sécuritaire .....1 Accès à l'eau / l'éducation/la santé .....3 Reprise des activités .....6 Insécurité dans le lieu de déplacement .....7 Autre (à préciser).....8 Ne sais pas .....9		<b>D22B</b> Pourquoi avez-vous choisi de fonder votre ménage dans cette localité précisément ?  (Une seule réponse possible)  Amélioration de la situation sécuritaire .....1 Initiative d'une tierce personne .....2 Accès à l'eau /l'éducation/la santé .....3 Choix délibéré du PDI.....4 Autre (à préciser).....8 Ne sais pas .....9	<b>D22C</b> Pourquoi êtes-vous venu dans ce ménage précisément ?  (Une seule réponse possible)  Seul parent .....0 Initiative d'une tierce personne.....2 Choix délibéré du PDI.....4 Aide proposée par le CM.....5 Autre (à préciser).....8 Ne sais pas .....9
<b>D23A</b> Pensez-vous que votre retour dans votre localité d'origine a été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté par les autres ménages ?  Bien accepté ..... 1 Moyennement ..... 2 Pas du tout ..... 3		<b>D23B</b> Pensez-vous que votre réinstallation dans cette localité a été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté par les autres ménages ?  Bien accepté..... 1 Moyennement ..... 2 Pas du tout ..... 3	<b>D23C</b> Pensez-vous avoir été bien accepté, moyennement ou pas du tout accepté dans ce ménage ?  Bien accepté ..... Moyennement ..... Pas du tout .....
<b>D24A</b> : Pensez-vous être en sécurité à présent dans votre localité d'origine?  OUI..... 1 NON ..... 2		<b>D24B</b> Pensez-vous être en sécurité dans votre nouvel environnement ?  OUI ..... 1 NON ..... 2	<b>D24C</b> Pensez-vous être en sécurité dans votre nouvel environnement ?  OUI.....1 NON .....2
<b>Si oui =&gt; passer à D26</b>		<b>Si oui =&gt; passer à D26</b>	<b>Si oui =&gt; passer à D26</b>
D25	Sinon, pourquoi ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Intimidation, destruction de biens .....A Criminalité, Violence physique .....B Traitement discriminatoire .....C Autre (à préciser) .....X	
D26	Comparée à votre vie avant le début de la crise, comment percevez-vous les conditions de vie dans lesquelles vous vous trouvez actuellement?	Meilleure.....1 Identique .....2 Mauvaise.....3	

ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT
	<b>Une seule réponse possible</b>	NSP .....9	
<b>Si Déplacé de Retour → D33</b>		<b>Si Déplacé réinstallé → D27</b>	
D27	Avez-vous accès à votre résidence d'origine ?	Oui, souvent .....1 Oui, rarement .....2 Non, jamais .....3	3=> D31
D28	Combien de fois êtes-vous retourné dans votre localité d'origine depuis la crise ?	Nombre <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> Plusieurs fois.....96	
D29	<b>Si jamais retourné</b> , pourquoi n'êtes-vous pas encore retourné dans votre lieu de résidence d'origine (d'avant la crise)?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Insécurité.....A Habitat détruit .....B Manque de travail.....C Enfants scolarisés .....D Risque de famine .....E Autres (à préciser).....X Ne sais pas .....Z	
D30	Dans quelle localité comptez-vous vous installer après la crise? (nom du village ou quartier)/ Commune	..... <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Si D30=D18=> D32
D31	Si localité différente du lieu de résidence d'origine, pourquoi souhaitez-vous vous installer ailleurs ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Oublier le passé / refaire sa vie .....A Meilleures conditions de vie .....B Affectation, opportunités d'emploi .....C Insécurité dans le lieu d'origine .....D Autres (à préciser).....X	
D32	Si vous souhaitez retourner dans votre lieu de résidence d'origine ou dans une autre localité pour y vivre, qu'est-ce qui vous pousserait à y aller?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Rétablissement de la paix .....A Amélioration de la situation sécuritaire.....B Réparation de maison.....C Insécurité dans le lieu de déplacement.....D Reprise des activités.....E Affectation .....F Aide au retour .....G Refus .....H Autres (à préciser).....X Ne sais pas .....Z	
D33	Etes-vous membre d'une association quelconque ?	OUI .....1 NON.....2	2=> D35
D34	A quel(s) type d'associations appartenez-vous ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Mutuelle de ressortissants .....A Syndicat .....B ONG.....C Club sportif .....D Association des jeunes .....E Association de quartier.....F Association d'amis .....G Association religieuse .....H Association politique.....I Autre (à préciser) .....X	
D35	Avez-vous reçu de l'aide d'une structure ou organisation depuis le début de la crise?	OUI .....1 NON.....2	2=> D38
D36	Quelle(s) structure(s) ou organisation(s) vous est venus en aide?	Mairie/Commune .....A Communauté ethnique .....B Communauté religieuse.....C Communauté associative.....D Parti politique.....E ONG nationale .....F Organisation internationale .....G	



ITINERAIRE MIGRATOIRE ET INSERTION SOCIALE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	SAUT
	<b>Plusieurs réponses possibles</b>	Etat / Gouvernement .....H Autre (à préciser) .....X Ne sais pas .....Z	
D37	Quelle est la nature de l'aide que vous avez reçu de ces structures ou organisations?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Scolarisation des enfants.....A Santé .....B Habillement.....C Alimentation .....D Financière.....E Autre (à préciser) .....X Ne sais pas .....Z	
D38	Un de vos proches vous vient-il en aide depuis le début de la crise ?	OUI .....1 NON.....2	2=> D40
D39	Le(s)quel(s) de vos proches vous est venu en aide depuis le début de la crise ? <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Parents.....A Amis.....B Collègues .....C Autres (à préciser).....X	

PROTECTION						
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES			SAUT	
D40	Est-ce que vous ou quelqu'un dans votre famille a été victime d'une violence quelconque ?	OUI.....	1	2 ou 9=>D43		
		NON .....	2			
		NSP .....	9			
D41	Dans quel lieu cette personne a-t-elle subi cette violence ?	A domicile .....	A			
		Dans la Rue .....	B			
		Au cours d'un déplacement .....	C			
		En détention.....	D			
		En Brousse.....	E			
		Autre (à préciser).....	X			
		Ne sais pas .....	Z			
	<b>Plusieurs réponses possibles</b>					
D42	Quelle est la nature de la violence subie ?	Viol.....	A			
		Violence Physique .....	B			
		Menaces Verbales.....	C			
		Vol/Pillage.....	D			
		Autre (à préciser).....	X			
		Ne sais pas .....	Z			
	<b>Plusieurs réponses possibles</b>					
D43	Avez-vous perdu quelqu'un ou quelque chose au cours de la crise ?	OUI.....	1	2 ou 9=>D45		
		NON .....	2			
		NSP .....	9			
D44	Quelles sont par ordre d'importance, votre première, votre seconde et votre troisième <b>Perte</b> ?			<b>1<sup>e</sup></b>	<b>2<sup>e</sup></b>	<b>3<sup>e</sup></b>
		Décès conjoint .....		0	0	0
		Décès enfant .....		1	1	1
	(Encercler la première perte, ensuite la deuxième et la troisième)	Logement/Habitats détruits.....		2	2	2
		Emploi perdu .....		3	3	3
		Cadre de vie détruit .....		4	4	4
		Scolarisation des enfants .....		5	5	5
		Bétails.....		6	6	6
		Récolte.....		7	7	7
	<b>Une seule réponse par (colonne) Perte</b>	Autre (à préciser).....		8	8	8

D45	Quelles sont par ordre d'importance, votre première, votre seconde et votre troisième <b>préoccupation</b> ?  (Encercler la première préoccupation, ensuite la deuxième et la troisième)  <b>Une seule réponse par préoccupation (colonne)</b>	Regagner le village d'origine.....	<b>1<sup>er</sup></b>	<b>2<sup>e</sup></b>	<b>3<sup>e</sup></b>
		Regroupement de la famille.....	0	0	0
		Trouver du travail.....	1	1	1
		Reconstruire le logement.....	2	2	2
		Cultiver/entretenir la plantation.....	3	3	3
		Accès à l'éducation.....	4	4	4
		Accès à une structure de santé.....	5	5	5
		Accès à l'eau potable.....	6	6	6
		Autre (à préciser).....	7	7	7
			8	8	8

COHESION SOCIALE			
N°	LIBELLES ET INSTRUCTIONS	CODE CATEGORIES/MODALITES	Saut
D46	Pensez-vous que depuis le début de la crise, le niveau de confiance entre les voisins s'est dégradé, est resté stable ou s'est amélioré ?	S'est dégradé .....1 Est resté stable .....2 S'est amélioré .....3	2=> D48 3=> D48
D47	De quelle manière le niveau de confiance entre les voisins s'est-il dégradé ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Méfiance entre les communautés .....A Banditisme / Criminalité accrue .....B Mésentente .....C Abus de Violence physique/ Verbale .....D Autre (à préciser) .....X Ne sais pas .....Z	
D48	Que faut-il faire, selon vous, pour <b>améliorer</b> le niveau de confiance entre les communautés ?  <b>Plusieurs réponses possibles</b>	Rencontre entre chefs de communauté .....A Rencontre entre chefs traditionnels .....B Commission vérité réconciliation .....C Règlement différends entre éleveur et cultivateur .....D Implication des organismes internationaux.....E Se pardonner.....F Dialogue National .....G Autre (à préciser).....X	

**JE VOUS REMERCIE POUR VOTRE PATIENCE**



# **ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES DEPLACEES INTERNES (PDI's) ET DES FAMILLES D'ACCUEIL EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

## **METHODOLOGIE DE L'ECHANTILLONNAGE**

**Juin 2007**

## I. Tirage des Aires de Dénombrement (AD) de l'enquête PDIs 2007

La première étape de l'enquête sur les conditions de vie des personnes déplacées internes (PDIs) et des Familles d'accueil en République Centrafricaine<sup>2</sup> nommée PDIs 2007, comme le stipule le protocole d'accord du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), doit se faire dans sept préfectures : Ouham, Ouham-Pendé, Nana-Grébizi, Bamingui-Bangoran, Vakaga, Haute-Koto, et Nana-Mambéré.

Cette opération exige la sélection préalable de 208 Aires de Dénombrement (AD), réparties de façon proportionnelle entre les préfectures dans lesquels les ménages seront sélectionnés après une phase de dénombrement. L'objet de cette section est de décrire la méthodologie utilisée pour sélectionner ces 208 AD.

Pour ce faire, rappelons que la préfecture est ici utilisée comme un critère de stratification auquel l'on adjoint le milieu de résidence (Urbain/ Rural). De sorte que le tirage des AD est fait en respectant une stratification selon la préfecture et le milieu de résidence soit au total 14 strates entre lesquelles l'échantillon est censé se répartir de façon proportionnelle.

Ainsi,

Tableau : Répartition des AD-échantillons par préfecture et par milieu de résidence

	AD			Ménage		
	Urbain	Rural	Total	Urbain	Rural	Total
Nana-Mambéré	8	27	35	320	1080	1400
Ouham-Pendé	8	27	35	320	1080	1400
Ouham	12	23	35	480	920	1400
Nana-Grebizi	8	25	33	320	1000	1320
Bamingui-Bangoran	3	22	25	120	880	1000
Vakaga	4	16	20	160	640	800
Haute-Kotto	8	17	25	320	680	1000
Ensemble	<b>51</b>	<b>157</b>	<b>208</b>	<b>2040</b>	<b>6280</b>	<b>8320</b>

Une fois ces paramètres fixés, à l'intérieur de chacune des strates, nous opérerons un tirage des AD en leur accordant des chances inégales d'appartenir à notre échantillon. Les probabilités d'être sélectionnées sont prises proportionnellement à leur poids en nombre d'habitants (populations). Ceci afin d'accorder une chance plus grande aux AD de taille élevée d'être tiré afin de ne point passer à côté de notre cible qui est avant tout, les ménages ayant reçus des personnes déplacées internes (PDIs).

Nous présentons en annexe les AD sélectionnés dans chaque strate, en rappelant leur taille en nombre d'individus et de ménages au Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003. En outre, les probabilités de sélection et les coefficients d'extrapolation à priori y sont précisés.

Une fois ces 208 AD tirés, soit par préfecture tirés, nous procédons à l'aide de la cartographie obtenue auprès du BCR, à la matérialisation physique sur ces cartes. Ensuite les agents de collecte recrutés, à cet effet, procéderont à un dénombrement des ménages y résidents, en procédant à l'identification des ménages contenus dans les Aires de Dénombrement.

Pendant cette phase, des informations subsidiaires relatives au nombre de personnes résidant dans le ménage, au sexe de son chef, au nombre de déplacés accueillis depuis le déclenchement de la crise

et au nombre de PDIs résidant dans le ménage. Ces deux dernières informations permettront de stratifier les ménages dénombrés en ménage de "déplacé" (PDIs) et ménage "Non déplacé".

Un tirage de **20 ménages de "déplacés"** et de **20 ménages de "non déplacé"** sera fait. C'est ces derniers qui seront enquêtés. Lors de la deuxième phase : phase d'interview. Il faut remarquer qu'un certain nombre de AD tirées mais non matérialisées au niveau cartographique seront remplacées par des AD de caractéristiques semblables.

## II. Procédure de tirage des ménages dans les AD

Il est retenu de tirer 40 ménages par AD dont 20 contenant au moins un déplacé et 20 n'en contenant pas. Nous nommerons pour la suite, ménage "déplacé" un ménage abritant au moins un déplacé et ménage "non déplacé", un ménage qui n'abrite pas de déplacé.

Ainsi dans les 20 à 30 AD qui sont sous sa responsabilité, le chef d'équipe doit procéder à la sélection des ménages qui seront interviewés. Le présent document se propose de faire une description de la procédure à mettre en œuvre celle-ci peut se décliner en 3 étapes :

**Dans un premier**, le superviseur devra établir deux listes au fil du dénombrement des ménages : une dans laquelle sont classés les ménages non déplacés et une autre des ménages déplacés. Il est fortement recommandé au superviseur d'établir ces listes au fil de la remise des fiches de dénombrement par les agents sous leur responsabilité en raison du temps relativement court entre la fin du dénombrement et le début des interviews (moins d'une demi journée).

A cet effet et pour faciliter le tirage effectif, la fiche présentée en annexe lui sera fournie. Une fois ces deux listes établies, Il doit passer à la détermination, ou fixation, des paramètres de tirage que sont le nombre total de ménage, la taille de l'échantillon, le pas de tirage et le départ aléatoire.

Selon le type de ménage, déplacé/non déplacé, recenser sur la fiche ; le **nombre total de ménage** (N) désigne le nombre de ménage enregistrés sur la fiche. Rappelons que le nombre total de ménage dans une AD est fourni en annexe. Le nombre de ménages à dénombrer sera proche de ce dernier sauf dans les zones ayant subies de profonds bouleversements (déguerpissement, déplacement, ...) depuis le RGPH 2003. Le nombre de ménage par type quant à lui, reste à priori indéterminé. Ce nombre dépendant fortement de paramètres sociodémographiques propre à l'AD, ... Aussi nous espérons un total de 20 000 PDIs.

La **taille de l'échantillon (n)** est le nombre de ménage à tirer. Ce nombre doit être le même et égal à 20 sur chaque fiche. Toutefois, pour les ménages de déplacés, il se peut que dans une AD donnée que ce nombre ne soit par atteint. Dans ce cas, tous les ménages déplacés seront enquêtés. De plus, le superviseur devra alors prévoir en compensation une taille d'échantillon plus élevé dans les autres AD où cela est possible. Ainsi, la taille de l'échantillon, principalement pour les ménages déplacés, peut être différent de 20.

Le **pas de tirage (p)** désigne le rapport entre le nombre total de ménage et la taille de l'échantillon. Formellement,

$$p = \frac{N}{n}$$

Par exemple, si dans une AD le nombre de ménage déplacé dénombré est de 71 ; la taille de l'échantillon étant de 20, le pas de tirage sera de 3,55. Nous le notons p pour la suite.

L'**aléa (u)** vous est donné à priori. Pour information, il est sensé être la réalisation d'une variable aléatoire uniforme sur l'intervalle [0, 1[. Il est donné a priori pour chaque AD. Il n'appartient donc pas au superviseur de le déterminer.

Le **départ aléatoire (d)** désigne le produit entre le pas de tirage et aléa auquel on ajoute 1. Si nous revenons à notre exemple, en supposant que le nombre aléatoire fourni est de 0,335. Le départ aléatoire s'en déduit par  $3,55 \times 0,335 + 1$  soit 2,18925.

La dernière étape est l'obtention des ménages-échantillon. Dans ce sens, le premier ménage tiré est celui dont le numéro est égal à l'arrondi entier du départ aléatoire. Pour obtenir le deuxième, on ajoute au départ aléatoire, le pas de tirage. L'arrondi à l'entier le plus proche désigne le numéro du deuxième ménage tiré. Pour le ménage suivant, on ajoute au départ aléatoire deux fois le pas de tirage.

On réitère la procédure n-1 fois où n désigne la taille de l'échantillon. Il est recommandé de faire les calculs en gardant trois chiffres après la virgule

En guise d'exemple, toujours avec le cas que nous avons énoncé précédemment, le premier ménage tiré est celui qui porte le numéro 2, 6, 9, 13, 16, ...

Remarquons qu'aucun chiffre tiré ne doit excéder le dernier numéro de la liste. Si ce cas se produit, le superviseur doit vérifier qu'il a déjà tiré le nombre de ménage requis.

Une fois les ménages tirés sur ces fiches, le superviseur ne doit pas oublier de matérialiser ceux-ci sur les fiches de dénombrement en entourant dans la colonne éligibilité "oui" pour les ménages tirés.

Pour en assurer une gestion optimale et vu le temps relativement court, il peut en dictant les numéros des ménages tirés, demander à l'agent enquêteur de procéder à la matérialisation.

En espérant avoir été le moins technique possible, nous souhaitons bon courage au superviseur tout en leur suggérant la plus grande rigueur dans l'application de ces consignes car la pertinence des procédures statistiques d'agrégation, d'analyse, ... dépendent fortement de la stricte application de ces consignes sur le terrain.

**Région 2**
**Préfecture : Nana-Mambéré**

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BABOUA	Baboua	001	361	2018	0,2668	3,7483
	BAORO	Bawi-Tédoua	001	266	1373	0,1815	5,5092
	BAORO	Bawi-Tédoua	007	290	1596	0,2110	4,7398
	BOUAR	Bouar	001	344	2313	0,3058	3,2699
	BOUAR	Bouar	008	323	1636	0,2163	4,6239
	BOUAR	Bouar	014	203	1047	0,1384	7,2274
	BOUAR	Bouar	018	332	1496	0,1978	5,0563
	BOUAR	Bouar	024	256	1444	0,1909	5,2371
Rural : 27 AD	ABBA	Abba	205	395	1712	0,2669	3,7463
	ABBA	Abba	209	149	698	0,1088	9,1926
	BABOUA	Baboua	202	239	1094	0,1706	5,8617
	BABOUA	Baboua	207	190	952	0,1485	6,7344
	BABOUA	Baboua	214	238	1019	0,1589	6,2914
	BAORO	Bawi-Tédoua	203	281	1378	0,2148	4,6551
	BAORO	Bawi-Tédoua	209	253	1432	0,2233	4,4782
	BOUAR	Béa-Nana	204	230	1076	0,1678	5,9584
	BABOUA	Bingué	204	225	1029	0,1605	6,2298
	BOUAR	Doaka-Koursou	204	243	1027	0,1601	6,2447
	BOUAR	Doaka-Koursou	210	248	1007	0,1570	6,3710
	BABOUA	Fô	205	340	1461	0,2279	4,3886
	BABOUA	Groudrot	201	298	1712	0,2670	3,7459
	BOUAR	Herman-Brousse	203	285	1064	0,1659	6,0292
	BOUAR	Herman-Brousse	210	180	1037	0,1617	6,1845
	BOUAR	Herman-Brousse	215	188	1145	0,1785	5,6028
	ABBA	Nadziboro	204	215	929	0,1449	6,9012
	BOUAR	Niem-Yéléwa	205	188	999	0,1558	6,4196
	BOUAR	Niem-Yéléwa	211	238	1575	0,2456	4,0716
	BOUAR	Niem-Yéléwa	218	171	928	0,1447	6,9096
	BOUAR	Yénga	203	167	1061	0,1655	6,0436
	BOUAR	Yénga	210	252	1188	0,1852	5,3995
	BAORO	Yoro-Samba-Bougoulou	205	302	1465	0,2285	4,3773
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	202	190	1332	0,2077	4,8153
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	208	288	1224	0,1909	5,2378
	BOUAR	Zotoua-Banguéréme	216	192	633	0,0987	10,1311

**Région 3**
**Préfecture : Ouham**

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 12 AD	BATANGAFO	Batangafo	004	306	1350	0,2051	4,8746
	BATANGAFO	Batangafo	010	262	1452	0,2207	4,5308
	BOSSANGO	Bossangoa	001	288	1370	0,2083	4,8012
	BOSSANGO	Bossangoa	006	198	988	0,1502	6,6575
	BOSSANGO	Bossangoa	013	268	1346	0,2045	4,8888
	BOSSANGO	Bossangoa	018	220	1190	0,1809	5,5271
	BOSSANGO	Bossangoa	024	287	1514	0,2301	4,3452
	BOSSANGO	Bossangoa	028	281	1662	0,2526	3,9586
	BOUCA	Bouca-Bobo	005	233	1078	0,1638	6,1050
	BOUCA	Bouca-Bobo	012	405	1929	0,2932	3,4110
	KABO	Sido	005	368	1596	0,2426	4,1227



	KABO	Sido	010	258	1176	0,1788	5,5930
Rural : 23 AD	BATANGAFO	Bédé	201	262	1071	0,0849	11,7817
	BATANGAFO	Bédé	212	199	994	0,0788	12,6974
	BOSSANGO	Ben-Zambé	203	180	829	0,0657	15,2271
	BOSSANGO	Ben-Zambé	213	275	1357	0,1075	9,2982
	BOUCA	Bouca-Bobo	207	239	979	0,0776	12,8867
	BOUCA	Fafa-Boungou	207	382	1523	0,1207	8,2872
	BOSSANGO	Koro-M'poko	206	264	1124	0,0891	11,2237
	BOUCA	Ladi-Gbawi	209	274	1035	0,0820	12,1924
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	203	313	1728	0,1369	7,3042
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	213	258	1010	0,0800	12,4979
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	222	260	1195	0,0947	10,5614
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	233	222	1172	0,0929	10,7659
	MARKOUNDA	Nana-Markounda	207	191	847	0,0671	14,8991
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	202	236	1219	0,0966	10,3533
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	215	234	1106	0,0876	11,4158
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	205	303	1250	0,0990	10,0995
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	215	274	1357	0,1076	9,2973
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	228	306	1401	0,1110	9,0070
	KABO	Ouaki	211	250	1301	0,1031	9,6982
	BOSSANGO	Ouham-Bac	201	302	1321	0,1047	9,5502
	BOSSANGO	Ouham-Bac	212	340	1191	0,0944	10,5963
	KABO	Sido	207	99	462	0,0366	27,2971
	BOSSANGO	Soumbé	204	211	1074	0,0851	11,7543

**Région 3**
**Préfecture : Ouham-Pendé**

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BOCARANGA	Bocaranga	005	282	1131	0,1750	5,7129
	BOCARANGA	Bocaranga	011	362	1608	0,2488	4,0192
	BOZOUUM	Bozoum	003	410	1794	0,2777	3,6015
	BOZOUUM	Bozoum	008	220	1102	0,1706	5,8616
	BOZOUUM	Bozoum	013	251	973	0,1506	6,6413
	PAOUA	Paoua	002	343	1115	0,1726	5,7934
	PAOUA	Paoua	008	190	956	0,1479	6,7594
	PAOUA	Paoua	015	260	1177	0,1822	5,4874
Rural : 27 AD	PAOUA	Bah-Bessar	204	192	982	0,0700	14,2941
	PAOUA	Bah-Bessar	217	250	1229	0,0876	11,4135
	PAOUA	Banh	211	261	1287	0,0917	10,9056
	PAOUA	Banh	222	290	1305	0,0930	10,7496
	PAOUA	Bimbi	211	236	1231	0,0877	11,4012
	BOSSEMPTELE	Binon	209	440	1604	0,1143	8,7497
	BOZOUUM	Birvan-Bolé	206	119	491	0,0350	28,5489
	BOCARANGA	Bocaranga	208	168	1337	0,0953	10,4927
	BOCARANGA	Bocaranga	219	313	1589	0,1132	8,8305
	BOCARANGA	Bocaranga	231	276	1147	0,0817	12,2353
	BOZOUUM	Dan-Gbabiri	203	216	922	0,0657	15,2236
	NGAOUNDAYE	Dilouki	206	214	1037	0,0739	13,5233
	NGAOUNDAYE	Dilouki	218	222	994	0,0708	14,1215
	NGAOUNDAYE	Kodi	211	226	1400	0,0998	10,0235
	NGAOUNDAYE	Kodi	221	305	1540	0,1097	9,1131
	KOUI	Koui	202	185	1008	0,0719	13,9163
	KOUI	Koui	215	156	690	0,0492	20,3371
	NGAOUNDAYE	Lim	201	246	1107	0,0789	12,6772
	NGAOUNDAYE	Lim	214	238	1148	0,0818	12,2212
	BOCARANGA	Loura	206	242	1087	0,0775	12,9102
	PAOUA	Malé	208	182	807	0,0575	17,3838
	PAOUA	Mia-Péndé	214	262	1231	0,0877	11,4012
	PAOUA	Mom	204	272	1252	0,0892	11,2071
	PAOUA	Nana-Barya	203	348	1457	0,1038	9,6295
	PAOUA	Paoua	201	209	852	0,0608	16,4604
	BOCARANGA	Péndé	201	218	1296	0,0924	10,8270
	NGAOUNDAYE	Yémé	204	281	1179	0,0840	11,9037

**Région 4**
**Préfecture : Nana-Grébizi**

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	001	274	1245	0,4216	2,3721
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	004	290	1459	0,4939	2,0246
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	006	250	1086	0,3676	2,7203
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	009	229	1083	0,3666	2,7275
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	011	268	1282	0,4342	2,3030
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	014	287	1306	0,4421	2,2619
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	017	203	957	0,3241	3,0852
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	019	331	1447	0,4899	2,0411
Rural : 25 AD	KAGA-BANDORO	Botto	203	207	879	0,2334	4,2841
	KAGA-BANDORO	Botto	206	263	1325	0,3516	2,8442
	KAGA-BANDORO	Botto	210	214	1059	0,2811	3,5571
	KAGA-BANDORO	Nana	203	146	726	0,1926	5,1923

	KAGA-BANDORO	Nana	207	256	1125	0,2985	3,3504
	KAGA-BANDORO	Nana	210	271	1315	0,3491	2,8647
	KAGA-BANDORO	Nana	213	204	1242	0,3296	3,0344
	KAGA-BANDORO	Grevai	201	257	1308	0,3473	2,8797
	KAGA-BANDORO	Grevai	204	101	489	0,1297	7,7089
	KAGA-BANDORO	Grevai	208	272	1067	0,2833	3,5299
	KAGA-BANDORO	Grevai	211	291	1063	0,2822	3,5434
	KAGA-BANDORO	Ndénga	203	229	998	0,2649	3,7755
	KAGA-BANDORO	Ndénga	207	338	1560	0,4141	2,4148
	KAGA-BANDORO	Ndénga	209	274	1190	0,3158	3,1664
	KAGA-BANDORO	Ndénga	213	226	1176	0,3122	3,2030
	KAGA-BANDORO	Ndénga	216	265	1296	0,3440	2,9069
	KAGA-BANDORO	Ndénga	219	274	1302	0,3455	2,8947
	KAGA-BANDORO	Ndénga	223	282	1206	0,3202	3,1235
	KAGA-BANDORO	Ndénga	226	191	1130	0,2999	3,3342
	MBRES	M'Brès	201	359	1312	0,3483	2,8707
	MBRES	M'Brès	204	442	1710	0,4539	2,2033
	MBRES	M'Brès	207	229	884	0,2345	4,2642
	MBRES	M'Brès	210	373	1824	0,4842	2,0652
	MBRES	M'Brès	213	226	929	0,2465	4,0575
	MBRES	M'Brès	216	314	1272	0,3375	2,9630

## Région 5

## Préfecture : Bamingui-Bangoran

Milieu	Sous-Préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 3 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	002	328	1541	0,3744	2,6708
	NDELE	Dar-el-Kouti	005	286	1347	0,3272	3,0560
	NDELE	Dar-el-Kouti	008	307	1308	0,3178	3,1469
Rural : 22 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	201	307	1390	0,9906	1,0094
	NDELE	Dar-el-Kouti	202	208	1048	0,7470	1,3386
	NDELE	Dar-el-Kouti	203	226	1201	0,8557	1,1686
	NDELE	Dar-el-Kouti	204	304	1203	0,8573	1,1665
	NDELE	Dar-el-Kouti	207	153	736	0,5242	1,9076
	NDELE	Dar-el-Kouti	209	294	1166	0,8311	1,2033
	NDELE	Dar-el-Kouti	210	174	818	0,5828	1,7158
	NDELE	Dar-el-Kouti	211	200	1070	0,7624	1,3116
	NDELE	Dar-el-Kouti	213	193	931	0,6630	1,5083
	NDELE	Dar-el-Kouti	214	220	1153	0,8218	1,2168
	NDELE	Dar-el-Kouti	215	221	1073	0,7648	1,3076
	NDELE	Dar-el-Kouti	217	201	885	0,6306	1,5857
	NDELE	Dar-el-Kouti	218	245	1285	0,9159	1,0919
	NDELE	Dar-el-Kouti	219	265	1267	0,9028	1,1077
	NDELE	Mbolo-Kpata	201	282	1138	0,8110	1,2330
	NDELE	Mbolo-Kpata	202	162	869	0,6191	1,6154
	NDELE	Mbolo-Kpata	204	151	616	0,4387	2,2797
	BAMINGUI	Vassako	201	182	667	0,4749	2,1057
	BAMINGUI	Vassako	202	288	1354	0,9644	1,0369
	BAMINGUI	Vassako	203	230	1137	0,8102	1,2342
	BAMINGUI	Vassako	205	264	1139	0,8118	1,2318
	BAMINGUI	Vassako	206	229	1011	0,7200	1,3888

## Région 5

## Préfecture : Vakaga

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Menage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 4 AD	BIRAO	Ridina	001	54	204	0,1449	6,9035
	BIRAO	Ridina	004	131	1035	0,7336	1,3632
	BIRAO	Ridina	006	195	921	0,6526	1,5323
	BIRAO	Ridina	008	142	636	0,4506	2,2195
Rural : 16 AD	BIRAO	Ouandja	203	395	2389	0,8200	1,2195
	BIRAO	Ouandja	205	161	1179	0,4046	2,4717
	BIRAO	Ouandja	207	229	1491	0,5119	1,9534
	BIRAO	Ouandja	208	682	3589	1,2321	0,8116
	BIRAO	Ouandja	209	554	2767	0,9498	1,0529
	BIRAO	Ouandja	212	168	1089	0,3740	2,6741
	BIRAO	Ouandja	216	216	1133	0,3888	2,5721
	BIRAO	Ouandja	219	563	3421	1,1742	0,8516
	BIRAO	Ridina	201	157	1006	11,9657	0,0836
	BIRAO	Ridina	203	207	1289	0,4425	2,2601
	BIRAO	Ridina	206	189	868	0,2980	3,3553
	BIRAO	Ridina	213	91	467	0,1601	6,2445
	BIRAO	Ridina	217	126	631	0,2166	4,6165
	BIRAO	Ridina	220	155	862	0,2961	3,3778
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	202	174	1099	0,3772	2,6513
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	204	225	1088	0,3735	2,6773

## Région 5

## Préfecture : Haute-Kotto

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD	Ménage	Population	Probabilité d'inclusion	Coefficient d'extrapolation
Urbain : 8 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	004	229	1165	0,2547	3,9264
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	007	386	2010	0,4396	2,2746
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	010	316	1461	0,3195	3,1299
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	014	255	1385	0,3028	3,3025
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	018	334	1462	0,3197	3,1276
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	022	249	1111	0,2430	4,1151
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	026	230	1341	0,2932	3,4105
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	029	269	1085	0,2374	4,2129
Rural : 17 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	201	244	839	0,3317	3,0148
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	204	377	1047	0,4137	2,4172
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	207	302	753	0,2976	3,3607
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	209	608	1977	0,7811	1,2803
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	210	439	1253	0,4950	2,0203
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	212	327	1105	0,4365	2,2910
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	216	611	2332	0,9216	1,0851
	BRIA	Daba-Nydou	202	180	730	0,2883	3,4684
	BRIA	Daba-Nydou	204	265	1071	0,4234	2,3620
	BRIA	Daba-Nydou	207	253	1099	0,4344	2,3021
	OUADDA	Ouadda	203	164	493	0,1948	5,1346
	OUADDA	Ouadda	206	197	955	0,3776	2,6486
	OUADDA	Ouandja-Kotto	201	310	1199	0,4737	2,1110
	OUADDA	Ouandja-Kotto	203	318	1193	0,4715	2,1207
	OUADDA	Ouandja-Kotto	205	207	765	0,3022	3,3090
	OUADDA	Ouandja-Kotto	208	285	994	0,3930	2,5446

# CALCUL DE L'ESTIMATION DE LA POPULATION DEPLACEE INTERNE

Région 2

Préfecture : Nana-Mambéré

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	BABOUA	Baboua	1	57	9,0	513
	BAORO	Bawi-Tédoua	1	3	11,3	34
	BAORO	Bawi-Tédoua	7	80	8,8	700
	BOUAR	Bouar	1	125	6,0	749
	BOUAR	Bouar	8	51	5,9	303
	BOUAR	Bouar	14	107	7,0	752
	BOUAR	Bouar	18	66	10,8	714
	BOUAR	Bouar	24	90	7,2	645
		<b>Total urbain</b>		<b>579</b>		<b>4 410</b>
Rural : 25 AD	ABBA	Abba	205	4	6,7	27
	ABBA	Abba	209	0	11,1	0
	BABOUA	Baboua	202	40	14,7	588
	BABOUA	Baboua	207	1	21,0	21
	BABOUA	Baboua	214	8	11,3	90
	BAORO	Bawi-Tédoua	203	9	10,9	98
	BAORO	Bawi-Tédoua	209	0	53,7	0
	BOUAR	Béa-Nana	204	11	10,8	118
	BABOUA	Bingué	204	3	15,1	45
	BOUAR	Doaka-Koursou	204	30	7,0	211
	BOUAR	Doaka-Koursou	210	55	8,5	466
	BABOUA	Fô	205	2	11,4	23
	BABOUA	Groudrot	201	87	7,9	685
	BOUAR	Herman-Brousse	203	185	6,4	1181
	BOUAR	Herman-Brousse	210	23	10,4	240
	BABOUA	Koundé	205	10	23,4	234
	ABBA	Nadziboro	204	63	8,2	516
	BOUAR	Niem-Yéléwa	205	0	12,1	0
	BOUAR	Niem-Yéléwa	218	0	17,4	0
	BOUAR	Yénga	203	0	14,7	0
	BOUAR	Yénga	210	0	10,3	0
	BAORO	Yoro-Samba-Bougoulou	205	4	8,1	32
	BOUAR	Zotoua-Banguérème	202	0	11,8	0
	BOUAR	Zotoua-Banguérème	208	0	13,1	0
	BOUAR	Zotoua-Banguérème	216	0	22,1	0
		<b>Total rural</b>		<b>535</b>		<b>4 575</b>
<b>Total</b>				<b>1 114</b>		<b>8 986</b>

Région 3

Préfecture : Ouham

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtee	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 12 AD	BATANGAFO	Batangafo	004	0	9,2	0
	BATANGAFO	Batangafo	010	0	5,9	0
	BOSSANGO	Bossango	001	0	9,2	0
	BOSSANGO	Bossango	006	0	9,5	0
	BOSSANGO	Bossango	013	0	8,6	0
	BOSSANGO	Bossango	018	0	9,3	0
	BOSSANGO	Bossango	024	0	11,2	0
	BOSSANGO	Bossango	028	0	7,2	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	005	0	9,4	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	012	0	13,1	0
	KABO	Sido	005	0	8,8	0
	KABO	Sido	010	0	7,9	0
		Total urbain		<b>0</b>		<b>0</b>
Rural : 22 AD	BATANGAFO	Bédé	201	0	13,6	0
	BATANGAFO	Bédé	212	0	56,4	0
	BOSSANGO	Ben-Zambé	203	0	28,3	0
	BOSSANGO	Ben-Zambé	213	0	12,1	0
	BOUCA	Bouca-Bobo	207	0	19,9	0
	BOUCA	Fafa-Boungou	207	0	33,2	0
	BOSSANGO	Koro-M'poko	206	1 561	13,6	21 277
	BOUCA	Ladi-Gbawi	209	0	39,5	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	203	0	15,5	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	213	0	24,0	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	222	0	15,1	0
	NANA-BAKASSA	Nana-Bakassa	233	0	8,7	0
	MARKOUNDA	Nana-Markounda	207	0	11,1	0
	NANGA-BOGUILA	Nanga-Boguila	215	0	31,0	0
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	205	0	23,1	0
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	215	713	14,1	10 083
	BOSSANGO	Ndoro-Mboli	228	0	19,3	0
	KABO	Ouaki	211	0	29,5	0
	BOSSANGO	Ouham-Bac	201	0	21,2	0
	BOSSANGO	Ouham-Bac	212	0	17,5	0
	KABO	Sido	207	0	50,7	0
	BOSSANGO	Soumbé	204	0	18,4	0
		Total rural		2 274		31 359
		<b>Total</b>		<b>2 274</b>		<b>31 359</b>

### Région 3

### Préfecture : Ouham-Pendé

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtee	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	BOCARANGA	Bocaranga	005	133	10,1	1 341
	BOCARANGA	Bocaranga	011	207	4,0	823

	BOZOUN	Bozoum	003	21	5,8	121
	BOZOUN	Bozoum	008	2 702	4,7	12 651
	BOZOUN	Bozoum	013	96	10,8	1 041
	PAOUA	Paoua	002	20	5,6	113
	PAOUA	Paoua	008	146	8,2	1 196
	PAOUA	Paoua	015	179	4,0	718
		Total urbain		<b>3 504</b>		<b>18 003</b>
Rural : 27 AD	PAOUA	Bah-Bessar	204	3	24,9	75
	PAOUA	Bah-Bessar	217	0	15,6	0
	PAOUA	Banh	211	44	13,3	586
	PAOUA	Banh	222	17	14,0	238
	PAOUA	Bimbi	211	45	14,3	643
	BOSSEMPTELE	Binon	209	5	14,0	70
	BOZOUN	Birvan-Bolé	206	181	24,7	4 463
	BOCARANGA	Bocaranga	208	15	16,4	247
	BOCARANGA	Bocaranga	219	78	16,5	1 289
	BOCARANGA	Bocaranga	231	10	13,6	136
	BOZOUN	Dan-Gbabiri	203	29	17,7	514
	NGAOUNDAYE	Dilouki	206	16	16,4	263
	NGAOUNDAYE	Dilouki	218	61	14,5	887
	NGAOUNDAYE	Kodi	211	0	10,2	0
	NGAOUNDAYE	Kodi	221	169	10,0	1 692
	KOUI	Koui	202	137	13,2	1 807
	KOUI	Koui	215	12	36,7	441
	NGAOUNDAYE	Lim	201	51	18,7	954
	NGAOUNDAYE	Lim	214	96	11,7	1 124
	BOCARANGA	Loura	206	169	12,9	2 175
	PAOUA	Malé	208	50	16,6	831
	PAOUA	Mia-Péndé	214	89	6,1	545
	PAOUA	Mom	204	6	17,4	104
	PAOUA	Nana-Barya	203	0	10,3	0
	PAOUA	Paoua	201	0	27,9	0
	BOCARANGA	Péndé	201	344	21,6	7 425
	NGAOUNDAYE	Yémé	204	92	65,6	6 032
		Total rural		1 719		32 543
		Total		<b>5 223</b>		<b>50 546</b>

#### Région 4

#### Préfecture : Nana-Grébizi

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain : 8 AD	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	001	329	2,2	721
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	004	475	2,1	1 014
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	006	466	1,9	901
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	009	246	4,5	1 102
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	011	216	3,2	696
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	014	442	2,0	877
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	017	175	3,5	621
	KAGA-BANDORO	Kaga-Bandoro	019	288	1,8	511
		Total urbain		<b>2 637</b>		<b>6 444</b>
Rural : 25 AD	KAGA-BANDORO	Botto	203	49	6,8	335
	KAGA-BANDORO	Botto	206	74	3,1	231
	KAGA-BANDORO	Botto	210	0	4,9	0

	KAGA-BANDORO	Nana	203	88	4,9	428
	KAGA-BANDORO	Nana	207	52	7,3	380
	KAGA-BANDORO	Nana	210	0	3,9	0
	KAGA-BANDORO	Nana	213	0	7,7	0
	KAGA-BANDORO	Grevai	201	0	4,1	0
	KAGA-BANDORO	Grevai	204	59	3,6	215
	KAGA-BANDORO	Grevai	208	39	3,5	136
	KAGA-BANDORO	Grevai	211	19	4,0	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	203	25	4,1	103
	KAGA-BANDORO	Ndénga	207	60	3,1	185
	KAGA-BANDORO	Ndénga	209	21	4,3	91
	KAGA-BANDORO	Ndénga	213	17	4,5	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	216	20	3,9	77
	KAGA-BANDORO	Ndénga	219	16	38,4	615
	KAGA-BANDORO	Ndénga	223	0	3,7	0
	KAGA-BANDORO	Ndénga	226	18	4,2	75
	MBRES	M'Brès	201	42	3,8	159
	MBRES	M'Brès	204	0	7,4	0
	MBRES	M'Brès	207	1	4,4	4
	MBRES	M'Brès	210	25	3,1	76
	MBRES	M'Brès	213	0	<b>5,7</b>	0
	MBRES	M'Brès	216	19	3,5	66
		Total rural		<b>644</b>		<b>3 332</b>
	<b>Total</b>			<b>3 281</b>		<b>9 775</b>

## Région 5

## Préfecture : Bamingui-Bangoran

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquête	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain:3 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	002	39	4,5	174
	NDELE	Dar-el-Kouti	005	19	5,7	108
	NDELE	Dar-el-Kouti	008	6	7,4	45
		Total urbain		<b>64</b>		<b>327</b>
Rural : 21 AD	NDELE	Dar-el-Kouti	201	286	0,9	254
	NDELE	Dar-el-Kouti	202	66	1,4	91
	NDELE	Dar-el-Kouti	203	13	3,4	44
	NDELE	Dar-el-Kouti	204	1	3,8	4
	NDELE	Dar-el-Kouti	209	0	1,4	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	210	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	211	31	1,9	59
	NDELE	Dar-el-Kouti	213	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	214	0	1,7	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	215	0	1,2	0
	NDELE	Dar-el-Kouti	217	61	1,6	98
	NDELE	Dar-el-Kouti	218	418	1,2	503
	NDELE	Dar-el-Kouti	219	6	3,7	22
	NDELE	Mbolo-Kpata	201	15	4,4	66
	NDELE	Mbolo-Kpata	202	32	5,3	171
	NDELE	Mbolo-Kpata	204	6	10,2	61



	BAMINGUI	Vassako	201	97	2,4	232
	BAMINGUI	Vassako	202	78	1,3	102
	BAMINGUI	Vassako	203	34	2,7	93
	BAMINGUI	Vassako	205	138	1,7	228
	BAMINGUI	Vassako	206	10	2,1	21
		Total rural		<b>1 292</b>		<b>2 051</b>
		<b>Total</b>		<b>1 356</b>		<b>2 378</b>

## Région 5 Préfecture : Vakaga

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain: 4 AD	BIRAO	Ridina	001	111	5,9	656
	BIRAO	Ridina	004	0	3,2	0
	BIRAO	Ridina	006	39	1,0	40
	BIRAO	Ridina	008	192	1,8	340
		Total urbain		<b>342</b>		<b>1 035</b>
Rural : 13 AD	BIRAO	Ouandja	203	135	1,6	214
	BIRAO	Ouandja	205	30	2,7	80
	BIRAO	Ouandja	207	94	2,9	275
	BIRAO	Ouandja	208	29	1,1	31
	BIRAO	Ouandja	219	61	0,7	44
	BIRAO	Ridina	201	76	0,3	23
	BIRAO	Ridina	203	121	3,1	377
	BIRAO	Ridina	206	154	2,0	307
	BIRAO	Ridina	213	8	6,1	49
	BIRAO	Ridina	217	142	15,6	2 212
	BIRAO	Ridina	220	0	2,7	0
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	202	0	4,8	0
	OUANDA-DJALLE	Vokouma	204	11	3,6	39
		Total rural		<b>861</b>		<b>3 652</b>
		<b>Total</b>		<b>1 203</b>		<b>4 687</b>

## Région 5 Préfecture : Haute-Kotto

Milieu	Sous-préfecture	Commune	AD enquêtée	Nombre de déplacés actuels dénombrés (DEPhi)	Coefficient d'extrapolation (Whi)	Estimation du nombre de déplacés actuels (TNDEPhi= Whi * DEPhi)
Urbain: 8 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	004	117	6,5	756
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	007	112	5,2	587
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	010	87	7,2	624
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	014	183	5,2	947
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	018	159	5,0	800
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	022	99	4,4	438
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	026	174	5,2	909
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	029	109	6,8	741

		Total urbain		<b>1 040</b>		<b>5 801</b>
Rural : 14 AD	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	201	1	4,5	5
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	204	160	3,4	538
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	207	29	4,2	122
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	209	127	3,5	444
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	210	206	2,4	503
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	212	57	3,2	183
	BRIA	Samba-Boungou (Bria)	216	87	3,2	278
	BRIA	Daba-Nydou	202	0	4,8	0
	BRIA	Daba-Nydou	204	1	3,0	3
	BRIA	Daba-Nydou	207	7	3,7	26
	OUADDA	Ouandja-Kotto	201	587	3,4	1 991
	OUADDA	Ouandja-Kotto	203	653	3,6	2 351
	OUADDA	Ouandja-Kotto	205	432	5,5	2 387
	OUADDA	Ouandja-Kotto	208	17	3,1	52
		Total rural		<b>2 364</b>		<b>8 881</b>
		<b>Total</b>		<b>3 404</b>		<b>14 682</b>

**Tableau A1 : Répartition des DR tirés selon la préfecture et le milieu de résidence et taux de sondage au premier degré par strate**

<b>PREFECTURES</b>	<b>Milieu</b>	<b>Nombre de AD tirés</b>	<b>Nombre total de AD</b>	<b>Taux sondage (%)</b>
<b>Nana-Mambéré</b>	<i>Urbain</i>	8	44	18,18
	<i>Rural</i>	27	163	16,56
	<i>Ensemble</i>	35	207	16,91
<b>Ouham-Pendé</b>	<i>Urbain</i>	8	44	18,18
	<i>Rural</i>	27	343	7,87
	<i>Ensemble</i>	35	387	9,04
<b>Ouham</b>	<i>Urbain</i>	12	68	17,65
	<i>Rural</i>	23	267	8,61
	<i>Ensemble</i>	35	335	10,45
<b>Nana-Grébizi</b>	<i>Urbain</i>	8	20	40,00
	<i>Rural</i>	25	84	29,76
	<i>Ensemble</i>	33	104	31,73
<b>Bamingui- Bangoran</b>	<i>Urbain</i>	3	9	33,33
	<i>Rural</i>	22	32	68,75
	<i>Ensemble</i>	25	41	60,98
<b>Haute- Kotto</b>	<i>Urbain</i>	8	29	27,59
	<i>Rural</i>	17	41	41,46
	<i>Ensemble</i>	25	70	35,71
<b>Vakaga</b>	<i>Urbain</i>	4	8	50,00
	<i>Rural</i>	16	42	38,10
	<i>Ensemble</i>	20	50	40,00
<b>Ensemble</b>	<i>Urbain</i>	<b>51</b>	<b>222</b>	<b>22,97</b>
	<i>Rural</i>	<b>157</b>	<b>972</b>	<b>16,15</b>
	<i>Ensemble</i>	<b>208</b>	<b>1194</b>	<b>17,42</b>

Tableau A2 : Répartition des ménages dénombrés selon la préfecture et le milieu de résidence

PREFECTURES	Milieu	Ménages dénombrés	Ménages d'accueil		CM déplacés
			effectif	%	
Nana-Mambéré	Urbain	1 587	198	12,5	140
	Rural	3 854	461	12,0	378
	Ensemble	5 441	659	12,1	518
Ouham-Pendé	Urbain	2 128	2 082	97,8	2 046
	Rural	4 053	3 883	95,8	3 843
	Ensemble	6 181	5 965	96,5	5 889
Ouham	Urbain	1 227	1 168	95,2	1 170
	Rural	4 135	3 931	95,1	3 915
	Ensemble	5 362	5 099	95,1	5 085
Nana-Grébizi	Urbain	1 769	1 697	95,9	1 687
	Rural	4 789	4 546	94,9	4 681
	Ensemble	6 558	6 243	95,2	6 368
Bamingui-Bangoran	Urbain	556	502	90,3	472
	Rural	4 493	1 852	41,2	1 830
	Ensemble	5 049	2 354	46,6	2 302
Haute- Kotto	Urbain	1 294	231	17,9	154
	Rural	3 131	757	24,2	937
	Ensemble	4 425	988	22,3	1 091
Vakaga	Urbain	374	372	99,5	368
	Rural	2 656	2 317	87,2	2 352
	Ensemble	3 030	2 689	88,7	2 720
Ensemble	Urbain	8 935	6 250	69,9	6 037
	Rural	27 111	17 747	65,5	17 936
	Ensemble	36 046	23 997	66,6	23 973

Tableau A3 : Répartition de la population totale, population déplacée actuelle, population de déplacée de retour, dénombrés selon la préfecture et le milieu de résidence

DEPARTEMENTS	Milieu	Nombre total de personnes	Effectif des PDI actuel	Effectif des PDI de retour	CM déplacés
Nana-Mambéré	Urbain	7 745	579	857	140
	Rural	15 973	558	1685	378
	Ensemble	23 718	1 137	2 542	518
Ouham-Pendé	Urbain	12 523	3 582	11278	2 046
	Rural	23 399	1 931	20240	3 843
	Ensemble	35 922	5 513	31 518	5 889
Ouham	Urbain	6 297	-	5068	1 170
	Rural	19 052	2 274	14834	3 915
	Ensemble	25 349	2 274	19 902	5 085

<b>Nana-Grébizi</b>	<i>Urbain</i>	9 935	2 657	7444	1 687
	<i>Rural</i>	22 978	659	21412	4 681
	<i>Ensemble</i>	32 913	3 316	28 856	6 368
<b>Bamingui-Bangoran</b>	<i>Urbain</i>	2 553	64	2269	472
	<i>Rural</i>	20 318	1 317	8173	1 830
	<i>Ensemble</i>	22 871	1 381	10 442	2 302
<b>Haute- Kotto</b>	<i>Urbain</i>	6 676	1 040	997	154
	<i>Rural</i>	11 271	2 361	3577	937
	<i>Ensemble</i>	17 947	3 401	4 574	1 091
<b>Vakaga</b>	<i>Urbain</i>	2 869	342	2777	368
	<i>Rural</i>	18 186	874	15215	2 352
	<i>Ensemble</i>	21 055	1 216	17 992	2 720
<b>Ensemble</b>	<i>Urbain</i>	<b>48 598</b>	<b>8 264</b>	<b>30 690</b>	<b>6 037</b>
	<i>Rural</i>	<b>131 177</b>	<b>9 974</b>	<b>85 136</b>	<b>17 936</b>
	<i>Ensemble</i>	<b>179 775</b>	<b>18 238</b>	<b>115 826</b>	<b>23 973</b>